

FACULTÉ DES LETTRES DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

Les Origines
du
Conflit Franco-Chinois
à propos du Tonkin jusqu'en 1883

THÈSE POUR LE DOCTORAT D'UNIVERSITÉ

PRÉSENTÉE PAR

Huan-lai CHO

Diplômé de l'École libre des Sciences Politiques de Paris
Licencié en Droit de l'Université de Yenching de Pékin

*

PARIS

JOUVE & C^{ie}, ÉDITEURS

15, RUE RACINE, 15

1936

*Thèse Paris
1936.*

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41552420_0051

FACULTÉ DES LETTRES DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

Les Origines
du
Conflit Franco-Chinois
à propos du Tonkin jusqu'en 1883

THÈSE POUR LE DOCTORAT D'UNIVERSITÉ

PRÉSENTÉE PAR

Huan-lai CHO

Diplômé de l'École libre des Sciences Politiques de Paris
Licencié en Droit de l'Université de Yenching de Pékin



PARIS
JOUVE & C^{ie}, ÉDITEURS
15, RUE RACINE, 15

1935

* 30554.

*La Faculté n'entend donner aucune approbation ni
improbation aux opinions émises dans les Thèses;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.*



PRÉFACE

L'affaire du Tonkin qui occupe une place importante dans l'histoire diplomatique entre la Chine et la France, a fait couler un flot d'encre. Des deux côtés, on avait tendance à reprocher à l'adversaire de manquer de bonne foi et de sincérité. Notre intention dans ce modeste ouvrage est de faire une étude sur les véritables origines de cette affaire d'après les documents tant français que chinois, d'écarter les préjugés qu'on a parfois imputés aux hommes d'Etat de ces deux grands pays et de réviser sur un certain nombre de points les jugements courants si souvent faussés par les passions contemporaines. Sans doute en entreprenant ce travail nous ne pouvons pas prétendre y apporter le désintéressement d'un habitant de Mars. Nous serions également inhumains si nous pouvions prétendre être aussi détachés. Néanmoins aucun effort n'a été épargné en ayant recours aux documents d'archives pour faire connaître le véritable aspect historique des événements qui se sont déroulés.

En traitant la question des origines du conflit franco-chinois à propos du Tonkin, nous nous attachons surtout aux négociations entre les deux pays qui précédèrent le conflit armé de 1884-1885. Nous nous appliquons à retracer avec fidélité cette histoire des négociations dont l'échec provoqua la rupture entre la France et la Chine. Il n'en n'est pas moins vrai qu'un récit des premières relations entre la France et l'Annam est indispensable pour nous conduire jusqu'aux négociations de la seconde moitié du ^{xix}^e siècle.

Ainsi nous nous efforcerons, dans l'introduction, d'étudier les premiers rapports franco-annamites et de démontrer comment la France est arrivée à s'installer en Cochinchine. Aussi nous ne nous attachons qu'aux faits essentiels qui réclament leur place dans la genèse des établissements français en Indochine.

Pour l'étude des deux dernières parties qui méritent la plus grande attention, notre tâche a été facilité par le fait que les plus importants ouvrages de source chinoise, ouvrages historiques dont le texte est établi sur documents d'archives, ont été tout récemment mis en publication par le Musée des Palais impériaux de Pékin. Nous nous appliquons à rapprocher, autant qu'il se peut, ces documents d'origine chinoise de documents européens, lettres, relations de voyage, mémoires, etc... dans l'espoir d'approcher, sinon d'atteindre, la vérité.

Avant de commencer cet ouvrage, nous tenons à témoigner notre reconnaissance et à rendre hommage à M. le Professeur Hauser qui a bien voulu accepter de diriger notre travail. Nous adressons aussi nos remerciements à M. Shao Hsüng-tcheng, dont l'expérience et la connaissance de ce sujet nous ont grandement facilité nos recherches.

Les Origines du Conflit Franco-Chinois

à propos du Tonkin jusqu'en 1883

INTRODUCTION

L'installation de la France en Cochinchine.

CHAPITRE I

Les premiers Pionniers. Les Missionnaires.

Comme c'est le cas pour la plupart des colonies européennes, c'est au prosélytisme religieux que la France doit, en définitive, sa conquête du pays d'Annam. Une étude des premiers rapports de la France avec le pays d'Annam met en lumière le rôle important qu'ont joué dans la conquête du pays les missions apostoliques. Douées d'une énergie peu commune, elles ont solidement posé les bases de la domination française dans la péninsule indochinoise.

Dès le ^{xv}^e siècle et la première partie du ^{xvii}^e l'activité religieuse et commerciale des européens se faisait jour en Indochine. Dans cette première activité, les Français n'ont pris qu'une part secondaire, venant après les Portugais, les Espagnols, les Hollandais et les Anglais. Dès le ^{xvi}^e siècle, des tentatives d'œuvres évangéliques furent faites (1). Mais les premières missions qui furent fondées en pays d'Annam et qui prospérèrent étaient l'œuvre des jésuites (2). Dans les pre-

(1) Le Père Georges de la Motte au Cambodge en 1585. Voir M. Octave Homberg, *La France dans cinq parties du Monde*. VIII^e, L'Indochine, dans la *Revue des Deux-Mondes* du 1^{er} août 1927.

(2) Voir C. Lavollée, *Mission de la Chine et du Tonkin*, dans la *Revue des Deux-Mondes* du 15 août 1858.

mières années du xvii^e siècle, le souverain du Japon avait cessé de se montrer tolérant à l'égard des prêtres européens (1). L'activité des missionnaires en partie détournée du Japon chercha un champ nouveau. Une nouvelle mission pour prêcher en Cochinchine fut fondée au commencement de 1615, à la suite d'une proposition d'un négociant portugais (2).

En dépit de difficultés sans nombre, la mission de la Cochinchine remporta de grands succès (3), et, en 1625, les supérieurs des jésuites songèrent à ouvrir une mission au Tonkin. A la suite d'une enquête, la création d'une mission au Tonkin fut décidée et le P. Alexandre de Rhodes, un Français, fut choisi pour en être le premier chef.

Alexandre de Rhodes était déjà en Cochinchine depuis deux ans environ. Aussi il était capable de prêcher aux Annamites dans leur langue. Il demeura au Tonkin trois ans, de 1627 à 1630, et fit un nombre considérable de conversions. Expulsé par Trinh Trang, qui l'avait d'abord favorablement reçu, il rentra à Macao où il resta six années durant, se bornant, jusqu'en 1645, à faire de fréquentes apparitions en Cochinchine. Enfin en 1645, à la suite d'une persécution, il fut saisi, et condamné à mort, puis ayant été gracié, l'accès du pays lui fut interdit (4). Les supérieurs décidèrent de l'envoyer en Europe pour chercher « du secours spirituel et temporel ». C'est ainsi qu'il fut chargé auprès du Pape d'une mission, dont les résultats furent considérables pour l'établissement et l'extension de l'influence française dans le pays d'Annam (5).

A Rome, il ne réussit pas à faire aboutir le projet d'établissement d'une hiérarchie ecclésiastique complète dans les chrétientés de l'Asie orientale ; on s'était heurté à une énergique résistance du roi de Portugal. Il se tourna vers la France (6).

(1) V. Pagès (Léon), *Histoire de la religion chrétienne du Japon*, 1^{re} partie, pp. 253, 254.

(2) V. A. de Rhodes, *Voyages et missions en la Chine et autres royaumes de l'Orient* (édition de 1884), p. 63.

(3) A. de Rhodes, *op. cit.*, p. 68.

(4) *Ibid.*, p. 227 et suiv.

(5) Maybon (Charles-B.), *Histoire moderne du pays d'Annam*, p. 33.

(6) « J'ai cru que la France, étant le plus pieux royaume du monde, me fournirait plusieurs soldats qui aillent à la conquête de tout l'Orient. » A. de Rhodes, *op. cit.*, 3^e partie, p. 76-77.

A Paris, il se mit en rapport avec une association de jeunes prêtres qui résolurent de se consacrer aux missions ; il sut se concilier l'appui de la reine, des grandes dames et de membres éminents du clergé de France. Malgré tous ses efforts, il n'aboutit pas et partit pour une nouvelle mission en Perse. Mais l'idée avait fait son chemin et devait être réalisée quelques années plus tard. D'autre part, A. de Rhodes, de par son long séjour au Tonkin et en Cochinchine, avait une connaissance approfondie de la langue et des mœurs des Annamites, aussi bien que de l'histoire et des ressources du pays. Il publia en Europe plusieurs ouvrages qui forment une documentation des plus complètes sur le pays d'Annam jusqu'alors inconnu. En effet, craignant que les remparts de Malacca ne fussent infranchissables, les marins français ne songèrent à nouer des relations commerciales avec l'Extrême-Orient qu'en empruntant la route qui traverse le continent américain du Nord. La France serait vraisemblablement restée longtemps encore étrangère aux entreprises indochinoises, n'eût été l'active propagande d'Alexandre de Rhodes. Selon M. L. Cadière, le P. de Rhodes allait être « l'introducteur » des Français en Indochine.

Les démarches amorcées à Rome par Alexandre de Rhodes amenèrent bientôt la fondation de la Société des Missions étrangères. Sa création mérite particulièrement l'attention parce que l'histoire de la nouvelle Société est liée d'une façon étroite avec l'histoire de l'influence française en Indochine. Ce fut l'un de ses fondateurs, Pallu, qui a noué les premiers liens entre la cour d'Annam et celle de France. Depuis la visite du P. de Rhodes à Paris, l'affaire de la création des évêques était devenue une affaire française (1). Le Pape, sachant que des prêtres français étaient disposés à partir dans les missions d'Annam et du Tonkin, avait chargé le nonce à Paris d'en choisir trois destinés à l'épiscopat. Les fonds nécessaires étaient souscrits mais les difficultés vinrent comme toujours des Portugais (2). Les négociations furent reprises

(1) V. Maybon (Charles-B.), *Histoire moderne du pays d'Annam*, p. 42.

(2) V. Adrien Launay, *Histoire générale de la Société des missions étrangères*, vol. I, p. 15-18.

grâce à une intervention de l'assemblée générale du clergé de France auprès du Pape. Enfin en 1658 un bref pontifical désigna trois évêques *in partibus infidelium* : François Pallu devint évêque d'Héliopolis, Pierre de la Motte-Lambert évêque de Béryte, Ignace Cotelendi évêque de Metellopolis (1). Ils devaient dépendre directement du Pape. La Société des Missions étrangères fut virtuellement créée, avec un séminaire à Paris.

Mais en Indochine ils se trouvèrent partout en butte à l'hostilité des Portugais. Dans toute l'Indochine annamite des persécutions sévissaient. Au Tonkin, François Deydier, qui était venu avec M. de la Motte-Lambert, réussit à entrer dans le pays sous des habits de matelot et à se mettre en rapport avec les catholiques annamites. En 1665, Pallu retourna en Europe pour faire régler définitivement par le Pape la question de l'indépendance des Vicaires apostoliques vis-à-vis du Portugal. Dès octobre 1661, avant le départ de Pallu, Louis XIV avait écrit une lettre destinée aux souverains de la Cochinchine, du Tonkin et de la Chine. L'existence en est connue par un brouillon conservé aux Archives des Affaires étrangères bien qu'il n'est pas certain qu'elle ait été emportée par Pallu et remise aux souverains (2). L'idée fut reprise en 1670. Louis XIV avait confié à Pallu la mission de porter une lettre et des présents au roi du Siam. D'autre part, Pallu obtint à Rome tous les avantages en faveur des vicaires apostoliques. Il remit la lettre au roi du Siam vers la fin de 1673. Il devenait ainsi l'ambassadeur presque officiel du Pape et du roi de France.

Dans la pensée de profiter de sa faveur au Siam et sur le conseil de Deydier et de Bourges qui était en bonne intelligence avec la cour de Lê Gia-Tôn, Pallu songea à se rendre au Tonkin, mais la tempête le jeta sur les côtes des Philippines. L'ayant trouvé « chargé des mémoires d'un projet pour l'établissement de la Compagnie royale des Indes dans le royaume

(1) *Ibid.*, p. 36 et suivantes. Voir aussi Goyau (Georges), *Les Prêtres des missions étrangères*.

(2) Hanotaux (Gabriel) et Martineau (Alfred), *Histoire des colonies françaises*, t. V, p. 333.

du Tonkin », le gouverneur des Philippines le fit arrêter (1), et ne le relâcha qu'en 1677.

Cependant, durant ce temps, La Motte-Lambert s'était rendu en Cochinchine ; il fut reçu en audience solennelle par le souverain Hiên Vuong, qui lui promit d'accorder la liberté religieuse. En effet, la persécution, qui durait depuis trente ans dans ses Etats, ne se renouvela plus sous son règne (2).

L'échec de Pallu n'empêcha pas qu'il avait profité de son séjour à Rome pour faire admettre par la Propagande son projet sur l'organisation des vicariats apostoliques (3). Par une suite de décrets, les Missions d'Extrême-Orient furent divisées en six grands vicariats : 1, la Chine septentrionale (6 provinces) ; 2, la Chine méridionale (9 provinces) ; 3 et 4, le Tonkin et le Laos ; 5, la Cochinchine (comprenant le Champer et le Siam) ; 6, le Japon.

En 1681, Pallu quitta la France et fit son second voyage à la suite de son arrestation à Manille. Arrivé au Siam, il chargea deux missionnaires de présenter à Trinh-thac, qui gouvernait sous le nom du roi Le-hi-tong, la lettre et les présents de Louis XIV. Après de longs pourparlers, le roi les accepta, mais trois jours après Trinh-thac mourut. Son fils, Trinh-can, qui lui succéda, se contenta de donner de bonnes paroles aux missionnaires et indiqua dans sa réponse au roi de France que, monté sur le trône depuis peu de temps, il lui était impossible encore de trancher d'une façon péremptoire la question religieuse. Il remit aux missionnaires, pour Louis XIV, de superbes soieries brochées d'or.

Ainsi la Société des Missions étrangères paraissait solidement installée en Cochinchine et au Tonkin. L'installation au Tonkin d'une hiérarchie de prêtres et d'évêques français fut un événement considérable. La France jusqu'alors absente de cette partie de l'Asie, sera toujours présente désormais par ses missionnaires (4). A côté des dominicains espagnols et des jésuites en majorité portugais, les missions étrangères sont

(1) Launay, *op. cit.*, vol. I, p. 234.

(2) Louvet, *Cochinchine*, vol. I, p. 304. Voir aussi Maybon, *op. cit.*, p. 49.

(3) Launay, *op. cit.*, vol. I, p. 239 et suiv.

(4) Hanotaux et Martineau, *op. cit.*, V, p. 333.

toujours là et même dans les périodes les plus difficiles. En effet, les circonstances étaient peu favorables au développement de l'œuvre des missions (1). Les persécutions furent nombreuses dans le domaine des Trinh ; en 1712, en 1721, en 1737, en 1745, en 1773, des mesures furent prises pour empêcher les missionnaires de prêcher le catholicisme. Dans les négociations qui eurent lieu au cours du XVIII^e siècle entre Rome, le gouvernement français et les Missions étrangères, on voit même que cette Société avait une particulière inclination pour l'Indochine. Elle refusa de prendre en charge la mission jésuite de Pékin et celle de Perse et demanda expressément que les provinces de Cochinchine et du Tonkin, administrées par les jésuites, fussent confiées à ses missionnaires. Ainsi on peut dire que l'influence française s'introduit au Tonkin avec la Société des Missions étrangères. On verra bientôt que le commerce français a été appelé et encouragé de toute façon par les missions étrangères.

(1) Maybon (Charles-B.), *op. cit.*, p. 138 et suiv.

CHAPITRE II

Les premières relations commerciales.

Pendant la première période, les Français n'ont pris aucune part à l'activité commerciale des Européens en Indochine. Les Portugais, arrivés les premiers en Asie, furent aussi les premiers à faire du commerce en Indochine. Après eux vinrent les Espagnols, puis les Hollandais, puis les Anglais. Pendant toute la première moitié du xvii^e siècle, l'Indochine fut le champ clos où se disputaient les influences commerciales du Portugal, de la Hollande et de l'Angleterre. Vers 1630, un fameux mémoire d'Issac de Razilly relatif à un établissement de Madagascar a même déclaré : « Envoyer les Français d'une traite en Sumatra, Java major, Siam, Cochinchine, les Moluques, Japon et autres lieux éloignés, et y rencontrant les obstacles tels que peuvent les faire naître les Hollandais, c'est jeter de l'argent en la mer et perdre les hommes (1). » Les tentatives des relations commerciales ne furent commencées qu'après l'installation des vicariats apostoliques. On s'est rendu compte que la situation des missionnaires resterait précaire si l'on ne parvenait pas à établir des relations par bateaux français entre les ports de France et l'Extrême Orient. Pallu s'efforçait de fonder une compagnie de commerce avec l'appui d'un riche armateur de Rouen, nommé Fermanel. Ainsi fut créée la « Compagnie de la Chine » en 1660 (2). Il était stipulé qu'on transporterait des missionnaires au Tonkin, en Cochinchine et en Chine « à leur choix » (3). Le commerce et l'œuvre religieuse devait ainsi se prêter un mutuel appui. Le contrat

(1) Hanotaux et Martineau, *op. cit.*, V, p. 328.

(2) Launay, *op. cit.*, I, pp. 55-58. Voir aussi Madrolle (Cl.), *Les premiers voyages français à la Chine*, p. xviii et suiv.

(3) Guyon (Abbé Claude-Marie), *Histoire des Indes orientales anciennes et modernes*.

d'union fut exécuté et un navire fut commandé en Hollande. Le navire brisé par la tempête au Texel, ce désastre marqua la fin des entreprises de la Compagnie.

Neuf ans plus tard, en 1669, Pierre de la Motte-Lambert, accompagné de deux missionnaires, firent un voyage au Tonkin sur un navire français qui paraît avoir été le premier à arriver au Tonkin. On sait qu'en ce moment les autorités annamites surveillaient rigoureusement les agissements des étrangers. Aux officiers chargés de la visite, le navire fut représenté comme appartenant à la Compagnie des Indes orientales qui voulait ouvrir une factorerie au Tonkin (1). Mais les marchands portugais et hollandais, inquiets d'une concurrence possible de la part de la Compagnie française dénoncèrent les missionnaires. Grâce à l'intermédiaire d'un eunuque chrétien qui exposa à Trinh-Trang les avantages du commerce avec la France, les Français purent débarquer. D'autre part, Pallu s'employa de toutes ses forces à orienter l'activité commerciale de la France vers le royaume du Tonkin dans la pensée de poursuivre en même temps la propagation de la religion, la gloire du roi et le développement du commerce. En 1667 et 1671, il envoya sur ce sujet des mémoires aux directeurs de la Compagnie. En 1671, il supplia directement Colbert (2), ce qui témoigne qu'il désirait voir la France s'établir ouvertement au Tonkin. Il n'obtint satisfaction que quelques années après durant son séjour en Europe. La Compagnie envoya un petit bâtiment, le « Tonquin » de l'Inde et un marchand nommé Chappelain établit un comptoir à Hung-yen, mais la prise de Bantam par les Hollandais en 1682 entraîna sa disparition (3).

En 1686, Véret, un agent de la Compagnie française, avait conseillé d'occuper Poulo Condore. La Compagnie gênée par des difficultés financières n'avait pas donné suite à ce projet (4).

(1) La Compagnie dont il est question est la nouvelle Compagnie des Indes Orientales que Colbert voulut organiser sur les plans de la Compagnie hollandaise, elle fut autorisée par Louis XIV en 1664. Voir Maybon, *op. cit.*, p. 78, note 1.

(2) Pallu, *Lettre de Monseigneur Pallu*, II, p. 191 et suiv.

(3) Maybon, Une factorerie anglaise au Tonkin au XVII^e siècle (1672-1697). *Bulletin de l'Ecole française d'Extrême Orient*, 1910, p. 203 note.

(4) M. Faure (Al.), Les origines de l'Empire français de l'Indochine. *Revue de Géographie*, XXIV et suiv.

On sait que la France devait bientôt être en guerre avec les autres royaumes d'Europe et écartée pour un temps des entreprises lointaines.

Ce n'est qu'en 1721 que la question fut étudiée de nouveau par la Compagnie. Mais l'agent qu'elle envoya fut beaucoup moins optimiste que Véret et il conclut dans son rapport que la place « était à abandonner plutôt qu'à occuper » (1).

Cependant les Français de l'Inde ne cessèrent pas de s'intéresser au Tonkin. On en trouve des preuves dans la correspondance des gouverneurs (2). Dupleix, commandant général des établissements français dans les Indes depuis 1742, concentra toute son attention sur l'Indochine orientale. En 1744, un négociant de Canton, nommé de Rothe, confia à Friell, neveu de M^{me} Dupleix, une mission commerciale en Cochinchine. Friell fut bien accueilli par Vô Vuong, qui lui délivra une « chappe lettre de conscession » l'autorisant à venir faire du commerce dans le pays. La guerre maritime et coloniale entre la France et l'Angleterre à l'occasion de la guerre de la succession d'Autriche força Dupleix à suspendre le projet. Cependant dès avant la paix d'Aix-la-Chapelle (1748), il envoya un autre agent nommé Dumont en Cochinchine (3). En 1750, Dupleix y envoya Bennetat, coadjuteur du vicaire apostolique, en vue d'établir des relations solides entre Pondichéry et la Cochinchine. En 1752, il y envoya encore l'un de ses agents subordonné, M. de Rabac. Aucune de ces tentatives n'a abouti (4).

En même temps, les directeurs de la Compagnie à Paris élaborait un projet dans le même sens, le promoteur en était Pierre Poivre. Il fut chargé de la mission d'ouvrir les relations commerciales avec la Cochinchine et d'y fonder un comptoir. Dupleix se montra surpris de n'avoir pas été mis au courant de l'expédition. Malgré son mécontentement et les discussions soulevées entre Friell et Poivre, il mit à la disposition de ce

(1) *Revue d'Extrême-Orient*, t. II, pp. 306-324.

(2) Hanotaux et Martineau, *op. cit.*, V, p. 342.

(3) Martineau (Alfred), *Dupleix et l'Inde française*, vol. II, pp. 109-111.

(4) Voir Cordier (Henri), *La France en Chine au XVIII^e siècle*, Introduction.

dernier un navire. Les circonstances étant peu favorables, Poivre ne put remplir les devoirs de sa mission mais il put noter dans son rapport que la constitution de l'Etat, le mauvais gouvernement, l'ignorance et l'avarice du prince constituaient les plus grands obstacles au développement du commerce. Il marqua qu'une Compagnie qui voudrait s'établir en Cochinchine et y prendre une solide position pour y faire un commerce avantageux devrait s'y faire précéder de moyens capables de s'y faire craindre et respecter. Ainsi, il se montre partisan d'une intervention politique. Et malgré l'échec de sa mission, Cordier a pu dire que le voyage de Poivre fut le véritable commencement des relations entre la France et l'Annam.

Par la suite, quelques tentatives ont été faites encore. Mais les victoires anglaises dans l'Inde, le traité de Paris qui mettait fin à la guerre et enfin la disparition de la Compagnie en 1769 ne permirent pas à ces projets d'aboutir.

Cependant, on trouve l'idée de chercher en Indochine une compensation à la perte de l'Inde nettement exprimée dans des *Réflexions politiques et secrètes* rédigées à la fin du règne de Louis XV. Elles mentionnent la constitution d'un comité « dans lequel on agita la question de savoir s'il y aurait des moyens de procurer à la France des établissements dans quelque partie de l'Asie qui pussent balancer dans quelque proportion les avantages obtenus par l'Angleterre » et elles concluent : « Il semble qu'il ne reste plus que la Cochinchine qui ait échappé jusqu'ici à la vigilance des Anglais (1)... » Dorénavant la politique de l'Indochine allait devenir une politique nationale française.

(1) Correspondance gr., C' 3, fol. 141, cité par Maybon, *op. cit.*, p. 168.

CHAPITRE III

Les périclées sous la révolution et l'empire.

La situation politique en Indochine devait bientôt fournir l'occasion à un prélat français d'une entremise audacieuse qui peut être considérée comme le prélude de l'intervention directe de la France. A la suite de la révolte des Tay-sons, le roi Duêtôn fut mis à mort en 1777, le prince Ann (1) avait échappé au massacre grâce, semble-t-il, à un évêque français, Pierre Pigneau de Behaine, évêque d'Adran. Les Tay-sons restaient toujours redoutables et à la suite d'une nouvelle attaque en 1783 (2), le prince Nguyễn Anh devait chercher refuge au Siam tandis que l'évêque transférait le collège à Chantaboun en territoire siamois. Dans une entrevue avec Nguyễn Anh, l'évêque Pigneau lui parla de la possibilité de s'adresser au roi de France et de lui procurer des secours français. L'accord fut réalisé et le prince lui confia alors son fils Canh, héritier présomptif.

A Pondichéry l'évêque Pigneau se heurta à un refus catégorique des autorités françaises de cette ville et il devait bientôt aller en France plaider sa cause devant la cour. Arrivé à Paris, en 1787 il menait une campagne sérieuse, s'efforçant de gagner à sa cause les personnages politiques. A Versailles, il fut reçu par Louis XVI auquel il exposa les avantages qui devaient résulter de l'expédition, pour le commerce français dans les mers de l'Asie. Il y voyait aussi un moyen pour tenir en échec la suprématie maritime de l'Angleterre (3).

Un « traité d'alliance offensive et défensive » en 10 articles finit par être signé, le 24 novembre 1787 par M. de Mont-

(1) Documents relatifs à l'époque de Gia-long. *B. E. F. E. O.*, 1922, n° 7, p. 17.

(2) Maybon, *op. cit.*, pp. 192-203.

(3) Gundry (R. S.), *China and her neighbors*, pp. 76-78.

morin, qui avait succédé au comte de Vergennes le 18 février précédent à titre de ministre des Affaires étrangères de la France, et par l'évêque d'Adran comme envoyé du roi de la Cochinchine (1). Le roi de France s'engageait à seconder « de la manière la plus efficace » le roi de la Cochinchine (2). Il promettait d'envoyer à ses frais quatre frégates, 1.200 hommes d'infanterie, 200 artilleurs et 200 cafres avec de l'artillerie de campagne (3). En reconnaissance, le roi de Cochinchine cédait la propriété et la souveraineté du port de Tourane et de l'île de Poulo-Condor, le droit exclusif d'entière liberté de commerce dans tout le royaume ; l'exemption de tout droit de douane hors ceux que payaient les « naturels » du pays (4). Il s'engageait aussi à secourir le roi de France de ses forces de terre et de mer, en cas de guerre dans la région des îles Moluques, de la Sonde et du détroit de Malacca (5), en échange le roi de France lui promettait son secours lorsqu'il serait troublé dans la possession de ses Etats (6).

On y trouve à chaque ligne, le désir d'assurer à la France des réels avantages, avantages considérables et exclusifs. Le roi de France avait eu sans doute sous ses yeux les différents mémoires conservés dans les archives en ce qui concerne la question des établissements à fonder en Annam (7).

Aux raisons économiques s'ajoutaient des considérations politiques de premier ordre. La Cochinchine offrait l'avantage admirable de mettre une barrière entre l'Inde anglaise et la Chine. Ces avantages avaient été exposés, à la veille de la prise de Pondichéry par les Anglais, dans le mémoire de Chevalier à M. le gouverneur de Bellecombe (30 avril 1778), mémoire dont les dispositions essentielles se trouvent reproduites dans le traité de 1787 (8).

(1) Plus un article séparé et une déclaration de l'évêque.

(2) Art. I.

(3) Art. II.

(4) Art. III, V, VI.

(5) Art. VIII.

(6) Art. IX.

(7) Celui de l'abbé de Saint-Phalle (24 février 1753), celui de Protais-Leroux (15 mai 1775) et les rapports de Poivre sur Tourane.

(8) Voir Septans, *Le commencement de l'Indochine française*, p. 170. Extrait des Archives du Ministère de la Marine et des Colonies.

Le danger qui devait résulter de l'exécution de ces projets n'avait pas échappé aux Anglais. En 1806, John Barrow, enchanté de ce que le traité était resté lettre morte, dira : « Sans cet événement (la Révolution française), on ne sait trop quelles conséquences un pareil traité aurait pu avoir pour nos possessions dans l'Inde et pour le commerce de notre Compagnie avec la Chine (1). »

Le traité à peine signé, le gouvernement français changeait d'attitude et estimait que l'inaction serait plus avantageuse. Cinq jours après la signature du traité, des instructions particulières furent adressées à Conway, commandant des troupes de l'Inde qui devait être le chef de l'expédition. Ces instructions dans leur partie secrète le laissaient « maître de ne point entreprendre l'opération ou de la retarder » d'après les renseignements qu'il aurait « tant sur la facilité du succès que sur les avantages de l'établissement projeté ». Allusion y était faite sur « l'état d'épuisement où se trouvaient les finances du roi » (2). D'autre part, Montmorin écrivait, quelques semaines plus tard, à l'ambassadeur de France à Madrid : « Sa Majesté s'en est rapportée à la sagesse de M. le comte de Conway qui devait commander l'expédition. Je suis porté à croire que les circonstances locales paraîtront à cet officier général devoir y mettre obstacle, en sorte qu'il est probable qu'elle n'aura pas lieu (3). » Ainsi le traité de Versailles, l'acte diplomatique qui devait consacrer, pour la première fois, un accord entre les gouvernements de la France et de l'Annam était devenu caduc et nul d'abord parce que les ratifications n'avaient jamais été échangées (4) conformément à l'article X du traité et ensuite parce que les clauses n'en furent jamais mises à exécution. On sait que la Grande Révolution qui devait éclater deux ans plus tard effaça tous projets lointains.

Sur ces entrefaites, la discorde éclatait entre les Taysons,

(1) Barrow (John), *Voyages à la Cochinchine*, t. II, p. 214.

(2) Maybon, *op. cit.*, p. 232-233.

(3) Hanotaux et Martineau, *op. cit.*, p. 351.

(4) Gundry, *op. cit.*, p. 80. Voir aussi Silvestre (J.), La politique française dans l'Indochine... Annam. *Annales de l'Ecole libre des sciences politiques*, 1896, p. 50.

Nggyên-anh avait réussi à reconquérir la Basse-Cochinchine. D'autre part, devant l'inaction de Conway, Pigneau était décidé de faire seul la révolution de Cochinchine. Il sut intéresser à ses projets des commerçants de l'Île de France et de Pondichéry. Des bateaux en vinrent et des « volontaires » français affluèrent au service du prince. Grâce à ces secours, le prince qui soutenait avec peine son autorité dans la Basse-Cochinchine reconquit en treize années le royaume de ses pères et s'empara même du Tonkin. En 1802, il régna sur tous les pays annamites.

L'évêque d'Adran se contenta au commencement de l'année 1790 de faire parvenir au ministère français la traduction d'une lettre de Nguyễn Anh où il était dit que le prince remerciait Louis XVI de sa bonne volonté ; qu'il n'avait pas reçu les secours promis ; mais qu'il n'en avait pas eu besoin, que grâce à l'amour de ses sujets, il était rentré dans une partie considérable de son royaume (1). Cette lettre parvint à Paris en 1791 et un résumé en fut lu à la séance du Conseil d'Etat. Dans les observations dont elle fut l'objet, M. de Cossigny insista sur la question de former des liaisons commerciales avec la Cochinchine (2). L'année précédente, la question avait été portée devant l'assemblée Constituante par Louis Monneron, le député de Pondichéry, qui avait rappelé la mission de l'évêque d'Adran et critiqué vivement l'impéritie du ministre (3).

En 1797, un projet d'établissement aux Philippines et à la Cochinchine fut soumis au Directoire par le capitaine de vaisseau Larchers (4). Quatre ans après, en 1801, Charpentier de Cossigny, l'ancien commandant de Pondichéry, adressait un « Mémoire sur la Cochinchine » dans lequel il proposait de faire

(1) *Corr. gén.*, vol. VIII, pp. 551-553. Arch. Aff. étr. Asie 21, fol. 64, lettre autographe de l'évêque. Voir Maybon, *op. cit.*, p. 266.

(2) Maybon, *op. cit.*, p. 389.

(3) Arch. Aff. étr., Asie, Indes-Orientales, Chine, Cochinchine, vol. 19, pièce 148. Mémoire lu à l'Assemblée nationale en faveur des Colonies françaises aux Indes, par M. Louis Monneron, député de Pondichéry (Mémoire imprimé de 24 pages. Paris, 15 octobre 1790. Maybon a reproduit le passage relatif à l'évêque d'Adran).

(4) Cordier (Henri), *La France et l'Angleterre en Indochine et en Chine sous le premier Empire*. T'oung Pao, 1903, pp. 207-211.

dans ce pays une expédition commerciale (1). Bonaparte nota en marge : « Renvoyé au Ministre de la Marine pour me faire connaître son opinion sur ce Mémoire. »

Après la paix d'Amiens de 1802, l'expédition du général Decaen fut envoyée pour prendre possession des anciens établissements français à l'Est du Cap de Bonne-Espérance. Félix Renouard de Sainte-Croix, ancien officier de cavalerie qui prit passage dans l'expédition, rencontra, à Macao, Jean-Marie Dayot, l'un des officiers français qui avaient aidé l'évêque d'Adran à restituer le trône à Gia-long. Dayot remit à Sainte-Croix ses notes et des cartes qu'il avait dressées et lui montra l'intérêt que pourrait avoir la France en Cochinchine. A son retour en France en 1807, Renouard de Sainte-Croix fut reçu par le Ministre des Affaires étrangères, M. de Champagny, auquel il remit les cartes de Dayot. M. de Champagny rendit compte à l'Empereur de cette visite (2). Mais les événements en Europe détournèrent de ce sujet l'attention de Napoléon. Cependant en 1812 le conseiller d'Etat d'Hauterive fut chargé de rechercher des renseignements sur cette question au Ministère de la Marine et au Dépôt des archives ; on ne trouva rien (3). Pendant les Cent jours même, un négociant de l'île Bourbon, Jean-Alexandre Salèles, adressa un mémoire aux conseillers d'Etat pour mettre en lumière les « avantages de rétablir les relations commerciales avec Sumatra, la Côte malaise, Cochinchine, Bornéo, les îles Philippines et la Chine (4) ». Aucun de ces projets n'eut de suite. On sait que Bonaparte a eu d'autres soucis plus sérieux en Europe et que la gravité de la politique européenne l'empêcha de prêter la moindre attention aux projets d'Extrême Orient. Il fut tout naturel que la France de la Révolution et de l'Empire, aux prises avec l'Europe coalisée, négligea ses intérêts en Asie.

Ce ne fut qu'en 1817 que le gouvernement de la Restauration

(1) Archives de la Marine et des Colonies. Cochinchine, 1792-1818, n° 5, reproduites par Cordier, *loc. cit.*, pp. 202-206.

(2) Cordier, *loc. cit.*, pp. 221-224.

(3) Silvestre, La politique française dans l'Indochine, Annam. *Annales de l'Ecole libre des sciences politiques*, 1895, p. 528.

(4) Cordier, *La reprise des relations avec l'Annam sous la Restauration*. T'oung Pao, 1903, pp. 285-289.

s'efforça de rétablir des relations avec la cour de Hué. Le duc de Richelieu inaugura une politique coloniale plus active et commença à se préoccuper des intérêts de la France en Cochinchine. En 1817, il adressait une lettre à Jean-Baptiste Chaigneau, un des Français qui restaient à la cour du souverain de Cochinchine, dans laquelle il insistait sur l'établissement d'un commerce régulier et permanent avec le Tonkin et la Cochinchine (1). En même temps, Richelieu trouva son plus actif stimulant dans les Chambres de commerce de Lorient et de Bordeaux qui se montrèrent enthousiastes pour rétablir le commerce avec l'Extrême Orient (2). Les autorités douanières annoncèrent une réduction de droits pour encourager les premiers essais. Des candidats offraient de se rendre en Cochinchine, en qualité d'agent commercial, mais Du Plessis de Richelieu fixa son choix sur Chaigneau. On voit donc qu'à cette époque on s'intéressait vivement en France, aussi bien dans les milieux officiels que dans les milieux commerciaux, au rétablissement des relations avec la Cochinchine. Ainsi en 1817, les premières expéditions en Cochinchine furent organisées. Au point de vue proprement commercial, ces premiers voyages enregistrèrent un échec complet mais ils réussirent dans « le premier objet qui était de frayer de nouveau au pavillon français une route où il ne se montrait plus depuis 30 ans ». D'ailleurs Gia-Long, prévenu des difficultés commerciales des négociants français, leur accorda remise entière des droits de douane et de transit et les assura de sa bienveillance (3).

En 1819, il fit une deuxième expédition qui fut, cette fois, couronnée de succès sous tous les rapports. Après 30 années d'absence, Chaigneau désirait revoir sa patrie et en même temps porter au gouvernement français les renseignements qu'attendait Du Plessis de Richelieu. Il obtint de Gia-long un congé de trois ans (4). Il arriva en France à un moment

(1) Cordier, *Le Consulat de France à Hué sous la Restauration. Revue d'Extrême-Orient*, II, 1883, p. 139 ; la lettre de Richelieu se trouve p. 141.

(2) Cordier, *La reprise des relations avec l'Annam sous la Restauration*, p. 294 et suiv.

(3) Cordier, *Bordeaux et la Cochinchine sous la Restauration*. T'oung Pao, 1904, p. 505 et suiv.

(4) Cordier, *Le Consulat de France... Rev. E. O.*, 1883, p. 146 et p. 140.

opportun ; le duc de Richelieu venait de succéder au Ministère Decazes. En 1820, il repartit pour la Cochinchine comme agent de la France, auprès de l'Empereur de Cochinchine, investi en outre de l'autorité de Consul à l'égard des sujets français et enfin muni de pouvoirs spéciaux pour conclure un traité de commerce entre la Cochinchine et la France (1). Mais il ne devait plus trouver Gia-long sur le trône. Son successeur lui manifesta des sentiments de défiance. Il se plaignait qu'on voulait lui enlever une partie essentielle de ses pouvoirs. Peut-être cette méfiance s'explique par l'impression que lui donnèrent les agissements des Anglais dans l'Inde. D'ailleurs prévenu contre la puissance des Anglais dans cette partie de l'Asie, il craint en accordant ouvertement un traité à la France, d'attirer sur lui l'attention de l'Angleterre. Il fit répondre qu'un traité de commerce était inutile, puisque les Cochinchinois étaient bien disposés pour les Français et que, par conséquent, ceux-ci étaient sûrs d'être bien traités quand ils séjourneraient dans le pays. En réalité, il fut froissé des termes dans lesquels le gouvernement français posait des conditions à ses relations commerciales (2). Somme tout, Chaigneau vit s'accroître chaque jour la froideur du souverain d'Annam à son égard. L'Empereur Minh-Mang faisait adresser une fin de non-recevoir hautaine à l'intendant de la marine marchande du royaume de Fou-lang-cha, par un mandarin de second ordre et ne daignait pas répondre directement au Roi de France (3). Malgré toute cette inconvenance, le gouvernement français chargea d'une lettre et de présents le baron de Bougainville qui a également échoué dans sa mission. L'invasion des Anglais en Birmanie lui causant de grandes inquiétudes, le roi de Cochinchine refusa de recevoir la lettre et les présents de l'envoyé français, sous prétexte de l'impossibilité de faire traduire cette lettre. En effet, Minh-Mang voyait d'un mauvais œil la propagation des missionnaires catholiques. Le vice-consulat de Eugène Louis Chaigneau, neveu de Chaigneau, ne fut pas plus heureux. Le gouvernement cochinchin-

(1) *Ibid.*, p. 177.

(2) Hanotaux et Martineau, *op. cit.*, p. 367.

(3) Silvestre, *loc. cit.*, p. 239.

nois n'avait point voulu lui reconnaître sa qualité officielle et avait simplement toléré sa présence à titre de simple particulier (1).

C'est à ce moment que Minh-Mang se montra hostile à l'influence européenne et se décida à persécuter ouvertement les missionnaires. De rigoureux édits renouvelèrent, en les aggravant, ceux établis précédemment. La Monarchie de Juillet, occupée d'intérêts plus immédiats, s'abstint pendant longtemps de toutes relations avec la cour de Hué. M. Guizot ne paraît pas favorable à la création d'un établissement en Cochichine. Il écrit au ministre de la marine : « Nous avons des questions assez graves et compliquées à débattre en Europe, une surveillance assez active à exercer en Orient, une tâche assez rude à remplir en Algérie, des intérêts assez importants à soigner en Amérique, sans nous lancer ailleurs dans des entreprises hasardeuses, sans aller créer de nos propres mains, au centre des mers de l'Inde et de la Chine, une nouvelle source de préoccupations, d'embarras et de charges pour la France (2).

Minh-Mang mourut en 1841, mais la situation des missionnaires n'en fut pas améliorée sous les règnes de ses successeurs, Thien-Tri et de Tu-duc. Des interventions françaises eurent lieu en Annam de 1840 à 1848 (3). Mais si la marine française avait fait des démonstrations à différentes reprises contre l'Annam, elles venaient plus de l'initiative de l'autorité locale que du gouvernement français (4). Ces interventions, au lieu d'améliorer le sort fait aux prêtres catholiques, aggravèrent les rancunes de la cour de Hué contre les missionnaires. Et les relations entre la France et l'Annam devinrent celles de deux Etats ennemis.

(1) Silvestre, *loc. cit.*, p. 549.

(2) Arch. du Ministère de la Marine et des Colonies, cit. par M. Septans.

(3) Hanotaux et Martineau, *op. cit.*, pp. 376-377.

(4) C'est ainsi qu'on voit M. Lapierre, capitaine de vaisseau du 31 juillet 1841, commandant de la division navale des mers de Chine et du Japon, tomber en disgrâce après l'événement de 1847, et il fallut qu'un nouvel ordre des choses s'établît en France pour qu'il rentra en grâce. Voir Silvestre, *loc. cit.*, pp. 671 et 672.

CHAPITRE IV

Les premiers établissements de la France en Cochinchine.

L'Empereur Tuc-Duc continua la persécution (1). Mais après l'avènement de l'Empire en France, le désir d'exercer un rôle prépondérant dans les affaires du monde entier détermina Napoléon III à ne plus user, envers la Cour d'Annam, de la longanimité des gouvernements de Juillet et de la Restauration. D'ailleurs en tant qu'empereur, il s'appuyait en France sur le parti conservateur et catholique parce qu'il y voyait le meilleur soutien de son trône. Pour se concilier ce parti, et le disposer au développement de sa fortune dès 1849, il reprit la tradition des croisades. Par là s'explique sa politique en Extrême Orient.

Pendant les premières années du régime impérial en France, la guerre de Crimée suspendit la reprise des relations avec l'Annam. En 1856, le Gouvernement de Napoléon III s'émut enfin de la situation intolérable des missionnaires. Préoccupé des intérêts catholiques, il chargea la légation de France à Pékin de recueillir des documents sur les missions de l'Indochine qu'il voulait protéger (2), et M. de Montigny, consul général à Changhaï, fut chargé d'une tournée générale dans les Etats de l'Indochine et essaya de conclure des traités d'amitié et de commerce en Annam, au Cambodge et au Siam. A Bangkok, la mission de Montigny fit conclure un traité avec le Siam, mais au Cambodge et en Annam, elle avait complètement échoué. En Annam, la persécution sévissait toujours. Mgr Pellerin, évêque de la mission, vint en France pour solli-

(1) Trois édits en 1848, 1851 et 1858 prescrivirent les missionnaires.

(2) Hanotaux et Martineau, *op. cit.*, p. 378.

citer une intervention. Deux évêques espagnols : Mgr Diaz et Mgr Melchior venaient d'être mis à mort. Sous la pression de l'impératrice qui était espagnole, on décida, en principe, d'envoyer une expédition en Indochine, et on y invita l'Espagne (1). Le gouvernement de Madrid accepta d'unir ses forces à celles de la France. Ainsi au mois de novembre 1857, l'Amiral Rigault de Genouilly, commandant la station navale en Extrême Orient, reçut l'ordre d'opérer lui-même ou par un de ses lieutenants, une vigoureuse démonstration en Annam.

En réalité, l'Amiral chargé de l'Expédition partait avec des instructions très vagues et le hasard joua un grand rôle dans la suite de l'expédition. Il n'entre évidemment point dans notre cadre de raconter ici les opérations du corps expéditionnaire franco-espagnol ; il suffit d'établir les faits essentiels autant qu'il est nécessaire pour expliquer comment la France s'était installée dans cette partie de l'Asie.

Tourane tomba le 1^{er} septembre 1858 après un court bombardement. Pour une entreprise d'une certaine envergure, l'Amiral ne trouva ni les ordres, ni les forces nécessaires. Les chrétiens annamites qui devaient, prétendait-on, se soulever à sa première victoire, n'avaient pas bougé. La France préparait ses armées pour la guerre d'Italie. D'autre part, les troupes demeuraient en proie aux maladies et aux privations. Laissant une petite garnison à Tourane, Rigault de Genouilly résolut de tenter une diversion en Basse-Cochinchine et prit d'assaut, le 17 février 1859, la ville de Saïgon. Cette perte n'avait pas décidé l'Empereur d'Annam à des négociations. Lassé de tant d'efforts inutiles, Rigault de Genouilly remit le commandement au contre-amiral Page.

L'Amiral Page arrivait avec de nouvelles instructions du gouvernement : il devait signer avec la Cour de Hué un traité n'exigeant ni cession de territoire ni contribution de guerre, mais la liberté de la religion catholique et l'installation d'un

(1) Une considération plus immédiatement utilitaire avait présidé aussi à cette alliance, c'est que l'escadre française du Pacifique allait forcément se trouver très loin de toute base et que la colonie espagnole des Philippines pouvait fournir une base de ravitaillement commode. Quant au but de l'expédition, Walewski expliqua encore dans son rapport qu'il avait cherché à obtenir une base navale en Extrême-Orient.

chargé d'affaires à Hué et de trois consuls en Annam (1). Les négociations engagées sur ces bases n'avaient pas abouti.

D'autre part, les opérations qui s'engageaient en Chine allaient avoir un contre-coup très sérieux en Indochine. La France, ne pouvant pas entretenir des forces considérables à la fois en Chine et en Indochine, va être obligée de choisir. La guerre recommençait en Chine, l'Amiral Page reçut l'ordre d'évacuer Tourane et partit pour la Chine, laissant à Saïgon moins de 800 hommes sous le commandement de d'Ariès.

La ratification pure et simple du traité de Tientsin, qui mettait fin en 1860 à la guerre de Chine, apportait de ce côté une déception au gouvernement français, les opérations en Indochine reprirent avec une vigueur accrue et l'amiral Charner put dégager au mois de février 1861 la petite garnison franco-espagnole bloquée dans Saïgon. On se souvient que les instructions du gouvernement français laissaient le chef de l'Expédition à peu près libre d'agir. L'Amiral fort de ses succès, se décida alors à employer ses forces à pousser vigoureusement les opérations militaires et à conquérir les trois provinces de Bien-Hoa, Gia-Dinh et Dinh-Thuong (2). Au même moment, un prince de la dynastie des Lê dépossédée au XVIII^e siècle souleva les populations du Tonkin contre Tu-Duc. Menacé par cette révolte, le gouvernement de Hué se décida à traiter. Le 5 juin 1862, le traité de paix fut signé dont les clauses principales sont les suivantes : libre exercice du culte chrétien dans le royaume d'Annam (art. 2) ; cession à la France des trois provinces de Bien-Hoa, Gia-dinh et Dinh-tuong et de l'île de Poulo-Condor, liberté de commerce et de navigation pour les sujets français sur tous les bras du Mékong (art. 3) ; liberté de commerce dans les trois ports de Tourane, de Balat et de Quang-an (art. 5) ; paiement en dix années d'une indemnité de quatre millions de dollars (art. 8) ; la citadelle de Vinh-long ne devait être rendue aux Annamites que lorsque tous les

(1) Septans (A.), *Les commencements de l'Indochine française*, p. 147.

(2) Pour les détails de l'expédition, voir Léopold Pallu, *La campagne de Cochinchine en 1861. Revue des Deux-Mondes*, 1862, VI, pp. 300-346.

rebelles auraient déposé les armes (art. 11) (1). De ce traité naquit ainsi une colonie française.

Aussitôt la révolte tonkinoise était réprimée, Tu-Duc envoyait en France une ambassade dont le chef était Phan-Thân-Gian (juillet 1863) pour négocier une révision du traité de 1862. La mission faillit réussir par suite des circonstances favorables. L'opinion effrayée par l'expédition du Mexique était devenue hostile à une aventure lointaine. Les finances surtout la battaient en brèche de toute leur éloquence (2).

Le diplomate annamite demanda le rachat des trois provinces moyennant une grosse rançon ; les Français auraient un droit de résidence dans trois ports de l'Annam, le libre commerce dans l'intérieur et la possession de Saïgon. Le gouvernement français semblait indécis. Un projet de convention nouvelle avait été préparé en France, apportant des modifications importantes au traité de 1862 et des ordres furent donnés à cet effet à Aubaret, auteur du projet et nommé consul de Bangkok et envoyé à Hué. Mais les partisans du traité de 1862 et les adversaires de la rétrocession ne restaient pas inactifs en France, les plus chaleureux étaient M. de Chasseloup-Lanbat, ministre de la marine, et l'amiral Rigault de Genouilly. Le lieutenant de vaisseau Rieunier publia sous le nom de H. Abel « la brochure sur la question de Cochinchine au point de vue des intérêts français ». Tout un grand mouvement sympathique à la colonie de l'Indochine avait déterminé Napoléon III à faire lancer un contre-ordre et au mois de janvier 1865, le gouvernement français refusa définitivement d'accéder aux offres de rachats présentées par la Cour de Hué (3) et se prononça officiellement pour l'observation du traité de 1862. Ainsi le sort de la Cochinchine se trouvait fixé.

Peu de temps après son établissement en Cochinchine, la France réalisa de nouveaux progrès au royaume de Cambodge dont deux puissants voisins, le Siam et l'Annam, se dispu-

(1) Norman (C. B.), *Tonkin or France in the Far East*, pp. 60-64 ; Bouinai et Pallu, *L'Indochine française contemporaine*, vol. II, pp. 746-749 ; Silvestre, *loc. cit.*, 1896, pp. 193-195.

(2) Silvestre, *loc. cit.*, p. 299. Voir aussi Hanotaux et Martineau, *op. cit.*, p. 389.

(3) Silvestre, *loc. cit.*, p. 317.

taient la vassalité. L'Amiral de la Grandière vint visiter le roi Norodom, et lui fit signer un traité de protectorat en faveur de la France (1).

Mais peu après des désordres se produisirent dans les provinces occidentales de la Cochinchine, en même temps qu'une sérieuse effervescence se manifestait sur beaucoup de points. Sous prétexte que la présence des mandarins annamites sur les frontières de l'ouest de la colonie française laissait cette dernière ouverte de tous côtés aux entreprises de l'ennemi, le Gouverneur, M. de la Grandière, conçut le projet de rattacher à la possession française les trois provinces de Vinh-Long, Chàn-Dôc et Hà-Tiên (2).

Il entama des démarches officielles avec le gouvernement annamite en vue de régler à l'amiable la cession des trois provinces de l'ouest, mais sans résultats. La Cour de Hué se préparait pour la lutte. L'Amiral se décida de prévenir le mouvement en occupant sans plus tarder la Basse-Cochinchine. A Paris, le nouveau ministre de la Marine, Rigault de Genouilly, appuya le projet auprès de Napoléon III. L'annexion se fit sans beaucoup de difficulté. Mais le Gouvernement de Tu-Duc se refusait à reconnaître définitivement la présence des Français en Cochinchine et l'occupation des trois provinces occidentales ne devait être ratifié par lui qu'en 1874.

De tout ce que nous venons de décrire, il ressort que l'établissement des Français en Indochine ne fut pas un événement impromptu. Au point où nous en sommes, presque deux siècles s'étaient écoulés depuis les premiers rapports entre les Français et les Annamites. Pendant la première période, c'est-à-dire la deuxième moitié du xvii^e siècle, on voit que les missions françaises se disputaient âprement avec les Portugais l'œuvre évangélique de l'Indochine. Grâce à l'appui de Rome, faisant preuve d'une énergie et d'une persévérance peu ordinaire, la Société des Missions étrangères, sous la direction et l'impulsion des Français, finit par gagner peu à peu du terrain. Mais cela ne représentait que l'initiative des mission-

(1) Bouinai et Pallu, *op. cit.*, I, p. 40 et suiv.

(2) Des Varannes, La Cochinchine française depuis l'annexion des provinces du Sud. *Revue des Deux-Mondes* du 15 février 1868.

naires, une activité où n'intervenait point le gouvernement français.

Cependant, l'œuvre de ces missionnaires se heurta à la différence des mœurs et des coutumes, les souverains se montraient défiants à l'égard de l'activité de ces étrangers qui bousculaient leurs croyances séculaires, remparts de leurs institutions sociales. Toutes les bases sur lesquelles reposaient la vie sociale étaient sapées par les missionnaires, il est légitime que les empereurs aient essayé d'arrêter cette destruction par des interdictions, des refus et même des persécutions. Les missionnaires en présence de ces difficultés ne tardèrent pas à faire appel à la Compagnie des Indes orientales en vue de faire avancer l'œuvre apostolique sous le couvert du commerce, car les Annamites se montraient plus tolérants à l'égard des négociants que des missionnaires. D'autre part, le Gouverneur à Pondichéry n'était pas moins enthousiaste à ouvrir des communications commerciales avec cette partie de l'Asie pour faire face à l'expansion anglaise aux Indes. De la sorte, l'œuvre religieuse et l'œuvre commerciale, chacun dans leur domaine respectif, s'étayèrent l'une l'autre à la faveur des circonstances. Si on qualifie la première période de période de la Société des Missions étrangères, on peut appeler la deuxième période, c'est-à-dire depuis la fin du ^{xvii}^e siècle jusqu'à la Révolution française environ, celle de la Compagnie des Indes orientales.

Mais les troubles constants n'étaient pas de nature à favoriser le commerce. D'ailleurs, les souverains ne montraient aucune sincérité à l'égard des commerçants, dont les actes prouvaient l'avarice et l'ignorance. Les négociants pas plus que les missionnaires n'étaient à l'abri des entraves. Aucune mesure n'était intervenue pour assurer leur sécurité. Les obstacles et les dangers perpétuels les amenèrent à faire appel à la métropole. D'autre part, la perte de l'Inde a fait naître l'idée de chercher en Indochine une compensation. Et la révolution des Tays-sons allait fournir une belle occasion à l'intervention française. Cependant la situation politique de la France même n'était pas de nature à l'engager très loin ; en effet, le traité de Versailles ne fut pas exécuté. Bonaparte, malgré ses visées ambitieuses, fut trop occupé par la politique

européenne et Louis XVIII ne put que se contenter d'envoyer des consuls pour tenter de rétablir les relations avec la Cochinchine, relations interrompues depuis trente années. Mais ce n'est que l'entr'acte d'une grande pièce. Cette pensée d'un établissement sur la côte de l'Indochine ajournée par Napoléon I^{er}, ressaisie sous Louis XVIII devait bientôt être reprise et recevrait un commencement de réalisation sous le règne de Napoléon III. Les persécutions sous le règne de Minh-Mang et ses successeurs allaient entraîner des interventions françaises qui eurent pour résultats l'annexion par la France des trois provinces orientales de la Cochinchine, dont le sort fut suivi peu après par les trois provinces occidentales. A la période de la Compagnie des Indes orientales succéda celle du Gouverneur de la Cochinchine. L'installation de la France dans la partie sud de l'Indochine allait servir de base et de point de départ pour ses activités ultérieures. Maintenant, nous pouvons aborder l'étude des événements, des luttes et des négociations qui ont amené l'éclosion du conflit entre la Chine et la France.

PREMIÈRE PARTIE

L'origine de la question du Tonkin

CHAPITRE V

L'exploration du Mékong.

L'installation des Français aux bouches du Mékong en Cochinchine fit naître chez eux le désir d'utiliser ce grand fleuve encore mal connu. L'espoir se faisait jour dans les milieux maritimes français de détourner au profit de la France la totalité de l'énorme courant commercial des provinces méridionales de la Chine, espérant que ces dernières, peuplées et riches, situées derrière les régions intérieures de la péninsule indochinoise, utiliseraient cette voie plus courte. Francis Garnier, attaché en 1860 à l'état-major de l'amiral Charner et qui fit en cette qualité la campagne de Chine et de Cochinchine, publia, sous le pseudonyme de G. Francès, une brochure : *la Cochinchine française en 1864*, dans laquelle l'auteur développait le projet d'un grand voyage d'exploration dans l'intérieur de l'Indochine, en vue d'ouvrir des voies commerciales entre la Chine méridionale et la Cochinchine. Dès le mois de juin de 1863, Francis Garnier avait insisté sur l'opportunité de ce voyage. Sa correspondance, ses démarches et celles de ses amis auprès de Chasseloup-Laubat, alors ministre de la marine, en font foi, et obtinrent enfin gain de cause (1).

Déjà des tentatives avaient été faites en ce sens. En 1861,

(1) Notices nécrologiques sur Francis Garnier, par M. Trève, capitaine de vaisseau. *Revue maritime et coloniale*, 1874, t. 41, p. 254.

Monhot, voyageur français au service de l'Angleterre, partit de Bangkok et remonta le fleuve Cambodge jusqu'à Luang-prabang. Il y succomba des suites de ses fatigues, ne laissant que des notes imprécises (1). A la suite de Monhot, les Anglais essayèrent à plusieurs reprises en 1864-1865, de pénétrer en Chine par le Nord de la Birmanie (2) en vue de drainer le trafic chinois vers les ports britanniques de l'océan Indien. De son côté, la France ayant déjà fait occuper les embouchures au Cambodge, ses ingénieurs entreprirent avec persévérance l'exploration du fleuve, mais on ne parvint pas à en posséder des reconnaissances hydrographiques à cause des obstacles de la navigation.

Ce n'est qu'en 1865, que de la Grandière, gouverneur de la colonie, dut organiser une mission d'exploration sur l'invitation de Chasseloup-Laubat, ministre de la marine. De la Grandière en offrit le commandement au capitaine de frégate Doudait de Lagrée, qui s'était distingué au cours d'une mission diplomatique au Cambodge. La commission fut définitivement constituée le 1^{er} juin 1866. Francis Garnier qui avait été l'initiateur de l'entreprise fut le second de M. de Lagrée.

Sur le but de l'expédition, il nous paraît intéressant de reproduire quelques passages des instructions remises par le Gouverneur de la Cochinchine au Commandant de Lagrée :

« ... Au dessus de Luang-prabang, dernier terme du voyage de Monhot, nous savons moins encore, et les notions recueillies ne semblent avoir aucune valeur sérieuse. Enfin, nous ignorons en quels lieux le fleuve prend naissance.

« On peut donc dire que le Mékong nous est inconnu. Et cependant ce fleuve, le plus grand de l'Indochine, l'un des plus considérables du monde, offre un champ fécond de découvertes. On y parle vingt idiomes différents : toutes les races de l'Asie orientale se sont rencontrées sur ses bords, et la tradition y conserve le souvenir de royaumes riches et puissants. Ne serait-il pas possible de ramener la vie dans ces contrées, de renouer les anciennes relations commerciales, et peut-être

(1) Garnier (Francis), *Voyage d'exploration en Indochine*, 1873, p. 11.

(2) Voir Garnier (Francis), *Des nouvelles routes de commerce avec la Chine*. Extrait du *Bulletin de la Société de Géographie*, févr. 1872.

d'attirer vers nous la majeure partie des productions de la Chine centrale ?

« ... Déterminer géographiquement le cours du fleuve par une reconnaissance rapide poussée le plus loin possible ; chemin faisant, étudier les ressources des pays traversés, et rechercher par quels moyens efficaces on pourrait unir commercialement la vallée supérieure du Mékong au Cambodge et à la Cochinchine : tels sont, en résumé, les objets essentiels que vous ne devez jamais perdre de vue (1). »

Le personnel de la mission fut composé des spécialistes et la discipline fut soigneusement organisée. On a pris des précautions de toutes sortes. L'expédition quitta Saïgon le 5 juin 1866, sans emporter les passeports chinois que le Gouverneur de la Cochinchine devait faire parvenir ultérieurement à M. de Lagrée (2). Elle remontait le Mékong jusqu'au Grand Lac, visita les ruines d'Angkor, dont l'étude avait été commencée par M. de Lagrée pendant son séjour dans le pays, et continua l'ascension du fleuve. Malgré des troubles dans le Cambodge et après une pénible navigation à cause de la rapidité de la flèche, la commission parvint cependant à Bassac (3). Elle poursuit son voyage et le 7 janvier l'expédition arriva à Oubôn (4), d'où M. Delaporte partit pour redescendre seul le Se Moun, pour reprendre à partir de son embouchure jusqu'à Kémarat, la reconnaissance interrompue du Mékong, c'est-à-dire du grand fleuve entre Pak Moun et Kémarat ; tandis que le reste de la Commission prit la route de terre pour se rendre à ce dernier point (5). Selon M. Delaporte, dans cette partie du fleuve (de Pak Moun à Kémarat), la violence du courant et des remous et le bouleversement du fond rendaient la route fort dangereuse et extrêmement difficile à suivre et à baliser exactement (6).

(1) Garnier, *Voyage d'exploration en Indochine*, 1873, I, p. 15.

(2) Garnier, *Voyage d'exploration en Indochine*, 1885. Introduction, p. IV.

(3) Garnier, *Voyage d'exploration en Indochine*, 1873, I, p. 183.

(4) *Ibid.*, p. 231.

(5) *Ibid.*, I, p. 249.

(6) *Ibid.*, p. 260.

De Kémarat l'expédition gagna Houten, et traversa Sania-boury pour arriver enfin à Luang-Prabang, le 28 avril. A cause de la situation des pays limitrophes, une grande hésitation régnait au sein de la commission dans le choix d'une route à adopter en quittant Luang-Prabang. Il n'y en avait pas moins de trois qui s'offraient. La première, la plus longue, était celle du fleuve. Elle exigeait de la commission la traversée d'une région disputée entre la Birmanie et le Siam et le passage sur le territoire birman. Or, la commission n'était pas en possession de passeports de la cour d'Ava ; ce qui laissait prévoir de ce côté les plus sérieuses difficultés.

La deuxième route conduisait la commission à remonter droit au Nord le cours du Nam-Hou, affluent de la rive gauche du Cambodge, et à atteindre directement les frontières du Yuh-nan, dont Luang-Prabang est à peu près limitrophe dans cette direction et où elle pourrait retrouver le fleuve qu'elle était chargée d'explorer. Cette route était la plus directe.

La troisième route consistait à monter jusqu'au Koung-si, en traversant la zone qui sépare le Tonkin de la Chine. Comme ce dernier projet l'écartait complètement du but officiel de sa mission, qui était la reconnaissance de la Vallée du Mékong, on discuta longuement entre les deux premières routes, la route du fleuve et celle du Nam-Hou. Le commandant de Lagrée préférait la seconde tandis que Francis Garnier insistait pour la première en faisant valoir que le travail géographique serait moins complet s'il ne comprenait le relevé entier du cours du fleuve (1).

Ce n'est qu'après de longues hésitations que le commandant de Lagrée finit par s'arrêter à la route du fleuve. En touchant la Birmanie et après un pénible voyage, l'expédition atteignit la frontière chinoise le 18 octobre 1867 (2). Après avoir suivi le fleuve jusqu'au 22^e degré de latitude nord, la commission l'abandonna pour pénétrer dans la province du Yun-nan (3). M. de Lagrée écrivait à l'amiral de la Grandière : « Ce n'est pas

(1) Garnier, *ibid.*, I, p. 347.

(2) *Ibid.*, p. 427.

(3) Garnier, *Episode du voyage d'exploration dans l'Indochine*, p. 3.

sans un vif regret que nous avons abandonné le Mékong. A la vérité, la question de navigabilité n'était plus en cause, car dès le 20^e degré (bien avant la frontière chinoise) les difficultés sont trop nombreuses et trop fréquentes (1). »

Dans le Yun-nan, dévasté par les guerres des Mahométans, les explorateurs visitèrent Sse-mao, Yunnanfou, Tali et Linnagan. C'est à ce moment que les renseignements déjà recueillis par la commission et complétés par une excursion de Francis Garnier sur le Ho-ti-kiang, affluent septentrional du Song-Coi (fleuve du Tonkin), révélèrent aux explorateurs français la véritable voie de commerce entre la Cochinchine et la Chine (2).

Cependant Doudart de Lagrée, dont la santé s'affaiblissait de plus en plus, mourut à Tay-tchouen. Francis Garnier prit à son tour le commandement de l'Expédition. L'Expédition atteignit enfin le Yang-tsé-kiang navigable, puis Hankéou (3), et arriva le 12 juin à Changhaï où elle s'embarqua pour Saïgon. Elle y revenait après plus de deux ans d'absence. Ce voyage était ainsi terminé (1868).

Les résultats les plus importants de la commission étaient doubles : elle prouvait l'impossibilité d'établir cette voie de trafic franco-chinois par le Mékong à cause des rapides, mais elle démontrait en même temps que le fleuve Rouge pourrait devenir la route du commerce avec la Chine. L'exploration du Mékong est très importante dans la question du Tonkin, parce que c'est précisément son échec qui avait été la cause originale et déterminante de l'intervention française dans cette partie de l'Indochine. Francis Garnier en a tiré la conclusion que

(1) Hanotaux et Martineau, *op. cit.*, p. 400.

(2) « Par suite du mauvais vouloir des populations, écrivit Doudart de Lagrée dans une lettre à Saïgon (6 janvier 1868), cet officier (Garnier) n'a pu descendre que jusqu'à une distance de 40 milles. Mais les renseignements qu'il a pris et ceux que j'ai recueillis moi-même nous suffisent. A six journées au Sud-Sud-Est de Linngan se trouve le marché renommé de Mang-kho (Man-hao) à partir duquel le Song-Coi est navigable jusqu'à la mer. L'affirmation de cette route sera sans doute l'un des plus utiles résultats de notre voyage... » Voir Hanotaux et Martineau, *loc. cit.*

(3) C'est là que la commission rencontra M. Dupuis au mois de juin 1868, point sur lequel nous reviendrons plus tard.

« l'ouverture par la vallée du Tonk-king de relations commerciales avec le sud de la Chine est l'un des résultats les plus importants que la politique française doit chercher à obtenir en Indochine (1) ». On peut dire que dès 1868, la question du Tonkin s'était posée.

(1) Garnier, *Voyages d'exploration en Indochine*, 1873, I, p. 549. Voir aussi : *Des nouvelles routes de commerce avec la Chine*, par Francis Garnier, pp. 158 et 159 du *Bulletin de la Société de Géographie*, février 1872, dans lequel il dit notamment :

« Déjà au retour du voyage d'exploration qui a coûté la vie au regretté commandant de Lagrée, j'avais essayé d'attirer l'attention du gouvernement sur l'importance commerciale et politique qu'aurait pour la France l'exploration du fleuve du Tong King. Je vais essayer de démontrer aujourd'hui que ce fleuve est l'une des routes les plus courtes et les plus avantageuses qui s'offrent à nous pour pénétrer dans l'intérieur de la Chine...

« Le fleuve du Tong King qui prend naissance au cœur du Yun-nan, entre les vallées du fleuve Bleu et du Cambodge, est suivant toute probabilité, beaucoup plus navigable que ce dernier, d'un cours beaucoup plus direct, et il présente en outre un immense avantage ; l'unité de domination sur les rives...

« Telles sont, Messieurs, les raisons qui m'ont fait préconiser à mon retour en France, une exploration du Tong King. Autant le voyage du Mékong avait présenté de difficultés, autant l'ascension du Song Coi me semblait devoir être courte et facile... »

CHAPITRE VI

Les tentatives par J. Dupuis d'ouvrir la voie du fleuve Rouge.

L'exploration du Mékong n'était pas concluante et on avait démontré que le fleuve Rouge pourrait devenir la véritable voie commerciale entre la Cochinchine et la Chine. Le problème était résolu en principe, mais la preuve directe du passage par le fleuve devait échoir à un négociant français nommé Jean Dupuis.

Dupuis, établi depuis de longues années en Chine, avait d'abord noué ses premières relations d'affaires et d'amitié avec des mandarins chinois à Han-kéou. Il avait conclu avec eux des marchés pour la fourniture d'armes et de munitions aux troupes impériales. Ses rapports étaient surtout fréquents avec les vice-rois et les premiers mandarins du Se-tchuen, du Yûn-nân et du Kouei-tchéou, mais ces rapports étaient épiistolaires car il était pris par des déplacements, accomplis à la demande d'autres mandarins (1). Il quitta enfin Han-kéou, le 18 septembre 1868. Après avoir fait un tour par Si-ngan-fou, Han-tchoug-fou (dans la province du Chensi), Tchong-kin (dans la province du Se-tchuen), il arriva le 11 mars 1869 à Yun-nân-sen (2). Il fut favorablement accueilli par le fou-tai Ts'ên yuying et le ti-tal : le maréchal Ma Jou-long, mais il trouva la contrée presque tout entière au pouvoir de la rébellion musulmane. Il profita de cet état de choses pour gagner la faveur du fou-tai Ts'ên et du Maréchal Ma par la promesse qu'il leur adresserait des instructeurs européens et leur fournirait des munitions du dernier modèle pour pacifier la pro-

(1) Dupuis (Jean), *Les origines de la question du Tong-Kin*, p. 9 et suiv.

(2) *Ibid.*, p. 65.

vince (1). D'autre part, il profita de son séjour au Yû-nan pour intéresser le fou-tai Ts'ên à son projet de créer une voie qui à travers le Tonkin, mettrait le Yûn-nân en communication avec la mer et, de là, avec Saïgon, et les ports ouverts au commerce étranger, ce qui devait diminuer, dans une large mesure, le prix de transport du cuivre (2). Le projet était accepté en principe par les autorités de la province. Mais n'ayant pu faire aboutir la tentative à cause de l'état de trouble, il avait dû regagner Han-kéou avec des lettres de crédit que lui donnèrent le vice-roi et le fou-tai pour le vice-roi des deux Koung (Koung-si et Koung-tong), destinées à lui faire rembourser les armes (3). D'Han-kéou il avait envoyé au Yûn-nan les armes et les instructeurs promis.

Il quitta Han-kéou à nouveau le 10 octobre 1870, résolu cette fois à explorer le Tonkin et il arriva à Yun-nan-fou le 31 janvier 1871. La révolte des rebelles était en effet presque étouffée, mais la contrée fut loin d'être complètement pacifiée. Dans ces conditions, le fou-tai Ts'en s'efforçait de faire ajourner l'exécution de ses projets. Le vice-roi (4) donna ordre au maréchal Ma, qui était ti-tai, de retenir J. Dupuis auprès de lui et de l'engager à attendre une époque plus propice (5). Malgré tous les moyens qu'usa le maréchal Ma pour suivre les intentions du vice-roi, Dupuis était décidé à partir. Le maréchal Ma se borna à faire retarder son départ pour lui donner une escorte, qui l'accompagna jusqu'à Mon-tze (6).

Dans l'itinéraire de son voyage, nous nous bornons à dire qu'à Lâo-kai, alors sous l'occupation des « Pavillons Noirs » commandés par Lieou-yuen-fou et à Touen-hia, lieu de campement des « Pavillons Jaunes » dont le chef était Hountsong-in (7), il négocia avec ces chefs et s'assura qu'ils se con-

(1) *Ibid.*, p. 71.

(2) *Ibid.*, p. 74.

(3) *Ibid.*, p. 75.

(4) Lieou Yueh-Tchao.

(5) Dupuis, *Voyage au Yun-nan*, 1877. Extrait du *Bulletin de la Société de Géographie*, p. 17.

(6) Dupuis, *Voyage au Yun-nan*, p. 33.

(7) « Les Pavillons Noirs étaient une ancienne bande de Tai-ping que le fou-tai avait autrefois combattus dans le Kouang-si et qui s'était réfu-

formeraient aux intentions des autorités du Yun-nan (1). Il atteignit enfin la frontière annamite où il acquit l'assurance que le fleuve ne cesse pas d'être navigable de ce point jusqu'à la mer. Muni de tous les renseignements nécessaires à la navigation du fleuve rouge, il remonta le fleuve. A son arrivée dans la capitale du Yun-nan, il rendit compte aux mandarins des résultats de son voyage. Leur enthousiasme était grand. Les trois hauts fonctionnaires, le vice-roi, le fou-tai, et le ti-tai qui était le maréchal Mâ, approuvaient favorablement ce projet et l'autorisaient, comme représentant du Yun-nan, à diriger une expédition. Ils l'accréditaient « auprès du royaume d'Annam, vassal de la Chine, pour ouvrir le fleuve rouge au commerce ». Une convention était passée entre les mandarins du Yun-nan et Jean Dupuis à cet effet (2). Il regagna Hankéou le 16 décembre 1871.

Il y a lieu de signaler que Dupuis n'était en effet que l'agent des autorités de la province du Yun-nan (3). Il fut d'abord accrédité comme mandataire du chef militaire du Yun-nan, le

giée au Tong-kin, sous la conduite d'un de leurs principaux chefs, nommé Oua-tsou. A la tête de 3 ou 4.000 hommes, celui-ci parcourut la partie nord-est jusqu'au fleuve Rouge et campa plus d'un an sur la rive gauche du fleuve vis-à-vis d'Hanoï. Il mourut en 1866.

« Ses deux sous-lieutenants, Lieou-yeun-fou et Houang-tsong-in, contraints après sa mort de fuir devant les troupes du Kouang-si et du Kouang-tong, envoyées à leur poursuite, remontèrent le fleuve jusque chez les sauvages indépendants et s'établirent dans leurs forêts.

« Bientôt après, Lieou yuen-fou et Hoang-tsong-in allèrent mettre le siège devant Laô-kaï alors entre les mains de Hô-yen-fan, chef cantonnais qui, depuis neuf ans, s'était rendu maître de la ville avec le concours des cantonnais de Mang-hao.

« Après avoir pris Lao-kai, vers la fin de l'année 1868, Lieou-yuen-fou, chef des Pavillons Noirs resta en possession de cette ville et Houang-tsong-in, chef des Pavillons Jaunes choisit pour sa résidence Hô-yang, sur la rivière Claire. » Dupuis, *Les origines de la question du Tong-kin*, p. 95. Une histoire plus ample des Pavillons Noirs se trouve dans *Tching-Ying Jih Tsi* (Le Journal de Tang Tching Sung).

(1) Dupuis, *Voyage au Yun-nan*, p. 39. Voir aussi Dupuis, *Les origines de la question du Tong-kin*, pp. 93-95.

(2) Dupuis, *Les origines...*, p. 101. Voir aussi Gros (Jules), *Origines de la conquête du Tong-kin*, p. 85.

(3) Voir Gros, *op. cit.*

ti-tai ou maréchal Ma, pour aller en Europe s'occuper de la fourniture des munitions. Il fut aussi délégué par le maréchal Ma en qualité d'agent officiel auprès du gouvernement d'Annam. Un écrit lui fut remis par lequel le maréchal Ma requérait le gouvernement d'Annam d'accorder à son mandataire l'autorisation d'user des routes fluviales et terrestres pour le transport des armes et des munitions dont il avait besoin. Ce fut pour remplir ce mandat que, de retour à Han-kéou, il partit immédiatement pour la France (1).

Or, M. Dupuis ne tarde pas à profiter, pour ne pas dire abuser, de la confiance qu'avaient en lui les autorités de la province du Yun-nan en lui confiant cette mission, pour faire de son entreprise une « œuvre essentiellement française » (2). A Paris, où il se trouvait au commencement de 1872, il fut reçu par le ministre de la Marine, le vice-amiral Potthuan auquel il exposait ses desseins et ses conventions avec les autorités du Yun-nan. Vu la situation où elle se trouvait au lendemain de la guerre de 1870, la France ne pouvait se compromettre dans une expédition lointaine. Le Ministre lui fit donc répondre : « Dans la situation présente de la France, occupée par les armées allemandes, nous ne pouvons que faire des vœux pour le succès de votre entreprise. Sans intervenir officiellement ni pour ni contre dans cette affaire, nous ferons officieusement tout ce que nous pourrons pour vous aider. Si vous éprouvez de la résistance et si vous croyez être assez armé pour passer outre, frayez-vous un passage par la force ; seulement si vous ou vos gens êtes tués, nous n'interviendrons pas pour vous venger. Nous ferons officieusement pour vous tout ce que nous pourrons sans nous engager. (3) » De cette lettre, il ressort évi-

(1) Voir Gros, *op. cit.*

(2) « Désormais, j'étais libre d'organiser de suite mon expédition ; mais mon but immédiat était avant tout de faire de mon entreprise une œuvre essentiellement française... » Dupuis, *Les origines...*, p. 105.

« ... Je tenais à mettre le gouvernement français au courant d'une affaire aussi considérable, et le bien fixer sur l'objet de ma mission, afin que, comprenant bien le but d'une telle entreprise, conçue *uniquement* dans l'intérêt du commerce français et non d'un pays étranger, le Gouvernement de la Cochinchine ne vint pas, à un moment donné, entraver son cours. » Dupuis (J.), *Journal de Voyage et d'Expédition*, 1872-1873.

(3) Dupuis, *Journal de Voyage et d'Expédition*, p. 8.

demment que Dupuis avait d'ores et déjà nourri la pensée de forcer le passage à main armée.

Néanmoins, Dupuis obtint du Ministre qu'un navire de l'Etat français serait mis à sa disposition pour le conduire de Saïgon à Hué, capitale de l'Annam. D'autre part, le ministre donnait des instructions au gouvernement par intérim de la Cochinchine, le général d'Arbaud pour lui prêter le concours qu'il réclamait, pourvu qu'il n'en résultât aucun inconvénient pour les intérêts de la France en Extrême-Orient (1). Ayant terminé tous les achats du matériel nécessaire avec l'autorisation du ministre de la guerre, il partit pour Saïgon.

A cette époque, les relations entre la France et l'Annam étaient loin d'être améliorées. A Saïgon, Dupuis avait de fréquents entretiens avec les principales notabilités de la colonie qui toutes le dissuadèrent de se rendre à Hué sur un navire de guerre français (2). En conséquence, il partit pour Hong-kong où il termina ses préparatifs de départ. Le 26 octobre 1872, l'expédition quittait Hong-kong pour le Tonkin (3).

Toutefois, le général d'Arbaud lui promit d'envoyer un navire au Tonkin pour entretenir des communications avec lui. Le rendez-vous était donné à Haï-Phong (4).

Dès 1868, l'amiral Grandière avait fait des offres d'organiser une expédition franco-annamite pour réprimer la piraterie mais ses offres avaient été refusées. En janvier 1872, le capitaine Senez, de la frégate « le Bourayne », fit escale à Tourane avec une lettre pour Tuc-Duc annonçant l'intention ouverte de délivrer le pays des pirates bien qu'il eut pour but de faciliter le passage de Dupuis. Senez se dirigea vers le nord et explora les différentes embouchures du fleuve Rouge. A Haiphong le gouverneur annamite protesta que son voyage ne lui avait nullement été annoncé, qu'il était venu en dehors des conditions du traité et que ses canots n'avaient pas le droit de naviguer sur le fleuve. Senez se borna à répondre : « J'y

(1) Dupuis, *Les origines...*, pp. 108-111.

(2) Dupuis, *Journal de Voyage*, p. 8 et Gros, *op. cit.*, p. 89.

(3) Dupuis, *Journal de Voyage*, p. 11.

(4) *Ibid.*, p. 9.

suis et je ne souffrirai pas la moindre inconvenance à mon égard (1). »

Senez menaça d'attaquer la citadelle avec son équipage, mais le gouverneur tint bon et l'officier français fut obligé de quitter la ville, sans obtenir l'entrevue qu'il demandait. En revenant à Haï-phong, Senez rencontra les troupes chinoises à Bac-Ninh, qu'elles occupaient (2). A la vue des marins français, l'irritation des soldats chinois fut très grande et les officiers éprouvèrent de sérieuses difficultés pour empêcher, une émeute. Le gouverneur se déclara impuissant si Senez ne voulait pas consentir à entrer dans la citadelle. C'est alors que le gouverneur apprit qu'une flottille française était arrivée à l'embouchure du fleuve Rouge. Prenant la flottille de Dupuis pour une escadre française qui apportait quelque secours à Senez, les autorités de Bac-Ninh jugèrent bon de faciliter le départ de l'officier français.

Au Cua-Cam, Senez fit la rencontre de Dupuis, où une entrevue fut ménagée à ce dernier avec le commissaire royal Ly-tuong, gouverneur des trois provinces maritimes et résidant à Quang-yen. Le commissaire Ly, qui avait mission de garder l'entrée du fleuve Rouge, ne se dissimulait pas la gravité de sa situation. Il tenta d'abord de le détourner de son entreprise par tous les moyens (3). Il exprima le regret de ne pouvoir aider Dupuis, qui n'avait d'autres pouvoirs que ceux que lui avaient donnés les autorités du Yun-nan et qui n'était point muni de l'autorisation de l'Empereur de la Chine, suzerain de l'Annam (4). Il lui opposa aussi la présence des rebelles dans le cours supérieur du fleuve. Dupuis lui répondit qu'il l'avait descendu en 1871. D'un autre côté Senez s'entremet officieusement en sa faveur. On finit par convenir d'en référer à la cour et d'attendre sa réponse pour l'arrivée de laquelle il fixa un délai de quinze jours (5).

(1) Norman, *Tonkin or France in the Far East*, p. 69.

(2) Ces troupes faisaient partie de l'armée envoyée par le gouvernement de Pékin, pour repousser les incursions des Pavillons Noirs et ce fut grâce à eux que le commerce chinois ne fut pas troublé dans cette partie du fleuve Rouge. Voir Norman, *op. cit.*, p. 69-70.

(3) Dupuis, *Journal de Voyage*, p. 14.

(4) Norman, *op. cit.*, p. 79.

(5) Dupuis, *Journal de Voyage*, p. 14.

Cependant la réponse se faisait attendre abusivement et Dupuis, livré à ses propres moyens, passa outre et, suivant les voies canalisées qui le conduisirent jusqu'au fleuve Rouge, il parvint devant Hanoï avec son personnel le 22 décembre 1872. Les autorités annamites qui voyaient dans cette flottille l'avant-garde d'une invasion française dans le Tonkin firent faire le vide autour d'eux en inspirant au peuple la crainte de leur contact et en interdisant de leur procurer des provisions (1). Cependant Dupuis put remonter le fleuve Rouge et aller débarquer son chargement à Mang-Hao le 4 mars 1873 (2), il arriva enfin à Yun-nân-sen le 16 mars.

Pour la traversée de retour et dans la crainte de nouvelles difficultés opposées par les Annamites, le ti-tai ou maréchal Ma fit escorter Dupuis par 150 hommes de sa garde et lui remit des lettres destinées aux autorités annamites pour qu'elles ne mettent plus d'entraves à sa mission.

Il quitta Yûn-nân-sen le 29 mars. La descente du fleuve se fit rapidement. Mais à Hanoï, Dupuis apprit que le gouverneur, profitant de son absence, avait fait emprisonner les négociants chinois pour avoir prêté leur concours à l'expédition. Les Annamites avaient aussi écrit au fou-tai de la province du Koung-si des infamies contre les autorités militaires chinoises qui avaient soutenu Dupuis. Ils le chargeaient également auprès du même fou-tai dans le but de lui faire retirer ses pouvoirs l'accusant d'avoir trompé les mandarins du Yun-nan en fournissant des armes aux rebelles (3).

Instruit de ces manœuvres, Dupuis écrivit au gouverneur pour lui réclamer les prisonniers ; devant la démonstration militaire celui-ci céda. Dupuis fit alors afficher une longue proclamation pour expliquer au peuple tonkinois l'affaire des prisonniers et le but de sa mission. Il écrivit aussi au fou-tai du Kouang-si au sujet des calomnies que les Annamites répandaient sur son compte.

A partir de ce moment, les choses ne cessèrent de s'envenimer. Fort de son premier succès et soutenu par les lettres

(1) *Ibid.*, pp. 28 et 29.

(2) *Ibid.*, p. 62.

(3) Dupuis, *Journal de Voyage*, p. 93.

d'autorisation reçues du Yun-nan, Dupuis résolut pour le retour de ses jonques au Yun-nan de transiter un chargement de sel sans payer aucun droit. C'était toucher les Annamites à un point sensible. A cette époque l'Annam trouvait dans l'impôt sur le sel la plus grande portion de son revenu ; les Annamites prélevaient sur le sel des taxes énormes qui le rendaient d'un prix exorbitant au-delà des frontières. Or, Dupuis entendit le faire passer en franchise. Aussi les mandarins annamites faisaient une âpre opposition à ses achats de sel. Ils massèrent des forces considérables dans les environs de Hanoï, et au moment où les jonques de Dupuis s'efforçaient de remonter le courant, ils ouvrirent un feu bien nourri et les obligèrent à rétrograder (1). Dupuis, pour se venger, menaça de détruire toutes les jonques annamites qui se trouveraient à portée de ses canons.

Le gouverneur de Hanoï commença à prendre des mesures rigoureuses. Il envoya en même temps une note urgente à Hué, dans laquelle il demanda la marche à suivre à l'égard de l'envahisseur. Tu-Duc en référa à Pékin, et les agissements de Dupuis furent blâmés (2). La Chine voulait bien permettre à un étranger de transporter des armes, par une voie fermée jusque-là, pour secourir ses soldats, mais elle n'était nullement prête à ouvrir l'intérieur du Tonkin au commerce européen.

Le gouverneur de l'Annam vit alors ce qu'il avait à faire, on vit arriver bientôt le maréchal Nguyễn-Tri-Phuong, grand commissaire royal qui fit publier la proclamation suivante (3) :

« Les mandarins du Yun-nan ont donné à un Français mission de transporter un matériel de guerre, mais cela n'autorise pas à faire un commerce de sel ; ceux qui en voudront, ou qui fourniront barques ou bateliers, seront punis comme conspirateurs contre l'Etat, et leurs familles exterminées jusqu'à la racine. »

La lutte ouverte devint alors imminente, et la position de

(1) « Le P. Honân vient, de nouveau, de la part du maréchal Nguyen, pour me dire que si on a tiré sur mes jonques, ce n'était pas pour m'empêcher de passer, mais parce qu'elles n'avaient pas payé les droits de douane... » Dupuis, *Journal de Voyage*, p. 127.

(2) Norman, *op. cit.*, p. 90.

(3) Gautier (Hippolyte), *Les Français au Tonkin, 1786-1883*, p. 107.

Dupuis devint fort périlleuse puisque la Chine venait de le désavouer. C'est à ce moment que la flottille de Dupuis arbora les couleurs françaises, engageant ainsi, sans y être autorisé d'ailleurs, le nom de la France. Il envoya en même temps Millot, son second à Saïgon, pour demander le secours de l'amiral Dupré qui, de retour en France, venait de reprendre le gouvernement de la colonie. L'amiral Dupré était déjà prévenu des incidents qui survenaient au Tonkin par une réclamation de la cour de Hué. Les Annamites, devant le pavillon français, crurent le moment venu de se plaindre au gouverneur de la Cochinchine et à réclamer de lui l'expulsion de Dupuis, en lui signifiant que la présence de vaisseaux français sur le fleuve Rouge était une infraction formelle aux conventions établies par les traités. Du récit des événements de Hanoï, nous abordons ainsi les négociations de l'amiral et la politique du gouvernement français.

CHAPITRE VII

L'intervention de l'Amiral Dupré.

Le gouverneur, l'amiral Dupré, était depuis longtemps un partisan résolu de l'ouverture du fleuve Rouge. L'exploration de cette voie commerciale par la mission de Dupuis avait attiré sur le Tonkin son attention. L'idée de s'emparer du Tonkin, d'une façon ou de l'autre, se retrouve dans toutes les dépêches du gouverneur à son Ministère. C'est ainsi qu'il écrivait, le 19 mai 1873 : « Notre établissement dans ce riche pays, limitrophe de la Chine et débouché naturel de ses riches provinces Sud-occidentales, est selon moi une question de vie ou de mort pour l'avenir de notre domination dans l'Extrême-Orient. Nous devons y prendre pied, soit comme alliés du roi Tuc-Duc, pour y rétablir son autorité et l'y faire respecter, soit par une occupation militaire qui ne serait que trop justifiée le jour où la cour de Hué nous aurait donné la preuve de sa mauvaise foi et de sa répugnance à conclure avec nous un arrangement définitif. (1) »

D'abord, l'amiral, craignant, si l'autorité de l'Annam sur ces contrées venait à disparaître à la suite d'une nouvelle révolution, que quelque puissance étrangère y trouva un accès trop facile, risquant ainsi de devenir un voisin rival de la France ; ou bien que la Chine s'établisse solidement sur le fleuve Rouge, proposa au ministère de la Marine une politique éventuelle d'après laquelle on se présenterait comme alliés de Tuc-Duc, pour rétablir son autorité et le faire respecter.

A la suite du rapport de Senez qui, au retour de la seconde mission du « Bourayne » dans les eaux tonkinoises, « exposa

(1) Bouchet (Emile), Rapport fait au nom de la 2^e commission des pétitions, sur la pétition du St. Jean Dupuis, 1879. Chambre des députés, 2^e législature, session de 1879, n^o 1519, p. 53.

à l'amiral un projet de soulèvement des populations du Tonkin (1) », l'amiral expliqua et ajouta : « j'ai notamment demandé que, malgré les difficultés de l'heure présente, on s'établît de force dans le delta du Song-Coi pour l'occuper définitivement, si la cour de Hué s'obstinait à faire traîner en longueur la conclusion du traité qui devait être fait depuis des années (2) ».

On voit donc que l'amiral hésitait entre deux procédés, et c'est entre ces deux modes d'opérations qu'on voit constamment osciller la volonté de l'amiral. Serait-il l'allié du Duc ou conquerrait-il de vive force le royaume, les événements se chargeraient de le dire. Des pourparlers diplomatiques étaient à la veille de s'engager lorsque la cour de Hué adressa à l'amiral les plaintes citées plus haut, lui fournissant la meilleure des occasions pour intervenir dans les affaires du Tonkin et forcer les Annamites à signer le traité tant désiré qui, en faisant reconnaître la France souveraine des trois dernières provinces conquises, pourrait régler aussi le libre accès du Tonkin.

La principale préoccupation de l'amiral Dupré était que son intervention ne fût devancée par aucune puissance étrangère et surtout par celle des Chinois du Yun-nan. Devant les plaintes du gouvernement annamite, son premier ordre fut d'inviter Dupuis d'avoir à quitter Hanoï, ajoutant : « Si M. Dupuis n'obéit pas à mon ordre, vous êtes libre de le chasser. » Les plaintes réitérées et de plus en plus pressantes de Hué lui révélaient la faiblesse des Annamites (3). D'autre

(1) « A la tête de ce soulèvement nous eussions placé un prétendant, et une mission de Saïgon se fut chargée, sous notre garantie financière occulte, de lui procurer des armes. » Dupuis, *Le Tong-Kin et l'intervention française* (Francis Garnier et Philastre), p. 28.

(2) Lettre au Ministère de la Marine, 5 juin 1873. Bouchet (E.), *loc. cit.*, p. 54.

(3) « Si M. Dupuis les tient en échec avec les misérables forces dont il dispose, que nous en coûterait-il pour prendre pied dans le pays ?

« Je ne désespère pas d'y parvenir par les moyens de persuasion et de douceur, bien préférables à la violence, à laquelle il ne faudrait recourir qu'à la dernière extrémité. » Lettre de l'amiral Dupré à M. de Chappedelaine, consul à Canton, 25 juin 1873. Dupuis, *Le Tong-kin et l'intervention française*, p. 34.

part, Millot, envoyé de Dupuis, débarquait à Saïgon pour l'éclairer sur la réalité de la situation. Décidé dès lors à intervenir, il pria M. Millot de « recommander à Dupuis d'user de toute son influence pour arrêter tout mouvement insurrectionnel de la population tonkinoise, de se bien garder d'appeler les troupes chinoises au Tong-kin, enfin de tenir le statu-quo pendant trois mois (1) pour permettre à l'amiral décidé à intervenir, de choisir son heure (2) ».

La cour de Hué prévoyait les dangers de l'intervention française et cherchait à se dégager, mais l'amiral Dupré imposa son intervention en dépit de la protestation de la cour de Hué (3). C'est alors qu'il appela auprès de lui Francis Garnier, qui se trouvait alors à Changhaï. En même temps il adressait au ministère de la marine une longue dépêche, datée du 28 juillet 1873, dont voici les passages importants :

« La question vient de faire un pas nouveau et décisif par suite de l'expédition tentée par MM. Dupuis et Millot... Vous n'ignorez pas que le gouvernement annamite s'est adressé à moi à deux reprises différentes pour me demander de décider par son intervention M. Dupuis à se retirer du Tonkin. Sa présence dans le pays est, en effet, contraire aux stipulations du traité. Ignorant d'ailleurs à cette époque la duplicité dont les mandarins avaient fait preuve dans tous leurs rapports avec M. Dupuis, j'ai adressé à celui-ci une invitation d'abandonner un point où il n'a pas le droit de résider... Que va-t-il en résulter ? Fort de mon assentiment, le gouvernement annamite aura-t-il le courage et la puissance de forcer M. Dupuis à déguerpir ? ou, suivant des habitudes commandées par sa faiblesse, temporisera-t-il encore et aura-t-il de nouveau recours à mon intervention ?

« Dans la première hypothèse, je ferai savoir à la cour de Hué que j'ai reçu de nos deux nationaux des rapports en complète contradiction avec la relation des faits qu'elle m'a

(1) Trois mois, parce que l'amiral voulait attendre le 30 septembre, jour où devait avoir lieu l'évacuation totale du territoire français par les troupes allemandes.

(2) Dupuis, *Les origines...*, p. 177.

(3) Dupuis, *Le Tong-kin et l'intervention française*, pp. 36-39.

présentée ; qu'en l'absence de tous rapports diplomatiques écrits ou réguliers auxquels elle se refuse obstinément, je n'ai d'autre moyen de m'éclairer que celui d'une enquête faite sur les lieux.

« Dans la seconde hypothèse, au contraire, je représenterai que, M. Dupuis ayant résisté à mon invitation, je ne puis l'y contraindre que par l'envoi au Tonkin d'une force capable de faire respecter ma décision. »

Les mots qui suivent donnent la clé de toute la suite des événements.

« Mais je suis prêt, s'il reste un doute dans votre esprit et dans celui du gouvernement, à assumer toute la responsabilité des conséquences de l'expédition que je projette, à m'exposer à un désaveu, à un rappel, à la perte d'un grade auquel je crois avoir quelques droits. Je ne demande ni approbation, ni renforts ; je vous demande de me laisser faire, sauf à me désavouer si les résultats que j'obtiens ne sont pas ceux que je vous ai fait entrevoir. »

Le même jour, il expédiait le télégramme chiffré ci-après qui devançait sa lettre et y préparait le ministre :

« Le Tonkin est ouvert de fait par le succès de l'entreprise de Dupuis... Effet immense dans commerce anglais, allemand, américain ; nécessité absolue d'occuper le Tonkin avant la double invasion dont ce pays est menacé par les Européens et par les Chinois et assurer à la France cette route unique. — Demande aucun secours, ferai avec mes propres moyens — succès assuré. » (1)

Aussitôt débarqué à Saïgon, Francis Garnier s'était concerté avec le Gouverneur sur la nécessité d'agir avant que la Chine, suzeraine de l'Annam, put être appelée à intervenir. C'est pour cela que deux lettres fort habiles furent adressées le 1^{er} septembre aux vice-rois du Yun-nan et des deux Kouang (Kouang-tong et Kouang-si), dont voici les passages intéressants pour l'histoire :

« A son Excellence le vice-roi du Yun-nan :

« ... J'ai appris que des difficultés s'étaient élevées entre le sieur Dupuis, Français au service de votre Excellence et le

(1) Bouchet, Rapport..., p. 60.

gouvernement annamite, et je vais immédiatement travailler à les aplanir.

« Il est inutile que Votre Excellence se préoccupe d'une question qu'il est de mon devoir de résoudre, ni qu'elle envoie des troupes pour soutenir le sieur Dupuis. J'envoie au Tong-Kin le même Officier Ngan (Garnier) pour faire rendre justice à vos envoyés et en même temps pour rechercher les moyens d'établir sur le pied le plus équitable un commerce qui doit être si avantageux aux peuples dont le gouvernement nous est confié. »

Celle adressée au vice-roi des deux Kouang est ainsi conçue :

« C'est avec une vive satisfaction et une profonde reconnaissance que j'ai appris les dispositions amicales de Votre Excellence pour un sujet français, le sieur Dupuis, qui est au service du Gouvernement du Yûn-nan. Mon devoir est de remercier Votre Excellence pour la généreuse protection qu'elle lui a accordée en même temps pour l'aide que les soldats du Kouang-si ont donné à un pays ami et voisin, l'Annam, pour la répression des rebelles. Les intérêts de la France sont, en effet, intimement liés à ceux de l'Annam, qui tend la main à l'un mérite la reconnaissance de l'autre.

« J'ai accueilli aussi avec une grande joie qu'un Français avait trouvé une route avantageuse pour pénétrer dans le Yun-nan et avait créé ainsi de nouvelles relations d'amitié et de commerce entre la France et l'Empire du Ciel ; mais il n'est juste que je laisse à Votre Excellence tout le fardeau de la protection des intérêts du commerce dans une région, le Tong-Kin, aussi voisine de Saïgon. L'amitié se prouve par des services réciproques, et à une main tendue, une autre main doit répondre. J'ai donc résolu de m'entendre avec la Cour de Hué, pour établir la paix dans ses provinces et pour rétablir sur un pied satisfaisant les relations commerciales entre le Tong-kin et le Yun-nan. Dans ces conditions, comment la présence des soldats chinois dans l'Annam continuerait-elle à être nécessaire ? Les routes sont longues et difficiles, le pays malsain, les dépenses pour entretenir les troupes considérables. Le cœur de Votre Excellence ne peut pas ne pas souffrir de cet état de choses. Je lui offre donc de retirer ses troupes ainsi que celles qui pourraient encore venir du Yun-nan, de leur

épargner ainsi un exil pénible, un voyage fatigant et dangereux.

« Je me fais fort, d'accord avec le gouvernement annamite, de protéger d'une façon efficace le commerce, les intérêts chinois, qui sont aussi les intérêts français.

« De la sorte, il n'y aura pas de confusion possible, et une amitié sincère continuera à régner entre les deux royaumes (1). »

C'étaient des paroles très belles qui cachèrent mal les ambitions avouées de l'Amiral Dupré de refouler l'autorité chinoise de chez son vassal, l'Annam, afin d'y asseoir l'influence française. En même temps Garnier, lui, préparait une dépêche destinée à M. de Geofray, Ministre de France en Chine, en ces termes :

« Monsieur le Ministre,

« J'ai l'honneur d'appeler votre plus sérieuse attention sur la situation actuelle du Tong-kin, et sur les mesures qu'elle réclame.

« Vous connaissez sans doute par les journaux de Hong-Kong et M. le Consul de Canton les principaux résultats de la tentative de M. Dupuis. S'ils sont de nature à nous inspirer confiance en l'avenir de la route commerciale nouvelle qu'il a ouverte, ils sont loin encore d'en assurer à la Cochinchine et à la France le bénéfice immédiat. La question se trouve même engagée de telle sorte que, d'un moment à l'autre, peut surgir une circonstance qui amène une intervention étrangère et déconcerte tous nos projets d'avenir.

« En effet, les résistances du gouvernement annamite, son refus de reconnaître la validité des pouvoirs donnés à M. Dupuis par les autorités du Yun-nan, ont forcé celui-ci à une sorte de prise de possession, au nom du gouvernement chinois, du cours du fleuve du Tong-kin. Il se maintient à Hanoï dans une position indépendante depuis plusieurs mois.

« Les traités conclus avec la Cour de Hué défendent à nos

(1) Dupuis, Pétition adressée à MM. les Députés. Mémoires et documents à l'appui de la pétition présentée à l'Assemblée nationale (au sujet de la découverte d'une voie de communication entre le Yun-nan et la mer). Paris, 1876, p. 32.

nationaux de résider à l'intérieur de ce Royaume d'Annam. J'ai dû, devant les réclamations du gouvernement annamite, rappeler M. Dupuis à l'exécution de cet article. Il s'y est refusé, en se réclamant des autorités du Yun-nan dont il a arboré le pavillon. Les quelques soldats chinois qui lui ont été déjà envoyés doivent être renforcés au mois d'octobre ou de novembre par cinq cents hommes et toutes ces troupes sont armées de fusils à tir rapide et comptent quelques instructeurs européens.

« Cet état de choses n'est pas sans danger. D'un côté, l'impuissance où se sont trouvées les autorités annamites à forcer à la retraite une poignée d'Européens peut encourager d'autres aventuriers à les imiter et à aller s'établir dans un pays aux dépens duquel il est si facile de vivre. De l'autre, les autorités du Yun-nan, disposant d'un effectif militaire considérable et bien armé que la répression de la rébellion mahométane laisse sans emploi, peuvent être tentées de prolonger et de rendre définitive l'occupation du cours du Song-coï. Cette occupation leur assure des avantages commerciaux d'autant plus considérables que, dans la situation prise par M. Dupuis, il ne peut être question d'acquitter au gouvernement annamite, les droits de douane qui lui sont dûs.

« Or nous ne devons pas perdre de vue qu'avec l'action du gouvernement annamite sur le Tonkin disparaîtrait la raison d'être de notre influence sur cette contrée. Le roi Ru-duc est aujourd'hui en présence de difficultés tellement graves que nous pouvons raisonnablement espérer lui faire accepter un protectorat qui, en donnant à notre commerce un accès facile au marché chinois, rétablirait l'ordre et la prospérité dans les provinces annamites du Nord et, par une organisation douanière analogue à celle qui a été créée en Chine, rendrait quelque nerf aux finances épuisées du royaume. Mais nous resterons impuissants à réprimer toute tentative faite au Tong-kin par d'autres que nos nationaux, et la conquête de ce pays par les Chinois n'aurait d'autre résultat que de faire bénéficier la colonie anglaise de Hong-Kong des avantages commerciaux que nous devons nous efforcer d'assurer à Saïgon.

« Pour parer à ces deux éventualités également menaçantes et détendre un peu la situation, j'ai pris la résolution de

demander aux vice-roi de Canton et du Yun-nan le retrait, tant du corps de troupes auxiliaires, envoyé il y a deux ans déjà sur la demande de la cour de Hué pour combattre les rebelles du Tong-Kin, que des soldats du Yun-nan attendus par M. Dupuis. En même temps, pour donner satisfaction aux plaintes du gouvernement annamite et enlever tout prétexte d'une intervention étrangère officieuse ou officielle au Tong-Kin, j'envoie à Hanoï un officier chargé de faire une enquête et d'imposer au besoin à M. Dupuis l'exécution de mes ordres. Cette démarche me donnera le droit d'exiger de la cour de Hué et la sauvegarde complète des intérêts commerciaux engagés et la réglementation, sous notre sauvegarde exclusive, de la circulation sur le Song-Coi. Le gouvernement annamite, éclairé aujourd'hui sur les dangers de l'intervention chinoise, se joindra à moi, je l'espère, pour demander qu'il y soit mis un terme. Je fais auprès de lui une démarche dans ce sens. Il ne peut espérer cette concession qu'en consentant à la continuation des relations nouées avec le Yun-nan, et il a tout à gagner à ne plus les laisser se produire en dehors de lui et de ses douanes.

« Je n'ai pas besoin d'insister auprès de vous, Monsieur le Ministre, sur l'extrême importance de la demande que j'adresse aux autorités chinoises du Sud. Le succès en serait assuré par une démarche directe et pressante faite par vous auprès du gouvernement de Pékin. Les intérêts du Yun-nan et de notre colonie sont identiques... Aussi, ne voulons-nous compromettre en rien les heureux résultats commerciaux déjà acquis ; nous désirons leur donner plus de stabilité et d'avenir. Nous nous engageons à maintenir ouverte, d'accord avec le gouvernement annamite, une route qui est nécessaire à la Chine méridionale. Nous promettons nos bons offices pour faire arrêter par le gouvernement de Hué, d'accord avec les autorités du Yun-nan, un tarif douanier équitable. Mais nous voulons éviter toute chance de conflit dans un pays déjà divisé en tant de fractions et éprouvé par tant de guerres.

« Il se peut que l'officier que j'enverrai au Tong-kin ait à entrer en pourparlers avec le vice-roi du Yun-nan, soit pour la discussion des conditions des plus avantageuses au développement des rapports commerciaux entre les deux pays, soit

pour réclamer contre les agissements des chefs militaires chinois envoyés au Tong-kin, et le traitant en pays conquis. La mission de cet officier sera des plus difficiles et demandera autant de fermeté que de prudence.

« Il serait urgent de se hâter pour que le vice-roi de Canton, de qui dépendent tous les pays tributaires du Sud, reçut de Pékin des instructions conformes au sens de cette lettre. Grâce à la malencontreuse publicité qui a été faite autour de l'expédition Dupuis, les Anglais ne tarderont pas à être complètement au courant de la situation, et ils pousseront alors de toutes leurs forces le gouvernement chinois à la conquête du Tong-kin. Leur commerce y trouverait facilement un port plus heureusement situé que celui de Hai-nan ; il est donc urgent de se hâter (1). »

Cette lettre était tout entière inspirée par Garnier (2). Pendant que l'amiral Dupré se préparait à agir dans le sens indiqué par ses dépêches, la cour de Hué avait de nouveau insisté pour que l'amiral fit partir Dupuis, et pour cela elle envoyait à Saïgon une ambassade de trois mandarins, entre autres Lê-Thuan. Les négociations n'aboutirent pas à une entente. Les ambassadeurs avaient demandé à se rendre en France ; l'amiral les en dissuada et les retint auprès de lui pendant qu'il écrivait à leur gouvernement :

« Je ne vois d'autre moyen de répondre convenablement au désir de V. Ex. que d'envoyer un officier accompagné de plusieurs hommes à Hanoï pour signifier à M. Dupuis l'ordre de se retirer et pour le faire exécuter de force, s'il refuse d'obéir de bonne grâce ; par la même occasion, cet officier travaillerait à consolider l'autorité du roi au Tonkin (3). »

La mission fut acceptée par F. Garnier, mais elle était beau-

(1) Dupuis, *Le Tong-kin et l'intervention française*, p. 43.

(2) C'est ainsi qu'en témoigne une lettre datée du 20 septembre 1873 adressée par Garnier à M. Levasseur, membre de l'Institut et professeur de l'Ecole libre des Sciences politiques, publiée dans Gautier, *Les Français au Tonkin*, 1786-1883, p. 134.

(3) Silvestre, *loc. cit.*, 1896. Voir aussi Dupuis, *Le Tong-kin et l'intervention française*, p. 37.

coup plus large qu'elle n'était annoncée aux Annamites. Garnier le comprenait pour sa part mais ne s'associa pas sans répugnance aux vues de l'amiral Dupré. Dans une lettre du 8 septembre 1873 adressée à son frère, il s'expliqua sur les dangers qu'entraînait une expédition armée (1). Il était convaincu qu'en faisant respecter les droits de Hué, la France se plaçait sur un terrain diplomatique inattaquable et « qu'une expédition que rien ne motivait pourrait créer des interventions inattendues et les plus grosses difficultés ». C'est pourquoi il conseillait à l'amiral de négocier concurremment avec Pékin, le Yun-nan et Hué, afin d'obtenir la garantie de l'ouverture du fleuve Rouge.

En France, le ministère de Broglie était mal disposé à permettre une expédition armée. En effet, en juillet, ce ministère avait envoyé une dépêche qui disait : « Sous aucun prétexte, pour quelque raison que ce soit, n'engagez la France au Tonkin (2). »

Le 8 septembre, dans une autre dépêche, le ministre de la marine donnait à l'amiral l'ordre de *s'abstenir*. Une dépêche disait que *sous aucun prétexte le gouverneur n'est autorisé à occuper un point du pays* (3). Francis Garnier le savait très bien et ne doutait pas que l'Amiral Dupré ne fût désavoué (4). Cependant, il sentit la nécessité d'agir vite et il ne voulut pas abandonner l'amiral ; après beaucoup d'hésitations il accepta la mission.

Le 11 octobre 1873 il quitta Saïgon à la tête d'une petite colonne, deux canonnières et de l'infanterie, avec des instruc-

(1) Gautier, *op. cit.*, p. 130.

(2) Gautier, *op. cit.*, p. 142.

(3) Dupuis, *L'intervention du contre-amiral Dupré au Tong-kin*, 1885. Extrait de la *Revue de Géographie*, p. 9.

(4) L'amiral se hâta d'en instruire le ministre, en grossissant quelque peu le péril et en disant que le roi Tu-Duc lui-même sollicita deux fois son assistance tandis qu'en réalité il n'y avait pas eu une sollicitation d'intervention armée de la part de la cour de Hué, mais seulement le demi-consentement fort craintif contenu dans une lettre. Voir Bouchet, Rapport fait au nom de la 2^e Commission des pétitions, sur la pétition du St. Jean Dupuis, 1879. Chambre des députés..., p. 70.

tions d'une latitude très grande (1). En effet, l'amiral lui laissait la plus grande liberté d'action (2).

Arrivé le 15 à Tourane, Garnier fit parvenir à Hué la lettre de l'amiral, annonçant sa venue et demandant l'envoi d'un plénipotentiaire à Hanoï pour régler avec lui toutes les ques-

(1) L'étendue de ces instructions a donné lieu à des controverses. Le texte n'en a pas été divulgué. Tout ce que la mission de Bouchet de 1879 put obtenir fut que l'amiral Dupré lui en donnât lecture, sans lui en laisser la communication. Mais on possède deux dépêches qui en contiennent une analyse partielle et qu'a recueillies le rapporteur de cette commission, M. Bouchet ; l'une adressée le 7 octobre au Ministère de la Marine ; l'autre, le 1^{er} décembre, au gouvernement de Hué. Dans la première, l'amiral ne dit pas tout, car il savait le ministère fort mal disposé pour une intervention au Tonkin. D'après cette dépêche, l'œuvre de Francis Garnier consistera « à s'établir solidement sur le point qu'il choisira comme le plus convenable pour remplir sa mission ; à faire choix d'un port pouvant au besoin servir plus tard de base d'opérations ; à ouvrir une enquête sur les faits reprochés à M. Dupuis par le gouvernement annamite et sur les réclamations formulées par le premier ; à user de toute son influence pour obtenir de lui qu'il se retire du Tonkin avec les aventuriers qu'il y a attirés, en cas de refus de s'entendre avec les autorités annamites pour l'y contraindre ; enfin, M. Garnier devra faire traîner son expédition en longueur jusqu'à ce qu'il soit rappelé avec son petit corps expéditionnaire, c'est-à-dire jusqu'au moment où l'on aura contraint les ambassadeurs annamites à signer un traité avantageux sous l'empire de la crainte. » (Bouchet, Rapport..., p. 72).

L'autre dépêche, de deux mois postérieure à celle-ci, rappelant le passé à la cour de Hué, lui dit à propos de Francis Garnier : « Vous savez quels étaient les ordres qu'il avait reçus : il devait se renseigner exactement sur les torts reprochés à Dupuis ; il devait ensuite faire partir celui-ci ; il devait tâcher de faire régler provisoirement, en attendant le traité définitif, la question commerciale ; enfin, il devait rester à Hanoï jusqu'à ce que cette question fut réglée d'une manière satisfaisante, pour empêcher par sa présence que de nouveaux aventuriers, tenté par la facilité avec laquelle Dupuis s'était maintenu dans le pays, ne vinssent y porter encore le trouble et le désordre. »

Voir Gautier, *op. cit.*, p. 148, note.

Pour le surplus de ces instructions, se référer aussi à E. Louvet, *Vie de Mgr Puginier*, p. 212, cité par Dupuis dans *Le Tong-kin et l'intervention française*, p. 51.

2) C'est d'ailleurs ce que Garnier comprenait. Il écrivait à son frère, le 8 octobre, en lui annonçant que son expédition était prête et qu'il allait partir :

« ... Comme instructions : carte blanche. L'amiral s'en rapporte à moi... » Bouchet, Rapport..., p. 73.

tions en litige. La réponse de la cour arriva le 19 annonçant la venue immédiate de deux mandarins, qui accompagneraient l'expédition au Tonkin. Il quitta Tourane le lendemain, accompagné des deux mandarins. A son entrée en rivière, Garnier fit parvenir à Dupuis une lettre :

« ... Je suis arrivé avec la mission officielle pour faire une enquête sur vos réclamations contre le gouvernement annamite et sur les plaintes de celui-ci à votre endroit. Ma mission ne se borne pas là. L'Amiral désire mettre un terme à la situation équivoque du commerce étranger au Tonkin, et contribuer autant qu'il est en sa puissance à la pacification de cette contrée. Je compte beaucoup sur votre expérience du pays pour m'éclairer sur la meilleure solution de ce difficile problème.

« ... Mais je puis au moins vous prévenir contre les bruits exagérés que les Annamites ne manqueront pas de faire courir sur les motifs de ma venue, et vous affirmer de la façon la plus positive que l'amiral n'entend abandonner aucun des intérêts commerciaux engagés. Il vous a, d'ailleurs, donné des preuves non équivoques de la vive sympathie qu'il porte à votre entreprise. »

On voit donc qu'avant de prendre les choses en main, l'arbitre venait d'assurer son concours moral à un parti. Dupuis, dont les navires étaient à Hanoï, descendit et vint à la rencontre de l'expédition de Garnier. Le 5 novembre, ils sont arrivés ensemble à Hanoï. Les mandarins s'inquiétaient extrêmement de voir le chargé d'affaires français en semblable compagnie. Déjà avant son arrivée, la cour de Hué écrivait à l'amiral Dupré pour le prier de rappeler Garnier (1). A son arrivée, Garnier se rendit à la citadelle où se tenait le maréchal Nguyễn-tri-Phuong qui commandait au Tonkin pour Tuc-Duc, et, après lui avoir exposé les motifs de son arrivée à Hanoï, l'importance que sa mission attachait à sa personne,

(1) « D'après les rapports de notre ambassade à Saïgon, la mission de M. Garnier n'a pour but que d'amener l'expulsion de M. Dupuis. Si elle en poursuit un autre, il est inutile que M. Garnier aille au Thong-Kin. Nous nous entendrons avec M. Dupuis ; d'ailleurs, tout est tranquille dans ce pays. » Dupuis, *Le Tong-Kin et l'intervention française*, p. 62.

il se plaignit énergiquement du mauvais logement qu'on lui offrait. Le maréchal Phuong s'excusa de ce que la venue inopinée de l'officier français n'avait pas laissé le temps de rien préparer ; il affirma n'avoir reçu aucun pouvoir de son gouvernement pour traiter les questions commerciales. Une correspondance s'engagea entre les deux dans laquelle Garnier fit toujours ressortir qu'il avait mission de négocier le règlement d'une autre question : l'ouverture du fleuve et les conditions du commerce ; à quoi le maréchal Nguyễn répondit toujours qu'il n'avait reçu ni ordres ni instructions pour régler la question commerciale, mais que d'après les informations qu'il possédait, toute la mission de l'ambassadeur français (M. Garnier) se bornait à l'affaire qu'il était prêt à discuter. Garnier n'en commença pas moins immédiatement son enquête et le gouverneur, prévenu de cet acte d'ingérence, fit paraître une proclamation défendant à tout habitant de se rendre auprès de l'envoyé français. La situation était grave et, dès ce moment, Garnier prenait la décision d'attaquer la citadelle pour se saisir de la personne du maréchal Nguyễn qu'il expédierait à Saïgon par un des navires de Dupuis (1). L'arrivée des canonnières, l'« Espingole » et le « Scorpion », renforça Garnier. C'est alors que Garnier avertit officiellement le gouverneur d'Hanoï qu'il prenait de son propre chef les décisions suivantes :

1. Que le fleuve Rouge (Hong-Kiang en chinois, Sang-Coi en annamite) est ouvert à la navigation du commerce à compter du 15 novembre de l'année 1873 ;

2. Il sera exclusivement réservé à la navigation du commerce des navires français, espagnols et chinois ;

3. Les droits de douane à percevoir sont fixés aux 3 % de la valeur totale du chargement ;

4. Pour les navires venant de Saïgon, ces droits sont réduits de moitié sur la valeur totale du chargement ;

5. Pour les navires venant de la province chinoise du Yun-

(1) Lettre de Francis Garnier à son frère, en date du 10 novembre 1873. Gautier, *op. cit.*, p. 185.

nan, les droits seront aussi réduits de moitié sur la valeur totale du chargement (1). »

Ce fut le 19 novembre que M. Garnier lança son dernier ultimatum réclamant le désarmement de la citadelle, l'ordre à tous les gouverneurs de province de se confirmer aux récents arrêtés touchant le régime commercial, enfin la permission pour Dupuis de rentrer librement au Yun-nan (2). Cet ultimatum étant resté sans réponse, le corps de Garnier attaqua le matin la citadelle. La citadelle fut enlevée en même temps que la ville. Les plans de Garnier avaient été levés avec soin et rien n'était venu les entraver.

La prise de Hanoï n'était qu'un premier pas vers la conquête du delta du fleuve Rouge. Hung-yen, Phu-ly, Hai-Dzuong, Ninh-Binh et Nan-Dinh furent enlevés successivement. Menacé dans son existence même et craignant de perdre définitivement le Tonkin, l'Annam fit appel aux Héki (Pavillons Noirs). Tuc-duc envoyait Liang Huei-yi, alors an-tchâ-chih ou l'inspecteur de Son-tây, à Lao-kai pour conférer avec Lieou-yuen-fou, le chef des Pavillons Noirs (3). En même temps il envoyait à Hanoï et à Saïgon des négociateurs.

Lieou-yuen-fou à la solde de Liang Huei-yi et sur son ordre entra en lutte désormais. Il s'avancait par la route de Tuyên-quang et le 21 décembre, fit son apparition devant Hanoï, par surprise. Une agitation subite s'était répandue dans tous les quartiers. Garnier partagea sa troupe, envoya à gauche une escouade et se dirigea avec le reste de ses hommes à travers champs vers une route qui servait d'abri à l'ennemi. C'est ainsi qu'il finit par être tué dans une embuscade. Cependant les ambassadeurs annamites furent retenus dans la citadelle comme otages ; le roi d'Annam s'inquiéta et le Tông-che ou commandant en chef Hoang-Ke-Viem s'empressa de donner l'ordre à Lieou-yuen-fou de cesser les hostilités, le dernier

(1) Gautier, *op. cit.*, p. 189. Voir aussi Bouinais et Pallu, *L'Indochine française contemporaine. Cochinchine*. Vol. II, p. 23. Ce texte est sans doute celui d'un projet qui aura été modifié, car il a été publié un autre texte plus développé. Gautier, *op. cit.*, p. 190, note 1.

(2) Lettre de F. Garnier à son frère, 19 novembre 1873. Gautier, *op. cit.*, p. 194.

(3) Voir p. 39.

recevant comme récompense de son exploit le grade de fou-dê-dôc ou lieutenant-adjoint de Tuyên-quang (1).

Dès le début, le gouvernement français était mal disposé à permettre une expédition au Tonkin. Nous venons de voir que les instructions étaient formelles à cet égard. Or, l'amiral Dupré avait voulu résoudre la question du Tonkin contre la volonté du ministère de Broglie. Il comptait fermement sur la réussite pour dissiper les appréhensions ministérielles (2). La nouvelle de la mort de Garnier l'affola. Le bruit courut de faire peser sur lui la menace d'un conseil de guerre (3). Il se rendit compte que le terrain se dérobaît sous ses pas de toutes parts. Et il ne pouvait se présenter à Paris sans avoir conclu son traité, dont la signature ne lui était pas assurée. Aussi, pour rejeter les responsabilités sur Garnier, regretta-t-il « l'excès de confiance et d'audace de M. Garnier et les imprudences auxquelles il s'était laissé entraîner » dans une lettre au ministère, écrite le 4 janvier, pour rendre compte des événements (4).

Quant à la liquidation de l'affaire, il l'abandonna au lieutenant de vaisseau Philastre. Déjà après la prise de Hanoï, il se décida à envoyer Philastre à Hué, avec Nguyen-Van-Tuong, l'un des deux ambassadeurs annamites qui se trouvaient à Saïgon, pour expliquer les événements du Tonkin et presser la conclusion d'un traité de paix. Collègue et ami de Garnier, Philastre prévoyait déjà le mal qui pourrait résulter de la conduite que Garnier avait adoptée vis-à-vis de Dupuis et à l'égard de l'Annam (5). Par suite des circonstances

(1) *Tching Ying Jih Tsi* (Le Journal de Tang Tching-Sung), vol. II, p. 12.

(2) L'amiral écrit à Garnier une lettre datée du 5 décembre : « Ici tout va bien et je suis persuadé que votre vigoureuse entreprise à Hanoï ne peut que faire hâter la conclusion du traité. Toutefois, il est à craindre que le ministre ne soit irrité, lui qui ne veut à aucun prix de la plus petite occupation militaire du Tonkin. Nous espérons recevoir de vous avant le 6 janvier des nouvelles qui arriveront à Paris par le télégraphe assez à temps pour calmer l'épouvante du gouvernement. » Dupuis, *Le Tong-Kin et l'intervention française*, p. 210.

(3) Dupuis, *op. cit.*, p. 226, note 1.

(4) Hanotaux et Martineau, *op. cit.*, p. 415.

(5) Voir la lettre que M. Philastre adressa à Garnier de Saïgon le 6 dé-

créées du fait de la mort de Garnier, c'est la politique de Philastre qui a prévalu et a abouti au traité conclu à Saïgon le 15 mars 1874 entre la France et l'Annam, traité par lequel l'Annam était déclaré souverain et indépendant, et la navigation entre la mer et le Yun-nan par la voie du fleuve Rouge autorisée. La France évacua le Tonkin et les citadelles furent remises à l'autorité annamite.

cembre 1873 et qui n'est parvenue à Hanoï qu'après la mort du destinataire :

« Quand j'ai reçu votre lettre, elle m'a jeté dans la plus profonde stupefaction. Je croyais encore que c'étaient là de vaines menaces.

« Avez-vous songé à la honte qui va rejaillir sur vous et sur nous quand on saura qu'envoyé pour chasser un baratier quelconque et pour tâcher de vous entendre avec les fonctionnaires annamites, vous vous êtes allié à cet aventurier pour mitrailler sans avis des gens qui ne vous attaquaient pas et qui ne se sont pas défendus ?

« Le mal sera irréparable et pour vous et pour le but que l'on se propose en France.

« Vous vous êtes donc laissé séduire, tromper et mener par ce Dupuy. »
Gautier, *op. cit.*, p. 275.

DEUXIÈME PARTIE

Les traités de Saïgon.

CHAPITRE VIII

Le traité politique franco-annamite du 15 mars 1874.

Le traité politique (1) signé le 15 mars 1874 entre la France et l'Annam joue un grand rôle dans le conflit franco-chinois. C'est ce traité qui a fait couler des flots d'encre et dont on a disputé âprement l'interprétation. D'aucuns pensent que le traité politique constitua une révolution dans laquelle la France s'était maintenant substituée à la Chine comme le suzerain d'Annam (2). Les autres pensent que la conclusion du traité de Saïgon équivalait pratiquement à une politique d'abstention complète, l'arrêt brusque d'une pénétration économique soigneusement entreprise depuis vingt ans (3), « de sorte que le gouvernement de Hué put prendre figure de vainqueur (4) ». Certains estiment que le traité politique pouvait être considéré comme un traité de protectorat, sans toutefois que le mot fut prononcé (5). En revanche on oppose à cette manière de voir que « la promesse de protéger l'empire

(1) On trouvera le texte du traité à l'appendice.

(2) Morse (Hosea Ballou), *The International relations of the Chinese Empire*, vol. II, p. 346.

(3) Roberts (S. H.), *History of the Franche Colonial Policy*, II, p. 424.

(4) Piquet (Victor), *Histoire des Colonies françaises*, p. 268.

(5) Rambaud (Alfred), *Jules Ferry*, p. 326 et Schefer (Christian), *D'une guerre à l'autre*, p. 28.

d'Annam et celle de lui donner tous les moyens matériels de se défendre n'impliquaient point rigoureusement le protectorat (1). Certains n'y voient que le résultat d'opinions contradictoires qui apportait à la France toutes les difficultés d'un protectorat qui n'était pas clairement stipulé, sans lui en donner les avantages ; « nous acceptions les responsabilités, sans obtenir le bénéfice de la situation acquise (2) ». D'autres font remarquer que ces traités, qui portent la peine de la faiblesse française au lendemain de la guerre de 1870, n'ont répondu et ne pouvaient point répondre à l'objet qu'on avait en vue, ni à l'égard de l'Annam, ni à l'égard des autres puissances et que la France paraissait être rentrée dans une période vague, analogue à celle qui a duré de 1867 à 1874 (3). Les uns qualifient cette convention d'inqualifiable (4) et observent que la France « n'avait obtenu aucun avantage politique réel et par suite aucune sécurité pour son commerce dans la région du fleuve Rouge (5) », tandis qu'au contraire les autres écrivent que des résultats précieux sont acquis ; « la cour d'Annam qui nous avait accordé déjà le droit de commercer à Tourane, Balat et Quangyen, promet une extension de ces avantages... (6) ».

La personne même de Philastre, l'artisan du traité qui porte son nom, prête à des critiques non moins diverses. Ceux qui en font l'éloge disent que, sans verser une goutte de sang, il arriva à établir les clauses d'un traité satisfaisant et obtint des Annamites de plus grandes concessions que l'amiral Bonard n'avait pu en obtenir en 1862, après deux années de lûtes continuelles (7). Au contraire, les autres estiment que tout fut anéanti par Philastre, que la France se retirait couverte de honte et qu'il (Philastre) avait laissé les rives du fleuve Rouge

(1) Dubois (M.) et Terrier (A.), *Un siècle d'expansion coloniale*, p. 811.

(2) Cordier (H.), *Histoire des relations de la Chine avec les puissances occidentales*, II, p. 275.

(3) Deschanel (Paul), *La question du Tonkin*, p. 43.

(4) Edmond Planchut, *L'annexion du Tonkin*, *Revue des Deux-Mondes* du 15 septembre 1880.

(5) Driault (E.), *La question de l'Extrême-Orient*, p. 260.

(6) Duchène (Albert), *La politique coloniale de la France*, p. 235.

(7) Normans (C. B.), *Tonkin et France in the Far. East*, p. 147.

dans un tel état que de longtemps la France ne pourrait s'y relever (1). Telle est la divergence d'opinions tant en ce qui concerne le traité qu'en ce qui concerne son négociateur.

Ce traité constituait en effet le pivot d'une controverse entre la Chine et la France, controverse qui dégénéra en guerre en 1883. Il importe de l'étudier avec soin, d'autant plus que les circonstances dans lesquelles il était conclu ont pu déterminer dans une certaine mesure l'interprétation que les puissances entendaient lui donner.

En effet, le traité portait la marque des circonstances dans lesquelles il a été conclu.

Garnier fut tué le 21 décembre 1873. Le gouvernement français qui, depuis le 24 mai, était celui du Maréchal, avait alors pour président du conseil et ministre des affaires étrangères le duc de Broglie. Ce fut lui qui chargea le lieutenant de vaisseau Philastre, sous la direction de l'amiral Dupré, de négocier et d'obtenir un règlement amiable. On sait que de Broglie était personnellement et dogmatiquement hostile aux œuvres d'expansion coloniale (2). D'où les instructions reçues par l'amiral Dupré de s'abstenir absolument (3).

Lorsque de Broglie se retira, le Duc Decazes resta aux affaires étrangères. Ce nouveau personnel ministériel appartenait par ses attaches à l'ancien régime monarchique. Il était désagréable au duc Decazes, monarchiste, de parler à l'Europe au nom d'une apparence de république française. Aussi pratiqua-t-il une politique extérieure très prudente, très modeste et très effacée. Il l'a définie lui-même dans une circulaire célèbre aux ambassadeurs dans laquelle il dit notamment que « sans s'isoler des graves questions qui s'agitèrent autour d'elle la France se recueille et avec la conscience de sa force et de sa grandeur elle attend que l'ordre et le travail lui permettent de panser cette plaie et que le temps qui seul peut permettre aux événements de l'histoire de porter leurs fruits ait effacé

(1) Gautier, *op. cit.*, p. 312.

(2) « ...À Paris, une seule demande d'explications de l'Angleterre fait perdre la tête à M. de Broglie. » Lettre de Garnier adressée à Gautier pendant sa traversée de Shanghai à Saïgon, Gautier, *op. cit.*, p. 146.

(3) Voir p. 56.

l'amertume de ces jours funestes qui ont si profondément troublé le pays ». Il en ressort évidemment que le gouvernement de l'ordre moral était décidé à agir le moins possible ; d'ailleurs la pratique répondit à la théorie et le Duc Decazes fit surtout une politique d'abstention.

D'ailleurs, la situation dans laquelle se trouvait la France n'était guère faite pour encourager les entreprises lointaines. L'éventualité d'une offensive des Allemands apparaît dans toute la correspondance du chancelier Bismarck avec l'ambassadeur d'Allemagne à Paris. Ce qu'il visait, c'est que la Troisième République fut réduite à l'impuissance absolue, non seulement par les divisions intérieures qui eussent pu, à la longue, aboutir au désordre, mais surtout par l'isolement qu'il lui imposait au dehors (1). On sait que les relations entre la France et l'Allemagne étaient plus tendues après la chute de M. Thiers (2).

Dans ces circonstances, la première tâche du gouvernement français était de réunir en France tous les moyens de défense dont on disposait pour parer à une attaque de l'Allemagne (3).

(1) Hippeau (E.), *Histoire diplomatique de la III^e République*, chap. IV.

(2) Depuis plus longtemps encore (que l'automne de 1874) Decazes donnait aux diplomates étrangers avec qui il se sentait en confiance l'impression qu'il ferait au besoin appel à l'Europe. Au moment où Bismarck réclamait des poursuites comme d'abus, contre les évêques français, Apponyi écrivait à Andrassy : « Si on exige de nouvelles humiliations, il est probable que le gouvernement français, dans la conscience de son impuissance, sera forcé de les subir et de s'y soumettre, mais il ne le fera pas, à ce qu'on m'assure, sans invoquer confidentiellement la sympathie des autres puissances contre cet abus de la loi du plus fort et sans appeler à leur jugement sur la question de savoir si la prétention de M. de Bismarck d'imposer à un gouvernement étranger la politique de persécution qu'il suit lui-même contre l'Eglise catholique n'est pas une atteinte portée à l'indépendance des nations. » Le 20 janvier 1874, Decazes dit encore à Apponyi : « Il me semble qu'il n'est pas dans l'intérêt de l'Europe de nous laisser écraser davantage. » Hauser (H.), *Histoire diplomatique de l'Europe (1871-1914)*, vol. I, p. 103, note 1.

(3) « Dans la séance du 20 mars 1874, l'Assemblée nationale n'avait pas trouvé un centime pour les travaux indispensables de la marine ; les troupes de Cochinchine suffisaient strictement au maintien de l'ordre intérieur de la colonie et n'auraient pu s'éloigner à 250 ou 300 lieues de Saïgon. » Deschanel (Paul), *La question du Tonkin*, p. 46.

L'opinion publique ne lui aurait pas permis, en courant le risque d'être attaquée en Europe, de s'engager dans des aventures lointaines. On a constaté que la France qui, même à cette époque, avait pensé autant à l'annexion qu'au protectorat, s'abstint absolument de faire allusion à l'un ou à l'autre de ces projets dans le traité de 1874. Cependant les rapports franco-allemands n'étaient qu'un des éléments des circonstances qui entourèrent la naissance du traité de 1874. Car des textes de ce traité même il ressort que la politique de la France, si elle ne pouvait être très énergique étant donné les circonstances dans lesquelles elle se trouvait, n'était pas non plus une politique d'abstention. D'ailleurs, dans cette partie du monde, ce n'est pas l'Allemagne qu'elle rencontrait devant elle (1). Tout porte à penser qu'elle aurait pu affirmer d'une façon plus nette sa politique séculaire d'ouvrir le commerce avec les provinces sud-occidentales de la Chine par la voie de l'Indochine si elle n'y avait rencontré des difficultés plus sérieuses. Comme ces difficultés n'avaient pas été révélées par le gouvernement français, on s'est beaucoup égaré à leur sujet.

A cet égard, une lettre datée du 7 septembre 1877 adressée par le Duc Decazes, ministre des Affaires étrangères, à l'amiral Gicquel des Touches, ministre de la Marine et des Colonies (2) est significative. Il dit notamment :

« ... Il me paraît essentiel, avant tout, que l'Amiral Lafont pénètre bien de la pensée qui nous a dirigés dans la poursuite des arrangements conclus avec la Cour de Hué, ainsi que de l'interprétation que nous y avons donné.

« Cette politique a été traversée, dès l'origine, par des considérations diverses qui s'imposaient à notre prudence.

« Sous l'empire de ces *préoccupations*, nous avons renoncé à

(2) Comme l'ont prouvé les événements ultérieurs, Bismarck n'avait jamais caché à la France qu'il souhaitait pouvoir l'aider à obtenir dans des terres lointaines des compensations pour la perte de l'Alsace-Lorraine. Il avait tout intérêt à orienter la France vers une politique coloniale active, car il savait qu'en agissant de la sorte, il brouillerait infailliblement la France avec des puissances qui aient été pour elle des alliées possibles comme l'Angleterre et l'Italie.

(1) *Livre Jaune, Affaire du Tonkin*, I^{re} partie, p. 66.

exercer ouvertement un Protectorat qui était sans aucun doute originairement dans les vues du négociateur français... »

En fait, le contre-amiral Lafont venait d'être nommé aux fonctions de gouverneur de la Cochinchine, l'Amiral Gicquel des Touches, alors ministre de la Marine et des Colonies, demandait au Duc Decazes quelques recommandations spéciales à adresser au Contre-Amiral qui allait se trouver appelé à ce nouveau poste. C'est en réponse à cette demande que le Duc Decazes croyait devoir tracer la politique de la France en Annam. De ces lignes mêmes, il ressort que la France n'entendait pas abandonner la position acquise, mais des préoccupations diverses l'avaient obligée de renoncer à faire valoir son point de vue originaire. Or, une sérieuse lacune se présente ici car on n'a pas publié les lignes auxquelles la formule « ces préoccupations diverses » aurait fait allusion. Cette lacune mérite d'autant plus d'attirer l'attention au point de vue historique qu'elle est volontaire par mesure de prudence. Elle ne sera complétée que lors de la publication en 1931 des Documents diplomatiques français relatifs aux origines de la guerre de 1914. Dans ces nouveaux documents, nous trouvons, précisément, après les lignes que nous venons de citer, celles-ci (1) :

« Nous n'étions pas en mesure d'entreprendre dans ces contrées des agrandissements qui eussent éveillé des susceptibilités étrangères, et les ménagements auxquels nous avons eu recours pour ne les point froisser n'en ont pas moins fourni matière, vous le savez, à d'embarrassantes réclamations.

« C'est pour en tenir compte que nous avons dû, par voie d'interprétation, réduire la portée de certaines clauses qui eussent paru naturelles, si le principe même du protectorat avait été clairement posé, mais qui devenaient difficilement conciliables avec les règles internationales universellement admises, du moment que nous acceptions sans restrictions au Tonkin, comme dans le reste de ses provinces, la souveraineté de l'Annam. De là, dans le texte qui a finalement prévalu,

(1) *Documents diplomatiques français, relatifs aux origines de la guerre de 1914*, 1^{re} série, tome II, p. 202.

certaines locutions élastiques et même quelques contradictoires ».

Ce sont ces lignes qu'on a jugé plus prudent de ne pas publier dans le Livre Jaune. A la lumière de ces lignes on peut mieux comprendre celles qui suivent :

« ... Il est de toute évidence que la prise de possession du Tonkin par une grande Puissance maritime, hostile ou seulement rivale, eût constitué, pour notre colonie de Cochinchine et pour notre influence dans la péninsule tout entière, un incontestable danger, contre lequel il était très important de nous prémunir tout d'abord. Ce résultat a été pleinement obtenu par la stipulation en vertu de laquelle la cour de Hué a pris l'engagement de ne rien changer désormais, sans notre assentiment préalable, aux relations diplomatiques existant entre elles et les Gouvernements étrangers et dont, pour l'avenir, notre traité a prévu la nature de la façon la plus limitative. »

En parlant des « susceptibilités étrangères » et de la « grande Puissance maritime » le Duc Decazes visait bien entendu l'Angleterre, quoiqu'il y en ait en France qui faisait allusion à une compétition espagnole (1).

En effet, le gouvernement britannique avait dès 1874 protesté contre les privilèges accordés aux bâtiments français dans les ports annamites (2). D'où les lignes suivantes :

(1) « Peu de personnes en France se doutent que les Espagnols bien plus que les Anglais sont nos compétiteurs au Tonkin. C'est donc principalement à l'Espagne que nous avons fait allusion lorsque, au début de cette étude, nous avons parlé des nations européennes qui seraient disposées à prendre la place qui nous est indiquée dans le cas où nous nous refuserions à l'occuper. » Voir Plauchut (Edmond), L'annexion du Tonkin, *Revue des Deux-Mondes* du 15 septembre 1880, p. 376.

(2) « Dès que notre installation y fut définitive, les Anglais, toujours entreprenants, établirent un service à peu près régulier de bateaux à vapeur entre Haï-Phong et Hong-Kong. Il va s'en créer un nouveau de Saïgon à Haï-Phong également. Du 15 septembre 1873 jusqu'au 15 juin 1876, la valeur des marchandises importées s'est élevée à 13 millions de francs. » Plauchut (Ed.), *ibid.*, p. 374.

Le gouvernement britannique avait, dès 1874, protesté contre les privilèges accordés aux bâtiments français dans les ports annamites. Voir *Documents diplomatiques français* (1871-1914), 1^{re} série, t. II, p. 202, note 2.

« ... Nos sécurités une fois prises de ce côté, nous n'avions plus de motifs de nous refuser à tenir compte des réclamations que des gouvernements étrangers. C'est dans cet ordre d'idées que je me suis placé pour répondre aux objections qui nous avaient été formulées par M. l'Ambassadeur d'Angleterre. »

On voit qu'à cause des préoccupations ci-dessus signalées, le principe du protectorat n'était pas clairement posé selon « les règles internationales universellement admises (1) ». C'est ce qu'en témoigne l'analyse même des clauses du traité. La plupart des juristes français écrivent qu'au Tonkin et en Annam le protectorat de la France fut institué par le traité du 15 mars 1874 en faisant valoir que la cour de Hué s'engageait à suivre, pour sa politique extérieure, la direction de la France (2).

Cela paraît discutable à la lumière des clauses du traité. Et Marcel Dubois et Auguste Terrier écrivent en 1900 que la promesse de protéger l'empire d'Annam et celle de lui donner les moyens matériels de se défendre n'impliquaient point rigoureusement le « protectorat ». Il y avait « paix, amitié et alliance perpétuelles », bien entendu (3). L'article 2 du traité semble ne conférer à la France que des devoirs envers l'Annam, tout en lui interdisant *a priori* toute ingérence dans les affaires extérieures de l'Annam avec l'Asie (4). Par cet article, la France reconnaît en propres termes « la souveraineté du Roi d'Annam et son entière indépendance vis-à-vis de toute puissance étrangère » sans spécifier qu'il fût dépendant d'elle-même. « C'était la reconnaissance absolue de tous les droits d'extranéité de l'Annam, et, par là même, la négation

(1) Voir p. 68.

(2) Fauchille (Paul), *Traité de droit international public*, t. I, 1^{re} partie, p. 275 ; Bonfis (Henri), *Manuel de droit international public*, p. 107 ; Foignot (René), *Manuel élémentaire de droit international public*, p. 46 ; H. Castonnet-Desfosses, Les rapports de la Chine et de l'Annam. *Revue de droit international et de législation comparée*, t. XV, p. 590.

(3) Dubois (M.) et Terrier (A.), *Un siècle d'expansion coloniale*, p. 811.

(4) De Pouvoirville, De l'établissement, d'après le droit international, des différents modes de protectorat dans l'Extrême-Orient français, *Revue générale de droit international public*, t. V (1898), p. 212.

de tout protectorat (1). » La France s'engageait « à donner à l'Annam, *sur sa demande*, l'appui nécessaire pour maintenir dans l'Etat l'ordre et la tranquillité, et pour détruire la piraterie ». C'eût été un moyen suffisant d'intervenir si l'article n'eût pas contenu ces mots « *sur sa demande* ». Il était bien évident que l'Annam ne demanderait jamais, sous un motif quelconque, l'intervention de la France dans le Royaume (2). Les seuls termes qui ressemblent à une stipulation de dépendance de l'Annam de la France, « En reconnaissance de cette protection », sont, suivant le mot de M. Dubois, enchâssés dans l'article 3 où le roi d'Annam s'engageait « à conformer sa politique extérieure à celle de la France », mais à « ne rien changer à ses relations diplomatiques actuelles ». Cette phrase, excessivement ambiguë, ne donnait nullement à la France la *direction* politique extérieure de l'Annam, l'essence d'un protectorat. Par contre elle peut être interprétée en faveur d'une continuation des rapports de vassalité avec la Chine. « Cet accord n'abolissait pas les accords précédents conclus par l'Annam au cours de son histoire : au contraire, il semblait les confirmer et les consacrer, pour ainsi dire, dans l'immobilité de leur état présent au 15 mars 1874. Vis-à-vis même de la France, l'Annam était donc en droit de se prévaloir de l'antique suzeraineté chinoise, connue de tous, toujours proclamée, que le traité de 1874 semble implicitement reconnaître puisqu'il n'en dit pas un mot, dont la France ne peut être censée ignorer l'existence. (3) »

Par conséquent au point de vue juridique, le protectorat de la France ne fut institué en Annam que neuf années plus tard par le pacte de 1883 et non pas par le traité de 1874.

De l'étude développée qui précède, tant sur les conditions dans lesquelles le traité était conclu que sur l'analyse juridique de ses clauses, nous croyons pouvoir conclure :

I. — Que le traité politique de Saïgon est une convention diplomatique irrégulière, un traité d'une forme insolite. Obligés par les difficultés de la situation dans laquelle se trou-

(1) *Ibid.*

(2) *Ibid.*

(3) De Pouvoirville, *loc. cit.*, p. 212-213.

vait la France et par des considérations et préoccupations diverses qui s'imposaient à leur prudence, les diplomates français avaient dû avoir recours, dans la rédaction du traité, à des locutions élastiques et même contradictoires afin qu'on soit, à volonté, en mesure de pouvoir reconnaître ou nier un protectorat suivant les circonstances en commentant les mêmes termes. Les événements postérieurs ont montré que ce traité est véritablement, suivant le mot de Jules Ferry, « la source d'inextricables difficultés (1) ».

II. — Que l'objet principal du traité est de se prémunir contre une installation éventuelle des Anglais au Tonkin qui étaient l'adversaire le plus redoutable de la France dans cette partie du monde. Les stipulations du traité, tant en ce qui concerne l'indépendance de l'Annam, qu'en ce qui concerne sa politique extérieure, étaient dirigées plutôt contre la menace de l'Angleterre que contre celle de la Chine dont la suzeraineté sur l'Annam n'avait nullement gêné la France jusqu'alors.

III. — Qu'il paraît certain que la France avait dans son point de vue originaire l'établissement du protectorat sur l'Annam comme l'ont prouvé les événements postérieurs et les documents officiels, mais elle avait jugé imprudent de se lancer dans une politique aussi audacieuse. Le mot protectorat ne figurait ni dans le traité ni dans la lettre datée du 27 février 1875, que le Duc Decazes, ministre des Affaires étrangères adressait au Comte de Rochechouart, Chargé d'Affaires de France en Chine, en lui adjoignant de porter à la connaissance du Tsong-li-Yamen le traité de Saïgon. Il ne parlait en effet que d'une « étroite entente » entre la France et le Gouvernement annamite (2). Celui qui avait le premier parlé du protectorat était en réalité l'Amiral de Montaignac, ministre de la Marine et des Colonies dans sa lettre datée du 19 avril 1875 au Duc Decazes (3). Mais ce n'était que la vue de l'Amiral de Montaignac et cela ne correspondait pas à la politique du Ministère des Affaires étrangères.

(1) Jules Ferry, *Le Tonkin et la mère-patrie*, p. 87.

(2) Livre Jaune, *Affaires du Tonkin*, 1^{re} partie (1874, décembre 1882), p. 30.

(3) Livre Jaune, *ibid.*, p. 39-40.

Il en ressort que le traité politique de Saïgon dans la forme où il a été conclu n'était pas un traité de protectorat. Ce n'est qu'à la suite lorsque la France, à la faveur d'un changement de sa situation internationale, résolut d'entreprendre une politique plus énergique en Extrême-Orient qu'elle a introduit une nouvelle interprétation dans les formules ambiguës du traité de Saïgon. Ainsi l'interprétation du traité de Saïgon a, en effet, évolué suivant les événements ultérieurs (1) et c'est un fait que nous ne devons pas perdre de vue.

(1) « On ne saurait trop insister sur la fâcheuse imprécision des termes de ce traité ; les parties en pouvaient tirer mille interprétations diversees et ne manquèrent pas de le faire. Cette imprécision contraignit la France à une attitude expectante, pendant près de dix ans... » De Pouvoirville, *loc. cit.*, p. 213.

CHAPITRE IX

Le traité commercial franco-annamite du 31 août 1874.

Le traité politique fut complété par un traité de commerce conclu à Saïgon le 31 août 1874 par l'Amiral Krantz et Nguyen van Tu'o'ng et Nguyen tang Doan. Il comprend 29 articles avec des clauses additionnelles. Puisque la négociation franco-annamite avait pour but original et principal de régler les questions commerciales (1), il y a lieu de reproduire les stipulations essentielles de ce traité.

Aux termes de ce traité, le roi d'Annam ouvrait « au commerce étranger, sans distinction de pavillon ou de nationalité, ses portes de Thin-Nai dans la province de Binh-Dinh, de Ninh-Haï dans la province de Haï-Dzuong, la ville de Hanoï et le fleuve de Nhi-Hà depuis la mer jusqu'à la frontière chinoise » (art. 1). Dans les ports ouverts, le commerce serait libre après l'acquittement d'une taxe de 5 % de la valeur des marchandises à leur entrée ou à leur sortie. Ce droit serait de 10 % sur le sel. Les interdictions en ce qui concerne les grains, la soie et le bois dit go-liem, à l'exception de celles qui concernent les armes et les munitions, qui ne peuvent être transportées sans une autorisation spéciale du Gouvernement annamite, ne s'appliqueraient pas aux marchandises en transit pour le Yunnan, ou venant du Yunnan ; mais le Gouvernement annamite pourrait prendre des mesures de précaution pour empêcher que les objets prohibés soient débarqués sur son territoire. Les marchandises transitant par le Yunnan

(1) « Il faut donc retenir que, après les traités de 1874, la France ne jouissait au Tonkin que de droits purement commerciaux. » De Pouvoirville, *loc. cit.*, p. 227.

n'acquitteraient le droit de douane qu'à leur entrée sur le territoire annamite, que ce soit par mer ou par la frontière de Chine (province du Yunnan). Les marchandises importées ou exportées par des bâtiments chinois ou appartenant à l'Annam seraient soumises aux mêmes interdictions et aux mêmes droits que les marchandises importées sous pavillon européen ou américain (ou ce que l'on entend, dans ces deux Traités, par pavillon étranger) (art. 2) (1). « Les marchandises expédiées de Saïgon pour un des ports ouverts du Royaume de l'Annam ou à destination de la province du Yunnan en transit par le Nhi-Nâ et celles qui sont expédiées de l'un de ces ports ou de la province du Yunnan pour Saïgon, ne seraient soumises qu'à la moitié des droits frappant les marchandises de toute autre provenance ou ayant une autre destination » (art. 4). Le Gouvernement français mettrait à la disposition du Gouvernement annamite les fonctionnaires nécessaires pour diriger le service des Douanes et aiderait également le Gouvernement annamite à organiser sur les côtes un service de surveillance. Aucun Européen non Français ne pourrait être employé dans les Douanes des ports ouverts, sans l'agrément du Consul de France ou du Résident français près la Cour de Hué, avant le paiement intégral de l'indemnité espagnole. Ce paiement terminé, si le Gouvernement annamite jugeait que ses fonctionnaires employés dans les Douanes pouvaient se passer du concours des fonctionnaires français, les deux Gouvernements s'entendraient au sujet des modifications (art. 6). Les Douanes des ports ouverts au commerce étranger devant être dirigées par un fonctionnaire annamite résidant à Ninh-Hai, un fonctionnaire français mis à la disposition du Gouvernement annamite et portant le titre de Chef du Service européen résiderait dans le même port, qui aurait le droit de correspondre, pour les affaires de douanes et de commerce, avec le Consul français et avec le Résident français à Hué (art. 7). Le tarif des droits établis serait applicable pendant dix ans à dater de l'échange des ratifications ; pendant cette période, il ne pourrait être modifié que d'un commun consentement, et un an au moins

(1) Une convention annexe introduit certaines modifications dans l'article 2.

après que la proposition en aurait été faite par une partie (art. 11). Le Président de la République pourrait faire stationner un bâtiment de guerre dans les ports ouverts de l'Empire annamite pour maintenir l'ordre et la discipline parmi les équipages des navires marchands et faciliter l'exercice de l'Autorité consulaire française. Les bâtiments de guerre ne seraient assujettis à aucun droit (art. 25) et seraient reçus en amis et traités comme tel dans tous les ports de l'Annam (art. 26). Par l'article 28 de ce Traité, le Gouvernement français renouvelait la promesse, faite au Gouvernement annamite à l'article 2 du Traité du 15 mars, de faire tous ses efforts pour détruire les pirates de terre et de mer, particulièrement dans le voisinage des villes et des ports ouverts au commerce européen.

Ce traité de commerce fut sanctionné par une loi du 6 juillet 1875, et l'échange des ratifications eut lieu à Hué, le 26 août 1875, avec l'amiral Victor Dupré, nommé gouverneur et commandant en chef de la Cochinchine le 30 septembre 1874, en remplacement de l'amiral Krantz. Par la conclusion de ce traité la France avait atteint complètement son but, qui était le règlement d'une manière satisfaisante de la question commerciale. Dorénavant, elle s'engageait dans deux champs d'activités. D'une part, elle s'employait à réaliser les avantages acquis en vertu du traité et d'autre part, se préoccupant de l'éventualité d'une intervention de la Chine, elle se préparait à y parer.

TROISIÈME PARTIE

La Chine et l'Annam.

CHAPITRE X

La suzeraineté chinoise.

Les rapports de l'Annam avec la Chine remontent à un temps immémorial (1). Sauf à de courtes époques, d'ailleurs exceptionnelles de son histoire, le Royaume d'Annam ne fut jamais complètement indépendant, au sens strict du mot, bien qu'il ait conservé toute son autonomie intérieure. Il s'est trouvé à différentes reprises réduit à l'état de province chinoise. Lorsque la France fixa ses yeux sur cette partie du monde, cette vieille question de la vassalité entre l'Annam et la Chine eût un regain d'actualité. Les juristes se sont chargés depuis, de réfuter cette suzeraineté chinoise en la qualifiant de nominale et de fictive. Dévéria (G.) écrit en 1880 (2) que « la situation actuelle de l'Annam vis-à-vis de la Chine me semble tout entière dans ce mot de Fan ou « Haie » : elle est là pour amortir le premier choc d'agresseurs pouvant venir de plus loin... On comprendra d'après cela ce que le gouvernement chinois soit intéressé à tout faire pour maintenir ses voisins dans un certain état de faiblesse, à montrer vis-à-vis d'eux une certaine générosité tout en tenant à ce qu'il reste

(1) La légende annamite fait remonter l'origine de ses rois à un parent de l'empereur de la Chine. Cordier (H.), *Le conflit entre la France et la Chine, étude d'histoire coloniale et de droit international*. Paris, 1883.

(2) Dévéria (G.), *Histoire des relations de la Chine avec l'Annam-Viêt-nam du XVI^e au XIX^e siècle*, p. 14, note 1.

juste assez de force pour retarder des attaques du dehors... Elle (la Chine) sent que pour conserver longtemps encore le rôle de puissance prépondérante, elle ne doit pas se montrer très difficile. Ce rôle de protectrice, ne serait-il que nominal, elle ne cherche cependant qu'à l'affirmer davantage selon ses moyens ». En 1883, Henri Cordier écrit (1) 'que « les différentes dynasties chinoises ont accordé aux princes annamites, depuis plusieurs siècles, une investiture qui n'a d'ailleurs jamais eu un effet pratique sérieux. L'attitude même de son prétendu vassal montre que la Chine n'a jamais eu de véritable suzeraineté, qu'il n'y a jamais eu entre les deux pays que des relations traditionnelles ». La même année, H. Castonnet Desfosses publia dans la *Revue de droit international et de législation comparée* (2) une minutieuse étude sur les rapports historiques de la Chine et de l'Annam. C'était une recherche remarquable dont la valeur était cependant malheureusement diminuée par son subjectivisme dans les interprétations des choses. Et, en 1898, M. de Pouvoirville observait que « l'Annam a toujours reconnu à la Chine, non pas tant par nécessité que par une déférence coutumière, un droit vague de suzeraineté. Ce droit, tel que l'établissent le pacte de 982, la formule de 1186 à l'avènement de Ly-cau, les pactes de 1259, de 1359, et le traité de Hanoï en 1427, consiste en une investiture solennelle, et la reconnaissance du titre royal annamite par une ambassade chinoise. Aucun avantage politique ne découle pour la Chine de ce droit, du moins d'après la lettre des accords ». Et il cherchait à expliquer que « cette bizarrerie internationale a sa raison d'être ; c'est dans un principe philosophique que la Chine a puisé sa longanimité, et l'Annam, sa liberté d'allures. Nous voulons parler du principe de solidarité « gên ». De par sa situation, à tous les points de vue prépondérante, au nom de la science et des principes sacrés dont elle a le dépôt, la Chine se croit tenue d'être la tutrice morale de tous les peuples jaunes, le représentant de leur communauté, et la sauvegarde de l'intégrité de la race... Le sentiment de la

(1) Cordier, *Le conflit entre la France et la Chine, étude d'histoire coloniale et de droit international*, pp. 15-18.

(2) *Revue de droit international et de législation comparée*, t. XV, XVI.

conservation ethnique réunit tous les Extrême Orientaux, malgré et par-dessus leurs frontières. Et c'est à ce sentiment latent, mais tout puissant, qu'obéissent, involontairement parfois, les Souverains qui se groupent autour de la Chine, comme des enfants autour de leur mère, cherchant un appui moral et une communion intellectuelle sans toutefois que le secours matériel s'en suive nécessairement. C'est à cette conception élevée que répondrait l'investiture conférée aux Rois voisins, sans stipulations compensatrices. Nous sommes donc ici vis-à-vis d'un état spécial de « *respect moral* » de l'Annam envers la Chine, que nous décorons du nom de protectorat, faute d'autres termes, mais qui ne se rapporte en rien au protectorat moderne, tel que le conçoivent les puissances européennes hors de leur continent. Cet état, malgré les véritables tourmentes de l'Asie, subsista pendant une longue série de siècles » (1).

Il n'entre pas dans notre cadre de faire un historique des rapports séculaires entre la Chine et l'Annam attestés par une mer de documents historiques (2). D'ailleurs, aucun des auteurs que nous avons cités n'ont nié la suzeraineté de la Chine sur l'Annam (3). Quant à la valeur juridique de ces rapports, il n'est évidemment pas possible de l'apprécier d'après les règles internationales de la communauté européenne avec lesquelles ils étaient difficilement conciliables étant donné la différence de l'époque et la divergence entre les conceptions européennes et celles de la société asiatique. Pendant que la Chine conservait une hégémonie au delà de ses frontières et que l'Asie entière s'enorgueillissait d'être son vassal, une véri-

(1) De Pouvoirville, *loc. cit.* Voir aussi : *La question d'Extrême-Orient* du même auteur, p. 55 et suiv.

(2) Pour la relation historique des rapports qui unissent la dynastie alors régnante en Chine (Tsing) et l'Annam, on peut se référer à une note relative aux droits historiques de la Chine sur l'Annam, remise par M. Liou-Qui-Tsiang, chargé d'affaires de Chine en France, à un des rédacteurs du *Temps* : *le Temps*, numéro du 28 juin 1883.

(3) « Au point de vue historique, il est incontestable que la suzeraineté de la Chine sur l'Annam a existé, et a été une des bases fondamentales de la vie politique de ce dernier pays. » Bouinai et Pallu, *L'Indochine française contemporaine, Cochinchine*, t. II, p. 63.

table « famille des nations » s'instituait dans ce continent qui a son esprit original, ses traditions, ses lois, ses coutumes propres et des conditions sociales et politiques particulières.

Dans ce système, la position de la Chine ressemblait à celle du chef, du père ou du frère aîné dans une famille asiatique tandis que la position d'un vassal ou Fan en chinois ressemblait à celle de sujet, de fils ou de frère cadet. La Chine avait le droit et l'obligation de protection envers son vassal tandis que celui-ci devait obéissance et soumission à la Chine, son suzerain. Puisque ce rapport de vassalité comportait un aspect à la fois juridique et moral, rien ne convient mieux que d'y voir « une famille des nations ». Jusqu'à la multiplication des relations entre les deux continents, l'ordre et la paix de l'Asie orientale avaient été maintenus simplement grâce au fonctionnement de ce système. Au fur et à mesure de l'accroissement de l'influence occidentale dans l'Asie et de la décadence de l'autorité et du prestige de l'Empire chinois, les liens au sein de cette « famille asiatique » s'étaient révélés insuffisants. Comme elle fut examinée à la lumière du droit public européen, rien n'est moins étonnant qu'on l'ait regardée comme une « bizarrerie internationale » (1). Mais ce serait se mettre en contradiction avec les vérités de l'histoire que d'en déduire que la suzeraineté chinoise n'était rien que nominale et comportait seulement un « respect moral ». L'exposé des faits historiques concernant les relations de la Chine avec l'Annam ne présente qu'un intérêt académique pour le sujet que nous traitons. Nous nous bornons à invoquer quelques documents pour éclairer les ultimes rapports sino-annamites et pour montrer comment l'opinion publique ne permettait pas la cour de Pékin de se désintéresser de ce qui se passait au Tonkin.

Dans l'acte d'investiture du Roi d'Annam, Nguyễn-quảng-binh, accordé par l'Empereur de Chine dans la 54^e année du règne de Kien-long (1789) on trouve ces mots : « ... Parfois

(1) « Il ne faut pas juger des rapports qui unissent certains pays de l'Extrême-Orient à l'empire chinois d'après les idées généralement admises en Europe en matière de suzeraineté. » Déclaration de M. Liou-qui-Tsiang, chargé d'affaires de Chine en l'absence du marquis Tseng, à un des rédacteurs du journal *le Temps*. *Le Temps*, numéro du 28 juin 1883.

on détrône quelqu'un et parfois on le couronne, l'Empereur n'agit que selon la volonté du Ciel ; pas de duplicité ni d'appréhension, que le roi obéisse avec tous ses sujets (1) ... » Il en ressort que l'Empereur de Chine possédait aussi le droit de détrôner le roi d'Annam. Lorsque dans la 7^e année du règne de Kia-tsing (1802), Nguyễn-phuoc-anh présentait à la cour de Pékin le seau d'or d'investiture de Nguyễn-quang-tâng dont il s'était emparé à Hué, après sa révolte, l'Empereur a proclamé : « Nguyễn-quâng-tâng ayant pris la succession légitime du Gouvernement de l'Annam, on lui a adressé des décrets afin qu'il garde, sans faillir, l'ordre régulier de la succession. Le sceau est un symbole d'une importance capitale, et il s'est enfui en l'ayant abandonné. Le crime est impardonnable (2). » Il en ressort que les rapports entre la Chine et l'Annam comportaient des obligations précises et qu'un « respect moral » ne suffit pas à les caractériser. D'autre part, de la 6^e année du règne de Tong-tche à la 2^e année du règne de Kouang-siu (de 1867-1877), malgré la conclusion du traité de Saïgon, la Chine a envoyé trois fois des troupes impériales sur l'appel du roi d'Annam pour réprimer des révoltes en Annam. Ces révoltes réprimées, les troupes furent aussitôt rappelées (3). La Chine entendait par là exercer son droit de protection vis-à-vis de son vassal, qui lui devait en échange sa soumission et son obéissance. Et le général Tang Tching-Sung signalait dans son journal que « le pays a fait la guerre durant vingt ans et prodigué une somme s'élevant à plus de dix millions pour la cause du vassal (4) ... » Etant donné ces faits historiques et la situation géographique de l'Annam, il fut assez naturel que la Chine ne resta indifférente à l'égard de ce qui se passait dans ce pays.

(1) *Tsing Chi Fan Kuo Tchuong* (Section des Pays vassaux, Histoire des Tsing), II, p. 8.

(2) *Ibid.*, p. 16.

(3) Voir *Tsing Chi Fan Kuo Tchuong* (Section des Pays vassaux, Histoire des Tsing).

(4) *Tching Ying Jih Tsi* (Le Journal de Tang Tching Sung), vol. 6, p. 3.

CHAPITRE XI

Les premiers pourparlers franco-chinois.

La suzeraineté de la Chine sur l'Annam étant connue de tous, la France ne pouvait pas s'en désintéresser d'autant plus que le traité de Saïgon avait trait à la relation extérieure de ce pays. D'autre part, l'article 12 du traité politique du 15 mars 1874, en stipulant l'ouverture de la navigation et du commerce entre la mer et la province de Yunnan par la voie du Nhi-Hâ allait contrevenir dans une certaine mesure les restrictions que renferme le traité de Tientsin entre la France et la Chine (1). Pour donner le libre accès de la province du Yunnan au commerce étranger, ce qui était l'objet principal de la politique de la France, il lui était indispensable d'entamer des négociations avec le gouvernement chinois. C'est pourquoi, au lendemain de la conclusion du traité de Saïgon en février 1875, l'Amiral Dupré, gouverneur de la Cochinchine française, a écrit une lettre à l'Amiral de Montaignac, ministre de la Marine et des Colonies, dans laquelle il dit notamment (2) :

« Aussi, je considère comme très urgent que notre Chargé d'affaires à Pékin soit invité à donner, à cet égard, des explications catégoriques au Tsong-li-Yamen, quand il sera chargé de notifier la ratification de nos traités avec le royaume d'Annam, et vous jugerez peut-être opportun de prier le Ministre des affaires étrangères de donner des ordres dans ce sens au Comte de Rochechouart.

« En faisant savoir que l'ouverture des ports du Tonkin et la libre navigation dans le Song-Ko, jusqu'aux frontières chinoises ne modifient en rien les restrictions que renferme le

(1) L'article 6 de ce traité réglait la question de l'ouverture de nouveaux ports au commerce étranger.

(2) Livre Jaune, *Affaires du Tonkin*, 1^{re} partie, p. 31.

traité de Tien-Tsin, et que nous avons acceptées, nous pourrions en même temps faire valoir les avantages de l'ouverture de nouveaux ports au commerce étranger et témoigner, dès à présent, l'espoir que le libre accès dans la province du Yunnan sera prochainement accordé. En émettant ce vœu, nous ne ferions que nous associer à des démarches déjà faites par le Gouvernement britannique qui poursuit le projet d'établir une route commerciale entre la Birmanie et les provinces occidentales du Céleste Empire. »

L'amiral de Montaignac aussi bien que l'amiral Dupré, plus militaire que diplomate, prônait une politique énergique. Il s'agissait purement et simplement de mettre la main sur le Tonkin à la manière forte. Dans sa lettre qu'il écrit le 19 avril 1875, au Duc Decazes, Ministre des affaires étrangères, il dit notamment (1) :

« Notre rôle, dans cette partie de l'Empire d'Annam, ne saurait se borner à faire fonctionner la douane annamite au mieux des intérêts de la Cour de Hué. Notre intervention actuelle est le jalon du protectorat qui doit plus tard être nettement établi et consenti.

« Nous jouerions un rôle peu digne de la France si, après les sacrifices que nous avons déjà faits et ceux que nous allons faire, au moment où l'on nous remercie de l'assistance prêtée pour la pacification de la province, et où l'on nous demande notre concours en cas d'éventualités semblables, nous faisons des concessions de nature à faire dévier du but réel : l'établissement du protectorat de la France sur l'Annam. »

Et il conclut : « Je pense que vous partagez cette manière de comprendre notre situation en Cochinchine et que le concours de votre Département est assuré à cette politique. »

Cependant on sait la divergence de vue entre le Duc Decazes, le Ministre des Affaires étrangères d'une part, et les milieux maritimes de l'autre. En effet, au mois de février de la même année, le Duc Decazes a déjà donné des instructions au Comte de Rochechouart, Chargé d'affaires de France en Chine, pour que les traités conclus entre la France et le gouvernement Annamite soient portés à la connaissance du Gouvernement

(1) Livre Jaune, *ibid.*, p. 38.

Chinois (1). Il soulignait particulièrement l'article 2 du traité politique aux termes duquel la France reconnaît la souveraineté du Roi de l'Annam et son entière indépendance vis-à-vis de toute Puissance étrangère et lui promet aide et assistance. Il dit notamment :

« ... Je me plais à penser que l'étroite entente établie sur de semblables bases entre la France et le Gouvernement annamite sera apprécié comme il convient qu'elle le soit par les membres du Gouvernement Chinois.

« En présence d'une situation aussi nette, il y a lieu de croire que le Tsong-li-Yamen renoncera pour l'avenir à toute idée de faire intervenir les troupes impériales dans des provinces qui font partie du territoire annamite, et dans lesquelles nous ne saurions plus reconnaître à d'autres qu'à nous-mêmes, les droits de rétablir l'ordre et d'assurer la tranquillité des populations. »

Au sujet de l'ouverture de la navigation de Song-Koï, depuis la mer jusqu'au Yunnan, il ordonnait dans sa lettre au Comte de Rochechouart de faire ressortir au Tsong-li-Yamen les avantages que le Gouvernement Chinois pouvait en retirer. Il fit remarquer aussi qu'il avait reçu, du Ministre de la Marine, l'avis que le Gouverneur Dupré de Cochinchine s'inquiétait des dispositions que manifestaient à cet égard les autorités impériales récemment envoyées dans le Yunnan.

En effet, trois ans avant, en 1873 (12^e année du règne de Tong-tche), le vice-roi du Yunnan s'était rendu à Pékin, le fou-tai Ts'ên Yû-ying assumait par intérim les fonctions de vice-roi. C'est à ce moment que l'Angleterre et la France déployaient leurs efforts en vue de faire le commerce avec la province. Dans son rapport à l'Empereur, daté de 1875 (1^{re} année du règne de Kouang-siu), le fou-tai Ts'en insinuait que « la terre du Yunnan est infertile et la population pauvre. La contrée est d'autant plus misérable qu'elle venait de traverser un grand bouleversement (la révolte mahométane). Les habitants étaient obligés de faire les marchands ambulants pour vivre. Ils étaient tenus de payer tous les impôts et toutes les taxes de transit en cours de route et ne vivre que du gain

(1) Livre Jaune, *ibid.*, p. 29.

minime qui leur restait. Si les étrangers viennent à ouvrir le commerce au Yunnan, grâce à leur richesse et leur habileté commerciale, étant donné, d'ailleurs, qu'ils ne sont soumis qu'à la moitié de l'impôt, sans avoir à payer le Li-Kin (taxe de transit), ils accapareront naturellement le commerce. Privée entièrement de ses moyens de vivre, la pauvre population s'insurgerait inévitablement. D'autre part, les gredins et les scélérats, faisant cause commune avec les négociants étrangers, tenteront de regimber contre l'autorité et de mépriser la loi. La question de l'ouverture du commerce étranger n'est guère possible à pratiquer au Yunnan, province pauvre et éloignée (1) ».

Le Duc Decazes concluait : « Je crois devoir signaler ces informations à toute votre attention, et je vous invite, dans la mesure où vous le permettront les circonstances résultant des changements de règne, à faire tout ce qui dépendra de vous pour dissiper les défiances du Tsong-li-Yamen et pour lui faire comprendre les avantages qu'il peut retirer de ses bons rapports avec nous sur la frontière du Tonkin (2). »

De cette lettre, il ressort clairement que le Duc Decazes était partisan d'une politique modérée et ne partageait pas la manière de voir du Ministre de la Marine qui préconisait une politique énergique (3). A ce moment-là, le jeune Empereur Kouang-siu venait de monter sur le trône, les préjugés hostiles aux étrangers s'étaient atténués dans les milieux gouvernementaux. Le comte de Rochechouart a rendu compte au Ministère des Affaires étrangères de Paris des dispositions amicales qu'a témoigné le Gouvernement de la Régence. C'est ce que le Duc Decazes n'avait pas attendu et il répondait au Comte de Rochechouart que « les informations que vous m'avez fait parvenir depuis ont heureusement dissipé ces inquiétudes... Dès lors, vous vous trouverez sans doute en

(1) *Ts'ên Hsiang Tching Kong Tsoa Kao* (Conseils de Ts'ên Yu-ying), vol. 12, p. 14.

(2) Livre Jaune, *ibid.*, pp. 29-31.

(3) « ... je prévoyais les difficultés de la tâche que je vous confiais sur la demande de mon collègue le ministre de la Marine et je vous recommandais de n'agir qu'avec une extrême prudence... » Livre Jaune, *ibid.*, p. 37, le duc Decazes au comte de Rochechouart.

mesure d'aborder, plus librement que je ne l'avais supposé, avec les membres du Tsong-li-Yamen, les questions qui se rattachent à l'exécution de nos intérêts politiques et commerciaux avec la Cour de Hué ».

Dans toute la correspondance, il s'abstint absolument de faire allusion à un protectorat. Le point sur lequel il appela particulièrement l'attention du Comte de Rochechouart était les rapports de l'amiral Dupré sur l'accueil défavorable des autorités du Yunnan aux négociants étrangers et il ordonnait au Comte de Rochechouart de donner aux Gouvernements de Pékin des assurances catégoriques à cet égard (1).

En même temps, le Comte de Rochechouart a reçu directement une lettre de l'Amiral Dupré même qui ne considérait pas la question du point de vue du Duc Decazes et qui était « disposé à traiter le Tonkin comme une annexe du Gouvernement de Saïgon ». Voyons les mots mêmes du Comte de Rochechouart pour avoir une idée exacte de son dilemme et comment il s'en tirait :

« Tandis que vous (le Duc Decazes) insistez sur l'indépendance de l'Empereur Tu-Duc, il (l'amiral Dupré) paraît plutôt croire à un protectorat : comme ses nouvelles sont plus récentes que les miennes, j'ai craint de m'avancer sur ce terrain brûlant, et, dans la lettre que j'ai écrite au Prince Kong, en lui envoyant une copie du traité d'amitié du 15 mars, j'ai glissé sur cette question et appuyé plus spécialement sur les deux points que vous me signaliez ; la dispersion des bandits chinois et l'ouverture d'un point du Yunnan (2). »

Le Comte de Rochechouart s'était assuré qu'en attirant l'attention des dirigeants du Tsong-li-Yamen sur ces deux points, il parviendrait à effacer, à leurs yeux, la question du statut politique de l'Annam sur lequel, d'ailleurs, il n'était pas lui-même certain. Malheureusement, ce « glissement » de diplomate habile a donné naissance à des difficultés postérieures sans nombre.

En effet, les intentions de la France ne s'étaient affirmées

(1) Livre Jaune, *ibid.*, pp. 36-38.

(2) Livre Jaune, *ibid.*, p. 44. Lettre du comte de Rochechouart au prince Kong se trouve p. 45.

ouvertement qu'en 1879 (1). D'autre part, le traité stipulait explicitement la souveraineté du Roi d'Annam et son entière indépendance. Et enfin le Comte de Rochechouart avouait lui-même qu'il a glissé sur cette question. Naturellement, le Gouvernement de Pékin ne pouvait songer à nier à l'avance un protectorat qui n'était pas affirmé. On a parfois en Chine reproché aux membres du Tsong-li-Yamen leur ignorance et leur maladresse. Or, à la lumière de notre recherche, leur faute n'est pas aussi grande qu'on avait pu le croire.

Le prince Kong, dans sa réponse au Comte de Rochechouart le 15 juin (1875) disait notamment :

« L'Annam est la contrée appelée également Yué-Nan ; elle a été (2) tributaire de la Chine, et les habitants de la frontière chinoise ont eu de tout temps avec les habitants des Etats tributaires voisins des rapports commerciaux dont la nature varie suivant les provinces. Il est nécessaire que j'envoie une dépêche pour ordonner une enquête au Yunnan à ce sujet ; dès que la réponse me sera parvenue, nous nous occuperons de délibérer sur cette affaire. »

Quant aux deux questions mentionnées dans la lettre du Comte de Rochechouart, le Prince Koung constatait qu'en effet dans aucun traité, il ne saurait y avoir de stipulation relative à l'ouverture d'un port de commerce dans le Yunnan ; que l'Annam jadis infesté de brigands, avait, à plusieurs reprises, demandé du secours à la Chine et que la Chine ne pouvant refuser aide et protection demandées par un pays tributaire, y envoyait des troupes pour supprimer le brigandage. C'était pratiquement une fin de non-recevoir. Dans la dernière partie de sa lettre, il a souligné que les soldats chinois qui se trouvaient sur la frontière du Yunnan, étaient là dans le but de protéger l'Annam contre les attaques des brigands (3). Bien qu'il n'élève aucune protestation formelle

(1) « C'est en 1879 seulement que nos intentions s'étaient affirmées ouvertement... » Billot (Albert), *L'affaire du Tonkin*, p. 3.

(2) C'est une erreur de traduction ; lire : « elle est depuis longtemps. » Voir Cordier, *Histoire des relations de la Chine avec les puissances occidentales*, II, p. 281, note 1.

(3) Cordier, *Histoire des relations de la Chine avec les puissances occidentales*, II, pp. 280-282.

contre le traité de 1874, il affirmait assez clairement la suzeraineté et le droit de protection de la Chine sur l'Annam. Malheureusement, le premier interprète de la Légation de France, M. F. Scherzer, commit une erreur très grave dans la traduction du texte. Il a traduit par « elle *a été* tributaire de la Chine » alors qu'on devait lire en réalité « elle est *depuis longtemps...* » dans le texte original chinois (1). La différence est trop grande pour n'être pas signalée.

Cette traduction erronée ravit le Comte de Rochechouart qui en déduit que la Chine a renoncé de son chef à son droit de suzeraineté, ce qu'il n'avait pas attendu. Et le 19 juin il écrit au Duc Decazes :

« Cette réponse est meilleure que je ne l'espérais. En effet, le Prince ne parle de la vassalité de l'Annam à l'égard de la Chine qu'à l'état passé, ce qui est une reconnaissance tacite de la situation nouvelle... (2) »

Il a ensuite reproduit le texte original de la dépêche chinoise en faisant ressortir particulièrement que l'Annam *a été* tributaire de la Chine... Cette imprudence coupable dans la traduction et l'interprétation erronée qui en résultait encouragea énormément la France dans ses vues sur le Tonkin et contribua considérablement aux complications du conflit franco-chinois qui se dessinait.

Quoi qu'il en soit, le Comte de Rochechouart n'était pas sans inquiétude sur l'avenir des négociations. Et il ajoutait dans la dernière partie de sa lettre au Duc Decazes :

« Je désirerais maintenant avoir des instructions sur ce que je dois faire. Quel est le point dont vous désirez l'ouverture ? Voulez-vous tenter l'aventure d'une convention directe avec le Gouvernement chinois, ou ne vaudrait-il pas mieux négocier au nom du Roi Tu-Duc et avec des pouvoirs. Je vous serais reconnaissant de m'envoyer des instructions par télégraphe, afin que je sache plus vite à quoi m'en tenir et puisse, pour terminer cette affaire, profiter de l'incident Margary. Il me semble, en tous cas, qu'il serait utile que le Roi Tu-Duc notifiât le Traité au Gouvernement chinois, de façon à ce que

(1) *Ibid.*, p. 281.

(2) Livre Jaune, *ibid.*, p. 47.

le Tsong-li-Yamen ne garde aucun doute sur la réalité de son existence. J'écris dans ce sens à l'amiral Dupré. »

Dans une communication au Comte de Rochechouart, l'amiral Dupré insistait sur l'ouverture de la Ville de Man-Hao comme tête de ligne de la navigation du Song-Koï (1). Immédiatement après avoir reçu ce renseignement, le Comte de Rochechouart fit communiquer une note au Prince Kong dans laquelle on trouve ces lignes :

« Ainsi que j'ai eu déjà l'occasion de l'exposer précédemment à votre Altesse Impériale, le Gouvernement français a conclu avec le Roi de l'Annam un traité qui, tout en reconnaissant l'indépendance de ce souverain, lui crée des obligations spéciales : l'une d'elles consiste à subordonner (2) sa politique à celle de la France et à ouvrir la navigation du Song-Koï ; cette dernière clause perdrait absolument son intérêt si le Gouvernement chinois ne permettait pas aux steamers d'aborder sur les points où son territoire confine au fleuve, et il est facile de prévoir les complications qui ne manqueraient pas de se produire à chaque instant si cette question n'était pas réglée à l'amiable et de façon à satisfaire les nouveaux intérêts de la France sans nuire à ceux de la Chine (3). »

Et il ne cachait pas son désir de profiter de l'incident Margary (4). En effet, le Gouvernement chinois a toujours résisté à ouvrir au commerce étranger la province du Yunnan (5), et les conseils de Ts'ên Yû-ying, gouverneur en exer-

(1) Livre Jaune, *ibid.*, p. 50.

(2) Il y a lieu de remarquer ici qu'à la formule « se conformer » dans le texte original on a substitué le mot « subordonner ». Pourtant entre ces deux termes, il existe une nuance qui ne saurait être négligeable.

(3) Livre Jaune, *ibid.*, pp. 51-52.

(4) « ... en l'ouvrant, le Gouvernement chinois simplifierait peut-être les complications qu'il a ailleurs et, en tout cas, se ferait un ami du Gouvernement français dont les bons offices peuvent offrir quelque intérêt d'actualité ». Livre Jaune, *ibid.*, p. 52.

(5) « ... Je suis obligé de répondre également que le Yunann est fermé au commerce étranger, et que dès lors dans votre traité, ni dans celui d'aucune Nation, il ne saurait y avoir de stipulation relative à l'ouverture d'un port de commerce dans le Yunnan. » Livre Jaune, *ibid.*, p. 49
Le prince Kong au comte de Rochechouart, le 15 juin 1875.

cice du Yunnan (1) le renforçait dans cette attitude. Mais comme il était, à ce moment-là, complètement occupé par l'affaire Margary, pour laquelle il a envoyé un haut fonctionnaire, Li Hang-tchang, pour procéder à une enquête et la régler, il a jugé plus prudent d'adopter une politique de « wait and see ». C'est ainsi que le 6 septembre le Prince Kong répondit au Comte de Rochechouart qu'il écrit à Li Hang-tchang de faire immédiatement après le règlement de l'affaire Margary, une enquête minutieuse sur la possibilité de donner suite au projet du Comte de Rochechouart et qu'il s'empreserait de la lui communiquer dès qu'il aurait reçu la réponse de ce fonctionnaire (Li Hang-tchang) (2).

Le Comte de Rochechouart était enchanté de cette attitude du Tsong-li-Yamen. Il adressa le 15 septembre la traduction de la réponse du Prince Kong au Duc Decazes avec ce commentaire :

« ... Vous verrez que ce n'est pas un refus, loin de là. Dans les conversations que j'ai eues à ce sujet, les Ministres chinois n'ont cessé de me dire que la chose était bonne en elle-même, mais qu'ils ne pouvaient cependant l'accorder sans être assurés de la possibilité matérielle de cette concession (3). »

L'optimisme du Comte de Rochechouart vint d'un faux jugement qu'il porta sur l'attitude du Tsong-li-Yamen (4). En réalité, étant dans la période aiguë de ses négociations avec l'Angleterre au sujet du meurtre de Margary, la Chine n'était pas en état d'engager une nouvelle négociation avec la France

(1) Voir p. 84-85.

(2) Livre Jaune, *ibid.*, p. 53.

(3) *Ibid.*, p. 52.

(4) « C'était se bercer d'illusions ; la Chine ne cherchait qu'à gagner du temps, elle avait assez d'une affaire à la fois. On n'a pas remarqué et admiré avec quelle rare habileté elle a joué les hommes d'Etat d'Occident ; elle a pris son temps pour régler successivement ses différends avec l'Angleterre (Margary), la Russie (Kouldja) et la France (Tong-King) et les diplomates européens ont, sans s'en douter, attendu que la Chine, malgré les menaces ou l'emploi des armes, ait choisi son heure pour mettre fin à des difficultés qu'elle a fait durer tout le temps qu'elle a désiré. » Cordier, *Histoire des relations de la Chine avec les puissances occidentales*, II, p. 284.

et la réponse du Tsong-li-Yamen n'était qu'une manœuvre pour gagner du temps. Au moment du départ de Li Hang-tchang pour le Yunnan, l'Empereur a déjà proclamé que, puisque l'ouverture au commerce étranger n'était guère praticable au Yunnan, (1) ce serait la meilleure chose si on parvenait à l'arrêter par un moyen ou un autre et que Li Hang-tchang s'associa avec Ts'ên Yü-ying pour délibérer soigneusement en toute connaissance de cause et procéder à un arrangement prudent et circonspect (2). Il en ressort que la cour de Pékin n'était nullement disposée à ouvrir le Yunnan au commerce étranger.

De cette recherche historique qui précède, nous croyons pouvoir tirer une conclusion. En effet la reconnaissance par la France, dans le traité de 1874, de l'indépendance du Roi d'Annam équivalait pratiquement à une négation de la suzeraineté chinoise. Lorsque le Comte de Rochechouart lui communiquait le traité, le Prince Kong aurait dû profiter de cette occasion pour protester formellement contre ce traité. Or, il n'en avait rien fait. Cela parce que, nullement compétent en droit international, il ne savait pas ce qu'une telle suzeraineté avait à faire avec une expression internationale, qu'il s'agit d'une reconnaissance ou d'une négation. Il avait pensé avoir l'assurance que la suzeraineté subsistait du fait que l'Annam lui-même continuerait à la reconnaître (3). Cependant il n'en reste pas moins vrai qu'il déclarait au Comte de Rochechouart que l'Annam est depuis longtemps tributaire de la Chine, que la Chine a envers lui le droit de protection, que l'envoi des troupes impériales pour supprimer le brigandage fut légitime et que le Yunnan n'était ouvert au commerce dans aucun traité. Cette réponse niait indirectement le traité que la France venait de conclure avec l'Annam. Si la France entendait conserver les droits et les privilèges qu'elle avait acquis du fait de ce traité, le Comte de Rochechouart aurait dû également pro-

(1) Voir la conclusion du rapport de Ts'ên Yu-ying, p. 85.

(2) Tong-Hua-Siu-Lou, *Kouang-siu*, IV, p. 8.

(3) En effet, les rapports de vassalité n'étaient nullement atteints par ce traité. L'Annam continuait à envoyer son tribut ordinaire à la Chine et celle-ci a continué à envoyer des troupes en Annam pour détruire le brigandage. Nous aurons l'occasion de revenir sur ce point.

tester contre cette réponse. Or, pas plus que le Prince Kong n'avait protesté contre le traité franco-annamite de Saïgon, le Comte de Rochechouart n'avait protesté contre la réponse chinoise. En réalité, ni la France ni la Chine n'avait hâte de prendre position à cette époque. Ayant des soucis plus graves, aucune partie n'avait pris une décision ferme à cet égard (1). En conséquence, les premiers pourparlers franco-chinois ne donnèrent aucun résultat.

(1) On sait la tension franco-allemande à cette époque, dont « l'alerte de 1875 » était significative.

QUATRIÈME PARTIE

La situation au lendemain du traité de Saïgon.

CHAPITRE XII

Du côté français.

Pendant les premières années qui suivirent le traité de 1874, la politique de la France en Annam entra dans une période d'attente. Le Gouvernement annamite se donna l'apparence d'un triomphe devant ses peuples et il interpréta la livraison d'armes comme une sorte de rançon payée par la France (1). Du fait des formules imprécises et ambiguës du traité, la France se trouvait au lendemain de la conclusion du traité dans une situation très difficile à l'égard des puissances européennes. En vertu du traité, la France devait envoyer des agents dans les ports ouverts, non avec le titre de *résidents*, mais avec celui de *consuls*. Dès lors, la France n'était plus dans une situation privilégiée et, en effet, des réclamations de la part des autres puissances européennes se produisirent l'une après l'autre. La première vint naturellement de l'Angleterre qui, dès que les clauses des traités furent connues, présenta plusieurs observations, notamment sur l'obligation où seraient les négociants étrangers de se soumettre au contrôle des agents français et de recourir à leur intervention (2). On répondit au gouvernement de Londres que ces dispositions avaient pour objectif de satisfaire aux nécessités d'une situa-

(1) Hanotaux et Martineau, *Histoire des colonies françaises*, t. V, p. 419.

(2) Paul Deschanel, *La question du Tonkin*, p. 47.

tion temporaire, en assurant à tous les Européens auxquels le territoire de l'Annam était désormais accessible, et ceci sans distinction de nationalité, la protection que l'administration annamite serait hors d'état de leur procurer dans les premiers temps qui suivraient la mise à exécution des traités ; que vis-à-vis du gouvernement annamite la clause était absolue, car il s'agissait de soustraire les étrangers à la juridiction locale, que vis-à-vis des gouvernements européens, au contraire, il était de toute évidence qu'elle constituait pour eux un avantage dont il leur serait loisible de profiter, mais qu'il n'était nullement question de leur imposer la juridiction consulaire de la France, que rien ne s'opposait à ce que les autres puissances fissent des traités de commerce avec l'Annam et y nommassent des consuls, et que ces consuls, aussitôt installés, pourraient y pourvoir à la protection de leurs nationaux (1). Après le Cabinet de Londres, ceux de Berlin et de Madrid suivirent (2). Ainsi au lendemain même de la signature du traité, la France était obligée d'abandonner la situation privilégiée qu'elle avait voulu acquérir et de reconnaître les droits égaux des autres puissances (3).

Il résulta de cette situation indécise que les consuls français se trouvaient dans une situation très difficile au point de vue de la justice, soit civile, soit criminelle, à l'égard soit des nationaux français, soit des étrangers européens ou américains (4). L'abandon par la France du droit de juridiction

(1) Le ministre des Affaires étrangères à l'ambassadeur d'Angleterre à Paris, 6 juillet 1875. Voir Bouinais et Pallu, *L'Indochine française contemporaine, Cochinchine*, vol. II, p. 81 et aussi Paul Deschanel, *La question du Tonkin*, p. 47.

(2) *Ibid.*

(3) « Depuis lors, la situation s'est compliquée par suite de réclamations du Gouvernement britannique, contre l'exercice, à l'égard de ses nationaux, des prérogatives de nos consuls, et enfin par l'article du traité passé par l'Espagne avec la cour de Hué, lequel reconnaît formellement à cette Puissance le droit d'établir des consuls dans les ports ouverts de l'Annam. Ce double incident nous a conduits à admettre implicitement le même droit pour les autres puissances européennes... » L'amiral Cloué, ministre de la Marine et des Colonies, à M. Barthélémy Saint-Hilaire, ministre des Affaires étrangères, 17 mai 1881. *Documents diplomatiques français*, 1^{re} série, t. IV, p. 10.

(4) Deschanel, *op. cit.*, pp. 49-55.

exclusive, à la suite des représentations de Londres, n'avait pas reçu de publicité et, par conséquent, la France était obligée moralement, d'assurer la sécurité aux Européens qui viendraient dans les ports ouverts de l'Annam et du Tonkin, tandis qu'en réalité, ses agents n'avaient aucun droit sur les étrangers et qu'ils n'osaient pas visiter des navires étrangers, même suspects de piraterie, de peur de créer des complications diplomatiques. La situation pouvait se définir en deux mots : les colonies étrangères, dans les ports ouverts, n'avaient ni juges ni lois (1).

À l'égard de l'Annam, la position de la France était non moins difficile tant au point de vue commercial qu'au point de vue diplomatique. En effet, les rancunes de la Cour de Hué étaient toujours vives. On a pu constater que le traité franco-annamite de 1874 fut, dans l'histoire de l'expansion française en Indochine, une « paix boiteuse et mal assise », une « trêve », la transition vers un conflit définitif (2).

M. Rheinart, Chargé d'affaires de France auprès de la cour de Hué, était tenu rigoureusement à l'écart. Muni de lettres de créance délivrées par le Président de la République et adressées au roi, il n'avait jamais pu obtenir audiences du Tu-Duc en 1875 et en 1877 bien que la France ait posé cette condition à la création, à Paris, d'une légation d'Annam. D'autre part, le gouvernement annamite s'efforçait de rendre les opérations commerciales onéreuses (3) afin de prouver que les étrangers n'ont aucun intérêt à l'ouverture de ce nouveau marché. Il s'interdisait périodiquement la sortie du riz dans les trois villes ouvertes (4).

Dès 1876, la situation était devenue si difficile que le gouverneur de la Cochinchine, l'amiral Dupré, remit une note au mois d'avril à l'amiral Fourichon, ministre de la Marine et des Colonies, dans laquelle il demandait que les traités fussent

(1) Bouinai et Pallu, *L'Indochine française contemporaine, Cochinchine*, vol. II, p. 85.

(2) Dubois et Terrier, *Un siècle d'expansion coloniale*, p. 81.

(3) Voir M. de Kergaradec, *Rapport sur la reconnaissance du fleuve du Tonkin*, 1877, p. 8.

(4) Deschanel, *op. cit.*, pp. 55-80.

revisés ; qu'on conservât seulement les dispositions relatives à l'ouverture des ports au commerce et au pavillon étranger dans des conditions en vigueur en Chine et au Japon ; il proposait la suppression des compagnies d'escorte des consuls que la France entreprenait au Tonkin ; il pensait, « pour éviter des difficultés graves avec la Chine », convenable d'abolir la clause qui interdisait à l'Annam de rien changer à l'état actuel de ses relations diplomatiques avec les puissances étrangères à l'époque de la signature du traité ; enfin, il proposait de concéder, suivant les prévisions de l'article 6 du traité de commerce, au Gouvernement annamite l'administration des douanes au Tonkin. Ainsi des traités de 1874, il ne serait maintenu, avec ce système, que la reconnaissance de la souveraineté de la France sur les trois provinces annexées en 1867 dans la Basse-Cochinchine ; l'ouverture des ports du Tonkin au commerce étranger et les garanties stipulées en faveur des chrétiens (1).

En effet, de la situation indécise de la France tant à l'égard de la cour de Hué qu'à l'égard des Européens, il résulta des inconvénients et des difficultés sans nombre telles que l'amiral Dupré ne voyait d'autre issue que la conquête ou l'abandon du Tonkin (2). Et il insistait surtout au cas où la France renoncerait, tout au moins pour le moment, à toute pensée d'extension en Cochinchine, sur la nécessité de donner au Gouvernement annamite des assurances positives que la France ne poursuivait aucune pensée de conquête.

Le Gouvernement français ne partagea pas complètement l'avis de l'amiral Dupré. D'une conférence du ministre de la Marine et des Colonies avec le ministre des Affaires étrangères, il résulta que le ministre de la Marine et des Colonies autorisait le Gouverneur à déclarer à la cour de Hué que la France ne songerait à aucune intervention au Tonkin si elle (la cour de Hué) exécutait fidèlement ses engagements. L'Amiral Fourichon repoussa la dénonciation immédiate ou éventuelle des traités qui, selon lui, « présenterait de graves inconvénients » et il était d'avis qu'il y avait lieu « de les sim-

(1) Livre Jaune, *ibid.*, p. 55.

(2) Livre Jaune, *ibid.*, p. 67.

plifier par voie d'interprétation sans abandonner une œuvre que la France avait longtemps poursuivie et qui avait à peine reçu un commencement d'exécution ». Il admettait cependant que les escortes des consuls pourraient être retirées sous réserve d'être envoyées de nouveau, si le Gouvernement de la Cochinchine le jugeait nécessaire à la sécurité des agents français ; « à partir du 1^{er} janvier 1879, le Gouvernement annamite aurait seul le droit du service des Douanes et la perception des droits, à condition de payer au Gouvernement français une somme annuelle dont le chiffre serait déterminé jusqu'à parfait acquittement de l'indemnité espagnole et des dépenses faites pour l'installation du service douanier ; la direction de ce service serait maintenue à un fonctionnaire français dont les attributions et la situation seraient conformes à celles du directeur des douanes chinoises. Il serait expressément stipulé que la France reviendrait à la stricte exécution du traité si la sécurité des étrangers réclamait la présence d'une force armée dans les ports ouverts ou si, le gouvernement annamite n'exécutant pas fidèlement les engagements contractés, il devenait nécessaire de reprendre la direction et la perception des droits, de concert avec les fonctionnaires annamites (1).

Le résultat de la divergence de vues fut que l'amiral Dupré demanda d'être relevé de ses fonctions ; l'amiral Lafont était désigné pour lui succéder. Lorsque celui-ci alla prendre possession de son poste, M. le Duc Decazes, ministre des Affaires étrangères, communiqua le 7 septembre 1877 à l'amiral Gicquel des Touches, ministre de la Marine, des instructions pour le nouveau gouverneur. Bien que les circonstances étaient plus favorables au point de vue des relations internationales, qu'au moment où les prescriptions précédentes avaient été faites à l'amiral Dupré, le Duc Decazes ne croyait pas que la France devait chercher à étendre sa situation au Tonkin (2). Mais redoutant l'effet que produirait, sur le Gouvernement et sur la population annamites, l'abandon de la situation acquise par de longues négociations, il voulait que la France

(1) Livre Jaune, *ibid.*, p. 56.

(2) *Documents diplomatiques français*, 1^{re} série, t. II, p. 204.

se maintint sur le terrain où elle s'est placée à l'égard des Cabinets étrangers aussi bien que du Gouvernement annamite, « sauf dans la pratique, à modérer ou à modifier même la conduite de ses agents, s'il était nécessaire de le faire pour prévenir des conflits et éviter de nouveaux sacrifices en se bornant à conserver les positions acquises (1) ». On voit donc que, comme une conséquence plus ou moins directe de la situation difficile dans laquelle se trouvait la France en Europe, au point de vue de ses relations internationales, sa politique à l'égard de l'Annam, dans les premières années qui s'écoulaient après la signature du traité de 1874, entraînait dans un moment d'arrêt. C'était une politique d'attente dans laquelle elle se bornait à maintenir sa position acquise et il y avait même, après les querelles des années précédentes, une tentative positive de s'entendre avec le Gouvernement annamite.

(1) *Documents diplomatiques français, ibid.*, p. 205.

CHAPITRE XIII

Du côté chinois.

Les rapports de vassalité entre la Chine et l'Annam n'étaient point atteints par le traité de 1874. La Chine ne continuait pas moins à regarder l'Annam comme son tributaire et elle l'avait affirmé dans sa réponse au Comte de Rochechouart du 15 juillet 1875. Par ailleurs, les troupes impériales étaient toujours au Tonkin sur divers points en train de détruire les bandits dont Houang-tsong-ying était un des chefs (1). Ce n'est que sur l'insistance de M. Brenier, ministre de France en Chine, que le Tsong-li-Yamen finit par accorder, mais à contre-cœur, les passeports de M. de Kergaradec, qu'il avait d'abord refusés (2), pour une mission d'exploration dans le Song-Koy et le Yunnan méridional.

Quant au Gouvernement annamite, il tenait le traité de 1874 comme non avenu dans ses relations avec la Chine. On sait que les Annamites firent à plusieurs reprises appel aux soldats de l'Empire chinois pour maintenir leur autorité dans le delta du Song-Koï. Cette fois, devant la menace grandissante d'une puissance européenne telle que la France, l'Annam se rendit compte de sa faiblesse et se rapprocha de la Chine, son suzerain séculaire, pour y trouver un appui. Il renforçait les liens de vassalité par la multiplication des ambassades et des envois de présents à Pékin en vue d'échapper à l'influence française et d'enlever tout prétexte à une intervention éventuelle de la France. Dès la première année du règne de Kouang-siu (1875), Lieou tchang-yiou a rendu

(1) Siu-Tong-Hua-Lou, *Kouang-siu*, IV, p. 7 ; *Kouang-siu*, V, pp. 3-7. Voir aussi *Tsing-che-kao*, *Shu-kuo-tchuang*, II (Section des pays vassaux de l'histoire des Tsings), p. 12.

(2) Cordier, *Histoire des relations de la Chine avec les puissances occidentales*, II, p. 286.

compte dans son rapport à l'Empereur que « le Roi de Yué-Nan (ou l'Annam) ayant reçu le décret posthume de l'Empereur Mou Tsong (ou Tong-tche, le prédécesseur de Kouang-siu) avait l'intention d'envoyer des ambassadeurs pour observer le rite de présentation des bâtonnets d'encens et à présenter également des écrits, des hommages, et des cadeaux de produits spéciaux à l'Annam pour célébrer le couronnement de l'Empereur (1).

En effet, en 1877, le gouvernement annamite envoya une mission, avec à sa tête P'ei Wen-i, porter le tribut à Pékin, qui passa la frontière le 18 septembre (2). Cet acte contredit littéralement l'article 2 du traité politique de 1874 aux termes duquel la France reconnaissait au roi d'Annam son entière indépendance. La gravité de cet événement ne passa pas inaperçue aux yeux de M. de Kergaradec, consul de France à Hanoï, qui écrivit le 27 septembre 1876 à l'amiral Dupré pour attirer son attention sur cette question sérieuse et il a exprimé la crainte que « cette mission étant la première que les Annamites envoyaient à Pékin depuis la conclusion des traités de 1874, les façons d'agir, bonnes ou mauvaises, de l'Ambassadeur pourraient plus tard être invoquées comme des précédents (3) ».

D'autre part, M. de Kergaradec avait eu soin de demander aux ambassadeurs annamites, avant leur départ, si, une fois arrivés à Pékin, ils iraient voir le Ministre de France. Ils répondirent qu'ils avaient reçu des instructions à cet égard ; qu'une fois leur mission remplie, ils feraient cette visite, mais seulement après avoir obtenu l'agrément des mandarins chinois chargés de les recevoir (4).

L'Amiral Dupré ne partageait pas la crainte de M. de Kergaradec. Il a soutenu « qu'après la prise de possession par la France de trois, puis de six provinces annamites, la conclusion d'un traité en 1862 avec la Cour de Hué, d'un second et

(1) Siu-Tong-Hua-Lou, *Kouang-siu*, IV, p. 17.

(2) En 1873, le tribut annamite avait passé la frontière le 27 avril. Voir Cordier, *Histoire des relations de la Chine...*, II, p. 287, note 2.

(3) Livre Jaune, *ibid.*, p. 60.

(4) Livre Jaune, *ibid.* Voir aussi Deschanel (Paul), La question du Tonkin. *Revue politique et littéraire*, 2 juin 1883, p. 680.

un troisième traité en 1874, sans que ni ces conquêtes ni ces négociations diplomatiques aient soulevé de la part du gouvernement chinois la moindre réclamation, sans que les droits de la suzeraineté aient été invoqués, il lui paraissait évident que la vassalité de l'Annam n'avait qu'une importance purement historique (1) ». Pour lui, il ne convenait d'attribuer aucune importance à « cet acte de pure courtoisie, qui n'impliquait pas la pensée de resserrer un lien de vassalité disparu aujourd'hui et dont nous n'aurions par conséquent plus lieu de nous préoccuper ». Il concluait qu'il lui paraissait préférable de laisser subsister telles qu'elles étaient des relations dont la France, disait-il, ne saurait prendre ombrage, et de ne pas s'exposer à soulever à Pékin d'embarrassantes questions de principe en insistant auprès du Tsong-li-Yamen pour arriver à la reconnaissance officielle des derniers traités que la France venait de conclure avec l'Annam et qui constataient et consacraient l'entière indépendance de l'Annam (2).

Le Duc Decazes n'approuvait pas les idées de l'amiral Dupré. Considérant que « la présence des troupes impériales, chargées d'occuper, à la demande du Roi Tu-Duc, les districts voisins du Kouang-si, était de nature à inspirer des doutes sur le véritable état de choses que la France avait entendu établir au Tonkin et paraissait contraster fâcheusement avec les déclarations que la France avait provoquées en vue d'effacer toute trace de la vassalité de l'Annam à l'égard de la Chine, il éprouvait quelques hésitations à admettre que, dans des pays où l'influence des traditions est si forte et si respectée, quand elle est entretenue surtout par des affinités de races, de mœurs et de religion, on puisse faire aussi bon marché de la longue habitude qui a assujetti, pendant plusieurs générations de souverains, l'Annam à la Chine ». Et il se demandait si l'indifférence témoignée par la cour de Pékin lorsqu'il s'est agi de provinces aussi éloignées de ses frontières que l'est la Basse-Cochinchine, se retrouverait toujours au même degré lorsqu'il s'agirait de districts voisins du Tonkin, sur lesquels s'est exercée jusqu'ici l'influence prépondérante

(1) Livre Jaune, *ibid.*, p. 591.

(2) Livre Jaune, *ibid.*, p. 61.

de ses mandarins, et que ses armées ont eu, jusqu'à l'année dernière, la faculté de parcourir librement et en tous sens. Aussi se demandait-il s'il y avait lieu « de craindre dès lors que les marques de déférence prodiguée par le Roi Tu-Duc et les relations périodiques qu'il entretenait, par l'entremise des ambassades solennelles, avec l'Empire chinois n'impliquaient la continuation de rapports plus intimes faisant de ce Prince l'auxiliaire d'une politique rarement sympathique aux puissances européennes (1) ». Par conséquent, avant d'arrêter la ligne de conduite à adopter, il tenait à être exactement renseigné sur les choses et donnait, à cet effet, des instructions à Brenier de Montmorand, ministre de France en Chine, pour lui faire parvenir des éclaircissements (2).

En effet, les envoyés annamites ne mirent pas les pieds à la légation de France à Pékin (3) ; la conclusion, selon le mot de Cordier, est facile à tirer (4). Si l'amiral Dupré ne s'inquiétait pas des rapports de Hué avec Pékin, ce n'est pas qu'il était plus conciliant mais c'est parce qu'il ne possédait pas un sentiment exact des relations existant entre la Chine et l'Annam. Il aurait pensé que le traité de 1874 a déjà établi le protectorat sur l'Annam et il ignorait complètement que la Chine, bien qu'elle n'ait élevé aucune protestation formelle contre ce traité, a affirmé non moins catégoriquement sa suzeraineté sur l'Annam. C'est cela qui constituait le principal obstacle à l'expansion française et que le Ministère des Affaires étrangères n'a cessé de chercher à enlever. En fait, l'idée que possédait le Ministère des Affaires étrangères sur la réalité des choses était plus exacte que celle du Gouverneur de Cochinchine. Tandis que l'amiral Dupré ne cessait de croire à un protectorat effectif en Annam, le Ministre insistait toujours sur l'indépendance du Roi Tu-Duc, se rendant bien compte qu'autant que l'Annam resterait indépendant, échappant ainsi à la suzeraineté de la Chine, rien n'empêcherait la France d'exercer sa politique comme elle l'entendait sans pour cela

(1) Livre Jaune, *ibid.*, p. 62.

(2) *Ibid.*, p. 63.

(3) *Ibid.*, p. 72.

(4) Cordier, *Histoire des relations de la Chine*, II, p. 288.

qu'il y ait besoin d'établir tout de suite un protectorat.

Comme nous venons de voir dans le chapitre précédent, l'Amiral Dupré demanda d'être relevé de ses fonctions et son successeur, l'amiral Lafont, a reçu l'ordre de ne pas chercher à étendre la situation de la France au Tonkin, malgré l'amélioration des circonstances au point de vue des relations internationales (1).

Brenier, ministre de France en Chine, dans sa réponse du 30 septembre 1877, conseillait aussi la prudence :

« Mais, si le gouvernement chinois n'a fait alors aucune objection ni demandé aucune explication, il faut bien plus chercher la raison de son silence soit dans son désir de n'attirer pour le moment à la Chine aucune complication, soit parce qu'il ne comprenait pas très bien la signification du mot « Protectorat », (2) que dans son acquiescement à ce qui venait de se passer entre la France et le Royaume d'Annam.

« D'un autre côté, on s'appuie sur une phrase incidente de la dépêche du Prince Kong, en date du 15 juin 1875 : « L'Annam est la contrée appelée aussi Yué-nan, elle a été tributaire de la Chine » *a été...* donc elle n'est plus. Cependant, en supposant la traduction de cette phrase aussi exacte que possible, ce dont il est toujours permis de douter, la suite de la même dépêche atténue singulièrement la valeur de la première déclaration : « La Chine ne pouvait refuser protection et assistance à son *vassal*. » Le Prince Kong, au sujet des troupes impériales qui étaient entrées au Tonkin et dont la France désirait le rappel, répondait « que c'est sur la demande réitérée du Gouvernement annamite et pour le débarrasser des brigands qui infestaient son territoire, que le gouvernement chinois avait envoyé des troupes sur cette frontière. Le but une fois atteint, ajoutait le Prince Kong, leur maintien sur le territoire annamite n'avait plus de raison d'être, et on les a fait revenir ». Est-ce là

(1) Voir p. 97.

(2) Cette opinion est fort judicieuse. De même que les Occidentaux ne comprenaient pas les rapports qui unissaient certains pays de l'Extrême-Orient, à l'Empire chinois, de même la Chine ne comprenait pas ce qu'était un « protectorat ».

reconnaître et ratifier, demandait Brenier, la nouvelle situation de l'Annam ? (1)

Et il fit observer qu'en l'état, l'Annam semblait avoir deux protecteurs : la France et la Chine. « Si l'Annam était reconnu comme un Etat entièrement indépendant, il semblerait que c'était à son gouvernement qu'aurait dû incomber le soin de transmettre le traité du 15 mars au gouvernement chinois ; et, d'un autre côté, si c'était la France qui est sa véritable protectrice, le tribut apporté cette année à Pékin, la première fois depuis le traité de 1874, aurait dû s'arrêter à Saïgon. Tout au contraire, une ambassade partit de Hanoï pour Pékin au bruit d'une salve d'artillerie... »

La contradiction entre ces faits n'échappait pas à Brenier et il conclut :

« Notre situation vis-à-vis de l'Annam est donc en quelque sorte mixte et indéterminée ». Il pensait qu'il serait peut-être difficile en ce moment de mener à bien de nouvelles négociations avec le Tsong-li-Yamen au sujet des nouveaux rapports entre l'Annam et la Chine. Il partageait donc entièrement sur ce point l'opinion de l'amiral Dupré et il croyait que « la France avait tout intérêt à laisser les choses dans le *statu quo*, tout en se réservant le droit d'intervenir dans le cas où les relations de la Chine et l'Annam, ne se bornant plus à un simple acte de courtoisie et de soumission, sur lequel la France pouvait sans danger fermer les yeux pour le moment, prendraient un caractère plus étroit et arriveraient à menacer ainsi les intérêts français en Cochinchine (2) ».

Commentant un rapport qui avait trait au retour de l'ambassadeur annamite à Hué, Brenier, ministre de France en Chine, faisait ressortir dans sa lettre du 25 mars 1878 à Waddington, ministre des Affaires étrangères, la singulière situation où se trouvait la France :

« N'y a-t-il pas quelque chose de plus que bizarre dans ce fait d'un chef d'Etat se faisant traiter par nous d'Empereur, de prince souverain, auprès duquel nous accréditons une Légation, et qui, d'un autre côté, persiste malgré tout à n'être

(1) Livre Jaune, *ibid.*, p. 71.

(2) Livre Jaune, *ibid.*, p. 73.

pour la Chine qu'un Prince de seconde classe, en vertu de l'investiture qu'il a reçue d'elle et à laquelle non seulement, depuis 1849, il n'a opposé aucune protestation publique et solennelle, mais encore dont il continue d'accepter les charges ? (1) »

D'autre part, plus grave encore que l'envoi de l'ambassade, l'Annam ne cessait de demander l'intervention de la Chine pour supprimer les rébellions. A ce sujet, Le Myre de Vilers, nommé gouverneur de la Cochinchine le 13 mai 1879, écrivit le 24 janvier 1880 à l'amiral Jauréguiberry, Ministre de la Marine et des Colonies :

« A notre point de vue, l'année qui vient de finir n'aura guère vu que décroître notre influence et notre situation au Tonkin. Dans cet ordre d'idées, je mentionnerai le coup porté à notre crédit par la présence des troupes chinoises et par la facilité avec laquelle on nous a vu accepter cette intervention étrangère sur un sol placé, dans une certaine mesure, sous notre protectorat. Ly Yong-Choi (2) pris, l'occupation persiste, et l'armée régulière du Céleste Empire continue à camper à quelques étapes de nos garnisons... (3) »

Cependant, durant toute cette période, il semblait que la situation politique internationale de la France ne lui permît pas encore de se lancer dans une aventure lointaine (4). En effet, sa politique toute d'attente et d'effacement volontaire ne varia pas jusqu'aux premiers mois de l'année 1880.

M. de Freycinet prit le portefeuille des Affaires étrangères

(1) Livre Jaune, *ibid.*, p. 75.

(2) Un chef des brigands chinois qui pénétra dans le Tonkin. Voir Cordier, *Histoire des relations de la Chine...*, II, p. 288.

(3) Livre Jaune, *ibid.*, p. 131.

(4) « En supposant même qu'une telle entreprise dut être peu coûteuse par elle-même, elle nous exposerait encore au grave inconvénient, d'être entraînés plus loin que nous ne voulons aller et nous créerait, en tout état de cause, de grands embarras, par suite de l'insuffisance numérique du personnel spécial dont nous pourrions disposer et qui ne serait nullement en état d'administrer une population trois ou quatre fois plus nombreuse que ne l'est celle de la Basse-Cochinchine. » Le Duc Decazes à Gicquel des Touches, ministre de la Marine et des Colonies, le 7 septembre 1877. Livre Jaune, *ibid.*, p. 67.

à la place de Waddington qui se retirait le 27 décembre 1879. Il écrivit en janvier 1880 à Patenôtre, Chargé d'affaires de France en Chine :

« Il faut surtout, disait-il en substance, ne rien faire qui puisse nous exposer à un conflit avec le Céleste Empire, car si le fait devait se produire, la somme des dangers et des sacrifices auxquels nous pourrions être entraînés, dépasserait tellement les avantages qu'il y aurait à attendre de notre entreprise, au Tong-King, que le plus sage serait peut-être d'y renoncer tout à fait (1). »

D'autre part, l'amiral Jauréguiberry, Ministre de la Marine et des Colonies, s'était montré aussi opposé, non seulement à l'occupation du Tonkin, mais encore à toute ingérence de la France dans les affaires de ce pays. C'est ce dont témoigne une lettre qu'il adressait à M. de Freycinet le 5 février de la même année (2).

Cependant, Patenôtre, Chargé d'affaires de France en Chine, ne cessait d'attirer l'attention du ministère des Affaires étrangères sur les relations entre la Chine et l'Annam. Il adressait le 10 janvier 1880 à ce dernier la traduction d'un décret inséré dans la *Gazette de Pékin* par lequel le gouvernement chinois, confirmant la sentence de mort prononcée contre Li-Yong-Tchoï, annonçait une seconde fois que la tête du rebelle serait exposée sur le territoire du Tonkin, qu'il faisait suivre de ce commentaire :

« L'affectation que la Cour de Pékin met à rappeler les liens de vassalité qu'elle revendique mérite de fixer notre sérieuse attention (3). »

Le 4 mars 1880 de la même année, dans une autre lettre à

(1) Cordier, *Histoire des relations de la Chine...*, II, p. 308.

(2) « Ainsi que vous vous le rappelez sans doute, lorsque, dans le sein du Conseil des Ministres, cette délicate affaire a été traitée, je me suis montré très opposé, non seulement à l'occupation du Tonkin, mais encore à toute ingérence de notre part dans les affaires de ce pays... » L'amiral Jauréguiberry, ministre de la Marine et des Colonies, à M. de Freycinet, ministre des Affaires étrangères. *Documents diplomatiques français*, 1^{re} série, t. III, p. 14.

(3) Livre Jaune, *ibid.*, p. 141.

M. de Freycinet, Ministre des Affaires étrangères, constatant que la *Gazette de Pékin* venait de publier un nouveau rapport du Gouverneur du Kouang-si où la suzeraineté de la Chine sur le Tonkin s'affirmait plus nettement encore que dans les documents précédents et que le Gouverneur de Koung-si traitait d'égal à égal dans sa correspondance avec le roi d'Annam, Patenôtre concluait :

« A ce point de vue, les indications contenues dans le récent rapport du Gouverneur général du Kouang-si sont précieuses à enregistrer. Elles suffiraient à elles seules à caractériser les rapports qui subsistent encore actuellement entre la Cour d'Annam et celle de Chine et qui subsisteront, à n'en pas douter, jusqu'à ce qu'on se soit décidé à mettre le Gouvernement de Hué en demeure d'exécuter les stipulations du traité de 1874. Il est trop clair, en effet, que si des communications du genre de celles qui viennent d'être adressées au Roi Tu-Duc étaient immédiatement renvoyées à leurs auteurs, le Gouvernement chinois se tiendrait pour averti et modifierait son attitude. Au point, du reste, où en sont les choses, je persiste à croire qu'une action militaire en Annam est de plus en plus désirable. L'opinion publique en Extrême-Orient y est depuis longtemps préparée.

« Si ces nouvelles venaient maintenant à être démenties et si la politique d'inaction devait continuer à prévaloir, notre influence pourrait s'en trouver très sérieusement compromise (1). »

Néanmoins, le Roi d'Annam continuait à resserrer ses liens de vassalité envers la Chine et en 1880, il écrit à Tchang Chou-Chen, Gouverneur de la Province du Kouang-si pour savoir à quelle époque le tribut devait franchir la frontière (2).

Dans une réponse du 24 mai 1880, à l'Amiral Jauréguiberry, M. de Freycinet écrivit à ce sujet :

« J'estime avec vous que la solution définitive à donner aux difficultés soulevées par les liens de vassalité que l'Annam persiste à vouloir reconnaître est intimement liée au projet en ce moment à l'étude pour le remaniement du traité de 1874.

(1) Livre Jaune, *ibid.*, p. 149.

(2) *Gazette de Pékin*, 5 mai 1880.

Je partage également vos doutes sur la possibilité de nous opposer aujourd'hui d'une manière ostensible à l'Ambassade qui se prépare, après que nous avons fermé les yeux sur une première manifestation de ce genre, il y a deux ans. Il me semble toutefois que nous pourrions sans inconvénient inviter M. Rheinart à faire des efforts pour détourner indirectement le gouvernement annamite de son projet, en laissant entendre que la France, sans élever d'objection formelle, verrait cependant d'un mauvais œil l'envoi d'une mission à Pékin (1). »

C'est en ce sens que le Ministre de la Marine et des Colonies adressait le 5 juin des instructions au Gouverneur de la Cochinchine, Le Myre de Vilers (2). Celui-ci se procurait les lettres officielles que les envoyés annamites étaient chargés de porter à l'Empereur de Chine, et qui lui semblaient porter atteinte au traité, car elles présentaient un caractère de reconnaissance de la suzeraineté de la Chine. Se rendant compte de l'importance de cette démarche, il écrivit au Ministre de la Marine et des Colonies le 15 octobre que « peut-être y aurait-il lieu de prévoir les mesures qu'il faudrait prendre pour éviter l'envoi futur de semblables ambassades qui étaient la négation de notre protectorat ». Le ministre ne lui répondit par télégraphe que le 28 décembre, l'invitant à user de toute son influence sur la cour de Hué, afin de l'amener à suspendre l'envoi de l'ambassade en Chine (3).

En fait, rien ne peut arrêter l'ambassade annamite. Elle avait déjà franchi la frontière du Kouang-si le 4 octobre et arriva à Pékin le 12 juillet 1881.

De tout ce qui précède, il ressort clairement que la suzeraineté de la Chine sur l'Annam n'était point atteinte par le traité franco-annamite de 1874. Elle l'avait d'ailleurs affirmée positivement. On peut même dire que ce traité n'existait pas en fait pour la Chine. Mais il n'en reste pas moins que l'Annam était lié par le traité qu'il avait conclu avec la France. Du point de vue de la France, l'ambassade du Roi d'Annam à l'Empereur de Chine était évidemment contraire au traité

(1) Livre Jaune, *ibid.*, p. 151.

(2) Cordier, *Histoire des relations de la Chine...*, II, p. 344.

(3) Livre Jaune, *ibid.*, p. 165-166.

politique de Saïgon qui, dans ses articles 2 et 3, consacrait l'indépendance de l'Annam. Or, la France ne bougeait pas. Comme sa longanimité dans cette période ne s'expliquait en effet que par sa situation politique, un changement d'orientation politique dans le gouvernement de Paris allait avoir un contre-coup immédiat en Extrême-Orient.

CINQUIÈME PARTIE

La première étape des négociations franco-chinoises.

CHAPITRE XIV

Changement d'orientation politique en France.

Dès 1879, on assistait à de très grands changements de politique en France. Il y eut de profonds remaniements dans le personnel gouvernemental et dans le personnel ministériel. Il n'y eut pas de changement brusque, mais peu à peu les républicains s'emparèrent de tous les postes importants. Malgré leur valeur inégale, leurs tournures d'esprit dissemblables et leurs caractères opposés, De Freycinet, Jules Ferry et l'amiral Jauréguiberry avaient des traits communs. Ils étaient tous des républicains sincères. Ils n'avaient pas dès l'abord de programme précis en matière de politique étrangère, mais seulement des aspirations et des tendances générales qui étaient très nettes. Fermement démocrates, croyant à la supériorité du régime républicain, ils voulaient démontrer que ce régime était capable d'assurer à la France en Europe une place toute aussi grande qu'avaient pu le faire les autres régimes. Ils voulaient donner des preuves de leur activité et succédant à la période d'effacement allait s'ouvrir pour la politique française une ère nouvelle. Elle allait s'élaborer lentement, les républicains, après avoir pris le pouvoir, cherchèrent leur voie durant les premières années, avant d'arriver à défi-

nir leurs ambitions et à coordonner leurs méthodes (1).

La nomination le 13 mai 1879 au poste de gouverneur de la Cochinchine, de Le Myre de Vilers, un civil, marquait nettement le désir des républicains de supprimer le régime militaire qu'ils avaient constamment blâmé. Les instances de Le Myre de Vilers n'étaient pas sans influence sur l'attitude du gouvernement de Paris. Si l'amiral Lafont ne se souciait pas du rapprochement direct entre le Siam et l'Annam, Le Myre de Vilers se montra d'un avis totalement opposé et il trouvait nécessaire d'arrêter les velléités d'émancipation du Roi d'Annam (2). Le 28 mai 1880, Le Myre de Vilers, faisant valoir la nécessité d'empêcher la ratification des traités espagnols (3), écrivit à l'amiral Jauréguiberry, ministre de la Marine et des Colonies :

« Plus nous attendons, plus les difficultés s'accroîtront et le moment n'est pas éloigné où notre intervention armée deviendra nécessaire.

« Peut-être est-il temps encore d'éviter cette éventualité dont les conséquences peuvent être graves, mais il faut agir avec fermeté et empêcher la ratification des traités espagnols. Comme j'ai eu déjà l'honneur de vous l'écrire, toute hésitation de notre part est considérée à Hué comme un acte de faiblesse, toute concession comme une preuve d'impuissance...

« En réalité, nous sommes aujourd'hui moins avancés qu'en 1873 (4). »

Mais ce qui a contribué le plus puissamment au changement d'attitude de la France en Extrême-Orient, c'était l'encouragement venu de l'Allemagne. Bien qu'elle eût reconstitué ses finances et son armée, la France ne pouvait songer à une entreprise lointaine sans qu'elle fût assurée de l'attitude de l'Allemagne. Or, cette dernière venait précisément, par l'intermédiaire de M. de Radowitz, d'assurer la France que

(1) Schefer (Ch.), *D'une guerre à l'autre*, pp. 59-69.

(2) Cordier, *Histoire des relations de la Chine...*, II, p. 297.

(3) Un traité de commerce était intervenu le 27 janvier 1880 entre l'Espagne et l'Annam. Voir *Documents diplomatiques français*, 1^{re} série, t. III, p. 121, note 1.

(4) *Documents diplomatiques français*, 1^{re} série, t. III, p. 120.

l'Allemagne ne nourrissait aucun dessein d'acquisition territoriale ou d'action politique au Tonkin, où elle avait exclusivement des intérêts commerciaux et qu'en vue de la sécurité même de son commerce l'Allemagne applaudirait à l'affermissement et à l'extension de l'autorité française au Tonkin (1). Débarrassée de son souci principal, la France ne craignait plus rien et ses vues se dévoilaient peu à peu.

On a vu, au mois de janvier 1880, M. de Freycinet écrire à Patenôtre de ne rien faire qui pourrait entraîner un conflit franco-chinois (2). Cependant on voit qu'il ne tarda pas à entrer dans les vues de l'amiral Jauréguiberry, Ministre de la Marine et des Colonies, à propos d'une occupation au Tonkin. En effet à la fin de juillet il écrivit à ce dernier :

« D'après l'étude de nouveaux documents sur le Tonkin, je crois que votre première idée d'occupation de ce pays était plus juste que celle d'une simple police des embouchures du fleuve, à laquelle s'est rallié le Conseil des Ministres. A mon sens, il faudrait en revenir à la pensée d'une véritable expédition aboutissant à une solide occupation du fleuve jusque dans sa partie supérieure. D'après les derniers témoignages qui m'ont été fournis, 3.000 hommes suffiraient, et l'on serait largement rémunéré des frais par le produit de la douane sur les ports de commerce du fleuve... je pense qu'il conviendrait de préparer un projet de loi dans lequel on aborderait de front

(1) « La chancellerie allemande, ayant appris par la voie des journaux qu'au cours de discussions engagées devant la Commission du budget de la Chambre des députés, il avait été question de projets éventuels de l'Allemagne du côté du Tonkin, a chargé M. de Radowitz de nous déclarer en termes exprès que l'Allemagne ne nourrissait aucun dessein d'acquisition territoriale ou d'action politique dans cette contrée, où elle avait exclusivement des intérêts commerciaux.

« En s'acquittant des ordres de son Gouvernement, M. de Radowitz a ajouté qu'en vue de la sécurité même de son commerce l'Allemagne applaudirait à l'affermissement et à l'extension de l'autorité française au Tonkin.

« Nous n'avons pu que prendre acte avec beaucoup de satisfaction des déclarations amicales du Ministre de l'Allemagne. » M. de Freycinet, ministre des Affaires étrangères à M. de Saint-Valier, ambassadeur de France à Berlin, le 7 juillet 1880. *Documents diplomatiques français*, 1^{re} série, t. III, p. 166.

(2) Voir p. 106.

l'idée d'une occupation du fleuve Rouge. Si vous partagez cette manière de voir, je vous prierai de vouloir bien élaborer ce projet de loi que nous soumettrons au Conseil et au Président de la République, après les vacances, vers la fin de septembre (1). »

Cette lettre inaugurait une nouvelle période de la politique française au Tonkin. Dès lors la position de la France était prise. Barthélémy Saint-Hilaire remplaça M. de Freycinet, le 23 septembre, comme ministre des Affaires étrangères. Son premier acte fut d'écrire le 29 octobre à l'amiral Cloué, le nouveau ministre de la Marine et des Colonies, ce qui suit :

« Par une lettre en date du 26 juillet dernier, M. de Freycinet a exposé ses vues à votre prédécesseur relativement à l'opportunité de régler un projet de loi ayant pour objet d'ouvrir au gouvernement un crédit dans l'éventualité des opérations que nous pourrions être amenés à entreprendre au Tonkin. Les Chambres devant se réunir prochainement, j'ai lieu de penser que vous avez dû vous préoccuper de la suite à donner aux projets précédemment concertés entre nos deux Départements... (2) ».

Cela signifie qu'il n'entendait rien modifier dans la ligne de conduite de son prédécesseur.

(1) Livre Jaune, *ibid.*, p. 156.

(2) Livre Jaune, *ibid.*, p. 157.

CHAPITRE XV

La démarche du marquis Tseng.

On a donc vu que les hommes qui étaient arrivés au pouvoir en France donnaient un nouvel essor à la politique coloniale. Lorsque la France sembla vouloir tirer partie du traité de 1874, la Chine s'inquiéta à son tour. A la fin de 1880 le Ministre de Chine en France, le Marquis Tseng, reçut mission de faire une démarche auprès du gouvernement de Paris. Du moment que le marquis Tseng prenait en mains la négociation, la question du Tonkin se transformait en une question purement franco-chinoise.

En effet, dès le 25 janvier, à la suite de bruits qui avaient couru sur l'éventualité d'un conflit franco-annamite, le Marquis Tseng, dans une entrevue avec M. de Freycinet, lui avait fait connaître les liens de vassalité qui unissaient le Tonkin à la Chine. Ses appréhensions furent cependant calmées par l'assurance de M. de Freycinet qu'il n'existait pas de causes de nature à créer un pareil conflit. Quand on connut l'envoi de troupes par le gouvernement français au Tonkin, les appréhensions renaquirent. Le 10 novembre, de Saint-Pétersbourg où il était occupé par des négociations avec le gouvernement russe, il adressait une lettre à Barthélémy Saint-Hilaire, priant ce dernier de vouloir bien l'informer si ces observations étaient exactes et si, depuis l'entretien qu'il a eu avec M. de Freycinet, les intentions du gouvernement français avaient subi quelque changement. Il continuait :

« J'espère que Votre Excellence voudra bien me faire connaître, comme son prédécesseur, les vues de votre gouvernement relatives à la question du Tonkin, car je n'ai pas besoin de déclarer à Votre Excellence que le Gouvernement chinois ne saurait regarder avec indifférence des opérations qui tendraient à changer la situation politique d'un pays limitrophe

comme le Royaume du Tonkin, dont le Prince a reçu jusqu'à présent son investiture de l'Empereur de Chine (1). »

Barthélémy Saint-Hilaire semblait être assez gêné par cette lettre. D'ailleurs, la politique à l'égard de l'Annam était bien arrêtée et le Ministre de la Marine et des Colonies, l'amiral Cloué, ne cessait de presser le Ministre des Affaires étrangères de réaliser promptement le dessein que les deux Départements avaient formé et auquel s'était associé le Cabinet tout entier, d'exercer au plus tôt sur la Cour de Hué, une pression énergique pour arracher à Tu-Duc, la reconnaissance du protectorat français (2). Avant d'arrêter la réponse au Marquis Tseng, il écrivit le 26 novembre à Bourée, ministre de France en Chine :

« J'ai reçu du marquis Tseng une communication dont je crois devoir vous adresser la copie sous ce pli. Elle est relative aux rapports de la France avec le Royaume d'Annam, et énonce, au sujet des prétentions de la Chine à la suzeraineté de ce dernier Etat, une théorie qu'il nous est impossible d'admettre, vous le savez.

« Notre traité du 15 mars 1874, avec le Roi d'Annam, en promettant à ce souverain notre protectorat, a reconnu son entière indépendance vis-à-vis de toute puissance étrangère. Tout acte de vassalité de sa part, toute prétention à la suzeraineté de l'Annam de la part d'une tierce puissance serait donc en contradiction directe avec notre Traité, et, par conséquent, avec les droits qui en découlent pour nous.

« Cette observation me paraît d'autant plus opportune que le Ministre de la Marine vient de recevoir du Gouvernement de la Cochinchine le texte de deux lettres adressées à l'Empereur de Chine par le roi Tu-Duc, destinées à être présentées à la Cour de Pékin par une solennelle ambassade annamite, et contenant des expressions qui impliquent de la part du Roi notre protégé, en dépit de ses obligations formelles envers nous, la reconnaissance des prétendues prérogatives du Céleste Empire.

« Je n'ai pas encore arrêté les termes de ma réponse au

(1) Livre Jaune, *ibid.*, p. 158.

(2) Livre Jaune, *ibid.*, p. 159.

Marquis Tseng, et je dois me réserver d'examiner, de concert avec l'Amiral Cloué, les mesures qu'il conviendra de prendre en conséquence des indications que nous recevons de Saï-gon (1)... »

En réalité, la résolution d'employer le procédé brutal a été faite et la préparation était en train de s'achever. Les Départements des Affaires étrangères et de la Marine se trouvaient complètement d'accord (2) et il n'y avait pas de raison de reculer devant la démarche du représentant de la Chine d'autant plus que le différend entre cette dernière et la Russie à propos de Kouldja fournirait à la France une belle occasion.

Après s'être entendu avec l'amiral Cloué, ministre de la Marine et des Colonies, Barthélémy Saint-Hilaire fit remettre tardivement, le 27 décembre, une réponse au marquis Tseng par l'intermédiaire du Général Chanzy, ambassadeur de France à Saint-Petersbourg, dans laquelle il disait notamment :

« Nos rapports avec le Tonkin sont réglés par le traité conclu, le 15 mars 1874, entre la République française et l'Empire d'Annam, dont le Tonkin, vous ne l'ignorez pas, est une dépendance.

« En vertu de l'article 2 de cet acte solennel, la France a reconnu l'entière indépendance du souverain de l'Annam vis-à-vis de toute puissance étrangère quelle qu'elle soit, lui a promis aide et assistance, et s'est engagée à lui donner tout l'appui nécessaire pour maintenir dans ses Etats l'ordre et la tranquillité, pour le défendre contre toute attaque. Je dois ajouter que le même traité a placé sous la protection de la

(1) Livre Jaune, *ibid.*, p. 161.

(2) « Vous jugerez sans doute comme moi que cet incident est une preuve nouvelle de la nécessité pour nous d'obtenir la reconnaissance définitive de notre protectorat sur l'Annam. Une demande de crédit a été déposée à la Chambre, par votre Département en vue de pourvoir aux moyens d'affirmer notre prépondérance au Tonkin... Je ne puis qu'insister sur les motifs qui ont amené votre prédécesseur et vous-même à prendre l'initiative de ce projet et sur l'intérêt que nous avons à en poursuivre, sans retard, l'exécution. » La réponse de M. Barthélémy Saint-Hilaire, ministre des Affaires étrangères, à l'amiral Cloué, ministre de la Marine et des Colonies, le 21 décembre 1880. Livre Jaune, *ibid.*, p. 162.

France les intérêts européens en Annam... Les relations du Gouvernement de la République avec l'Annam et ses différentes provinces se trouvent depuis lors définies avec une précision suffisante, et je ne doute pas que M. de Freycinet, à l'entretien amical de qui vous vous êtes référé, ne vous ait donné avant moi des explications parfaitement concordantes avec le texte du traité qui détermine les droits et les obligations de la France...

« Je ne fais pas difficulté de vous assurer, à mon tour, que le Gouvernement de la République a l'intention de se conformer aux stipulations du traité de 1874, et de remplir les obligations qui peuvent en découler pour lui. Il comprend sans peine l'intérêt que la Cour de Pékin attache, comme nous-même au maintien du bon ordre dans une contrée voisine de la frontière du Céleste Empire, et il appliquera tous ses efforts à empêcher qu'aucune difficulté ou aucun malentendu ne s'élève de ce chef, entre la France et le Gouvernement impérial chinois (1). »

Dans cette réponse, on sent le soin avec lequel elle a été rédigée. Elle n'a pas affirmé formellement le protectorat français ; ni nié la suzeraineté chinoise. En effet, elle ne pouvait pas faire table rase de la récente déclaration de M. de Freycinet. D'autre part, comme il fallait prévoir des difficultés avec la Chine à la suite de l'envoi des troupes françaises au Tonkin, la dernière partie de la réponse réservait bien l'avenir.

Après avoir reçu cette réponse, le marquis Tseng fit une visite au général Chanzy, avec lequel il s'entretenait de la question du Tonkin. Le ministre chinois exposa que son gouvernement ne manquerait pas de s'émouvoir de ces bruits (2) s'il en avait connaissance. Après avoir ensuite répété les arguments sur la situation de l'Annam vis-à-vis de la Chine dont il avait toujours reconnu la suzeraineté aussi bien que sur l'intérêt que devait avoir aux yeux de la cour de Pékin, tout ce qui pouvait se passer sur ses frontières et modifier les conditions de ses rapports avec un pays dont le souverain tenait

(1) Livre Jaune, *ibid.*, p. 164-165.

(2) Les bruits qui avaient couru sur certaines causes de nature à créer un conflit franco-annamite.

d'elle son investiture, il se plaignit que la réponse ne fit aucune allusion aux bruits qu'il signalait à Barthélémy Saint-Hilaire, et dont il avait déjà entretenu M. de Freycinet, bruits qui prêtaient à la France la pensée de s'annexer le Tonkin. Il aurait désiré être rassuré à ce sujet, mais le général Chanzy s'excusa qu'il n'avait pas mission de discuter avec le marquis sur des projets dont il ne connaissait ni l'existence ni la portée (1).

Si l'on s'en tient au compte rendu du général Chanzy, il y a un point dans cette conversation qui mérite d'être signalé. Dans ce compte rendu, il apparaissait que le Marquis Tseng aurait reconnu le traité franco-annamite de 1874 (2). Or si la Chine n'avait pas protesté en termes exprès contre le traité de 1874, lorsqu'il lui fut communiqué, elle ne l'avait jamais non plus reconnu ouvertement. D'autre part, depuis la conclusion de ce traité, dans toute la correspondance diplomatique entre la France et la Chine, le mot « protectorat » ne figurait nulle part. Or, suivant le compte rendu du général Chanzy, le marquis Tseng aurait pu dire à son interlocuteur que « nous ne voyons qu'un avantage dans le protectorat que vous exercez, en vertu du traité de 1874, sur l'Annam (3) ». Puisque des erreurs de traduction et d'interprétation se glissaient assez souvent dans cette période des relations diplomatiques entre la Chine et les puissances Occidentales, tout autorise à penser que le mot « protectorat » ici est soit une erreur de rédaction soit un malentendu, et c'était plutôt « protection » que le Marquis Tseng aurait vraisemblablement prononcé. Quoi qu'il en soit, ce compte rendu de la conversation entre le Marquis Tseng et le Général Chanzy, n'est pas à accepter sans réserve car il ne s'agit que d'une conversation privée (4) dont le compte rendu n'était le fait que d'une partie. On ne trouve

(1) *Documents diplomatiques français*, 1^{re} série, t. III, pp. 303-305.

(2) « Nous connaissons les droits et les devoirs qui résultent pour la France de ce traité. » Voir Livre Jaune, *ibid.*, p. 168.

(3) Livre Jaune, *ibid.*, p. 169.

(4) « Hier le marquis, qui est mon voisin et que je vois souvent, est venu me faire une visite et amena de lui-même la conversation sur la question du Tonkin. » Le général Chanzy à M. Barthélémy Saint-Hilaire, le 8 janvier 1881. Livre Jaune, *ibid.*, p. 167.

pas le compte rendu en chinois et aucun communiqué officiel n'en avait été fait.

Cependant, Barthélémy Saint-Hilaire fut enchanté et encouragé par ce compte rendu. Le 21 janvier 1881, il répondit au général Chanzy :

« Je constate d'ailleurs avec satisfaction que le Marquis Tseng ait convenu des avantages que doit assurer à la Chine elle-même le maintien du bon ordre sur sa frontière méridionale, grâce à la sécurité que l'exercice du protectorat français est destiné à garantir dans la péninsule annamite. J'ai la confiance qu'en vous faisant connaître son opinion si éclairée à cet égard, le représentant de la cour de Pékin à Saint-Petersbourg a été fidèle interprète des vues de son Gouvernement...

« Il est nécessaire que le Gouvernement chinois se rende bien compte que l'Annam et, par conséquent, sa dépendance le Tonkin, se trouvent aujourd'hui affranchis de tout lien quelconque avec une puissance autre que la France.

« Le Protectorat sur l'Annam en créant à la France des droits, lui impose aussi des devoirs qu'elle ne saurait désertier, même sur les conseils d'une Puissance amie comme la Chine... (1) »

On voit donc que le Quai d'Orsay ne se bornait plus à chercher à affirmer son protectorat sur l'Annam, ce qu'il considérait maintenant comme une question résolue, mais encore commençait à nier catégoriquement la suzeraineté chinoise. L'heure des résolutions énergiques était proche et sa position se précisait de jour en jour. Voici les faits et les dates :

Lorsque Barthélémy Saint-Hilaire reçut le 2 mars une lettre pressante de Bourée (2) dans laquelle ce dernier lui signalait que le mémoire présenté à l'Empereur de Chine par les envoyés annamites avait été rédigé intégralement dans une pensée de protestation contre l'établissement français en Cochinchine et contre les traités et que la mission ne se rapporterait pas uniquement à des questions de cérémonial et

(1) Livre Jaune, *ibid.*, p. 170.

(2) Cette lettre est datée du 27 décembre 1880. Elle ne fut reçue que le 2 mars 1881.

d'étiquette puisqu'il existait, disait Bourée, un autre mémoire très confidentiel destiné à solliciter l'appui matériel de la Chine contre les vues envahissantes de la France (1), il lui fit réponse le lendemain, l'invitant à indiquer incidemment au Cabinet de Pékin si l'occasion s'en trouvait favorable, que, sans vouloir entrer avec la Chine dans une discussion touchant les questions relatives à l'Annam, la France ne renonçait pas aux droits qu'elle avait acquis sur ce pays et sur ses dépendances par un traité solennel, et ne se considérait pas davantage comme déchargée des obligations qu'elle avait assumées vis-à-vis de lui (2).

En même temps le ministre de la Marine a reçu un rapport du Gouverneur de la Cochinchine sur la présence d'une canonnière chinoise dans les eaux annamites. Dans la dernière partie de sa lettre, Barthélémy Saint-Hilaire disait à Bourée :

« ... Vous pourrez rappeler amicalement à ce propos au Tsong-li-Yamen que la répression de la piraterie dans ces parages est attribuée à la France, que nous la poursuivrons d'une manière effective et vous pourrez ajouter que nous ne présumons pas qu'une nation étrangère quelle qu'elle soit cherche à se substituer à nous dans l'exercice du droit de police qui nous est dévolu (3). »

Le 15 avril, l'amiral Cloué, ayant reçu la réponse du Gouverneur de la Cochinchine accusant réception de la communication de la correspondance entre le Quai d'Orsay et le Marquis Tseng, écrit à Barthélémy Saint-Hilaire :

« Cette situation paraît très délicate à M. Le Myre de Vilers qui attribue l'immixtion du Céleste Empire dans les affaires de l'Annam à la réserve constante que nous avons observée jusqu'ici dans nos rapports avec la Cour de Hué, et que les Chinois, aussi bien que les Annamites, ont pu prendre pour de la faiblesse. Les prétentions des premiers, qui s'étaient effacées devant l'attitude énergique que nous avons prise tout d'abord, renaissent aujourd'hui plus audacieuses qu'autrefois, et vous serez d'avis comme moi, je n'en doute pas, que notre

(1) Livre Jaune, *ibid.*, p. 176.

(2) *Documents diplomatiques français*, 1^{re} série, t. III, p. 376.

(3) *Documents diplomatiques français*, 1^{re} série, t. III, p. 376.

dignité et notre prestige dans l'Extrême-Orient exigent la cessation immédiate de semblables contestations.

« Vous serez donc conduit à vous associer à mes efforts pour soutenir la demande de crédits en ce moment soumise au Parlement pour mettre mon Département en mesure d'assurer la stricte exécution des traités de 1874, au cas où la Chambre ou le Sénat éprouverait quelque hésitation à faire à cette demande l'accueil qu'elle a obtenu auprès de la Commission du budget de la première de ces assemblées (1). »

A cette lettre de l'Amiral Cloué, Barthélémy Saint-Hilaire répondit le 19 avril, l'assurant de sa coopération à l'occasion de la demande de crédits (2). Et le 31, l'Amiral Cloué adressa à Le Myre de Vilers, gouverneur de la Cochinchine, une lettre en ces termes :

« Le moment est venu, vous le savez, d'introduire dans nos relations avec la Cour de Hué les modifications importantes qu'a eues en vue le Parlement lorsqu'il a mis à la disposition du Département des crédits nécessaires à cette intervention.

« L'établissement d'un protectorat nettement défini me paraît devoir être l'objectif principal que nous devons nous efforcer d'atteindre : le règlement définitif de la question des relations extérieures de la cour de Hué en sera la conséquence naturelle, c'est-à-dire qu'à l'avenir ces relations devront être exclusivement et expressément soumises à notre contrôle et à notre intermédiaire. Il est nécessaire, en effet, d'éviter le retour des incidents qui se sont produits lors de l'envoi à Pékin d'une ambassade annamite, de la tentative qui a été faite par le cabinet de Madrid pour accréditer auprès du Roi Tu-Duc un représentant, etc... En un mot, il conviendra que la Cour de Hué soit tenue de remplir, vis-à-vis de nous toutes les obligations d'une puissance vassale envers son Suzerain (3). »

Dans la dernière partie, le Ministre exprima le désir du gouvernement de connaître l'avis du gouverneur au sujets de

(1) *Documents diplomatiques français*, 1^{re} série, t. III, p. 439.

(2) *Ibid.*, p. 445.

(3) Cordier, *Histoire des relations de la Chine...*, II, p. 317.

modifications à introduire dans les relations de la France avec l'Annam.

Le gouverneur, dans ses lettres des 30 mars et 2 mai, traitait dans ses moindres détails la question de la juridiction à conférer aux consuls français et concluait à la définition de ladite juridiction par un acte du pouvoir exécutif.

Cependant, l'Amiral Cloué écrit à ce sujet à Barthélémy Saint-Hilaire le 17 mai :

« ... Si aucune modification ne doit être apportée au traité de 1874, le projet dont il s'agit me paraît répondre aussi bien que possible à cette situation. Mais il en serait, suivant moi, tout autrement au cas fort probable où notre action s'accroissant davantage, un véritable protectorat viendrait à être établi tant sur le Tonkin que sur l'Annam. Toute ambiguïté disparaîtrait alors en ce qui concerne la position de nos représentants qui deviendraient de véritables résidents, agents de ce protectorat. Il me semble qu'une simple déclaration suffirait, le cas échéant, pour bien caractériser cette situation et la mettre à l'abri de toute contestation de la part de celles des nations européennes... A ce point de vue, il serait très désirable qu'une combinaison financière nous permît de désintéresser complètement et dès aujourd'hui l'Espagne de sa créance envers l'Annam (1). »

Dans la séance du 21 juillet fut discuté à la Chambre des Députés le projet de loi portant ouverture d'un crédit supplémentaire de 2.500.000 francs au Ministère de la Marine et des Colonies pour le renforcement des forces navales au Tonkin. Il fut adopté par 308 voix contre 82, sur 390 votants, malgré la vive opposition de Georges Périn (2).

Le 24 septembre, le Marquis Tseng remit une lettre à Barthélémy Saint-Hilaire, dans laquelle il déclarait que le Gouvernement Impérial ne pouvait pas reconnaître le traité de 1874 et soutenait, en outre, que la reconnaissance par la France de l'indépendance du Prince d'Annam ne pouvait par ce fait,

(1) *Documents diplomatiques français*, 1^{re} série, t. IV, p. 9-12.

(2) *Journal officiel*. Débats parlementaires, Chambre des députés, 1881, pp. 1706-1719.

changer les relations déjà existantes entre la Chine et l'Annam (1). Et il poursuivit :

« ... Mais le Cabinet français ayant promis d'appliquer tous ses efforts à empêcher qu'aucune difficulté ou aucun malentendu ne s'élève au sujet du Tonkin entre la France et la Chine (2), il est permis de croire que le Gouvernement de la République cherchera dans toutes les circonstances à se mettre d'accord avec la Cour de Pékin, afin que l'affaire en question soit réglée d'une façon satisfaisante... J'en conclus donc que le Gouvernement français, avant de procéder dans le sens indiqué par le crédit récemment voté par la Chambre des Députés essayera d'arriver à une entente avec le Gouvernement chinois, quant aux mesures qui lui paraîtront nécessaires pour assurer ses intérêts dans le Tonkin, car le Gouvernement français comprendra sans peine que l'invasion du Tonkin par les troupes françaises, dans quelque circonstance que ce soit, ne manquera pas de provoquer de grandes inquiétudes à la Cour de Pékin. »

Le Ministère des Affaires étrangères de Paris ne tenait pas à répondre promptement à la lettre du Marquis Tseng. En attendant, l'amiral Cloué donna à M. Le Myre de Vilers, au moment où celui-ci allait rejoindre son poste (3), les instructions suivantes :

« Relever le prestige de l'autorité française amoindrie par nos hésitations et nos faiblesses et, cependant, se garder avant tout de se lancer dans les aventures d'une enquête militaire, protéger manifestement les intérêts et la sécurité des Européens dans ces parages, tel est l'objet que nous devons assigner pour but à notre politique au Tonkin...

« Pour se faire accepter, cette attitude doit s'appuyer sur une manifestation matérielle qui n'ait nullement le caractère d'une action militaire, mais qui suffise cependant à faire comprendre que nous avons les moyens de faire respecter la volonté de la France... L'appui nécessaire pour en assurer

(1) *Documents diplomatiques français*, 1^{re} série, t. IV, p. 134.

(2) Voir p. 117.

(3) Le Myre de Vilers était parti en mission pour la France, le 4 mars 1881. Il rejoignit son poste à la fin d'octobre.

l'efficacité se trouvera dans l'envoi sur les côtes du Tonkin de tout l'effectif naval dont vous pourrez disposer.

« Vous pourrez au besoin (toujours dans le même ordre d'idées), appuyer votre démonstration d'un léger accroissement des garnisons de Hanoï et de Haïphong, accroissement que la Cochinchine pourra fournir sans compromettre sa sécurité. Cet accroissement devra s'effectuer par petites portions, sans bruit, de manière qu'un jour, sans qu'on s'en soit aperçu, nous ayons à terre des forces doubles de celles actuelles... Il n'est pas douteux que vous ne trouviez ensuite un motif pour remonter le fleuve (1). »

En effet, l'accord était déjà établi à ce sujet entre les Départements des Affaires étrangères et de la Marine (2). Après avoir reçu la communication de ces instructions Barthélémy Saint-Hilaire répondit à l'Amiral Cloué qu'il les trouvait pleines de prudence et de modération et qu'il croyait qu'elles répondaient parfaitement aux principes qui dirigeaient la politique générale de la France et qui peuvent trouver une heureuse application (3). Il écrit un mois plus tard (le 26 octobre 1881) à Bourée, ministre de France à Pékin :

« ... Il n'entre en aucune manière dans notre pensée d'ajouter aux difficultés que vous pourrez rencontrer en Indochine celles que provoquerait un conflit déclaré ou même latent avec l'Empire chinois. Nous éviterons, en conséquence, avec le plus grand soin, de donner à la Cour de Pékin aucun grief légitime contre nous ; mais, d'un autre côté, nous ne saurions renoncer à aucun des droits que nous avons acquis par les traités de 1874, aux prix de réels sacrifices, et pour l'exercice desquels nous n'avons à prendre conseil que de nos intérêts suivant les circonstances (4). »

En dépit de ces déclarations et assurances réitérées de modération, la politique qui s'appuyait sur un déploiement des forces allait, par la force des choses, provoquer un conflit

(1) *Documents diplomatiques français*, 1^{re} série, t. IV, p. 142.

(2) Voir la lettre adressée par Barthélémy Saint-Hilaire à l'amiral Cloué datée du 18 août 1881. *Documents diplomatiques français*, 1^{re} série, t. IV, p. 99.

(3) Livre Jaune, *ibid.*, p. 192.

(4) *Ibid.*, p. 193.

militaire, d'autant plus que le plus petit incident toujours imprévisible, était susceptible d'envenimer l'atmosphère déjà très troublée. Et, malheureusement, c'est précisément ce qui se produisit.

La lettre du Marquis Tseng reçut une réponse tardive le 1^{er} janvier 1882, faite par M. Gambetta, le nouveau titulaire du portefeuille des Affaires étrangères qui croyait inopportun d'engager une discussion de principe et préférait se borner à mentionner que la communication du 27 décembre 1880 (1) contenait l'indication exacte des faits auxquels le Gouvernement français avait le devoir de se tenir. Et il poursuivit :

« Il est, toutefois, un point de votre lettre que je ne saurais laisser passer sans une observation particulière. Le Gouvernement impérial chinois, écrivez-vous, ne peut pas reconnaître le traité de 1874 conclu entre la France et l'Annam. Or, ce traité qui règle précisément nos rapports avec l'Annam, a été officiellement communiqué au Gouvernement chinois, le 25 mai 1875, par le Comte de Rochechouart, chargé d'affaire de France à Pékin, et dans la réponse en date du 15 juin suivant, que le Prince Kong a envoyé à M. de Rochechouart, il n'a été élevé aucune objection contre la conclusion du traité, ni contre aucune de ses clauses ; l'Annam est mentionné simplement comme ayant été autrefois un pays tributaire de la Chine, ce qui ne présente, à vrai dire, qu'un intérêt historique.

« Vous comprendrez sans peine que, dans ces conditions, il nous soit malaisé d'admettre que le Gouvernement chinois vienne contester aujourd'hui un traité existant et déjà entré dans la période d'application depuis près de huit années... (2) »

A cette réponse le Marquis Tseng a répliqué le 8 février par une dépêche à M. de Freycinet qui avait repris la direction des Affaires étrangères, dans laquelle il lui disait notamment :

« Je crois devoir faire observer à Votre Excellence que j'ai vainement recherché dans la réponse du Prince Kong les mots qui pourraient justifier la traduction d'après laquelle l'Annam aurait été seulement « autrefois » un pays tributaire de la

(1) Voir p. 116.

(2) Livre Jaune, *ibid.*, p. 195.

Chine. Car, les termes employés par Son Altesse Impériale signifient que l'Annam a été depuis longtemps, et est encore un pays tributaire de la Chine. D'ailleurs, il est connu de tout le monde que la vassalité du Roi d'Annam à l'égard de l'Empereur de Chine, loin de ne posséder qu'un intérêt purement historique, est un fait prouvé par une continuité d'actes de soumission qui datent de longtemps, et dure jusqu'à l'heure qu'il est.

« Après la déclaration qui a été faite par le Prince Kong, portant atteinte au fondement même du traité, il eût été surrogatoire de discuter les articles qui y sont contenus (1). »

A cette dépêche M. de Freycinet ne croyait pas devoir y répondre, « pour ne pas, disait-il, poursuivre une discussion qui ne saurait aboutir à aucun résultat pratique (2) ». En effet, l'argumentation de la France qui se résume en ce que la Chine avait déjà reconnu le traité de 1874 et renoncé à sa suzeraineté sur l'Annam se fondait surtout sur une erreur de traduction de texte. Il paraît assez difficile de réfuter la thèse du Marquis Tseng. Du reste, la résolution d'employer le procédé brutal au Tonkin étant faite, on préférait naturellement éviter de discuter la question de principe. Par ailleurs une dépêche du 18 mars de Bourée à M. de Freycinet, qui lui rendit compte de son entretien avec Li Hong-tchang, laissait croire que le Gouvernement chinois, en dépit de la vivacité de langage de son représentant à Paris, ne mettait pas d'obstacle à la réalisation des projets français sur l'Annam en tant que la France se bornerait à exercer les droits conférés au Gouvernement de la République par le traité franco-annamite de 1874. M. de Freycinet en déduit que la note remise à Barthélémy Saint-Hilaire par le Marquis Tseng ne devait pas être regardée comme étant l'expression exacte des idées de la Cour de Pékin (3). Toutes ces considérations expliquent que la dépêche du Marquis Tseng soit restée sans réponse.

Cependant, ne pouvant pas tenir la Chine à l'écart, la France ne cessait de donner, par l'intermédiaire de Bourée,

(1) Livre Jaune, *ibid.*, p. 199.

(2) Livre Jaune, *ibid.*, p. 210.

(3) Livre Jaune, *ibid.*, p. 210.

l'assurance qu'elle se proposait seulement d'assurer la liberté du commerce sur le fleuve Rouge et qu'il ne s'agissait ni d'une conquête du Tonkin, ni même d'une expédition militaire (1). On a parfois constaté qu'à ce moment là la position de la Cour de Pékin n'était pas aussi nette que son représentant à Paris et il n'est pas sans intérêt de rechercher l'attitude du Gouvernement de Pékin sur ces entrefaites. En effet, lorsque l'information d'une intervention armée de la France au Tonkin était parvenue en Chine, on lui attribuait généralement l'intention de conquérir ce pays et de se l'annexer. Certes, il n'y avait pas de Parlement ni de presse proprement dite en Chine à cette époque, mais tous les hauts fonctionnaires et même quelques-uns d'ordre secondaire avaient le droit de présenter directement au Trône un mémoire ou un conseil pour exprimer leurs opinions. Parfois, la Cour elle-même leur demandait de les formuler. Il en résulta qu'un courant d'opinions très fort put se former de ces conseils qui tiraient leur force de leur unanimité ou de leur majorité et ce courant d'opinions exerçait une influence parfois très grande, bien qu'elle ne fût pas toujours heureuse, sur la décision de la Cour. Nous citons ici quelques passages de ces conseils pour donner une idée de l'état d'esprit d'alors.

Le 28^e jour de la 10^e lune de la 7^e année du règne de Kouang-siu (le 19 décembre 1881), Tchoa Tê-Juan, membre de l'Académie de Han-lin, disait dans son mémoire au Trône, que « le danger et les menaces qui nous viennent de l'extérieur ont des causes très lointaines et des origines souvent insignifiantes. Si l'on s'en tient à la seule défense de la frontière en négligeant de veiller sur les territoires vassaux qui la touchent, c'est déjà grave. Mais si on la néglige aussi pour réserver sa sollicitude au sol national, ce l'est encore davantage... Depuis quelque temps la France semble nourrir des desseins de conquête, en vue d'annexer le Yué-nam (l'Annam) à son territoire. Ce peut être un grand malheur pour nous, qu'une pareille calamité atteigne ce pays, point sensible de nos possessions extérieures... (2) ».

(1) Livre Jaune, *ibid.*, pp. 211 et 297.

(2) *Tsing Kouang-siu Tchao Tchung Fa Tchiao Chê Chih Liao* (Docu-

Dix jours plus tard, Lieou Kouen-i, vice-roi des Liang-Kiang, disait notamment dans son rapport au Trône que « le Yué-nam a été très ébranlé par l'établissement de la France dans les six provinces de la Cochinchine et par l'installation de ses agents dans les diverses parties du Royaume. Maintenant que les Français concentrent leurs forces navales en vue d'occuper militairement le Tonkin pour pénétrer le Yunnan, ce sont là autant de manœuvres qu'il est difficile de déjouer, tant en ce qui concerne leur étendue que leurs conséquences qui peuvent être incalculables (1) ». A la fin de la 7^e année du règne de Kouang-siu (février 1882), Tchang Chou-Cheng, vice-roi des Deux Kouang disait dans son rapport que « vers la fin de cet été nous avons reçu de Ho Jou-Tchang, Ministre au Japon, des copies reproduites sur des journaux étrangers par lesquelles nous connaissons qu'un certain Français (2) aurait présenté un projet d'occupation du Tonkin. Ensuite un rapport de Houang Kouï-Lan nous renseignait que le même bruit était parvenu au Yué Nan... (3). » Au commencement de la 8^e année du règne de Kouang-siu (mars 1882) Lieou Tchang-Yiou, vice-roi de Yun-Kouei (Yunnan et Kouei-Tchéou) disait dans son rapport : « depuis que les Français ont occupé les six provinces méridionales, des ports ouverts et des églises se trouvent partout dans le pays du Yué-Nam. Ils agissaient orgueilleusement sans trouver aucun obstacle sur leur route. Leur seule préoccupation était les bandes de bandits qui occupaient toujours les points vitaux. Maintenant qu'on a aussi senti un affaiblissement dans les forces des bandits, ils veulent en profiter pour les détruire afin de s'annexer le pays... (4) ».

ments diplomatiques des négociations sino-françaises pendant le règne de l'Empereur Kouang siu), vol. II, p. 2-3. Publication du Musée du Palais Impérial de Pékin.

(1) *Ibid.*, p. 4-5. Voir aussi : *Lieou Tchung-Tcheng Kong Tsoa Chou* (Les conseils de Lieou Kouen-i), vol. 18, p. 56-58.

(2) Le nom ici est traduit en chinois et il nous est impossible de trouver l'original.

(3) *Tsing Kouang-siu Tchao Tchung Fa Tchiao Chê Chih Liao* (Documents diplomatiques des négociations sino-françaises pendant le règne de l'Empereur Kouang-siu), vol. II, p. 9-10.

(4) *Lieou Ou Cheng Kong Yi Chou* (Les œuvres de Lieou Tchang Yiou), vol. 17, p. 33-38.

Tous les quatre ont conseillé de fournir une assistance militaire au Roi Tu-Duc. Les trois derniers rapports que nous venons de citer étaient en réalité des réponses adressées à l'Empereur qui avait communiqué un mémoire du Tsong-li-Yamen aux membres du Conseil privé et Vice-rois des provinces méridionales et leur demandait des conseils. En effet, dès le 6 décembre 1881 (le 15^e jour de la 10^e lune de la 7^e année du Règne de Kouang-siu), le Tsong-Li-Yamen que dirigeait le Prince Kong a présenté un rapport au Trône qui exprimait la crainte que « si on tolérât que la France occupe le territoire tout entier du Yué-Nam (l'Annam), cela troublerait ultérieurement la sécurité du Kouang-Toung occidental, sécurité solidaire de celle de l'Annam, et créerait des soucis considérables » (1). Par conséquent, l'objet principal visé par la Chine dans les négociations était d'obtenir de la France la promesse formelle de ne point conquérir le Tonkin. Quant au traité de 1874, il semblait que, bien que la Chine ne voulut pas le reconnaître en termes exprès à cause de son prestige et son amour-propre, elle n'avait pas non plus pour objet d'obtenir sa dénonciation par les deux parties. Ainsi le rapport du Tsong-li-Yamen disait :

« ... Tseng Ki-tsê (le Marquis Tseng) ne cessait de répéter au ministère français des Affaires étrangères que la Chine ne voulait point ouvrir la province du Yunnan au commerce étranger. Elle ne reconnaît pas les traités que la France avait conclus avec l'Annam. Si la France se bornait à assurer ses intérêts commerciaux, la Chine pourrait encore tolérer la faute commise par l'Annam d'avoir conclu un traité à son insu. Si la France cherchait à s'avancer davantage, ce serait méconnaître la volonté de la Chine de maintenir l'amitié. Il (Tseng) nous a aussi adressé la copie de la note qu'il remit au Ministère français des Affaires étrangères (2). »

(1) *Tsing Kouang-siu Tchao Tchung Fa Tchiao Ché chih Liao* (Documents diplomatiques des négociations sino-françaises pendant le règne de l'Empereur Kouang-siu), vol. II, p. 1.

(2) *Tsing Kouang-siu Tchao Tchung Fa Tchiao chih Liao* (Documents diplomatiques des négociations sino-françaises pendant le règne de l'Empereur Kouang-siu), vol. II, p. 1.

Il en ressort que la Chine consentirait à ne pas persister dans son attitude de ne pas reconnaître le traité de Saïgon à condition que la France renoncerait à une conquête du Tonkin. En d'autres mots, si la France déclarait qu'elle ne s'emparerait pas du Tonkin, la Chine ne protesterait plus contre le traité de 1874. C'était le point de vue de Tsong-li-Yamen aussi bien que l'idée directrice suivie par le Marquis Tseng dans ses négociations. Li Hong-tchang, le vice-roi du Tché-li, qui s'était chargé de la négociation avec la France, était en général en communauté de vues avec le Tsong-li-Yamen. Sa manière de voir était que le traité de 1874 était un fait accompli. Si nuisible qu'il fût aux intérêts de la Chine, il n'aurait été guère possible de le supprimer. L'objet essentiel pour la Chine devait se borner à obtenir de la France qu'elle ne s'annexât pas le pays. C'est pourquoi dans sa première entrevue avec Bourée le 12 décembre (c'est-à-dire six jours après le rapport du Tsong-li-Yamen), il soulignait particulièrement que la Chine ne saurait demeurer indifférente à ce que la France s'empare du Yué-Nam (ou l'Annam) (1). Après que Bourée l'avait démenti catégoriquement, Li Hong-tchang écrit alors au Tsong-li-Yamen :

« Le Yué-Nam (l'Annam) est parvenu à un état excessivement faible et fait appel à l'assistance des Français dans tous les domaines. Puisqu'une convention a été conclue, je crains que ce ne soit pas dans le pouvoir de la Chine de la supprimer. Mais l'attitude du ministre français me laisse croire que la France ne songe pas pour l'instant à s'annexer le pays. Il me semble que la politique que nous pouvons adopter, c'est de ni trop s'avancer ni trop reculer et d'essayer la conciliation et la médiation suivant les circonstances du temps (2). »

En fait, laissant de côté les circonstances qui présidèrent à la conclusion du traité de Saïgon, le fait que huit années

(1) *Li Ouen Tchung Kong Tsuan Chou, Yi-chou-hang-kao* (Les brouillons des correspondances échangées avec les Gouvernements étrangers dans les *Œuvres complètes* de Li Hong-Tchang), vol. 12, p. 44.

(2) *Li Ouen Tchung Kong Tsuan Chou, Yi-Chou-Hang-Kao* (Les brouillons de correspondances échangées avec les Gouvernements étrangers dans les *Œuvres complètes* de Li Hong-tchang), vol. 12, p. 43.

s'étaient écoulées déjà avait rendu matériellement impossible son annulation. De plus, la France, bien entendu, se refuserait à entendre tout argument de cet ordre, même impeccablement fondé. C'est pourquoi Li Hong-tchang, qui paraît avoir une compréhension plus exacte de la situation, ne préconisait pas une politique qui consistait à obtenir énergiquement l'annulation du traité. Si le Tsong-li-Yamen avait porté le traité de Saïgon à l'ordre du jour, c'était surtout pour rappeler à la France qu'elle ne pouvait tenir la Chine à l'écart en négociant directement avec l'Annam et que toute question soulevée entre la France et l'Annam regardait également la Chine. Il ne semblait pas toutefois qu'il eut pris la ferme décision d'enterrer le traité. Mais comme c'était une question d'une importance capitale et lourde de conséquences en ce sens qu'elle mettait en cause le prestige du Gouvernement impérial à l'égard de son vassal, la Cour de Pékin ne pouvait pas montrer clairement ses velléités. Ce sont sans doute ces difficultés qui expliquent qu'au début du mois de septembre le décret impérial disait encore : « Que Tseng Kî-tsé (le Marquis Tseng) tienne fermement notre thèse précédente et discute incidemment s'il en trouve l'occasion favorable afin de porter avantage à la situation générale (1). » D'où vient la note du marquis Tseng du 24 septembre (2). Puisque cette note fut remise deux mois avant l'entrevue entre Li Hong-tchang et Bourée (3), il n'est pas étonnant qu'elle ne correspondait pas exactement à l'attitude du Li Hong-tchang.

Il y a lieu de remarquer aussi que la manière de voir de Li Hong-tchang était que la Chine devait rechercher désormais à préserver l'intégrité territoriale de l'Annam et ne devait s'engager dans des discussions doctrinales qui ne sauraient aboutir à aucun résultat pratique. Ce n'est pas qu'il se souciait peu du sort de ce pays mais il semblait être plus réaliste. Il avait d'abord pensé à ouvrir l'Annam au commerce international pour entraver la liberté d'action de la France et tenir ainsi en

(1) *Tseng Hwei Ming Kong Yi Tsi* (Les œuvres de Tsen Kî Tsé), vol. 4, p. 10.

(2) Voir p. 122.

(3) Voir p. 130.

échec ses vues envahissantes. C'est dans cet ordre d'idées que, dans une entrevue avec M. T. Wade, ministre d'Angleterre en Chine, au milieu de décembre, il a essayé de persuader celui-ci de proposer au Foreign Office d'envoyer des missions en Annam pour y négocier un traité de commerce (1). A cette ouverture, M. T. Wade répondit que même si l'Angleterre négociait un traité avec l'Annam, ce traité ne saurait sortir du domaine du traité commercial franco-annamite (2). Il semblait qu'au point de vue international, l'installation de la France en Annam ait été regardée comme un fait accompli. Li Hong-tchang s'en rendit compte. D'ailleurs, Bourée venait précisément de lui assurer que la France ne nourrissait aucun projet d'agression. Par conséquent il n'insistait pas pour le moment.

(1) *Li Ouen Tchung Kong Tsuan Chou, Yi-Chou-Hang-Kao* (Les brouillons des correspondances échangées avec les Gouvernements étrangers dans les *Œuvres complètes* de Li Hong-tchang), vol. 12, p. 43.

(2) *Ibid.*, vol. 13, p. 4.

CHAPITRE XVI

Le « fâcheux » incident de Hanoï.

La France à cette époque n'avait-elle en vue que d'assurer la police des embouchures du fleuve Rouge ou visait-elle aussi à l'occupation militaire du Tonkin ? Voilà la clef de la question. En effet, De Freycinet était le premier partisan d'une expédition aboutissant à une occupation du fleuve jusque dans sa partie supérieure (1). C'est ainsi qu'on lui attribuait la résolution d'inaugurer le rétablissement de la suprématie française en Orient par l'annexion du Tonkin (2). Or, à la lumière des documents officiels, la vérité est qu'à ce moment-là la politique du Gouvernement de Paris à l'égard du Tonkin était incontestablement toute de modération et de prudence. En effet, à cause des bandits et des rebelles qui occupaient toujours cette région la navigation sur le fleuve Rouge ne présentait aucune sécurité. Dès le 22 décembre 1881, Le Myre de Vilers, dans une lettre adressée à Rouvier, Ministre du Commerce et des Colonies, lui signalait l'impuissance de la cour de Hué et la nécessité de faire respecter les traités de 1874 en agissant au Tonkin.

« Nous n'avons pas à entreprendre, écrit-il, d'expédition militaire, puisque nous n'avons devant nous aucune force capable de nous résister... C'est politiquement, administrativement, pacifiquement et progressivement qu'il faut opérer (3). »

A la suite du rapport du Consul de France à Hanoï, lui rendant compte de la menace des Pavillons Noirs (4), Le Myre de

(1) Voir p. 112.

(2) Norman (C. S.), *op. cit.*, p. 173.

(3) *Documents diplomatiques français*, 1^{re} série, tome IV, p. 212.

(4) Livre Jaune, *ibid.*, p. 194.

Vilers adressait le 16 janvier 1882 à Rouvier le télégramme suivant :

« En présence de l'impuissance du Gouvernement de Hué et devant l'attitude des Pavillons Noirs, il me paraît indispensable de doubler notre garnison de Hanoï.

« Le Drac partira jeudi.

« Il n'y aura pas d'opération militaire ; je prendrai seulement des mesures préventives.

« Je n'ai pas besoin de crédit (1). »

Le lendemain il écrivit à Reinhart, Chargé d'Affaires de France à Hué, une lettre pour lui indiquer les raisons qui l'avaient obligé à doubler la garnison de Hanoï. Il l'invitait à prévenir le Thuong-bac (2) de ces dispositions et à réclamer le concours des autorités locales pour faciliter soit l'installation provisoire des troupes françaises, soit la création d'un nouveau poste au confluent de la rivière Claire pour assurer la libre navigation du fleuve. Il ajoutait :

« Cette manière de procéder vis-à-vis du Gouvernement annamite lui indiquera clairement que nous ne voulons pas sortir de la ligne de conduite pacifique que nous tenons à son égard...

« Mes instructions au Commandant de la division navale lui recommandent d'éviter toute complication pouvant amener une action militaire. Je vous en envoie la copie (3). »

Voici les instructions qu'il donna le même jour au commandant Rivière, chef de la division navale pour la mission qui lui fut confiée :

« Vous voudrez bien donner des instructions pour que « le Drac » appareille jeudi soir et porte au Tonkin deux compagnies de renfort ; je désire que vous présidiez à cette opération.

« Vous connaissez, mon cher commandant, les vues du Gouvernement de la République. Il ne veut à aucun prix, faire à 4.000 lieues de la France une guerre de conquête qui entraînerait le pays dans de graves complications.

« C'est politiquement, pacifiquement, administrativement

(1) *Documents diplomatiques français*, 1^{re} série, t. IV, p. 228.

(2) Le Ministère annamite des Affaires Etrangères.

(3) Livre Jaune, *ibid.*, p. 201.

que nous devons étendre et affermir notre influence au Tonkin et en Annam ; aussi la mesure que nous prenons aujourd'hui est-elle essentiellement préventive.

« Vous devez donc n'avoir recours à la force qu'en cas d'absolue nécessité et je compte sur votre prudence pour éviter cette éventualité, peu probable d'ailleurs.

.

« Dans le cas, peu probable, où vous rencontreriez des troupes impériales chinoises, vous éviteriez soigneusement un conflit. »

Et il conclut en ces termes :

« Mais je compte sur votre patriotisme et votre sagesse pour ne pas engager le Gouvernement de la République dans une voie qu'il ne veut pas suivre. Toute ma pensée peut se résumer en cette phrase : « Evitez les coups de fusils ; ils ne serviraient à rien qu'à vous créer des embarras (1). »

C'était, en termes émouvants, un véritable programme pacifique. Le départ fut fixé au 19 janvier. Le 18, arriva un contre-ordre de Gougéard, ministre de la Marine, qui prescrit de ne rien entreprendre avant l'arrivée de l'Amiral Pierre, désigné pour prendre le commandement des forces de terre et de mer.

Le Myre de Vilers, qui n'acceptait pas une pareille diminution de ses attributions, envoyait par deux fois sa démission. Elle fut refusée par le ministre du Commerce, Rouvier, auquel les colonies étaient aussi attribuées dans la nouvelle combinaison ministérielle (2). Le 1^{er} février, on apprit à Saïgon la chute du Ministère Gambetta. Avec le Cabinet Freycinet, l'Amiral Jauréguiberry reprit le portefeuille de la Marine et des Colonies (3). Il donna son approbation à ces instructions le 4 mars parce que Le Myre de Vilers « avait exactement suivi les intentions de son Département (4) ». De son côté,

(1) Livre Jaune, *ibid.*, p. 202-204.

(2) Voir le Vice-amiral de Marolles, *Journal de l'expédition Rivière*, dans la *Revue des Deux-Mondes* du 15 novembre 1929.

(3) Charles Baude de Maureceley, *Le Commandant Rivière et l'expédition du Tonkin*, p. 107.

(4) Livre Jaune, *ibid.*, p. 206.

de Freycinet, ministre des Affaires étrangères, écrivait à son collègue de la Marine, l'Amiral Jauréguiberry, le 16 mars 1882, qu'il ne pouvait qu'approuver ces instructions et il lui présentait quelques observations destinées à bien marquer la manière dont ces ordres devraient être interprétés par celui même qui les a donnés et exécutés par le commandant des forces militaires :

« L'ouverture effective du fleuve Rouge, considérée par nous comme la simple application des traités de 1874, comporte bien en effet la dispersion des Pavillons noirs et l'établissement d'un ou plusieurs petits postes fortifiés sur le cours du fleuve. Elle ne saurait comporter, au contraire, l'occupation d'aucun territoire avoisinant. Comme le fait observer M. Le Myre de Vilers, « c'est politiquement, pacifiquement que nous devons étendre et affermir notre influence au Tonkin et en Annam » ; mais je m'explique un peu moins clairement dans quel sens il a ajouté les mots : « et administrativement » ; « notre action en effet, me paraît devoir être localisée avec soin et ne saurait s'exercer par aucune prise de possession, même mitigée et administrative, des villes et provinces annamites (1) ».

Ce sont des preuves authentiques attestant qu'en ce moment-là la politique de la France n'était pas du tout de faire une conquête du Tonkin, l'objet principal des préoccupations de la Chine. D'ailleurs, Freycinet tenait particulièrement aux précautions recommandées à Rivière pour prévenir tout contact avec les troupes régulières chinoises (2). Nous voyons donc qu'à cette époque-là aucun élément fondamental de désaccord n'existait sur la voie d'une entente entre la Chine et la France. Si les hommes d'Etat de part et d'autre, en s'écartant des thèses doctrinales et de la question de prestige, avaient toujours eu présent à l'esprit ce qu'ils voulaient et ce qu'ils ne voulaient pas et s'étaient appliqués uniquement à chercher un terrain pratique d'entente en tenant compte des intérêts de tous les partis intéressés, un règlement pacifique de la question du Tonkin n'aurait pas été impossible.

(1) *Documents diplomatiques français*, 1^{re} série, t. IV, p. 269.

(2) *Ibid.*

Il n'est peut-être pas sans intérêt de rechercher ici pourquoi Le Myre de Vilers, au lieu de faire appel aux deux anciens officiers, Rheinart et Kergaradec, dont il disposait et qui étaient éminemment qualifiés par leur longue expérience du pays, ou à l'un des administrateurs expérimentés de son entourage, avait confié le soin de diriger cette délicate mission à Rivière, un nouveau venu qui avait été conduit en Cochinchine par un simple hasard de carrière et qui en ignorait la langue et les usages. Ce choix s'expliquait en réalité précisément par le programme essentiellement pacifique et très personnel de Le Myre de Vilers. Il était en droit d'espérer qu'un nouvel arrivant, sans idées préconçues, se conformerait strictement à ses instructions. L'exemple de Francis Garnier neuf ans plus tôt donnait à réfléchir. D'autre part, Le Myre de Vilers connaissait Rivière de longue date. Il en appréciait la souple intelligence, le septicisme prudent et la pondération qu'il jugeait capable de résister à la griserie de succès purement militaires (1).

Or, les événements ultérieurs ont prouvé que Le Myre de Villers s'était trompé dans ses illusions (2). Il y eut à l'action de Rivière des raisons d'ordre divers, même des raisons littéraires. En effet, Rivière était romancier à ses heures. « Marin et lettré, il caressait deux ambitions, l'habit vert et les étoiles d'amiral (3) » et des succès militaires augmenteraient les chances de sa candidature à l'Académie française. Avec une petite troupe d'hommes il n'hésita pas à entrer en lutte ouverte avec les troupes tonkinoises. Il s'empara le 25 avril de la citadelle de Hanoï par un coup de surprise (4). Rivière a évi-

(1) André Masson, *Correspondance politique du Commandant Henri Rivière au Tonkin*. Introduction, p. 23.

(2) « M. le Myre de Vilers s'était trompé. Il avait espéré que le chef qu'il envoyait ferait la guerre en homme de plume, et voilà qu'au lendemain seulement de son départ, l'auteur de « Pierrot » et de « Caïn » et de tant d'œuvres charmantes, ne rêvait que batailles, pour gagner, comme il le disait : « l'Académie en passant par le Tonkin ». M. A. Gervais, *La Conquête du Tonkin*, *Revue scientifique*, 1885, p. 739.

(3) André Masson, *loc. cit.* Introduction, p. 1.

(4) Voir M. A. Gervais, *La Conquête du Tonkin*. *Revue scientifique*, 1885, p. 737 ; Sarzeau (Commandant J.), *Récits de guerre, Les Français*

demment outrepassé les instructions reçues en engageant des hostilités en règle (1) et la prise de la citadelle contrariait tous les projets de Le Myre de Vilers. Celui-ci n'avait jamais désespéré d'une solution pacifique et les premières nouvelles reçues de Hanoï l'avaient inquiété. Le 27 avril, il écrit à l'amiral Jauréguiberry :

« A la dernière heure, le Commandant Rivière s'est laissé impressionner par son entourage qui, permettez-moi l'expression, Monsieur le Ministre, ne rêve que plaies et bosses. Le Commandant Rivière est un homme trop prudent et trop sensé pour s'engager à la légère dans une voie contraire à l'esprit de vos instructions. Il attendra certainement le retour du courrier avant d'agir (2). »

Le 29, n'ayant pas encore reçu la nouvelle de la prise de la citadelle, il envoyait encore à Rivière des instructions pacifiques et des conseils de prudence (3). Ce n'est donc point étonnant que, lorsqu'il apprit la prise de la citadelle, il adressait au Commandant le 2 mai des félicitations assez froides : « Cette mesure était-elle indispensable ? J'en doute. Les forteresses que l'on prend sans coup férir sont rarement redoutables. » Mais il ajoutait :

« Quoi qu'il en soit, le fait est accompli et j'en accepte ma part de responsabilité, mais je vous renouvelle mes recom-

au Tonkin, 1895 ; Le Vice-amiral de Marolles, Journal de l'expédition Rivière dans la *Revue des Deux-Mondes* du 15 novembre et du 1^{er} décembre 1929.

(1) « Nous ne craignons pas de dire hautement, la conduite du Commandant Rivière fut blâmable. Loin de se conformer aux instructions si précises et si pacifiques que nous avons rapportées, il se lança avec une précipitation inconsidérée dans une de ces aventures sanglantes qu'il avait l'ordre formel d'éviter et qui devait se terminer par sa mort et celle de tant de nos malheureux compatriotes. » Sarzeau (Commandant J.), *Les Français au Tonkin*, p. 82.

(2) Archives centrales de l'Indochine à Hanoï, Amiraux, B.21 (35), p. 200, citées par André Masson, Correspondant politique du Commandant Henri Rivière au Tonkin.

(3) Lettre de M. Le Myre de Vilers au Commandant Rivière, le 29 avril 1882. Archives centrales de l'Indochine à Hanoï, Amiraux, B.223 (7), n° 1. Masson, *loc. cit.*, p. 90.

mandations de n'avoir recours à la force contre les autorités régulières qu'en cas d'absolue nécessité (1). »

Si Le Myre de Vilers acceptait le fait accompli, il n'entendait rien changer à sa politique. Il précisait notamment dans sa lettre que la prise de la citadelle ne modifierait pas son programme et qu'il suffit de veiller à l'application de l'acte de 1874. Au sujet des troupes impériales chinoises, il renouvelait ses recommandations à Rivière d'éviter toute rencontre (2). Dans sa lettre du 15 juillet, il désignait encore la prise de la citadelle sous le nom de fâcheux incident de Hanoï (3).

En France, si l'amiral Jauréguiberry applaudissait à la vigueur et à l'entrain avec lesquels cette affaire a été menée il n'approuva pas moins les nouvelles instructions pacifiques de Le Myre de Vilers et sa recommandation à Rivière d'éviter des complications inutiles, « l'état de l'Europe (4) ne permettant pas à la France de s'engager dans des entreprises longues et coûteuses (5). » Et dans la dernière partie il tenait à retracer la politique de son Département : « Profiter du terrain acquis par notre acte de vigueur pour asseoir d'une manière plus complète notre autorité et notre influence dans le bassin du Song-Koy, sans avoir recours à l'occupation effective du pays (6). »

De tout cela il ressort clairement que les opérations malheureuses de Rivière n'étaient qu'une initiative individuelle dictée par des ambitions personnelles. Ce serait donc se mettre en contradiction avec les vérités historiques que d'attribuer à la France le dessein prémédité de conquérir le Tonkin de vive force comme certains l'ont fait.

(1) Lettre de M. Le Myre de Vilers au Commandant Rivière le 2 mai 1882. Archives Centrales de l'Indochine à Hanoï, Amiraux, B.223(7), n° 2. Masson, *loc. cit.*, p. 91.

(2) Lettre de M. le Myre de Vilers au Commandant Rivière, le 2 mai 1882, Archives Centrales de l'Indochine à Hanoï, Amiraux, B.223 (7), n° 2. Masson, *loc. cit.*, p. 91.

(3) Lettre de M. Le Myre de Vilers au Commandant Rivière le 15 juillet 1882. Archives Centrales de l'Indochine à Hanoï, Amiraux, 13.223 (7), n° 21. Masson, *loc. cit.*, p. 125.

(4) L'affaire d'Égypte.

(5) Cordier, *Histoire des relations de la Chine...*, II, p. 352.

(6) On trouve le texte complet de cette lettre dans Cordier, *loc. cit.*, pp. 357-359.

CHAPITRE XVII

Les répercussions de l'incident de Hanoï

Le fâcheux incident de Hanoï eut une répercussion très grave sur l'évolution du conflit franco-chinois. En effet, la prise de la citadelle de Hanoï a produit une émotion considérable à Pékin. Comme Le Myre de Vilers lui-même n'avait pas manqué de le prévoir, « la question chinoise est posée depuis le jour du bombardement de Hanoï (1) ».

En effet le centre de gravité de l'activité diplomatique a été toujours à Paris. Depuis le mois de septembre 1881 jusqu'à mars 1882, la démarche du Marquis Tseng auprès du Gouvernement français se concentrait toujours autour de la question de la suzeraineté chinoise et de la négation du traité de 1874. Du côté français on persistait à y voir une question de principe sur laquelle on refusait d'engager toute discussion, tout en déclarant qu'on n'avait pas l'intention d'envahir le Tonkin. De part et d'autre, on n'a pas pris l'initiative de proposer un moyen pratique de règlement.

Le 6 mai, le Marquis Tseng, s'étant ému de la nouvelle parvenue à Paris de la prise de la citadelle de Hanoï, présenta par écrit et de vive voix à de Freycinet des observations fondées sur le droit de suzeraineté de la Chine sur l'Annam, rappela les assurances données auparavant par de Freycinet

(1) Lettre de Le Myre de Vilers au Commandant Rivière le 9 septembre 1882. Archives Centrales de l'Indochine à Hanoï, Amiraux, B.223 (7), n° 44. La veille, Le Myre de Vilers écrivait au Ministre de la Marine : « Notre situation en Indochine est devenue très délicate depuis le bombardement d'Hanoï. Avant cet incident, nous n'avions à compter qu'avec l'Annam, aujourd'hui la question s'est déplacée, ce coup de force a éveillé la défiance de la Chine dont l'intervention armée paraît probable. » Archives Centrales de l'Indochine à Hanoï, Amiraux, B.21 (35), pp. 228-229. Voir Masson (André), *loc. cit.*, p. 274, note (49).

dans l'entretien du 3 mai et demanda le retrait des troupes françaises (1).

Cette lettre indisposa de Freycinet qui répondit au Marquis Tseng le 31 mai en termes énergiques que « le Gouvernement de la République, soucieux de faire respecter un acte qu'il a signé, avait donné aux autorités coloniales en Cochinchine, l'ordre d'assurer l'exécution du traité conclu entre la France et l'Empire annamite en 1874 » et que les mesures relatives à l'exécution du traité concernaient exclusivement les deux Etats signataires et qu'en conséquence le Gouvernement français n'avait aucune explication à fournir au Gouvernement chinois (2). Avant de remettre cette note au Marquis Tseng, il avait envoyé (12 mai) une dépêche à Bourée, l'invitant à régler son attitude sur celle que de Freycinet avait observée lui-même à l'égard du Ministre de Chine à Paris, au cas où le Tsong-li-Yamen viendrait à l'entretenir des affaires du Tonkin (3).

La prise de Hanoï semblait avoir une influence très sensible sur l'évolution de l'attitude du Quai d'Orsay. Dans l'entretien du 3 mai avec le Marquis Tcheng, de Freycinet avait déclaré que « le Gouvernement français n'avait reçu aucune nouvelle précise au sujet de la prise de Hanoï et que s'il était vrai, comme le bruit en avait couru, que la ville de Hanoï avait été attaquée et prise par les troupes françaises, ce serait à l'insu du Gouvernement de la République, donc, sans son autorisation (4) ».

Tout autorise à penser que c'était la vérité et non point un prétexte car il a été établi que le Commandant Rivière avait pris la citadelle de Hanoï de sa propre initiative, outre-passant, du reste, et l'esprit et la lettre des instructions reçues (5). Ce

(1) Livre Jaune, *ibid.*, p. 212.

(2) *Documents diplomatiques français*, 1^{re} série, t. IV, p. 339.

(3) Livre Jaune, *ibid.*, p. 213.

(4) Livre Jaune, *ibid.*, p. 212.

(5) Rivière a envoyé de Hanoï à l'amiral Jauréguiberry un rapport détaillé en date des 27 avril et 13 mai sur la prise de la citadelle. (Archives Centrales de l'Indochine à Hanoï, Etat-Major, Registre Rivière, n° 661. Publié dans le Livre Jaune, 1^{re} partie, pp. 246-254). L'amiral Jauréguiberry avait envoyé la copie de ce rapport au Département des

qu'il y a à regretter, c'est que, lorsque la nouvelle de la prise de Hanoï fut confirmée, le Gouvernement de Paris, loin de chercher le moyen de remédier à cet état de choses dont il n'était point responsable, acceptait le fait accompli sans son autorisation. Et de Freycinet prétendait que le Marquis Tseng, par suite d'une interprétation inexacte, aurait attribué à ses paroles un sens ou une portée qu'elles ne sauraient avoir (1).

Le Marquis Tseng, indisposé à son tour, adressait le 14 juin une réponse à de Freycinet faisant valoir que la Chine ne pourrait accepter la thèse d'après laquelle ce qui se passait au Tonkin ne concernait pas la Chine. Il conclut en ces termes :

« Si une souveraineté séculaire sur le Tonkin, une frontière contiguë de plusieurs milliers de lieues, une colonie nombreuse établie dans le pays, des intérêts commerciaux dont l'étendue ne le cède à aucun pays quelconque, la navigation d'un fleuve qui est le débouché des produits du sud-ouest de la Chine, si, dis-je, tous ces titres réunis ne donnent pas au Gouvernement Impérial le droit de s'intéresser à ce qui se passe au Tonkin, je serais heureux de savoir, Monsieur le Ministre, ce qui pourrait conférer un pareil droit (2). »

A raison du « manque de convenance » de cette communication, de Freycinet n'y répondit pas et pria en même temps Bourée d'en aviser le Tsong-li-Yamen, en faisant observer à ce dernier qu'il ne devait pas s'en étonner et qu'on ne répondrait pas à son représentant à Paris s'il ne changeait pas le ton de sa correspondance (3).

A Pékin, le 10 mai, les Ministres du Tsong-li-Yamen rendirent une visite à Bourée à sa Légation, pour l'entretenir sur ce qui se passait au Tonkin et lui demander d'aviser le Gouvernement français pour « rappeler que l'Annam est placé

Affaires Etrangères le 28 juin. (Livre Jaune, *ibid.*, p. 245-254). Si Le Myre de Vilers a envoyé le 1^{er} mai un télégramme à l'amiral Jauréguiberry lui rendant compte du bombardement de la citadelle, ce ne fut qu'un télégramme très succinct. (*Documents diplomatiques français*, 1^{re} série, t. IV, p. 294). Les détails n'en furent pas alors connus.

(1) Livre Jaune, *ibid.*, p. 214.

(2) Livre Jaune, *ibid.*, p. 269.

(3) Livre Jaune, *ibid.*, p. 268.

sous la suzeraineté de la Chine et pour demander que le fait soit ainsi constaté (1) ».

Le Tsong-li-Yamen n'avait en vue aucun objet précis dans ses négociations et la démarche ne devait aboutir en aucun résultat pratique. Ce qui paraît certain c'est que les membres du Tsong-li-Yamen visaient essentiellement à obtenir la garantie que la France ne conquerrait pas le Tonkin. Au sortir de cette conférence, Bourée écrivait à de Freycinet que « de toute façon, on serait très philosophe à Pékin sur ce que nous croirions devoir faire au Tonkin, pourvu que nous ménagions des susceptibilités qui semblaient n'avoir nul souci de devenir agressives (2) ». Cette dépêche renforçait le Quai d'Orsay dans son attitude d'éviter toute négociation avec le Marquis Tseng. Dès ce moment, le Centre des négociations diplomatiques semblait se déplacer de Paris à Pékin.

Après la prise de la Citadelle, Rivière entendait d'abord ne pas limiter ses succès à Hanoï, mais les poursuivre en s'emparant de Sontay. Il voulait surtout tirer parti de sa victoire en imposant un traité nouveau à la Cour de Hué et en l'obligeant à reconnaître le protectorat effectif de la France sur l'Annam ou tout au moins sur le Tonkin (3). D'autre part, l'attitude du Gouvernement de Paris semblait être nettement tracée dans une lettre datée du 30 juin de l'amiral Jauréguiberry, Ministre de la Marine et des Colonies à de Freycinet :

« Quant aux réclamations directes du Gouvernement chinois, votre Département s'est toujours associé au mien, notamment lorsqu'il s'est agi de l'envoi d'une ambassade de Tu-Duc en Chine, pour reconnaître combien il importait que toute immixtion du Céleste Empire dans nos rapports avec l'Annam fut nettement écartée.

« Nous sommes au Tonkin en vertu des droits que nous donne la situation spéciale qui nous est reconnue dans des traités réguliers et parce que la sécurité des Européens et la libre navigation du Song-Koï n'ont pas pu être assurées par le gouvernement de Hué, comme il s'y était engagé. Nous

(1) Livre Jaune, *ibid.*, p. 273-276.

(2) Livre Jaune, *ibid.*, p. 276.

(3) Masson, *loc. cit.*, p. 81-85.

ne pouvons laisser mettre en doute notre prépondérance dans les affaires du Tonkin sans perdre le bénéfice de nos longs efforts et de nos sacrifices (1). »

Devant une telle attitude il est assez évident qu'à ce moment-là toute argumentation de la suzeraineté chinoise ou discussion de principe avec la France serait vouée à l'échec.

Précisément, dans l'été de 1882, on sait que la France craignait le déclenchement d'une grave crise en Egypte et elle hésitait à s'attirer de nouvelles difficultés en Indochine (2). La chute du Ministère de Freycinet au début d'août amena un relâchement de la tension anglo-française à propos des affaires égyptiennes. On ne songea plus à un débarquement à Alexandrie et le nouveau président du conseil Duclerc estime qu'il fallait chercher des compensations pour cet échec dans les autres parties du monde. Lorsque le Marquis Tseng le pria de répondre à sa lettre du 14 juin qui restait toujours sans réponse, Duclerc ne lui donna pas satisfaction mais lui fit observer que c'était à Pékin que les pourparlers auraient lieu et que le Ministre français à Pékin ferait connaître, si c'était nécessaire, au Tsong-li-Yamen, le point de vue du Gouvernement français (3).

Le 29 septembre Duclerc écrivait à Bourée une lettre dans laquelle il faisait remarquer qu'un revirement s'était produit dans l'esprit de la Cour de Hué qui, disait-il, au commencement du mois de juillet manifestait les dispositions les plus conciliantes et l'on pouvait croire qu'un traité complémentaire de celui de 1874, plus ferme et plus précis que ce dernier, placerait prochainement l'Annam sous le protectorat, à peu près dans les mêmes conditions que la Tunisie (4). Il attribuait ce changement dans la politique annamite à l'influence de la Chine et il donnait cet ordre à Bourée : « Il importe donc que votre influence continue à s'exercer à Pékin, en vue de détourner la Chine de cette politique d'in-

(1) Livre Jaune, *ibid.*, p. 264.

(2) Voir Livre Jaune, *Affaire d'Egypte*, 1880-1882 et Freycinet (C. de), *La question d'Egypte*, 1905.

(3) Livre Jaune, *ibid.*, p. 297.

(4) Livre Jaune, *ibid.*, p. 301.

trigues stériles qui ne nous amèneront pas plus à renoncer à nos projets au Tonkin, que les manœuvres de La Porte ne nous ont fait évacuer la Tunisie (1).

D'ailleurs avec le ministère Duclerc, l'amiral Jauréguiberry reprit sa liberté d'action. Le même jour (29 septembre) il écrivait à Le Myre de Vilers :

« Nous sommes bien résolu à repousser énergiquement l'intervention de la Chine dans les affaires de l'Annam, et j'ai lieu de penser que cette attitude bien nette de notre part suffira à faire disparaître toute démonstration sérieuse de ce côté. Quant aux affaires d'Égypte, elles sont maintenant entrées dans une phase qui ne peut avoir aucune influence directe sur notre politique au Tonkin... J'aime à penser que vous trouverez l'occasion de renouer avec l'Annam les négociations nécessaires pour apporter au traité du 15 mars 1874 des modifications qui nous assurent sans conteste le protectorat de ce pays et une action prépondérante dans le Tonkin (2). »

C'est au reçu de cette dépêche ministérielle que Le Myre de Vilers envoyait à Rivière ses instructions du 5 novembre, d'après lesquelles celui-ci devrait s'opposer énergiquement à toute immixtion de la Chine, arrêter les soldats chinois et bombarder les forts du fleuve Rouge occupés par les Pavillons Noirs (3).

Cela n'empêchait Duclerc de dire, dans sa lettre du 26 septembre à l'amiral Jauréguiberry, que les dispositions que Bourée avait trouvées au Tsong-li-Yamen ont paru beaucoup plus conciliantes, et c'était dans un ton bien différent de celui du Marquis Tseng que les membres du Conseil des Affaires étrangères s'étaient exprimés sur la politique française dans la péninsule indochinoise, et il en concluait qu'il y avait tout lieu d'espérer que les bons rapports entre la

(1) Livre Jaune, *ibid.*, p. 302. Voir aussi *Documents diplomatiques français*, 1^{re} série, t. IV, p. 507-508.

(2) Cordier, *Histoire des relations de la Chine...*, II, p. 357-359.

(3) Lettre de Le Myre de Vilers au Commandant Rivière le 5 novembre 1882. Archives Centrales de l'Indochine à Hanoï, Amiraux, B.223 (7), n° 55. Masson, *loc. cit.*, p. 157.

Chine et la France ne seraient pas sérieusement troublés par l'expédition française dans le Song-Koï (1).

Néanmoins la France refusait toujours d'engager une discussion de principe avec le marquis Tseng et les instructions données à Bourée par le Quai d'Orsay se concentraient toutes autour du principe vague que la France ne pourrait admettre en aucun cas l'ingérence de la Chine dans les affaires du Tonkin. De part et d'autre, on ne se résignait pas à proposer un programme « constructif » et réaliste pour servir de base de négociation en vue d'une solution pacifique. Si le bombardement de Hanoï n'avait été, pour la France, qu'un fâcheux incident, ses répercussions en Annam et en Chine étaient beaucoup plus graves. La situation au Tonkin s'embrouillait de jour en jour. La haine des Pavillons Noirs contre les troupes françaises ne cessa de grandir. Parmi ces inquiétudes la France se voyait dans l'obligation d'envoyer des renforts.

D'autre part en Chine un grand mouvement favorable à la protection du vassal sous l'influence des « Tsing Lieou » (l'élite éclairée) détermina le Gouvernement Impérial à envoyer ses troupes de la frontière en Annam.

Le 12 mai 1882 (le 25^e jour de la 3^e lune de la 8^e année du règne de Kouang-siu) un décret impérial ordonnait aux vice-rois et fou-tais provinciaux de délibérer sur la préparation de défense de la frontière (2). Les conseils les plus divers ont été présentés. Les opinions les plus énergiques ont été formulées par Tchang Pei-lun, Ché-tchiang-hio-ché (secrétaire Ché-tchiang) (3) et par Chang Tchi-tong, Fou-tai de la province de Chan-si (4). Partisans de l'intervention militaire, ils étaient les champions de tout un courant d'opinion qu'on appela Tsing-liéou (l'élite éclairée) et qui désirait voir la lutte

(1) Livre Jaune, *ibid.*, p. 299.

(2) *Tsing Kouang-siu Tchao Tchung Fa Tchiao ché Chih Liao* (Documents diplomatiques des négociations sino-françaises pendant le règne de l'Empereur Kouang-siu), vol. II, p. 17.

(3) *Tchien Yü Tchi Tsao Yi* (Les conseils de Tchang Pei-lun), vol. II, p. 20-25.

(4) *Tchang Ouen Hsiang Kong Tsao Kao Tien Kao* (Les manuscrits des conseils et les brouillons des télégraphes de Tchang Tchi-tong), vol. III, p. 11-13.

s'engager. L'attitude la plus passive a été celle de Yu-Kouan, Fou-tai de la province du Kouang-tong, qui préconisait la politique d'effacement volontaire (1). En réalité, le Gouvernement Impérial, s'il ne pouvait se résigner à abandonner son vassal, n'était point préparé pour une guerre. Il adoptait un moyen terme préconisé par Tchang-Chou-cheng, gouverneur du Tché-li qui proposait d'agir à la faveur des circonstances et d'éviter une guerre avec la France. Les détails d'exécution consistaient à ordonner aux troupes du Yunnan et du Kouang-tong à se mettre en garde en dehors de la ville et à essayer de s'avancer sous le prétexte de réprimer le brigandage (2). Tout un mouvement de troupes était ordonné dans les provinces limitrophes de l'Annam (3).

Si la tension s'aggravait de plus en plus, les autorités diplomatiques tant du côté chinois que du côté français ne semblaient pas sans reproches à cet égard. Aucune partie ne semblait posséder une compréhension très exacte de la situation réelle et, au lieu de rechercher un règlement réaliste, elles s'engageaient trop dans la discussion de principe. En effet, la suzeraineté chinoise sur l'Annam, d'une part, a été attestée par une série incontestable de faits historiques ; d'autre part, la prépondérance française au Tonkin a été stipulée non moins formellement par les clauses d'un traité solennel. S'il y avait eu une incompatibilité matérielle entre ces faits, elle ne saurait être résolue par une polémique diplomatique. Ainsi, dès l'abord, Li Hong-tchang proposait de ne pas persister dans la non-reconnaissance du traité de Saïgon. On constate aussi, qu'au mois de novembre, lorsque les pourparlers commençaient entre Li Hong-tchang et Bourée, la première parole de celui-ci fut d'inviter son interlocuteur à écarter la question de vassalité. Ces deux diplomates avaient, en effet, une compréhension plus conforme à la véritable situation. Ils avaient un sens des réalités qui paraît vraiment s'inspirer d'un sincère désir d'aboutir à une entente.

(1) *Tsing Kouang-siu Tchao Tchong Fa...*, vol. III, p. 10.

(2) *Ibid.*, vol. II, p. 26.

(3) *Tsing Kouang-siu Tchao Tchong Fa Tchiao Chê Chih Liao* (Documents diplomatiques des négociations sino-françaises pendant le règne de l'Empereur Kouang-siu), vol. II, p. 27 ; vol. III, pp. 4, 5 et 8.

CHAPITRE XVIII

L'échec du premier accord franco-chinois.

Les pourparlers à Paris étaient rompus, le centre des négociations diplomatiques s'était déplacé à Pékin. Et l'Amiral Jauréguiberry ne cessait de signaler la nécessité d'une action énergique au Tonkin. Dans sa lettre adressée le 15 octobre à Duclerc, il disait notamment :

« Toute solution est préférable au *statu quo* et au maintien des conventions actuelles (1). »

Duclerc répondit, le 22 octobre, par une lettre où il approuvait toutes les suggestions de l'Amiral Jauréguiberry. Il annonçait que le Conseil des Ministres avait donné son adhésion, le 21 octobre, et il ajoutait :

« L'exécution de ce projet pouvant amener certaines difficultés dans nos rapports diplomatiques avec la Chine, j'aurais besoin de connaître le plus tôt possible le plan que vous vous proposez de suivre, ainsi que les engagements que nous devons imposer à la Cour d'Annam. Je voudrais, après m'être mis d'accord avec votre département sur ces différents points, être en mesure d'en informer notre Ministre à Pékin qui sera chargé de négocier, s'il y a lieu, avec le Tsong-li-Yamen (2). »

D'autre part, il écrivait, le 27 octobre à Bourée :

« L'Amiral Jauréguiberry estime qu'il importe de ne pas laisser traîner plus longtemps les choses en longueur... Il estime aussi que l'occupation du Tonkin sera militairement facile et que la Chine n'est pas à craindre (3). »

Cependant, au début de l'automne de 1882, le Gouvernement français, s'inquiétant des bruits qui circulaient au sujet

(1) *Documents diplomatiques français*, 1^{re} série, t. IV, p. 516.

(2) *Ibid.*, p. 517, note 1.

(3) *Documents diplomatiques français*, 1^{re} série, t. IV, p. 516, note 1.

de l'augmentation des garnisons chinoises dans le Yunnan et du débarquement des troupes impériales à Pakoï, ne cessait de presser Bourée de le renseigner d'urgence (1). Aussi Bourée a-t-il demandé aux Membres du Tsong-li-Yamen des éclaircissements sur les mouvements de troupes chinoises dans les environs du Tonkin (2). Dans la réponse de ces derniers, il est dit notamment :

« Quand des troubles se sont produits à Hanoï, les brigands qui se trouvaient dans le voisinage des frontières de cette province ont voulu se soulever de toutes parts. Nos troupes du Yunnan sont alors descendues également dans l'Annam... Mais aucun soldat chinois n'a été envoyé dans les environs immédiats de Hanoï occupés par les troupes françaises. »

Bourée télégraphiait d'ailleurs de Pékin, le 24 octobre, à 10 heures du matin :

« Le Consul d'Hong-Kong écrit que l'armée chinoise serait aux portes de Hanoï (3). »

Mais ni Duclerc, ni l'Amiral Jauréguiberry ne semblaient devoir attacher une grande importance à ces mouvements de troupes chinoises (4). En effet, depuis la prise de Hanoï, l'objet essentiel de la diplomatie française semblait être de déterminer une abstention de la Cour de Pékin dans les affaires du Tonkin. En d'autres mots, la France n'était pas disposée, pour le moment, à négocier avec la Chine. Cette politique était tracée en détails dans une lettre du 31 octobre de l'Amiral Jauréguiberry à Duclerc. Le but à atteindre, d'après l'Amiral Jauréguiberry, était l'établissement catégorique d'un protectorat complet avec perception des impôts et prélèvement d'une partie de ceux-ci en vue de diminuer les charges de l'occupation française. Un envoyé extraordinaire à Hué exigerait l'introduction du mot Protectorat dans le traité. Sa démarche serait appuyée par une double démonstration militaire à Hué et même au Tonkin tandis que le ministre français à Pékin s'appliquerait à désintéresser le Tsong-li-Yamen de la ques-

(1) Livre Jaune, *ibid.*, pp. 301, 303.

(2) *Documents diplomatiques français*, 1^{re} série, t. IV, p. 520.

(3) *Ibid.*, p. 520, note 3.

(4) Livre Jaune, *ibid.*, pp. 302, 305, 310.

tion (1). Selon l'Amiral Jauréguiberry, comme il n'y avait point de solution imminente à attendre des négociations avec la Chine, il s'agissait surtout de déterminer une abstention de la part de la Chine. La poursuite des pourparlers directement entamés à Hué et l'occupation du Tonkin ne devraient pas être subordonnés au résultat de ces négociations, car « il était probable que le succès obtenu auprès de Tu-Duc rendrait aussi simple que facile la solution de tous les différends avec Pékin ». En substance, il s'agissait de mettre la Chine devant un fait accompli. Cette politique préconisée par le Ministère de la marine reçut la pleine approbation du Ministère des Affaires étrangères (2). L'adoption d'un projet en aussi complète opposition avec la politique de Le Myre de Vilers entraîna naturellement son rappel et il fut remplacé le 7 novembre par Charles Thomson (3). Et le rôle du ministre français en Chine devait se réduire pratiquement à chercher à éloigner la Cour de Pékin d'une décision brusque dans les affaires du Tonkin de sorte que les pourparlers directement entamés à Hué entre la France et l'Annam se poursuivraient facilement.

Mais, au moment même où l'amiral Jauréguiberry s'efforçait de défendre son projet d'une véritable expédition militaire au Tonkin, arriva au Ministère des Affaires étrangères un télégramme daté du 5 décembre de Bourée :

« La guerre avec la Chine semblait inévitable ; je crois maintenant que le danger est écarté. Après une résistance opiniâtre, le Gouvernement chinois consent à rappeler ses troupes du Tonkin... Il est urgent de télégraphier en Cochinchine afin de prévenir l'ouverture des hostilités contre les troupes impériales... Je discute et je vous soumettrai bientôt les bases d'un arrangement pour l'ouverture du Yunnan (4). »

Ce télégramme paraît être inattendu car rien dans la correspondance antérieure de Bourée ne laissait prévoir une telle dépêche. Il paraît être plutôt partisan de la manière forte et ne cessait de conseiller d'affermir la situation française par quelque démonstration vigoureuse (5).

(1) Livre Jaune, *ibid.*, p. 308-314.

(2) Livre Jaune, *ibid.*, p. 317.

(3) Masson, *loc. cit.*, Introduction, p. 45.

(4) *Documents diplomatiques français*, 1^{re} série, t. IV, p. 548.

(5) Voir Livre Jaune, *ibid.*, p. 168, 178, 319.

D'ailleurs, à l'ordre du gouvernement chinois de retirer ses troupes, Duclerc prétendait répondre par une manifestation prompte et énergique. Le 20 décembre 1882 il écrit à Jules Grévy, Président de la République :

« Le Gouvernement impérial vient, en effet, sur les représentations de notre Ministre à Pékin, d'envoyer à ses troupes répandues sur la rive gauche du Song-Koï jusqu'à nos avant-postes l'ordre de se replier vers le Nord. Nous avons tout lieu de croire que, par une manifestation prompte et énergique de nos intentions, nous préviendrons tout retour offensif de la part des Chinois que les hésitations de notre politique avaient enhardis et qui, sans aucun doute, éviteront tout ce qui pourrait aboutir à un conflit armé avec la France (1). »

En effet, deux motifs expliquent son attitude. D'une part, l'opinion publique en France s'était elle-même tout à fait accoutumée à cette idée. D'autre part, les arrière-pensées de Bismarck relatives au Tonkin n'étaient pas sans précipiter la politique de la France à cet égard (2).

Cependant, si le Gouvernement de Paris ne voyait dans les mouvements de troupes chinoises que des velléités d'intervention armée que manifestait la cour de Chine (3), Bourée avait une compréhension plus exacte de l'état d'esprit et des préparatifs militaires en Chine. Voyant que la tension s'aggravait de jour en jour et qu'une guerre était imminente, il tentait un suprême effort pour l'éviter. Le 29 décembre, un nouveau télégramme de Bourée de Changhaï annonçait l'envoi d'un projet de convention :

« Le prochain courrier portera un projet de convention combiné avec le vice-roi du Pé-tchi-li et agréé par le Tsong-li-Yamen : ouverture du Yunnan ; reconnaissance de la protection française au Tonkin sauf sur une zone à délimiter suivant la frontière chinoise ; garantie réciproque de cet état de choses

(1) *Documents diplomatiques français*, 1^{re} série, t. IV, pp. 558-560.

(2) *Ibid.* Voir aussi la lettre adressée, le 20 novembre 1882, par de Saint-Vallier, sénateur, à Duclerc, au sujet du souvenir qu'il avait gardé d'un entretien sur le Tonkin avec Bismarck. *Documents diplomatiques français*, 1^{re} série, t. IV, pp. 538-541.

(3) Voir la lettre de Duclerc à l'Amiral Jauréguiberry. Livre Jaune, *ibid.*, p. 305.

contre toute entreprise extérieure. Des télégrammes représentent nos préparatifs pour le Tonkin comme hostiles à la Chine. Si vous ne m'aidez pas à les démentir, l'accord pacifique sur les bases indiquées pourrait être compromis. Les forces militaires chinoises dépassent beaucoup les appréciations du Ministre de la Marine. Détails par la poste (1). »

Ces négociations paraissaient acceptables pour Duclerc qui a envoyé le lendemain même un télégramme à Bourée, l'invitant à donner l'assurance positive au Tsong-li-Yamen que non seulement la France ne méditait aucun dessein hostile contre le Gouvernement chinois, mais qu'elle avait le sincère désir et la conviction d'arriver à un arrangement amiable qui conciliait les intérêts communs des deux pays (2). Mais cela ne semblait pas être en conformité avec la ligne politique arrêtée entre les deux Départements des Affaires étrangères et de la Marine (3).

En effet les instructions que Bourée ne cessait de recevoir pendant ces derniers mois lui dictaient seulement de s'opposer à une ingérence de la Chine dans les affaires du Tonkin. Cependant, dans la réponse à une lettre du 29 octobre du Tsong-li-Yamen à propos du regrettable malentendu qui s'était élevé entre le Quai d'Orsay et le Marquis Tseng, Bourée n'hésita pas à aborder le fond même de la question et à exprimer l'espoir de laisser dans l'ombre les considérations de principe en dehors desquelles un accord désirable était non seulement possible mais facile à réaliser. Il disait notamment :

« Si vous parliez de votre suzeraineté sur l'Annam, nous serions fondé à vous opposer notre protectorat ; si vous invoquiez la tradition à l'origine de laquelle évidemment se placent des arrangements internationaux, nous pourrions répliquer en produisant des traités plus récents, il est vrai, mais qui vous ont été notifiés et qui ont pour eux la double consécration de la victoire et de la conquête. Comment arriverait-on à concilier ces prétentions adverses, et, n'est-il pas à craindre qu'en engageant sur ce point une polémique imprudente on ne

(1) Livre Jaune, 2^e partie, p. 1.

(2) *Documents diplomatiques français*, 1^{re} série, t. IV, p. 564-565.

(3) Voir p. 150.

s'expose, au contraire, à creuser davantage encoré le fossé qui nous sépare ? (1) »

On ne saurait faire trop d'éloge de cette opinion clairvoyante. Renoncer à aborder ce côté de la question, c'était en réalité la condition essentielle et préalable à toute entente franco-chinoise au sujet de la question du Tonkin. Cependant le Gouvernement de Paris ne semblait pas partager la perspicacité de Bourée. Comme il ressort des communications du Quai d'Orsay à Bourée (2), le but du Gouvernement français était de donner un caractère plus accentué et, en quelque sorte, officiel au protectorat français sur l'Annam, ce qui était évidemment incompatible avec un règlement qui laisserait dans l'ombre les considérations de principe où l'accord serait difficile à établir, comme Bourée l'avait préconisé. Par conséquent, bien qu'il eut une manière de voir perspicace de la situation aussi bien qu'un sincère désir d'aboutir à un règlement, il n'était pas à même de jouer un rôle plus actif que celui d'une sorte d'éclaireur volontaire que le Gouvernement de la République n'avait pas mis dans la confiance de ses pensées de sorte qu'on pouvait croire que la question du Tonkin excédait sa compétence.

L'abaissement de la température en hiver rendant imminente la fermeture du Peï-ho à la navigation, Bourée s'était mis en route pour Tien-tsin le 11 novembre. Avant de quitter Pékin, il était allé prendre congé des Ministres du Tsong-li-Yamen, avec lesquels il eut un entretien important qui n'a pas duré moins de trois heures. Dans cet entretien Bourée désavouait hautement toute idée de conquête de la France aux dépens de l'Annam et espérait que le Gouvernement impérial rappellerait les troupes sur son territoire. Et il ajoutait :

« En nous entendant, au lieu de nous combattre, nous arriverions à conclure des arrangements également profitables à la Chine et à la France. Ainsi ce que nous cherchons avant tout, c'est à assurer la libre et sûre navigation du Song-Koï. Cette voie fluviale, nous ne la désirons que pour arriver au

(1) Livre Jaune, 2^e partie, p. 9-10. La remise de cette lettre fut ajournée au moment du départ de Bourée pour Tientsin.

(2) Livre Jaune, 1^{re} partie, pp. 210, 213 et 268 ; 2^e partie, p. 13.

Yunnan ; mais, pour en retirer les avantages que nous en espérons, il est de toute nécessité que vous nous ouvriez un port dans cette province. Nous comptons sur votre concours, précisément parce que vous êtes appelés à retirer un bénéfice incontestable... L'identité d'intérêts qui nous unit dans cette question vous garantit notre bonne foi (1). »

Le langage de Bourée paraît faire impression sur les membres du Tsong-li-Yamen qui proposaient de désigner deux délégués, un Chinois et un Français, munis de pouvoirs spéciaux à l'effet de conclure une convention qui réglerait tous les points soulevés par l'entreprise française afin de préparer un accord entre les deux Gouvernements sur tout ce qui se rapportait à cette affaire. Bourée admit le principe mais demanda des précisions quant aux matières sur lesquelles devraient porter les négociations. M. Wang Ouen Chao, le plus important des membres du Yamen, lui répondit que l'on devrait : 1^o s'occuper des arrangements à conclure pour préparer l'ouverture du port projeté ; 2^o étudier les mesures à adopter pour mettre hors d'atteinte la sécurité des frontières méridionales de l'Empire ; 3^o enfin, rechercher la meilleure réglementation à établir pour que la Chine vit assurer à sa marime marchande ou de guerre des conditions aussi favorables que possible dans le parcours du fleuve Rouge, du Yunnan à la mer. M. Bourée répondit que le Gouvernement de la République ne ferait probablement pas d'objections pour entamer sur de telles choses des pourparlers amicaux (2).

En effet, c'était la première fois, depuis les négociations franco-chinoises à propos du Tonkin qu'on parvenait à se mettre d'accord dans la recherche d'un terrain pratique d'entente en écartant du débat les questions théoriques de principe. Tant le Tsong-li-Yamen que le Ministre français paraissaient également inspirés d'un désir sincère d'éviter un déplorable conflit et de rechercher un règlement amiable de la question du Tonkin.

Le Tsong-li-Yamen, voyant que Bourée a ouvert la porte à un accommodement pacifique, envoyait une lettre à Li

(1) Livre Jaune, 2^e partie, p. 16-17.

(2) Livre Jaune, 2^e partie, p. 14-17.

Hong-tchang, l'invitant à profiter de l'arrivée de Bourée à Tientsin pour tenter un règlement s'il trouvait l'occasion favorable (1). Bourée était arrivé le 13 novembre à Tientsin. Pendant les premiers jours Bourée s'occupa de l'arpentage définitif des terrains de la concession et arriva enfin à un accord avec le vice-roi Li. Quand cet accord fut signé, Li prenait la parole et abordait la question du Tonkin (2).

Dès le début de cet entretien Bourée proposa d'écarter les questions théoriques de protectorat ou de suzeraineté et d'aborder le terrain pratique (3) dans lequel, en fait, il entra aussitôt. Il suggérait également à Li de retirer les troupes chinoises envoyées au Tonkin. Sur ce point Li ne faisait pas d'objections et voulait bien demander au Tsong-li-Yamen de provoquer sans délai un décret impérial à cet effet. L'impres-de Bourée sur cette première conversation fut excellente. Il en dégagait des conclusions qui lui permirent d'entrevoir, en effet, non seulement la possibilité d'éviter un conflit que tout semblait concourir à rendre fatal, mais encore de trouver dans un compromis acceptable et même avantageux pour la France, les bases d'un arrangement qui réglerait les difficultés présentes, tout en préparant pour la France l'ouverture du marché du Yunnan pour l'avenir (4).

L'accord s'était établi entre le vice-roi et le Ministre français au sujet des idées générales. Le lendemain Ma Kien-tchong, l'interprète du vice-roi pour la langue française, reçut mission de préparer les bases d'un arrangement avec Bourée. Après l'avoir étudié sous toutes ses faces ils en sont venus à mettre sur le papier un projet de texte que voici :

« 1^o Moyennant que les troupes impériales évacueront les territoires qu'elles occupent au delà des frontières du Yunnan

(1) *Tsing Kouang-siu Tchao Tchong Fa Tchiao Ché Chih Liao* (Documents diplomatiques des négociations sino-françaises pendant le règne de l'Empereur Kouang-siu), vol. III, p. 24.

(2) Semallé (Comte de), *Quatre ans à Pékin*, p. 95.

(3) « Tout d'abord, écartons les questions théoriques de protectorat ou de suzeraineté, sur lesquelles on discuterait en pure perte en ce moment. C'est sur le terrain pratique que l'entente entre nous est facile. » Livre Jaune, 2^e partie, p. 35.

(4) Livre Jaune, 2^e partie, p. 28.

et du Kouang-si et rentreront dans leurs provinces respectives ou du moins n'en dépassent pas les limites au delà d'un certain nombre déterminé de « lis », M. Bourée remettra au Yamen une dépêche dans laquelle il sera expressément déclaré que la France ne poursuit dans cette contrée aucune idée de conquête ou aucune entreprise contre la souveraineté territoriale du Roi d'Annam.

« 2^o La France cherche surtout à ouvrir une voie fluviale qui mette en communication le Yunnan avec la mer. Pour tirer partie de cette voie, il est indispensable qu'elle aboutisse à un point du territoire chinois, où il serait possible d'établir des établissements commerciaux, des magasins, des entrepôts, des quais, etc... »

« Autrefois il avait été question à cet effet, de Man-Hao (1). Mais ce n'est là qu'une misérable bourgade entourée de populations pillardes et dangereuses. Un peu en aval (en territoire annamite) sur le Song-Koï se trouve la ville de Lao-Kaï... Si l'on adoptait Lao-Kaï comme terminus de la navigation ascendante dans le fleuve Rouge, le Gouvernement chinois considérerait cette ville comme faisant partie de son territoire, de telle sorte que les douanes chinoises y seraient établies et que les produits étrangers ayant franchi cette barrière, se trouveraient placés au delà sous le régime ordinaire de tous les produits qui ont pénétré dans l'intérieur de la Chine par les ports ouverts. D'autre part, le Gouvernement impérial ferait le nécessaire pour faciliter l'arrivée à Lao-Kaï des produits intérieurs destinés à l'exportation (destruction des brigands, taxe frontière de la douane reportée à Lao-Kaï, etc...).

« 3^o ... Les deux Gouvernements s'accorderaient pour tracer une ligne de démarcation qui devrait être établie d'un commun accord dans la contrée comprise entre le fleuve Rouge et les frontières de la Chine ; les territoires situés au nord de cette ligne seraient placés sous la surveillance de la Chine, tandis que la région qui s'étendrait vers le midi se trouverait sous celle des autorités françaises.

« La Chine et la France s'engageraient réciproquement à maintenir le *statu quo* ainsi convenu et à protéger éventuelle-

(1) Mon-tzé dans le texte chinois.

ment l'intégrité du Tonkin dans ses limites actuelles contre toute entreprise du dehors qui seraient de nature à y porter atteinte (1). »

Ce dernier article constituait l'essentiel de ce projet. Il stipulait pratiquement un partage en deux zones de la partie du Tonkin comprise entre le fleuve Rouge et la frontière chinoise et une neutralité du Tonkin, sous la garantie commune de la Chine et de la France. Pour traité sur cette base, Bourée outrepassait en effet les instructions reçues qui lui dictaient de s'opposer à une ingérence de la Chine dans les affaires du Tonkin. Ce projet était aussi en complète opposition de la politique du Ministre de la Marine qui était de refuser le principe même de toute négociation avec la Chine quelle qu'en soit la base. Quoi qu'il en soit, on ne saurait trop exagérer les avantages qui devaient en résulter pour la France. La Chine a consenti non seulement à retirer ses troupes mais aussi à ouvrir le Yunnan au commerce étranger. La France a réalisé enfin l'objet principal qu'elle avait en vue en établissant la voie fluviale du Song-Koï tout en évitant un conflit armé avec la Chine. D'ailleurs, la Chine ne parlerait plus de sa suzeraineté et ne protesterait même plus contre les droits et les privilèges que la France avait acquis du fait du traité de Saïgon. De surcroît, la partie sud du Tonkin se trouverait sous la surveillance des autorités françaises. Il en résulterait que, sans aucun combat, la France parviendrait à s'emparer de l'Annam entier, sauf la partie nord du Tonkin.

C'est ce projet dont Bourée a adressé le sommaire à Duclerc dans son télégramme du 29 décembre (2) et que Duclerc trouvait acceptable dans sa réponse du lendemain. Le 3 janvier 1883 il communiqua à l'Amiral Jauréguiberry le texte de cette réponse « conformément, disait-il, à l'accord intervenu entre nos deux Départements au sujet du projet d'arrangement

(1) *Documents diplomatiques français*, 1^{re} série, t. IV, p. 560-561. La traduction chinoise de *Ma Kien-tchong* se trouve dans *Tsing Kouang-siu Tchao. Tchong Fa Tchiao Chê Chih Liao* (Documents diplomatiques des négociations sino-françaises pendant le règne de l'Empereur Kouang-siu), vol. III, p. 25.

(2) Voir p. 151-152. Le rapport détaillé n'étant arrivé que le 31 janvier 1883.

relatif au Tonkin et au Yunnan (1) ». Il lui signalait aussi la nécessité de mettre le gouverneur de la Cochinchine au courant du nouvel état des rapports franco-chinois afin que le Commandant du corps expéditionnaire au Tonkin se borna, jusqu'à nouvel avis, à affermir ses positions en surveillant la retraite des troupes chinoises, et qu'il s'abstiendrait, à moins de nécessité absolue, de tout mouvement qui puisse provoquer un conflit, ce qui aurait l'avantage, suivant lui, de permettre que les négociations engagées en vue d'un arrangement amiable se poursuivent. Cependant, l'Amiral Jauréguiberry maintint irréductiblement son point de vue et se demandait, dans une lettre datée du 4 janvier 1883 adressée à Duclerc, si, en ouvrant des pourparlers sur cet objet avec le Tsong-li-Yamen, le Gouvernement de la République ne s'écarterait pas de la ligne de conduite adoptée de concert entre les deux Départements des Affaires étrangères et de la Marine. Cette ligne de conduite suivie jusqu'ici avait toujours consisté à ne reconnaître aucun droit d'intervention à la Chine dans les affaires du Tonkin et l'Amiral formulait des réserves sur l'opportunité de ces négociations (2).

Le 5 janvier Duclerc télégraphiait à Bourée que le gouvernement français a donné l'ordre au Commandant du corps expéditionnaire au Tonkin d'éviter tout conflit avec les troupes chinoises et que des recommandations en ce sens lui étaient réitérées par le Ministre de la Marine (3).

Le 13 janvier il répondit à l'Amiral Jauréguiberry :

« Depuis le mois de novembre, époque à laquelle remonte l'accord dont il s'agit, les événements ont pris un autre cours.

... J'ai appris de notre Ministre en Chine l'évacuation du Tonkin par les troupes impériales et l'intention manifestée par le Tsong-li-Yamen de traiter avec nous. Les informations qui me sont parvenues jusqu'à présent ne permettent pas de formuler une opinion définitive sur la valeur des concessions obtenues par M. Bourée. Il m'a paru toutefois qu'il eût été impolitique de décourager les dispositions conciliantes de la

(1) *Documents diplomatiques français*, 1^{re} série, t. IV, p. 568.

(2) Livre Jaune, 2^e partie, p. 2.

(3) *Documents diplomatiques français*, 1^{re} série, t. IV, p. 577.

Chine et son désir de s'entendre avec nous sur une question de laquelle, quoi qu'on fasse, elle ne saurait se désintéresser complètement, ne fut-ce que par suite de la contiguïté du Tonkin et de la province chinoise du Yunnan. Au surplus, l'ouverture du Song-Koi à la navigation et au commerce n'a pas seulement pour objet de permettre aux négociants européens d'exploiter les richesses du Tonkin, mais aussi de trafiquer dans les provinces chinoises voisines. A cet effet, il eût toujours été utile de s'entendre un jour avec le Céleste Empire. Ce que nous aurions été amené à tenter après l'occupation définitive du Tonkin, les circonstances nous fournissent peut-être une occasion de le faire dès à présent. Il ne semble pas qu'il puisse résulter de sérieux inconvénients de cette nouvelle manière de procéder (1). »

En attendant la réponse du Gouvernement de Paris, Bourée partit pour Changhaï. Le Tsong-li-Yamen, qui semblait avoir trouvé ce projet acceptable en principe, et qui voulait se montrer conciliant, en exécutait une partie en ordonnant par courrier rapide aux autorités du Yunnan et du Kouang-si le retrait des corps d'armée envoyés en Annam, plusieurs « lis » en arrière de leurs positions actuelles. En même temps un décret du Gouvernement impérial demanda aux autorités des provinces méridionales de formuler préalablement leurs opinions sur le point qu'il convenait d'ouvrir au commerce et sur le projet du partage des zones et de la surveillance respective afin qu'il puisse préparer les négociations (2).

Tsên Yu-ying, vice-roi intérimaire du Yunnan, présentait, dans son mémoire, ces observations sur le projet Bourée : « 1^o en ce qui concerne le retrait des troupes chinoises : les troupes du Yunnan n'ont pas pénétré dans l'intérieur, ce n'est pas la peine de les retirer davantage ; 2^o en ce qui concerne l'ouverture au commerce de la province du Yunnan ; sous le

(1) Livre Jaune, 2^e partie, p. 13.

(2) *Li Ouen Tchong Kong Tsuan Chou, Yi-chou-hang-kao* (Les brouillons des correspondances échangées avec les Gouvernements étrangers dans les œuvres complètes de Li Hong-tchang), vol. 13, p. 56 ; Voir aussi *Tsing Kouang-siu Tchao Tchong Fa...* (Documents diplomatiques des négociations sino-françaises pendant le règne de l'Empereur Kouang-siu), vol. III, p. 26.

prétexte de l'ouverture du commerce, les Français convoient réellement les richesses minières. Maintenant que nous avons suspendu l'exploitation des mines, il n'y aura pas de profit à disputer. Quant aux brigands qu'ils parlaient de chasser, il s'agissait de Lieou yuen-fou. Il faut leur dire que Lieou yuen-fou est un fonctionnaire annamite, différent des bandits et qu'on ne peut le chasser sans cause ; 3^o en ce qui concerne le partage en deux zones pour y exercer une surveillance respective ; il est très évident que l'idée qu'ils ont en tête est le grignotement de ce territoire. Il faut demander que le Tonkin tout entier soit soumis à la protection de la Chine. Faisant alors bloc avec le pays de Hué, ils peuvent, par assistance mutuelle, opposer une résistance efficace en cas de nécessité. »

Sa conclusion fut que « le territoire peut être partagé mais le Tonkin ne doit absolument pas être cédé ; l'ouverture du commerce peut être consentie mais les profits de l'exploitation minière ne doivent absolument pas être partagés ; les bandits peuvent être détruits mais Lieou yuen-fou ne doit absolument pas être chassé (1) ».

Le Fou-taï de la province du Kouang-si, Ni Ouen-ouei, à son tour, commentait dans son mémoire : « que le retrait des troupes (art. 1) peut être consenti ; dans l'article 2, la France voulait chasser Lieou yuen-fou, mais c'est une chose à laquelle la Chine répugne moralement et pour laquelle elle est impuissante. Avant de tirer avantage de l'ouverture du commerce, nous allons d'abord en subir un préjudice, c'est ce qu'il faut éviter. La France désirait Lao-Kaï et voulait que la Chine fasse le nécessaire pour y faciliter l'entrée des produits intérieurs du Yunnan. Il est à craindre que les négociants ne s'y rendent pas dans l'avenir. La France nous en rendrait responsables, c'est ce dont il faut aussi tenir compte. Les bandits sont très nombreux au Yué-nam, même si l'on partage le territoire en deux zones pour y exercer une surveillance respective, nous ne pouvons pas, à vrai dire, avoir de garantie à cet égard. La possibilité d'établir un port à Lao-Kaï dépend de la sou-

(1) *Ts'en Hsiang Tching Kong Tsoa Kao* (les Conseils de Ts'en Yüying), vol. 18, p. 32-34.

mission ou de la résistance de Lieou yuen-fou. La possibilité de notre surveillance est conditionnée également par le rassemblement ou l'éparpillement de ses bandes (1). »

On voit donc que, malgré le mécontentement que leur avait causé le projet Bourée, et qu'elles ne cachaient pas dans leurs mémoires, les autorités provinciales du Yunnan et du Kouang-si n'avaient pas exprimé une opposition de principe, sauf que Ts'en Yü-ying voulait que le Tonkin tout entier fût mis sous la protection de la Chine. On peut dire qu'ils ont accepté, en principe, ces bases d'arrangement, car ce dont ils se souciaient c'était plutôt des difficultés dans les détails d'exécution. Or, ces difficultés n'étaient nullement insurmontables. C'est pour cela que Li Hong-Tchang disait dans son mémoire adressé au Trône au mois de janvier 1883 :

« Le plan d'aujourd'hui doit être celui-ci : si on consent au Yunnan l'établissement d'un port commercial sur la voie de Mon-tze, il ne serait plus question de Lao-Kaï. Quant au sort de Lieou yuen-fou, il faut le laisser à la discrétion de l'Annam et de la France. Si on estime convenable au Yunnan d'adopter Lao-Kaï comme port commercial, cette ville doit être nécessairement comprise dans la zone de surveillance. Alors nous négocierons soigneusement avec l'Annam. Ou bien l'Annam déplacerait Lieou yuen-fou pour le camper dans un autre lieu, ou bien la Chine se chargerait de lui donner un grade momentanément ; on licencierait les invalides et les vieillards de ses bandes et on formerait avec l'élite un ou deux bataillons. On lui enjoindrait de choisir une garnison dans notre zone de surveillance au Tonkin, en deça du fleuve Rouge (2). »

Ainsi Li Hong-Tchang a déjà envisagé la solution des difficultés signalées par Ts'en Yü-ying et Ni Ouen-ouei. En voulant obtenir la protection du Tonkin tout entier, Tsen Yü-ying

(1) *Tsing Kouang-siu Tchao Tchong Fa Tchiao ché chih Liao* (Documents diplomatiques des négociations sino-françaises pendant le règne de l'Empereur Kouang-siu), vol. III, p. 29-30.

(2) *Li Ouen Tchong Kong Tsuan Chou, Yi-Chou-Hang-Kao* (Les brouillons des correspondances échangées avec les gouvernements étrangers dans les *Œuvres complètes* de Li Hong-Tchang), vol. 13, p. 58.

semblait méconnaître la véritable situation. Li Hong-Tchang savait très bien qu'on ne pourrait obtenir un pareil résultat mais il se bornait à dire « qu'il discuterait dans la future conférence si l'occasion s'en présentait (1) ». tout en refusant de modifier le projet tel qu'il a été établi (2). On peut dire que, du côté chinois, à la suite des délibérations, on a trouvé acceptables, en principe, ces bases d'arrangement.

Les rapports détaillés de Bourée arrivaient à Paris en pleine crise ministérielle (le 31 janvier 1883). Fallières, Ministre par intérim des affaires étrangères, se bornait à informer Bourée, le 14 février, de l'ajournement de l'examen de son projet, tout en lui enjoignant de continuer à tenir, jusqu'à nouvel avis, un langage conciliant et ferme (3).

Le 20 février, De Mahy, ministre de l'Agriculture, chargé par l'intérim du Ministère de la Marine et des Colonies écrit à Fallières :

« ... D'une part, il paraîtrait résulter des informations parvenues au Gouverneur de Cochinchine que le retrait des troupes chinoises n'aurait été que simulé, et que les troupes, peu nombreuses sans doute, qui ont passé la frontière du Tonkin, continuent à séjourner dans cette province... D'autre part, les journaux de Chine publient, à propos du projet de traité convenu entre notre Ministre et le Tsong-li-Yamen des renseignements que je dois supposer inexacts, mais qui ont provoqué dans l'Extrême-Orient une émotion à laquelle je ne saurais rester étranger.

« Il paraîtrait que le traité reconnaît le droit de suzeraineté de la Chine, ou tout au moins un droit d'immixtion pour elle dans les affaires de l'Annam et du Tonkin. Il ne vous échappera pas que c'est là une doctrine contre laquelle le Département de la Marine et des Colonies a protesté de la manière la plus formelle. M. Duclerc, d'ailleurs, avait, dans ses dépêches

(1) *Ibid.*, vol. 14, p. 2.

(2) « ...le projet d'arrangement formulé à Tien-Tsin avait failli échouer devant les résistances du Conseil privé et des hauts fonctionnaires provinciaux, lorsque nous avons pris soin de le déchirer de nos propres mains. » M. Bourée à M. Challemel-Lacour, le 30 mars 1883. Voir Livre Jaune, 2^e partie, p. 111.

(3) Livre Jaune, 2^e partie, p. 58.

antérieures, partagé complètement sur ce point l'avis de mon Département.

« Je ne puis croire que ces nouvelles soient exactes, mais leur répétition, l'insertion dans un journal de Shanghai, à la date du 9 janvier, d'une note d'un caractère semi-officiel démentant un point parmi les informations relatives à ce traité, et donnant, par la suite, plus de force aux autres indications de ce journal, me font craindre que les intérêts de la France au Tonkin n'aient pas été complètement sauvegardés par M. Bourée (1). »

Le lendemain (21 février) un cabinet était constitué sous la présidence de Jules Ferry avec Challemel-Lacour aux Affaires étrangères. Le 23 février Bourée télégraphiait à Challemel-Lacour que le vice-roi de Tchéli était très impatient de connaître l'accueil fait au projet ; que l'ajournement de la réponse de la France l'exposerait à perdre le bénéfice de circonstances favorables et à laisser surgir des complications nouvelles et il priait le Ministre des Affaires étrangères de lui télégraphier le plus tôt possible (2).

Challemel-Lacour, dès qu'il prenait possession de son service, était frappé des indications sommaires qui lui étaient données sur l'état des rapports de la France avec la Chine et sur les divergences constatées entre les télégrammes et les rapports de Bourée. Il reprenait avec Jules Ferry une étude approfondie de la situation. « Le Gouvernement était d'avis que M. Bourée avait fait fausse route, en se laissant entraîner dans la voie de négociations avec la Chine ; qu'il n'avait pas obtenu l'adhésion du Gouvernement chinois aux propositions combinées avec Li Hong-tchang ; que ces propositions même n'étaient pas acceptables, qu'enfin les pourparlers suivis à Tien-tsin et à Shanghai avaient le grave inconvénient de faire perdre la position acquise par la France depuis 1874, en reconnaissant à la Chine le droit de s'ingérer dans le règlement des rapports de la France avec l'Annam. Le seul moyen était de faire connaître à la Chine que le gouvernement de la République ne pouvait acquiescer à des combinaisons impliquant un

(1) *Documents diplomatiques français*, 1^{re} série, t. IV, p. 590.

(2) Livre Jaune, 2^e partie, p. 64.

partage d'influence au Tonkin, mais qu'il restait prêt, comme auparavant, à traiter amicalement pour le règlement des relations de commerce et de bon voisinage entre les deux pays. Une pareille décision impliquait un désaveu de l'agent français (1). » Le 5 mars un télégramme de rappel fut expédié à Bourée mettant fin à sa mission (2).

En effet, Bourée ne tarda pas à être réhabilité après son arrivée en France. On a dit que l'hostilité d'une clique locale à propos du règlement de la concession française de Shanghai causa la disgrâce de Bourée (3). Si ces griefs locaux contre lui avaient contribué à son rappel, le désaveu était sans doute déjà arrêté en principe. On a mis en avant également des raisons d'ordre juridique. Par exemple, la France n'avait pas le droit de consentir au partage d'un territoire dont les traités avec l'Annam l'obligeait à garantir l'intégrité (4). Mais ce ne fut qu'une apologie d'apparence. La principale raison du rappel de Bourée devait se chercher dans la politique de Jules Ferry.

A cette époque la France se trouvait de plus en plus engagée dans des entreprises lointaines et les hommes d'Etat français se trouvaient désormais en face d'un dilemme. On pouvait tendre à liquider le plus rapidement possible toutes les affaires extra-européennes afin de réunir en France tous les moyens de défense dont on disposait pour se défendre d'une attaque de l'Allemagne. Une autre attitude consistait à étendre au contraire les entreprises lointaines en espérant que l'état de choses en Europe ne se modifierait pas pendant ce temps d'une façon grave. Certains hommes d'Etat pensaient qu'en prenant un minimum de précautions la France ne courait aucun risque d'être attaquée en Europe pendant qu'elle développait son action aux colonies.

La première politique qui était une politique de repliement sur l'Europe avait en France beaucoup de partisans, notamment Freycinet, qui s'était signalé peu de temps aupara-

(1) Billot (Albert), *L'affaire du Tonkin*, 1888, p. 35.

(2) *Documents diplomatiques français*, 1^{re} série, t. V, p. 6.

(3) Cordier, *Histoire des relations de la Chine...*, II, p. 364. Voir aussi Semallé (Comte de), *Quatre ans à Pékin*, p. 73 et suiv.

(4) Rambaud (Alfred), *Jules Ferry*, p. 329.

vant en abdiquant toute action politique de la France en Egypte, et Clemenceau, qui était l'adversaire acharné de toutes les entreprises coloniales. Au contraire, Jules Ferry, un homme d'Etat disciple de Gambetta, était partisan des aventures coloniales. Il estimait que les champs de bataille des guerres éventuelles déborderaient le sol européen et les mers européennes, engloberaient les océans, à commencer par l'immense Pacifique et que, peut-être, les flottes défendraient Marseille et Toulon en croisant dans les mers de Chine. Il voulait que la France ne fut pas distancée par ses rivales et en particulier par l'Angleterre (1).

Or, la chute rapide des Cabinets Gambetta, Freycinet et Duclerc, ouvrait à ce moment la voie du pouvoir à Jules Ferry. Il devint Président du Conseil appuyé sur une très large majorité qui lui fut fidèle pendant deux années entières, années pendant lesquelles il allait pouvoir développer sa politique coloniale.

Le traité de Kaar Saïd signé en 1881 avec la Tunisie, s'avérant insuffisant, fut remplacé et complété par un autre, le traité de la Marsa, signé en 1883 et où le mot de protectorat cette fois figurait formellement. Il s'occupa de transformer un certain nombre de droits théoriques que la France avait sur certains points de la côte africaine, en occupation effective. Il prit possession de certains de ces points en 1883 et, en particulier, il fonda un établissement français à Kotonou. Au Sénégal, il poursuivait activement la lutte contre Samory. En même temps, la France occupait définitivement Obock et une escadre, sous le commandement de l'Amiral Pierre, fut envoyée bombarder Tamatave (2).

Tout cela explique la disgrâce de Bourée.

Le 7 mars, Bourée répondit :

(1) « Il ne contestait pas que sur ses initiatives jugées les plus hardies, même les plus téméraires, avait influé, comme d'ailleurs, sur les décisions des Chambres, la nécessité d'obtenir certaines compensations ou de racheter certaines défaillances. Assurément, l'acquisition de Chypre par l'Angleterre a influé sur l'expédition de Tunisie ; les empiètements de l'Association Belge, sur notre action au Congo ; la perte de l'Egypte, sur la conquête du Tonkin. » Rambaud, *op. cit.*, p. 389.

(2) Voir Dubois et Terrier, *op. cit.*

« Votre refus de souscrire aux arrangements dont le Département avait, à deux reprises, admis le principe, nous rejette dans l'inconnu le plus inquiétant (1). »

Le 14 mars Challemel-Lacour lui donna une réponse explicative. Tout en rendant justice à l'activité et au dévouement consciencieux de Bourée (2), il y développait les motifs de la résolution prise :

« Vous vous convaincrez facilement, écrivait Challemel-Lacour, qu'aucun des arrangements concertés avec Li Hong-tchang ne serait compatible avec notre traité de 1874, dont notre ferme volonté est d'assurer l'application effective (3). Vous reconnaîtrez, en particulier, que l'affirmation solennellement « proclamée » de la souveraineté et l'entière indépendance de l'Annam nous impose le devoir strict de décliner tout arrangement qui équivaldrait à la reconnaissance, au profit de la Chine, d'une sorte de droit d'intervention ou qui consacrerait en sa faveur une cession plus ou moins déguisée de territoire (4). »

En comparant cette lettre avec les dépêches précédentes adressées par Duclerc à Bourée, on n'a pas de difficulté à noter le brusque revirement de ton qui se manifestait dans la politique française à la suite du changement dans la direction des affaires étrangères. En effet, si la France désirait, somme toute, aboutir à une solution pacifique avec la Chine à propos du Tonkin, elle ne saurait persister à la tenir à l'écart, étant donné ses liens historiques, ses rapports politiques avec l'Annam et les intérêts économiques qu'elle y possédait. Si elle avait résolu de toujours s'opposer à ce que la Chine s'occupât des affaires de l'Annam, toute négociation aurait été, par

(1) Livre Jaune, 2^e partie, p. 70.

(2) « Ces explications vous permettront de vous rendre compte des raisons d'ordre exclusivement politique qui ont imposé la mesure prise à votre égard. S'il ne m'est pas possible d'approuver votre initiative et de laisser se prolonger la situation où vous seriez placé désormais, je n'en rends pas moins justice à l'activité et dévouement consciencieux dont vous avez fait preuve au cours de votre mission en Chine et qui pourront trouver ailleurs un champ plus favorable. » Livre Jaune, 2^e partie, p. 72.

(3) *Documents diplomatiques français*, 1^{re} série, t. V, p. 6, note 1.

(4) Livre Jaune, 2^e partie, p. 71.

là, inutile ; on n'apercevait, à ce conflit, d'autre issue que la guerre. Bourée avait pris sur lui d'éviter à tout prix un conflit entre la France et la Chine. Avec son désaveu, la dernière chance d'un règlement pacifique s'évanouit.

Malgré l'ordre que Challemel-Lacour donna à Bourée de s'appliquer à établir que la décision française n'impliquait aucune pensée d'hostilité contre la Chine (1) et que le Gouvernement chinois ne devait y voir ni le désir d'une rupture, ni l'indice d'un refroidissement, que rien dans les rapports des deux pays ne pouvait motiver (2), le changement subit d'attitude du côté français surprit le Gouvernement de Pékin. Le bouleversement du projet Bourée eut un effet immédiat. Le Tsong-li-Yamen présentait en avril un mémoire au Trône priant l'Empereur de donner ordre au corps d'armée de la frontière d'avancer pour occuper les points stratégiques. Les escadres qui croisaient dans les eaux de Lien-Tchéou et de Tchün-théou, dans la province du Kouang-tong, seront envoyées au large pour y exercer une garde vigilante (3).

Au début de mai un décret impérial enjoignit à Li-Hong-tchang, de se rendre promptement à Kouang-tong (4) pour prendre en charge les affaires de l'Annam et le commandement des armées du Kouang-tong, du Kouang-si et du Yunnan (5).

Le Fou-tai du Kouang-si, Ni Ouen-ouei, proposait dans son mémoire « de profiter du fait que les pourparlers n'ont pas encore abouti pour faire avancer les armées du Yunnan et du Kouang-tong et occuper quelques points à choisir, après délibération, pour relever le prestige de l'armée en vue, d'une part, d'accorder satisfaction à notre vassal l'Annam qui a fait appel à notre aide et, d'autre part, de relever le moral du bataillon de Liéou pour qu'il continue une défense énergique (6) ».

(1) Livre Jaune, 2^e partie, p. 70.

(2) *Documents diplomatiques français*, 1^{re} série, t. V, p. 60, note 2.

(3) *Tsing Kouang-siu Tchao Tchong Fa...* (Documents diplomatiques des négociations sino-françaises pendant le règne de l'Empereur Kouang-siu), vol. III, p. 38.

(4) Bien qu'en ce moment Li Hong-tchang, en deuil, fut en congé à Ho-Fei, sa ville natale dans la province d'Anhui, pour assister aux funérailles de sa mère.

(5) *Tsing Kouang-siu Tchao Tchong Fa...*, vol. III, p. 40.

(6) *Ibid.*, p. 41.

D'autre part, du côté français, en se décidant à repousser le projet Bourée, le Gouvernement avait adopté le principe d'une expédition. Dans la séance du Sénat du 13 mars, Challemel-Lacour affirmait, dans une réponse à De Saint-Vallier, la nécessité pour la France d'une politique coloniale active et terminait en déclarant que le Gouvernement n'admettait pas l'idée d'une retraite au Tonkin (1). D'autre part, dans sa lettre du 15 avril adressée à Challemel-Lacour à propos de la presse anglaise commentant l'action française au Tonkin, Tissot, Ambassadeur de France à Londres, écrit :

« Sa mauvaise humeur se trahit lorsqu'elle subordonne l'approbation, d'ailleurs assez tiède, qu'elle veut bien donner à nos projets, à une condition essentielle : celle que notre action soit énergique et décisive (2). »

Le 26 avril, le Gouvernement déposait sur le bureau de la Chambre des Députés un projet de loi portant ouverture d'un crédit supplémentaire de 5 millions et demi de francs, destiné au ministère de la Marine pour le service du Tonkin. Charles Brun, Ministre de la Marine et des Colonies, priait, au nom du Gouvernement, la Chambre qu'il y avait grand intérêt à ce que cette question soit résolue le plus promptement possible (3). Dans l'exposé des motifs, on lisait qu'il était nécessaire d'y établir définitivement et sur des bases solides l'occupation française. Il suffisait d'un corps d'occupation de 4.000 hommes, appuyé par une escadre composée d'un cuirassé et de quelques canonnières (4).

Le 27 avril, Challemel-Lacour communiqua à Bourée, avec l'exposé des motifs, le texte du projet de loi, qu'il fit suivre de ce commentaire :

« Ce document vous édifiera sur la portée exacte de notre intervention ; le peu d'importance relative des crédits demandés et des forces maritimes et militaires que nous entendons envoyer dans le bassin du fleuve Rouge démontrera clairement

(1) *Journal officiel*. Débats parlementaires. Sénat, 1883, p. 289-293.

(2) *Documents diplomatiques français*, 1^{re} série, t. V, p. 20.

(3) *Journal officiel*. Débats parlementaires. Chambre des Députés, 1883, p. 785.

(4) Livre Jaune, 2^e partie, p. 94-98.

au Tsong-li-Yamen que nous n'avons pas l'intention de suivre à l'égard de la Chine une politique agressive ni menaçante (1). »

Le projet de loi fut voté le 15 mai, après des débats très étendus, par 351 voix contre 48 sur 399 votants (2). Un conflit armé entre la Chine et la France était de plus en plus imminent.

(1) *Documents diplomatiques français*, 1^{re} série, t. V, p. 23.

(2) *Journal officiel*. Débats parlementaires. Chambre des Députés 1883, p. 933-949.

SIXIÈME PARTIE

La deuxième étape des négociations Franco-Chinoise.

CHAPITRE XIX

La négociation entre Li Hong-tchang et Tricou à Shanghai.

Après le rappel de Bourée, on a assisté à une rupture des négociations diplomatiques. Cependant la Chine se montrait très étonnée du rappel de Bourée puisque la convention avait été acceptée par Duclerc et que la Chine en avait même exécuté la première partie. Le 2 avril, le Tsong-li-Yamen adressa un télégramme au Marquis Tseng le chargeant de demander à l'Ambassadeur de France à Londres des renseignements sur la cause du rappel de Bourée. Le télégramme se terminait en ces termes :

« Vous exprimerez à Son Excellence, l'espoir du Gouvernement impérial que la réponse de son Gouvernement serait d'une nature rassurante, car, après la preuve de conciliation qu'il a donnée en consentant de faire retirer ses troupes, tandis que les négociations de M. Bourée avaient lieu, il éprouverait de la mortification, si, au lieu de retirer ses troupes, le Gouvernement de la République leur envoyait des renforts. Vous devez lire cette dépêche à Monsieur l'Ambassadeur, et, s'il le veut, lui en donner une copie (1). »

(1) Livre Jaune, 2^e partie, p. 81. *Documents diplomatiques français*, 1^{re} série, t. V, p. 6, note 2.

Sur ces entrefaites un navire chinois de la Compagnie Tchao-Chan-Tsü, transportant un chargement de riz à Haï-phong, s'était trouvé arrêté dans son entreprise par les autorités françaises qui avaient fait saisir la cargaison et l'avaient vendue aux enchères. Le prince Kong invitait immédiatement Bourée à demander télégraphiquement au Quai d'Orsay des explications (1). D'autre part, le marquis Tseng reçut l'ordre de demander aussi des explications au Gouvernement français. Dans sa lettre du 23 avril, à Challemel-Lacour, il affirma que le Gouvernement de Pékin considérait les droits de souveraineté que l'Empereur de Chine possède sur le Royaume d'Annam, droits de souveraineté bien reconnus, comme conférants aux sujets chinois l'avantage de s'y livrer au commerce comme en Chine (2).

Le 9 mai, dans un nouvel entretien entre Challemel-Lacour et le marquis Tseng à propos du Tonkin, le Ministre français des Affaires étrangères fit observer qu'il ne voyait pas l'intérêt qui justifiait la question du Gouvernement chinois. Le représentant chinois fit remarquer que son Gouvernement avait de justes motifs de se préoccuper de la question ; que le Gouvernement de la République n'ignorait pas, en effet, que la Chine avait un droit de suzeraineté sur le Tonkin ; qu'il ne s'agissait pas seulement d'un droit historique, comme l'avait dit Gambetta, mais d'un droit réel et positif. Au cours de cet entretien, il ne cessait de rappeler que la question de l'ouverture d'une voie commerciale au Yunnan que visait la France était connexe à celle de l'Annam, et qu'il serait opportun de profiter des bonnes relations qui existaient en ce moment entre la Chine et la France pour en aborder l'examen ; qu'il y avait donc utilité à s'entendre directement avec la Chine pour le règlement de la question, et il souhaitait que les bonnes relations de la France et de la Chine ne soient pas altérées par cette affaire. Challemel-Lacour, tout en se déclarant prêt à ouvrir des négociations à Paris ou à Pékin pour assurer le règlement des questions commerciales qui pouvaient exister

(1) *Documents diplomatiques français*, 1^{re} série, t. V, p. 21.

(2) Livre Jaune, 2^e partie, p. 92.

entre les deux pays, répondit qu'il lui semblait inutile de lier ces questions à celle du Tonkin (1).

En effet, à ce moment-là, la France persistait à ne voir dans la question du Tonkin qu'une question purement franco-annamite. Elle contrecarrait énergiquement toute immixtion de la Chine. Par conséquent, Challemel-Lacour opposa aux avances du Marquis Tseng une fin de non-recevoir. Celui-ci cherchait surtout à modifier cette manière de voir de la France en s'appliquant à lui montrer que la Chine ne saurait demeurer indifférente aux affaires de l'Annam et que la France, si elle voulait somme toute aboutir à un règlement satisfaisant, ne pouvait se passer de l'assistance de la Chine. Puisque la politique de la France était bien arrêtée, ses efforts n'aboutirent à rien.

Bourée était toujours à Shanghai, en attendant un successeur. Il avait reçu l'ordre d'attendre de nouvelles instructions avant de faire la remise de ses lettres de rappel. Craignant que l'on ne se rendit pas un compte exact de la situation à Paris, il ne cessait d'y envoyer des nouvelles sur la gravité de cette situation.

Le 16 avril il télégraphiait que : « plus de 10.000 hommes du Yunnan, comprenant le détachement des troupes de Li Hong-tchang sont déjà rentrés au Tonkin. C'est l'avant-garde d'une autre armée d'invasion, et nous aurons bientôt devant nous des masses considérables avec un fort appoint de soldats exercés, bien armés, et d'officiers étrangers (2) ». Le 3 mai, Challemel-Lacour reçut deux lettres de Bourée, datées du 16 et du 17 mars successivement. Dans la seconde lettre, Bourée rapportait que « l'ordre va être donné aux troupes impériales de rentrer au Tonkin et de reprendre les positions qu'elles y occupaient au mois de décembre dernier et que la guerre suscitera, pour la France, des embarras et des obstacles dont on pourrait regretter de ne s'être pas assez soucié » (3).

Deux télégrammes datés des 5 et 8 mai respectivement ne cessaient de signaler la continuation des envois de troupes

(1) Livre Jaune, 2^e partie, p. 106-109.

(2) Livre Jaune, 2^e partie, p. 91.

(3) *Ibid.*, pp. 100 et 104.

au Tonkin (1) et un nouveau télégramme daté du 13 mai disait que Li Hong-tchang aurait reçu ordre de prendre à Canton la direction supérieure des opérations militaires dans l'Annam ; qu'il devait avoir à sa disposition 150.000 hommes qui, depuis un mois, étaient dirigés secrètement des diverses provinces vers les frontières du Kouang-si et du Yunnan ; et que le Prince Kong était inaccessible, et le Tsong-li-Yamen se renfermait dans un silence absolu (2). Le 14 mai, Challemel-Lacour reçut encore une lettre de Bourée, datée du 30 mars de Tien-tsin, qui lui rapportait l'entretien qu'il venait d'avoir avec Li Hang-tchang et dont il se dégageait deux choses saillantes : 1^o que la Chine était décidée à ne pas admettre qu'on la laisse de côté ; 2^o que dans le cas où la France voudrait reprendre les pourparlers interrompus, on ne consentirait plus à traiter sur les mêmes bases qu'autrefois. En somme, il ne cessait d'attirer l'attention du Quai d'Orsay sur l'effet que produisait en Chine le rejet du projet d'arrangement formulé à Tien-tsin et le danger que comportait l'attitude intransigeante de la France.

Les rapports en termes inquiétants que Bourée réitérait sur la puissance militaire de la Chine n'étaient pas faits pour plaire au Gouvernement de Paris, dont la politique était déjà arrêtée. Le 15 mai Challemel-Lacour télégraphiait à Tricou, Ministre de France au Japon, l'invitant à se rendre immédiatement à Pékin comme Envoyé extraordinaire en attendant le successeur de Bourée (3). Le lendemain, M. Bourée reçut l'ordre de revenir en France (4). D'après les instructions de Challemel-Lacour, la mission provisoire de Tricou avait pour but : 1^o d'établir que le rappel de Bourée n'impliquait aucune pensée de rupture, que la France était prête à traiter sur d'autres bases ; 2^o de procurer des renseignements exacts sur les intentions et préparatifs de la Chine (5).

Challemel-Lacour écrit encore :

« D'après M. Bourée, le Gouvernement chinois serait résolu

(1) *Ibid.*, p. 105.

(2) Livre Jaune, 2^e partie, p. 109.

(3) *Documents diplomatiques français*, 1^{re} série, t. V, p. 43.

(4) Livre Jaune, 2^e partie, p. 114.

(5) *Documents diplomatiques français*, 1^{re} série, t. V, p. 43-44.

à s'opposer à notre action au Tonkin où il dirigerait contre nous des forces considérables. Ces indications ne sont nullement confirmées d'autre part. Nous pensons dès lors, que les observations de M. Bourée peuvent se ressentir de l'idée préconçue qu'il s'est faite des dispositions belliqueuses de la Chine. Il importe que nous soyons fixés sur ce point (1). »

Arrivé à Shanghai le 6 juin, Tricou fit aussitôt une visite à Li Hong-tchang qui s'y trouvait. Li lui demandait des renseignements sur le rappel de Bourée. Tricou lui répondait que Bourée avait été rappelé parce que ses négociations n'avaient pas été faites à temps. Le reste de la conversation se passa en formules de politesses et en civilités d'usage (2). Le surlendemain (8 juin) Li lui rendit une visite. Tricou demanda à son interlocuteur s'il avait les pouvoirs nécessaires pour conférer des affaires de l'Annam. La réponse de Li Hong-tchang était qu'il avait toujours en charge, non seulement l'affaire d'Annam, mais toutes les affaires étrangères. Pour celles qui avaient une plus grande portée il appartenait, bien entendu, à la Cour de prendre les décisions mais il en pouvait être informé lui-même.

La première impression de Tricou était favorable (3). Mais comme ces entretiens n'ont fait l'objet d'aucun procès-verbal concerté, il y a une divergence dans les comptes rendus des deux côtés. D'après le rapport de Tricou à Challemel-Lacour, Li Hong-tchang lui aurait laissé entendre que la Chine ne s'immiscerait plus dans les affaires de l'Annam et ne chercherait à contrarier en rien l'établissement du protectorat français (4). Or, d'après le compte rendu chinois, Li se bornait à démentir que la Chine assistait l'Annam contre la France. Sur la question de suzeraineté, Li fit observer que « le royaume du Yué-Nam (l'Annam) est depuis longtemps un pays vassal de la Chine, la France ne pouvait décidément pas obliger la Chine à le nier ». Si Tricou rapportait que le vice-roi se bornait, sur cette question, à formuler des réserves purement pla-

(1) *Ibid.*

(2) *Li Ouen Tchung Kong Tsuan Chou, Yi-Chou-Hang-Kao* (Les brouillons des correspondances échangées avec les Gouvernements étrangers dans les *Œuvres complètes* de Li Hong-tchang), vol. XIV, p. 10.

(3) Livre Jaune, 2^e partie, p. 133.

(4) *Ibid.*, p. 177.

toniques, il s'agirait plutôt d'un malentendu (1). Quoi qu'il en soit, cet entretien, dans l'ensemble, empreint d'un esprit amical, s'était déroulé dans une atmosphère cordiale, c'est ainsi que Tricou en avait pu dégager l'impression qu'au début les pourparlers semblaient prendre une tournure relativement favorable (2).

Le 12 juin à 3 h. 50 Tricou télégraphiait que sa mission avait porté des fruits et que les volontaires du Hou-Nan avaient été invités à « rentrer dans leurs foyers », mais il ajoutait : « Cette mesure ne doit pas ralentir nos préparatifs, car le succès dépend, à mon sens, d'une énergie soutenue. » A quoi Challemel-Lacour répondait le 12 juin à 12 h. 15 : « Les résultats déjà obtenus ne peuvent que vous encourager dans votre attitude. Vos déclarations seront d'ailleurs soutenues par les préparatifs continués ici pour renforcer, s'il y a lieu, les troupes qui viennent d'être expédiées de France, d'Algérie et de la Nouvelle-Calédonie (3). »

Mais le 18 juin, dans son télégramme à Jules Ferry, Ministre des Affaires étrangères par intérim, Tricou ne cachait pas son mécontentement de l'évolution des pourparlers. Il écrivit :

« Les mauvais conseils ont prévalu. Li Hong-tchang, subissant les influences que je vous ai déjà signalées, nous oppose une résistance systématique et affecte même une attitude des plus arrogantes. Il m'a dit hier que la Chine ne reconnaissait pas et ne pouvait reconnaître notre traité de 1874 avec l'Annam ; il a ajouté qu'il n'avait pas de pouvoirs, subterfuge que je prévoyais, du reste, et dont il n'a pas craint de se servir, bien que, dans nos premières entrevues, il m'eût formellement affirmé être muni de toutes les instructions nécessaires... Votre Excellence appréciera si nous devons plus longtemps user d'une longanimité qui ne tourne qu'à notre détriment. Les préparatifs de guerre, un moment suspendus, sont repris ostensiblement ; je dois dire, toutefois, qu'ils ont été bien exagérés, et que la Chine cherche à nous en imposer par des armements plutôt fictifs que réels.

(1) *Ibid.*

(2) *Ibid.*

(3) *Documents diplomatiques français*, 1^{re} série, t. V, p. 53, note 1.

« Tous mes efforts restent désormais impuissants et, en y persévérant, je me heurterais vainement contre des fins de non-recevoir calculées qui ne pourraient que porter une grave atteinte à notre prestige dans l'Extrême-Orient. Les demi-mesures me semblent grosses de périls. J'estime que, si nous ne voulons pas compromettre une situation déjà sérieusement atteinte, nous devons, au point où en sont venues les choses, déclarer immédiatement la guerre à l'Annam et frapper un grand coup à Hué (1). »

A propos de ces suggestions, Challemel-Lacour écrit le 20 juin à Jules Ferry : « L'impatience de Tricou se comprend, encore qu'il se décourage un peu vite (2). »

Le 21 juin, Tricou télégraphiait : « La présence d'un bâtiment de guerre devient indispensable (3). » Dans son nouveau rapport du 22 juin, il n'hésita pas à conclure : « Un grand coup frappé à Hué et une puissante diversion maritime faite sur les côtes du Céleste Empire suffiraient, à mon sens, pour rabaisser une audace qui se fortifie, tous les jours, de nos temporisations prises pour des défaillances. Si nous devons employer la force, sachons au moins l'employer à temps (4). » En effet, il signalait un revirement dans les dispositions de Li Hong-tchang. Il disait dans sa lettre que dans un nouvel entretien du 17 juin, Li lui a déclaré, à son grand étonnement, qu'il n'avait pas de pouvoirs nécessaires. Il lui a déclaré ensuite que la Chine ne reconnaissait pas et ne pouvait reconnaître le traité de 1874 ; pour mieux accentuer son dire, il lui adressait même, le 19, une note verbale confirmant cette double déclaration (5).

Il n'est pas sans intérêt ici de rechercher la cause du revirement des dispositions de Li. La lettre de Tricou à Challemel-Lacour, du 22 juin, est ainsi conçue : « *De regrettables manœuvres* sont venues traverser mon action et au bout de

(1) *Documents diplomatiques français*, 1^{re} série, t. V, p. 56-58.

(2) *Ibid.*, p. 57, note 3.

(3) *Ibid.*, p. 58, note 1.

(4) Livre Jaune, 2^e partie, p. 179.

(5) Livre Jaune, 2^e partie, p. 178 ; *Li Ouen Tchung Kong Tsuan Chou, Yi-Chou-Hang-Kao* (Les brouillons des correspondances échangées avec les Gouvernements étrangers dans les *Œuvres complètes* de Li Hong-tchang), vol. 14, p. 14-15.

deux jours un revirement complet s'opérait dans les dispositions de Li. Une sorte de manifeste officieusement communiqué aux journaux, tant étrangers que chinois, articulait les griefs de la Chine et précisait, pour la première fois, ses prétentions. En même temps, on répandait avec affectation, à Tien-tsin et ailleurs, la nouvelle de l'échec éprouvé par le Commandant Rivière, le représentant comme une véritable déroute. D'autre part, les armements, un instant suspendus, étaient repris ostensiblement (1). » Mais quelles « regrettables manœuvres » ? Il n'en soufflait mot.

Au mois d'octobre de cette même année 1883, un exposé de la situation était communiqué aux Chambres par le Gouvernement français sous forme de Livre Jaune. Sur le sujet qui nous occupe on y lit ces phrases : « Mais la situation n'avait pas tardé à se modifier à Shanghai. *Sous des influences qu'il serait inutile de déterminer actuellement*, un revirement manifeste s'était opéré dans les dispositions du Vice-Roi et de son entourage (2). »

Dans la séance de la Chambre des Députés du 30 octobre, l'affaire du Tonkin donnait lieu à un débat passionné. Challemel-Lacour, dans un long discours, s'y référait indirectement. « On saura quelque jour par quel travail souterrain certaines personnes se sont appliquées, et elles y ont réussi, à persuader à la Chine que les projets de la France n'étaient pas sérieux, et que vous n'aviez ni la volonté ni les moyens de les soutenir. On saura également quelle influence ce travail et ces suggestions ont pu avoir sur les événements militaires qui se sont passés au Tonkin. Je ne veux pas rechercher cela en ce moment-ci (3). »

Le lendemain Clémenceau revenait à la tribune sur cette question : « En vous voyant engagés dans ces aventures lointaines — disait-il — qui sait si certaines puissances, comme le disait M. le Ministre des Affaires étrangères, ne pousseront pas vos ennemis, leur soufflant des suggestions... »

(1) Livre Jaune, 2^e partie, p. 177-178.

(2) Documents diplomatiques. Affaires du Tonkin. Exposé de la situation, p. 17.

(3) *Journal officiel*. Débats parlementaires. Chambre des Députés, 1883, p. 2181.

Le Président du Conseil, Jules Ferry, interrompt en déclarant : « Il n'a pas dit cela !... Vous vous êtes trompé absolument, je vous le répète, sur l'interprétation de ses paroles ; je suis autorisé à vous le dire, il ne s'agit pas d'une puissance. »

« ... On me répond, reprenait Clemenceau, que M. le Ministre n'a parlé d'aucune puissance. Il a dit : « sous des influences qu'il serait inutile de déterminer actuellement... »

« ... Je vous le répète, interrompait de nouveau Jules Ferry, au nom de M. le Ministre des Affaires étrangères, que le mot de « suggestion » ne s'applique dans sa pensée à aucune puissance. »

« ... Qu'est-ce que cela veut dire, alors ?, demandaient plusieurs membres à droite de la Chambre.

« On vous le dira un jour », répondait Jules Ferry (1).

Les événements se sont précipités depuis lors. L'attention s'est portée ailleurs. La paix a été conclue et l'incident a été oublié. M. Billot a pu dire qu'il restait donc là une énigme (2).

On a écrit que c'est à Bourée que Tricou a fait allusion, lorsqu'il parlait de regrettables manœuvres (3). Mais il ne tarda pas à apercevoir l'autre source d'où étaient venues les répercussions sur le revirement des dispositions de Li Hong-tchang. C'est ainsi qu'il télégraphiait à Challemel-Lacour le 5 juillet :

« Si je suis bien informé, ce dernier revirement, qu'une indisposition de Li permettait déjà de pressentir, serait dû à un télégramme du Marquis Tseng, laissant entrevoir à Li les bons offices de quelques puissances européennes (4). »

(1) *Journal officiel*. Débats parlementaires, Chambre des Députés, 1883, p. 2204.

(2) Billot, *op. cit.*, p. 48.

(3) « Très décontenancé, après le départ du Vice-Roi, et ne sachant à qui s'en prendre, M. Tricou s'était persuadé que les causes de sa mésaventure venaient des conversations qu'il accusait M. Bourée d'avoir eues avec Li Hong-tchang, dans une visite de nuit, qu'il supposait que M. Bourée devait avoir faite au Vice-Roi, avant son départ.

« Il ne s'était pas borné à le dire à Shanghai, et le 22 juin en y faisant allusion, il avait écrit à Paris « que de regrettables manœuvres étaient venues traverser son action. » En outre dans le livre publié par M. Billot, il est écrit (p. 46) : « évidemment il avait dû modifier les dispositions des Chinois ». Sémallé (Comte de), *Quatre ans à Pékin*, p. 142.

(4) *Documents diplomatiques français*, 1^{re} série, t. V, p. 68.

D'ailleurs, si Tricou soupçonnait, peut-être, Bourée, il ne semble pas que Jules Ferry et Challemel-Lacour visaient également ce dernier lorsqu'ils parlaient des influences qu'il était inutile de déterminer actuellement. D'après la remarquable recherche de M. Shao Hsüng-tcheng (1) un télégramme du Marquis Tseng daté du 13 juin (le 9^e jour de la 5^e lune de la 9^e année du règne de Kouang-siu) envoyé à Tsong-li-Yamen, est très significatif à cet égard, car il se situe justement entre les deux entretiens de Li Hong-tchang avec Tricou, entretiens pendant lesquels ce dernier signalait le revirement des dispositions de Li. Ce télégramme est ainsi conçu : « Je viens d'avoir une longue conversation avec M. Waddington, un ancien Ministre français, ex-Président du Conseil ; il m'a dit que les événements de l'Annam sont dus à l'influence d'un certain parti politique, qui est loin d'avoir l'approbation du pays tout entier. Il m'a assuré qu'à son retour en France, dans une quinzaine de jours environ, il se ferait l'interprète de mes paroles auprès de son Gouvernement et qu'il espérait fort le persuader. Le Tao-tai Shao m'a conseillé, dans son télégramme, de ne pas me montrer inflexible. Je vois très bien que les gens appartenant à un parti politique sont souvent, en France, des gens intéressés et versatiles. Si on les laisse faire, ils ne s'arrêteront plus dans leurs prétentions. Si on les tient en échec, leur opinion changera tout naturellement. Aussi, il est de mon devoir de mettre un plan à votre disposition. On peut donner une assistance occulte à l'Annam sous forme d'hommes et de munitions. Si en l'occurrence, la France ne se révèle pas invincible, notre attitude pourra, alors, devenir plus énergique. Si elle paraît invincible, nous devrions désavouer nos Agents. Il me semble qu'on ne saurait temporiser davantage (2). »

Le Tsong-li-Yamen, ayant reçu ce télégramme, le transmet immédiatement à Li Hong-tchang. Ce télégramme lui parvint le 15 juin et le 17, dans son nouvel entretien avec Tricou,

(1) *Shao Hsüng-tcheng, Tchong Fa Yué-Nam Kouang Hsi Chih Mô* (Histoire complète des relations franco-chinoises en Annam), p. 79. Nous lui faisons de fréquents emprunts dans ces pages.

(2) *Li Ouen Tchong Kong Tsuan Chou, Tien-kao* (Les brouillons des télégraphes dans les *Œuvres complètes* de Li Hong-tchang), vol. I, p. 20.

Li modifia sensiblement son attitude, et ses paroles furent plus fermes. Tricou s'en alla visiblement furieux (1).

Le télégramme du Marquis Tseng n'était pas sans avoir eu une répercussion directe sur les dispositions de Li. Il nous semble que c'est à la conversation du Marquis Tseng avec Waddington qu'on aurait fait allusion lorsqu'on parlait des « influences qu'il serait inutile de déterminer actuellement (2) ».

D'autre part, Tricou parlait d'une sorte de manifeste officiellement communiqué aux journaux, tant étrangers que chinois, articulant les griefs de la Chine et précisant ses prétentions. On trouve, en effet, que le Marquis Tseng, envoyait de Paris le 23 juin un télégramme à Li Hong-tchang dans lequel il disait :

« J'ai laissé publier récemment dans la presse mondiale quelques-uns des documents diplomatiques échangés. Tout le monde fait des reproches au Gouvernement français. On constate une divergence de vue au sein même du Gouvernement français. Cela renforce d'autant plus la volonté de M. Challemel-Lacour de démissionner (3). »

Dans une conversation deux jours avant (le 21 juin) (4), lorsque Jules Ferry lui manifestait quelque surprise d'avoir vu, depuis deux jours, paraître dans le *Times*, des documents diplomatiques (5) publiés sans que le Gouvernement français, avec lequel on les avait échangés, en fût avisé, le Marquis Tseng répondait qu'il avait été amené à faire des déclarations à plusieurs journalistes, déclarations rendues nécessaires pour se justifier du reproche que Challemel-Lacour faisait peser sur lui, d'être un diplomate absent et

(1) *Li Ouen Tchung...*, *Yi Chou Hang Kao* (Les brouillons des correspondances échangées avec les Gouvernements étrangers dans les *Œuvres complètes* de Li Hong-tchang), vol. 14, p. 15.

(2) Voir p. 177.

(3) *Li Ouen Tchung Kong Tsuan Chou Tien-Kao* (Les brouillons des télégraphes dans les *Œuvres complètes* de Li Hong-tchang), vol. I, p. 23.

(4) Livre Jaune, 2^e partie, p. 141-146.

(5) *The Times*, June 19, June 22, 1883.

négligent (1). A la lumière de notre recherche, il apparaît que le motif ne semblait pas être aussi simple.

Le 22 juin, c'est-à-dire le lendemain de l'entretien, le Marquis Tseng informa Jules Ferry de son départ pour Londres où il était appelé par des affaires de service. Il laissait Liou Qui-tisang à Paris comme chargé d'affaires. Cependant il se tiendrait à la disposition du Ministre français des Affaires étrangères si celui-ci avait besoin de s'entretenir avec lui (2). En effet, après le départ du Marquis Tseng pour Londres, on constate une rupture momentanée des négociations à Paris. A Shanghai aussi les pourparlers se trouvaient suspendus. Li Hong-tchang était, au fond, partisan d'un règlement pacifique, mais Tricou faisait toujours preuve de mauvaise humeur. Le ton de ses entretiens devenait de plus en plus dur et arrogant et, pour tout dire, choquant (3). Mécontent de l'attitude de son interlocuteur Li songeait à le mettre au pas.

C'est précisément à ce moment qu'il reçut le télégramme du Marquis Tseng que le Tsong-li-Yamen lui transmettait. C'est ce qui explique qu'il eut avec Tricou une discussion assez vive dans son entretien du 17 juin. C'eut été plutôt une manœuvre momentanée qu'un changement radical dans ses dispositions. En effet, dans sa lettre au Tsong-li-Yamen datée du 21 juin, Li fit remarquer que : « M. Young, Ministre américain, séjournant à Shanghai à cause de l'affaire franco-annamite, est venu plusieurs fois me voir et m'entretenir. Il a insisté chaleureusement auprès de M. Tricou pour qu'il confère

(1) « Le Ministre des Affaires étrangères a dit, en effet, que le Marquis était resté pendant près d'un an sans entretenir de relations avec le Ministère. » Livre Jaune, 2^e partie, p. 146.

(2) Livre Jaune, 2^e partie, p. 148.

(3) *Li Ouen Tchong Kong Tsuan Chou, Yi-Chou-Hang-Kao* (Les brouillons des correspondances échangées avec les Gouvernements étrangers dans les *Œuvres complètes* de Li Hong-tchang), vol. 14, p. 16.

En ce qui concerne la personnalité de Tricou, on peut se référer au livre du Comte de Sémallé, *Quatre ans à Pékin*, dans lequel il est écrit entre autres (p. 138) : « Il (M. Tricou) pensait, qu'avant peu de jours, il saurait intimider la Chine et obtenir un succès où M. Bourée n'avait pas pu réussir. Après quoi, en récompense, il espérait avoir l'Ambassade de Constantinople ».

cordialement avec moi, mais M. Tricou ne s'en est guère soucié (1).

Ainsi Li était animé personnellement des intentions les plus conciliantes, mais l'attitude de Tricou n'était pas de nature à l'encourager (2). Ce n'est donc pas uniquement les regrettables manœuvres signalées par Tricou qui étaient responsables d'entraver son action.

Le 30 juin, Tricou avait une nouvelle entrevue avec Li et faisait connaître à celui-ci que, dans un entretien avec le Ministre français des Affaires étrangères, le Marquis Tseng déclarait : 1^o que Li avait pleins pouvoirs pour traiter des affaires de l'Annam ; 2^o que la Chine ne donnerait aucune assistance occulte ou ouverte à l'Annam ; 3^o que la Chine ne

(1) *Li Ouen Tchong Kong Tsuan Chou, Yi-Chou-Hang-Kao* (Les brouillons des correspondances échangées avec les Gouvernements étrangers dans les *Œuvres complètes* de Li Hong-tchang), vol. 14, p. 16. Voir à cet égard aussi un télégramme daté du 18 juillet de Shanghai envoyé par Tricou à Challemel-Lacour dans lequel il disait notamment : « Au cours de mes pourparlers avec Li, il (M. Young) se trouvait à Shanghai et ne dissimulait pas son désir de s'interposer pour amener un arrangement amiable. C'est un ami intime de Li et cette intimité a donné lieu à bien des commentaires. Les ouvertures du Ministre des Etats-Unis étaient assez voilées pour qu'il me fût loisible de paraître ne pas les comprendre ; c'est ce que j'ai cru devoir faire. Je crains, en effet, que l'intervention d'une autre Puissance tierce ne vienne entraver notre action dans l'Annam comme au Tonkin et compliquer, en outre, notre différend avec la Chine, permettant à la Cour de Pékin de poser la question de suzeraineté, qu'il m'a paru prudent d'écarter. » *Documents diplomatiques français*, 1^{re} série, t. V, p. 73-74.

(2) « Les Chinois ne voyant pas ce qui pourrait résulter de l'attitude de M. Tricou, étaient au fond très inquiets. Un jour, l'un d'entre eux que j'ai toujours soupçonné d'avoir été envoyé par le Yamen, vint me voir : — Connaissez-vous M. Tricou ? me demanda-t-il. — Oui, lui répondis-je. — Je l'ai connu autrefois à Paris. — Vous savez, alors que c'est un homme grossier, avec lequel toute affaire, toute conversation est impossible. ... Je ne l'ai pas connu ainsi. ... On ne peut traiter avec lui aucune affaire : il nie le lendemain ce qu'il a dit la veille, n'entend aucune raison, n'a aucune politesse, aucun égard des convenances. Il est rempli d'arrogance et, certainement nous ne pouvons pas le souffrir... »

« Inutile de dire que tout ce que l'on me rapportait m'était fort pénible et ne pouvait aucunement améliorer les affaires du Tonkin. » Sémallé (Comte de), *op. cit.*, p. 142 et 143.

chercherait pas à entraver les droits et les privilèges que la France tenait du traité de Saïgon. Li lui répondit que tous ces points n'étaient pas très exacts et qu'il y soupçonnait des erreurs dans la traduction ou un malentendu. Tricou en pouvait conclure que le Marquis Tseng avait simulé un ordre de la Cour (1).

Pour avoir une idée plus complète de ce qu'avait dit le Marquis Tseng, il faut s'en référer au procès-verbal de la conversation du Marquis Tseng avec Jules Ferry, publié dans le Livre Jaune (2). Selon ce compte rendu rédigé sur les notes fournies par le Ministre français des Affaires étrangères (3), en nommant le Vice-Roi, le Marquis aurait ajouté, incidemment, qu'il avait les pleins pouvoirs du Gouvernement impérial pour traiter avec le représentant français. Sur la déclaration que la France considérerait comme un *casus belli* toute assistance ouverte ou occulte donnée par la Chine au Roi d'Annam, le Marquis demandait ce qu'on entendait par assistance occulte et fit observer qu'il se pouvait, en effet, qu'on rencontre des Chinois parmi les Annamites : la Chine avait de nombreuses colonies au Tonkin ; des Chinois de toute provenance franchissaient nécessairement les frontières qui séparent la Chine de l'Annam ; s'ils s'enrôlaient dans les troupes du Roi d'Annam, on ne saurait, en vérité, en rendre la Chine responsable.

Le Ministre français a répondu qu'il prenait d'abord acte de la déclaration implicitement contenue dans la question posée par le Marquis, à savoir que la Chine répudiait hautement toute pensée d'assister le Roi d'Annam, soit ouvertement, soit par des voies détournées.

Le Marquis n'aurait rien objecté ; « il a poursuivi en disant que la Chine n'a aucune pensée d'agression ; qu'elle sait que la France est assez forte pour faire ce qu'elle voudra dans le Royaume d'Annam et qu'elle laissera faire la France. Mais

(1) *Li Ouen Tchong Kong Tsuan Chou, Yi-Chou-Hang-Kao* (Les brouillons des correspondances échangées avec les Gouvernements étrangers dans les *Œuvres complètes* de Li Hong-Tchang), vol. 14, p. 18.

(2) Livre Jaune, 2^e partie, p. 141 à 146. Voir aussi : *Documents diplomatiques français*, 1^{re} série, t. V, p. 58-61.

(3) Livre Jaune, *ibid.*, p. 106, note .

quand on veut maintenir la paix entre deux grands Etats, il faut s'efforcer de la rendre aussi longue et aussi durable que possible. Ne comprenez-vous donc pas que ce que vous ferez au Tonkin ne durera pas si la Chine, qui considère l'Annam comme un vassal, reste étrangère à vos arrangements ? »

Le Ministre français, sans entrer dans la discussion des théories, a déclaré que la France n'avait d'autre but final au Tonkin que de consolider l'état de choses créé par le traité de 1874, qu'elle ne voulait pas conquérir l'Annam ; qu'elle serait disposée, après avoir purgé le bassin du fleuve Rouge, à traiter avec la Chine sur les moyens d'ouvrir au commerce le Yunnan par le Song-Koï.

Le Marquis a dit qu'il était heureux de trouver chez le Ministre français des dispositions aussi conciliantes et priait, en conséquence, Ferry de télégraphier à Tricou le résumé de cet entretien. Le lendemain (22 juin) Jules Ferry fit connaître dans un télégramme à Tricou la substance de cet entretien.

D'après ce compte rendu, sur le premier point, en ce qui concerne les pleins pouvoirs qu'avait Li, le Marquis Tseng n'avait pas fait une déclaration explicite. Il l'aurait ajouté incidemment en nommant le Vice-Roi. Sur le deuxième point, il semble que le Marquis l'ait reconnu tacitement puisqu'il n'avait rien objecté. Sur le troisième point, il s'agissait seulement d'une déclaration unilatérale de la part de Jules Ferry (1).

En effet, les bruits ne cessaient de circuler que la France allait faire la conquête du Tonkin et ses préparatifs militaires semblaient les confirmer. Les efforts, tant du Marquis Tseng que du Vice-Roi Li, tendaient à obtenir l'assurance que la France ne nourrissait aucune pensée de conquête sur le Tonkin. C'est pourquoi le Marquis disait qu'il était très heureux de trouver chez Jules Ferry des dispositions aussi conciliantes lorsque celui-ci lui déclarait que la France ne voulait pas conquérir l'Annam.

Aussi Li Hong-tchang insistait particulièrement sur ce

(1) Livre Jaune, 2^e partie, p. 145 ; *Documents diplomatiques français*, 1^{re} série, t. V, p. 61.

point, et Tricou lui promit de l'éclairer et de le préciser par une note écrite. Au cours de cet entretien, Tricou abandonna son attitude arrogante et se montra cordial et conciliant (1). Abordant ensuite la question de la suzeraineté et du protectorat, ils arrivèrent à se mettre d'accord sur le règlement suivant : « La Chine n'affirmerait pas ouvertement que l'Annam était son vassal, tandis que la France n'affirmerait pas non plus ouvertement son protectorat sur ce pays (2). »

Le 1^{er} juillet, Tricou télégraphiait à Challemel-Lacour :

« Votre Excellence se contenterait-elle d'une déclaration écrite du Gouvernement chinois portant que la Chine ne cherchera à entraver en rien notre marche militaire et notre établissement au Tonkin ?

« En retour, le Gouvernement français témoignerait, également par écrit, qu'il ne nourrit aucune pensée de conquête à l'égard de l'Annam (3). »

Le 3 juillet Challemel-Lacour répondit par un télégramme qu'il acceptait les propositions de Tricou mais il ajoutait :

(1) *Li Ouen Tchung Kong Tsuan Chou, Yi-Chou-Hang-Kao* (Les brouillons des correspondances échangées avec les Gouvernements étrangers dans les *Œuvres complètes* de Li Hong-tchang), vol. 14, p. 17-19.

Dans le livre publié par le Comte de Sémallé, il est écrit (p. 152-153) : « M. Tricou, depuis sa brouille à Shanghai avec le Consul général, avait changé de manière d'être et le remplacement successif de tous les gens qui l'avaient accaparé à son arrivée en Chine et mal conseillé, avait amené un revirement à peu près complet...

Je lui exposai, sous leur véritable forme et sous leur vrai jour, les circonstances qui auraient amené M. Bourée à négocier en novembre 1882, et je ne lui cachai rien de ce qui s'était passé avant et après l'arrangement de Tientsin, non plus que mon opinion personnelle sur les affaires passées et présentes, ni, enfin, sur les nombreux griefs que j'avais contre le Ministère et contre lui...

Il ne m'interrompit pas, mais après avoir contesté certaines de mes opinions, et de celles que je partageais avec M. Bourée, il se contenta de répondre, qu'à Shanghai, il avait été trompé, et que la plus grande partie des motifs de plaintes que je lui exprimais, avait été le résultat de « la confiance aveugle et nécessaire » qu'il avait eue dans ses premiers conseillers en arrivant à Shanghai. »

(2) *Li Ouen Tchung Kong Tsuan Chou, Yi-Chou-Hang-Kao* (Les brouillons des correspondances échangées avec les Gouvernements étrangers dans les *Œuvres complètes* de Li Hong-tchang), vol. 14, p. 17-19.

(3) Livre Jaune, 2^e partie, p. 149.

« Toutefois cette déclaration ne devra rien contenir qui puisse être interprété comme impliquant l'abandon du traité de 1874 ou allégué pour en contester la valeur. Il sera entendu en outre qu'elle ne pourra être en aucun cas opposée soit à l'exécution des mesures militaires nécessitées par les événements du mois de mai, soit à l'exercice effectif de notre protectorat au Tonkin... (1) »

Le jour même où il envoyait son télégramme à Challemel-Lacour, Tricou rendit visite à Li pour lui exposer les projets de règlement qu'il avait pris sur lui de suggérer :

« Le Gouvernement Chinois s'engagerait à n'entraver en rien l'action militaire et civile de la France au Tonkin, à ne pas intervenir, soit ouvertement, soit par des voies détournées, dans les affaires de l'Annam (2) ; et à ne porter aucune atteinte à la situation acquise par la France dans l'Annam depuis le traité de 1874 (3). Le Gouvernement Chinois serait prêt, une fois l'ordre rétabli, à ouvrir au commerce, par la voie du Song-Koï, les provinces méridionales de la Chine et notamment celle du Yunnan (4). D'autre part, le Gouvernement français se déclarerait disposé, le moment venu, à conclure avec l'Empire Chinois un arrangement de nature à régler les rapports commerciaux et à sauvegarder les intérêts des résidents chinois au Tonkin... Au moment de la signature de l'arrangement, M. Tricou remettrait à Li une note pour témoigner qu'en présence des engagements pris par la Chine, la France ne fait nulle difficulté de convenir qu'elle n'avait pas en vue la conquête de l'Annam. »

Li s'opposait dans ce projet préparatoire à l'insertion de la clause que « la Chine s'engagerait à ne pas intervenir, soit ouvertement, soit par des voies détournées, dans les affaires de l'Annam, » qui, selon lui, équivalait à renoncer ouvertement au lien de vassalité. Tricou consentit à supprimer cette

(1) *Documents diplomatiques français*, 1^{re} série, t. V, p. 66.

(2) Cette clause que nous trouvons dans le texte chinois ne figure pas sur la lettre de Tricou à Challemel, publiée dans les *Documents diplomatiques français*, 1^{re} série, t. V, p. 65-66.

(3) Ces mots « depuis le traité de 1874 » ne se trouvent pas dans la lettre de Tricou à Challemel-Lacour.

(4) Le texte chinois ne parle que de la province du Yunnan.

phrase. Li fit remarquer ensuite qu'on devait également supprimer la phrase où il était fait mention de la situation acquise par la France depuis le traité de 1874. Tricou ne consentit qu'à supprimer le mot « traité ». La France voulait toujours, en effet, que la Chine reconnût sa situation privilégiée dans l'Annam et c'est ce que la Chine ne voulait pas. L'accord ne s'établit pas et les pourparlers échouèrent de nouveau (1).

Cependant Li avait, personnellement, un sincère désir d'aboutir à un règlement pacifique avec la France. Le 16 juin dans son rapport au trône, il disait : « Si nous ne nous opposons pas à l'annexion de l'Annam par la France, nous évitons le conflit actuel et la menace contre la sécurité de notre frontière est reportée dans l'avenir. Si, au contraire, nous luttons contre la France, la guerre va s'engager dès à présent. Si l'on met en regard les avantages et les inconvénients des deux attitudes, si l'on pèse ce qui est plus ou moins grave, cela devient évident. Je n'ose ni me montrer pusillanime en ne me souciant pas du sort de notre vassal, ni me montrer téméraire en risquant le tout pour le tout pour notre Empire (2). »

Mais les rapports ne cessèrent de se présenter au Trône, on y constate une tendance très forte à désirer que la lutte s'engage. Le 21 juin Tchang Peï-lun disait dans son mémoire : « que les menaces contre les frontières sont pressantes, il convient que la décision Impériale intervienne à temps. Les dispositions de l'ennemi sont équivoques, il ne faut pas tenir compte de l'opinion courante (3). »

Le 17 juin, Liéou En-pou, Yû-Chih (4) disait dans son mémoire : « Les Français convoitent le Yunnan et le Kouang-

(1) Livre Jaune, 2^e partie, p. 151-152 ; *Li Ouen Tchung Kong Tsuan Chou, Yi-Chou-Hang-Kao* (Les brouillons des correspondances échangées avec les Gouvernements étrangers dans les *Œuvres complètes* de Li Hong-tchang), vol. 14, p. 20-22.

(2) *Tsing Kouang-siu Tchao Tchung Fa Tchiao Chê Chih Liao* (Documents diplomatiques des négociations sino-françaises pendant le règne de l'Empereur Kouang-siu), vol. IV, p. 23.

(3) *Tsing Kouang-siu Tchao Tchung Fa...*, vol. IV, p. 26-28.

(4) Fonctionnaires auxquels ont été conféré spécialement le droit d'exprimer leurs opinions sur les Affaires impériales.

tong, il faut protéger l'Annam pour assurer la sécurité de la frontière (1). »

Le 29 juin, Liao Cho-Heng, Nê-Kê-Hio-Chih (secrétaire de Cabinet), conseillait d'assurer la paix par la guerre. Au début de juillet, Hong-tchün, Tchan-Chih, conseillait d'envoyer des généraux au delà de Kouan (porte de la frontière) (2). Li-Hong-tchang serait l'objet de toutes les critiques et risquerait de perdre son prestige et peut-être la vie, s'il refusait d'assister l'Annam en entravant l'action de la France et s'il acceptait de reconnaître à cette dernière une situation privilégiée. Mais il ne voulait à aucun prix fermer la porte aux négociations diplomatiques. C'est pourquoi, au lieu d'opposer à Tricou un refus catégorique, il s'est borné à dire qu'un décret Impérial le rappelait à Tien-tsin et qu'il était obligé de suspendre la négociation. Et il invitait Tricou soit à conférer avec le Tsong-li-Yamen le jour de son arrivée à Pékin, soit à continuer les pourparlers avec lui-même à Tien-tsin. Ou bien encore il chargerait le Marquis Tseng de conférer avec le Quai d'Orsay (3).

En effet, Li était parti pour Tien-tsin le 5 juillet. Très fâché par la rupture des pourparlers, Tricou télégraphiait à Challemel-Lacour :

« La vérité est que le Tsong-li-Yamen, Li Hong-tchang et le Marquis Tseng s'entendent tous les trois pour nous jouer. Quand nous nous adressons à Li, il nous renvoie à Tseng, Tseng à son tour nous renvoie à Li, et le Tsong-li-Yamen à tous les deux (4). »

En même temps, dans un télégramme du 5 juillet, Tricou demandait un congé ou sa mise en disponibilité. « Très malade, disait-il, constamment alité, il m'est impossible de rendre aucun service à mon pays. » Challemel-Lacour répondit le 6 juillet : « Il est impossible que vous songiez actuellement à quitter le poste où vous êtes placé », et Tricou répliqua le 7 :

(1) *Tsing Kouang-siu Tchao Tchung Fa...*, vol. IV, p. 29-30.

(2) *Tsing Kouang-siu Tchao Tchung Fa Tchiao Ché Chih Lia.* (Documents diplomatiques des négociations sino-françaises pendant le règne de l'Empereur Kouang-siu), vol. IV, p. 34-35.

(3) *Ibid.*, vol. IV, p. 21.

(4) *Documents diplomatiques français*, 1^{re} série, t. V, p. 68.

« Du moment que ma présence peut être utile ici, j'y reste, quoique très souffrant (1). »

D'ailleurs, le marquis Tseng a contesté même l'exactitude de cette rupture des pourparlers franco-chinois. Dans un entretien avec D'Aunay, Chargé d'affaires de France à Londres, il a dit que la rupture de ces négociations n'impliquerait pas d'ailleurs celle des rapports entre les deux pays, pour la raison que Li Hong-tchang n'était, à proprement parler, chargé d'aucune mission officielle. « Le Gouvernement de la République, poursuivit-il, ne pourrait véritablement traiter qu'avec le Tsong-li-Yamen ou avec moi, qui suis muni des pleins pouvoirs nécessaires pour négocier (2). »

Bien entendu, Tricou n'était pas en état de comprendre les difficultés que rencontrait Li Hong-tchang. On sait que le projet d'arrangement formulé à Tien-tsin entre Li et Bourée, avait failli déjà échouer devant les résistances du Conseil privé et des hauts fonctionnaires provinciaux (3). Or, une analyse du projet suggéré par Tricou (4) montre bien qu'il allait cette fois encore trop loin par rapport à ce que la Chine souhaitait. Si la Chine s'engageait à n'entraver en rien l'action militaire et civile de la France au Tonkin, cela revenait à dire qu'elle laisserait le Tonkin entier à la disposition de la France. D'ailleurs si elle venait à reconnaître la situation privilégiée de la France et concluait avec elle un arrangement de nature à sauvegarder les intérêts des résidents chinois au Tonkin, sa position à l'égard de l'Annam se réduirait à la même situation que celle de toutes les autres puissances. De surplus, elle serait prête à ouvrir au commerce le Yunnan par la voie du Song-Koi. Toutes ces concessions exigées du Gouvernement de Pékin n'avaient pour contre-partie qu'une note du Gouvernement français témoignant que la France ne fait nulle difficulté de convenir qu'elle n'avait pas en vue la conquête de l'Annam. Outre que l'opinion publique ne saurait absolument pas

(1) *Ibid.*, p. 69, note 1.

(2) Voir la lettre de M. d'Aunay, chargé d'affaires de France à Londres, à Challemel-Lacour. *Ibid.*, p. 70.

(3) Voir p. 161-162.

(4) Voir p. 186.

admettre un pareil arrangement, la Cour ne paraît pas non plus pouvoir l'approuver. Devant ces difficultés qui ne lui échappaient pas, Li Hong-tchang ne pouvait que se dérober.

D'ailleurs, la politique de Jules Ferry ne semblait nullement tendre vers une tentative de règlement de la question du Tonkin avec la Chine. Il s'agissait, d'une part, d'imposer à l'Annam un protectorat véritable et formel et, d'autre part, d'obtenir nettement de la Chine qu'elle renonçât à s'occuper des affaires de l'Annam, cela facilitant l'affirmation de sa politique à l'égard de ce pays. C'est ce deuxième but qu'on voulait atteindre, tant dans les négociations qui avaient lieu à Shanghai entre Li Hong-tchang et Tricou, que dans les pourparlers qui allaient se dérouler à Paris entre Jules Ferry et le Marquis Tseng.

CHAPITRE XX

La discussion de la zone neutre.

Après son entretien du 21 juin avec Jules Ferry, le Marquis Tseng ne parut pas au Quai d'Orsay pendant une période de quarante jours. Challemel-Lacour était en mauvais termes avec le Marquis et ne ménageait nullement ses paroles au Parlement à son égard. Craignant de voir offenser l'honneur national, le Marquis ne voulait pas fréquenter le Quai d'Orsay (1).

Le 1^{er} août, Challemel-Lacour avait un nouvel entretien avec le Marquis Tseng (2). En effet, à cette époque, la France était engagée dans des opérations militaires avec les Pavillons Noirs. La France savait que la Chine ne cessait d'encourager ces derniers contre elle. L'objet de Challemel-Lacour dans son entretien avec le Marquis était uniquement d'obtenir le retrait des troupes chinoises pour faciliter la tâche militaire de la France vis-à-vis des Pavillons Noirs. Le Marquis Tseng commençait par expliquer sa démarche en ajoutant que : « La Chine se considère, au Tonkin, comme la maîtresse d'une maison dont les Français ne sont que les hôtes. » Challemel-Lacour répliqua aussitôt que si le Marquis se plaçait sur un pareil terrain, il lui serait impossible de l'y suivre et qu'il deviendrait dès lors inutile de continuer l'entretien.

Au cours de cet entretien, le Marquis offrait ses bons offices dans le cas où le Gouvernement de la République aurait à traiter avec le Royaume d'Annam. Il rappelait que les Pavillons Noirs, bien que composés d'anciens rebelles chinois, formaient aujourd'hui l'armée régulière de Tu-Duc, et il ajou-

(1) *Tsneg Huei Ming Kong Yi Tsi* (Les œuvres de Tseng Ki-Tseu), vol. V, p. 9.

(2) Livre Jaune, 2^e partie, p. 170.

tait que, tout en poursuivant l'action militaire engagée, il serait de bonne politique de chercher à se débarrasser de ces troupes par la voie des négociations. Il fit remarquer qu'il pourrait arriver que, dans une poursuite, les troupes françaises rencontrassent des soldats chinois, et il serait bon que le Gouvernement de la République donnât des ordres ou prît des mesures pour prévenir le danger d'une semblable rencontre. Enfin, il fit remarquer que trois choses expliquaient les inquiétudes de la Chine :

« 1^o La Cour de Pékin n'a pas, il est vrai, formulé d'objection contre le traité de 1874 quand il lui a été présenté, parce qu'elle voulait alors vivre en bonne amitié avec le Gouvernement de la République, mais l'envoi des troupes françaises au Tonkin a modifié la situation.

« 2^o La déclaration faite par M. de Freycinet et d'après laquelle la Chine n'aurait rien à voir dans les affaires du Tonkin est la négation de droits auxquels le Gouvernement Impérial tient à juste titre.

« 3^o Le rejet de l'arrangement proposé par M. Bourée a fait croire en Chine que la France avait des exigences plus grandes et encore ignorées. La Cour de Pékin ne peut admettre que la France s'annexe l'Annam. »

Dans un entretien du lendemain (2 août) (1), le Marquis Tseng suggéra au Ministre français l'idée d'un armistice ou d'une simple suspension des opérations militaires, qui aurait pour but de permettre à la Chine de prendre d'autres moyens que l'emploi de la force pour dissiper les Pavillons Noirs.

Le Ministre français voyait à l'acceptation et à la mise en pratique de cette idée deux objections : la première était que les Pavillons Noirs seraient, d'après les affirmations du Marquis lui-même, l'armée de Tu-Duc, auquel cas, Tu-Duc avait, s'il le voulait, un moyen bien simple de la disperser ; la seconde, c'est que les opérations militaires étant commencées et ayant pour but de venger l'honneur de la France momentanément compromis par un échec (2) et de rétablir sa situa-

(1) Livre Jaune, 2^e partie, p. 174-176.

(2) La mort du Commandant Rivière. Voir Masson, *op. cit.*, Introduction.

tion conventionnelle au Tonkin, ne pouvaient être suspendues ni arrêtées avant que ce double but fût atteint. Quant au danger d'une rencontre des troupes françaises et des troupes chinoises, la suspension des opérations n'était nullement nécessaire puisque, d'après le Marquis, il n'y avait pas de troupes chinoises au Tonkin ; que, s'il y en avait, elles n'y étaient pas comme auxiliaires des Annamites et qu'enfin, la Chine, pour couper court à tout conflit, n'avait qu'à les rappeler. Challemel-Lacour renouvela cette demande. Le Marquis répondit qu'il l'avait transmise le matin par télégraphe au Gouvernement de Pékin.

Le lendemain de cet entretien (le 3 août), Challemel-Lacour télégraphiait à Tricou :

« Je lui ai répété sur sa demande que nous ne visons pas la conquête de l'Annam, mais que les violations réitérées du traité de 1874 nous imposent la nécessité d'en obtenir la révision. »

Tricou disait le 5 août :

« Les démarches du Marquis Tseng témoignent des appréhensions de son gouvernement. Quand nous faisons un pas en avant, la Chine en fait dix en arrière. Frappons vite et fort dans l'Annam comme au Tonkin... »

Il ajoutait :

« La mort de l'Empereur Tu-Duc se confirme ; son fils adoptif, ennemi déclaré de la France, lui succède. Cet événement inattendu offre une porte de sortie au Céleste Empire (1). »

En effet, ces deux entretiens n'avaient servi aux deux partis qu'à affirmer leurs thèses respectives. Aucun progrès n'a été enregistré dans les négociations. Un nouvel entretien du 8 août (2) fut encore plus orageux. Le Marquis Tseng annonçait à Challemel-Lacour qu'il venait de recevoir du Tsong-li-Yamen une réponse à ses dernières communications. D'après lui, il semblait ressortir de ce document que le Gouvernement Impérial jugeait nécessaire d'ouvrir une enquête sur la prétendue présence de ses troupes au Tonkin, enquête qui exige

(1) *Documents diplomatiques français*, 1^{re} série, t. V, p. 75, note 1.

(2) Livre Jaune, 2^e partie, p. 181-183.

rait peut-être un temps assez long. Selon le résultat de son enquête, la Cour de Pékin pourrait, soit retirer ses troupes du pays qu'elles occupaient, soit les y maintenir dans le cas où leur rappel lui paraîtrait préjudiciable à ses intérêts. Challemel-Lacour répondit que toute enquête était inutile sur le fait même dont il s'agissait, puisque la présence des troupes chinoises sur le territoire tonkinois était établie par des témoignages certains.

« Nous le savions, poursuivit-il, et c'est volontairement que nous fermions les yeux ; on aurait grand tort de nous forcer à les ouvrir et à reconnaître, malgré nous, que nous sommes en guerre avec la Chine... Votre Gouvernement fait passer des hommes au Tonkin, il y envoie des munitions et des armes, il encourage les Annamites, et, en même temps, il nous entretient de projets d'arrangements qui n'aboutissent à rien. C'est une situation dangereuse parce qu'elle est intolérable, parce qu'elle peut à chaque instant, et qu'elle doit même à la longue, nous forcer à prendre des mesures décisives (1). »

Ainsi les entretiens entre Challemel-Lacour et le Marquis Tseng n'ont abouti à aucun résultat et la tension s'aggravait de plus en plus.

Convaincu de la gravité de la situation et de l'inutilité des polémiques diplomatiques, le Marquis Tseng prit une initiative. Le 11 août, il tenta en vain de faire présenter à Challemel-Lacour, par l'intermédiaire de Burlaton, Chargé d'affaires des Etats-Unis, certaines propositions, le Ministre français déclarant que la France n'acceptait pas la médiation (2). Le 18, dans une lettre à Challemel-Lacour, le Marquis lui fit connaître directement les bases sur lesquelles le Gouvernement de Pékin était prêt à s'entendre avec le Gouvernement français. Il les recommandait à sa plus sérieuse attention et exprimait l'espoir qu'elles seraient l'objet d'une appréciation bienveillante et qu'elles pourraient servir à provoquer à temps un échange de vues sur la question du Tonkin. Ces bases pouvaient se résumer dans les points suivants :

« 1^o Que la France ne porte point atteinte à la position

(1) Livre Jaune, 2^e partie, p. 181-182.

(2) *Documents diplomatiques français*, 1^{re} série, t. V, p. 79.

politique du Royaume de l'Annam et ne s'annexe aucun territoire de ce pays en dehors des six provinces du sud qu'elle avait annexées ou occupées en 1862 et 1867.

« 2^o Que les liens de vassalité qui unissent l'Annam à la Chine restent comme par le passé ;

« 3^o Que le territoire et les villes actuellement occupées par les forces françaises au Tonkin soient évacuées et que certaines villes, moyennant une entente, soient ouvertes au commerce étranger, où des Consulats pourront être établis aux conditions semblables à celles qui régissent le commerce étranger dans les ports de la Chine ;

« 4^o Que le fleuve Rouge soit ouvert à la navigation des navires étrangers jusqu'à « Thoun-Hô-Kouan », situé sur la rive gauche du fleuve Rouge et en face de la ville de Sontay qui doit être considérée provisoirement comme point extrême de la navigation étrangère et comme lieu d'échange des produits provenant du Yunnan et des localités riveraines en aval ;

« 5^o Que la Chine s'engage à user de l'influence que lui confère sa position pour lui faciliter le commerce sur le fleuve Rouge et éviter l'emploi de la force contre les Pavillons Noirs ;

« 6^o Que toute convention nouvelle entre la France et l'Annam soit l'objet d'une entente avec la Chine (1). »

Challemel-Lacour fit répondre le 27 août, que le caractère de quelques-unes de ces propositions « excluait la possibilité de les prendre, dans leur ensemble, pour base d'une discussion utile (2). »

Une lettre de Challemel-Lacour, adressée à Jules Ferry datée du 19 août, nous permet de bien élucider ses préoccupations du moment quant au Tonkin. Il disait notamment :

« ... Ce qui me préoccupe beaucoup plus, je vous l'avoue, c'est le Tonkin. Impossible encore de savoir ce qui résultera de l'opération sur Thuon-An, et si les troupes seront en mesure de frapper à Sontay un coup décisif... En attendant, la Chine, encouragée par la presse, par les amis de M. Bourée, etc., en est venue à un excès d'audace incroyable...

« Vous voyez qu'à moins d'un succès décisif, il n'y a plus

(1) Livre Jaune, 2^e partie, p. 188-189.

(2) Livre Jaune, 2^e partie, p. 197.

guère d'arrangement possible avec la Chine. Il faudrait qu'elle revînt de trop loin. La Chine ne cédera qu'à la menace sérieuse ou à la force ; nous ne pouvons et nous ne devons recourir ni à l'une ni à l'autre. La Chambre ne nous suivrait pas ; il y a d'ailleurs une raison péremptoire pour chercher une issue, dut la porte par laquelle nous sortirions n'être pas triomphale. Cette raison, c'est qu'à mon avis la paix ne tient qu'à un fil, je ne suis pas le seul à penser ainsi. Les premiers mois de l'année prochaine verront probablement éclater la crise, elle éclatera en Orient, comme toujours, et il ne faut pas qu'elle nous surprenne plus engagés que nous ne devons l'être. Il faut que nous ayons sous la main toutes nos forces. Nous avons été mal renseignés, comme vous le dites, par ceux que nous devons croire les mieux informés et les plus instruits, nous avons été mal servis par nos agents. Bourée nous a fait, et il continue, malgré ses dénégations, à nous faire beaucoup de mal. Tricou, bien qu'averti, s'est trop laissé aller à son tempérament et il n'a pas réussi. Mais qu'importe aujourd'hui tout cela ? Il serait sot de nous plaindre, nous ne devons songer qu'à couper court, sans trop de dommage pour la dignité du pays, aux suites inattendues d'une entreprise, qui nous était d'ailleurs absolument imposée... (1). »

Aussi sa réponse au marquis Tseng était rédigée cette fois en des termes très calmes. Deux motifs expliquent encore sa modération. En premier lieu, la situation de l'Europe était assez inquiétante. Les rapports franco-allemands restaient toujours tendus. Depuis deux mois on continuait à prêter au Prince de Bismarck des projets d'agression ; on affirmait qu'il s'efforçait de s'assurer le concours éventuel de l'Italie. Il eût été imprudent pour la France de précipiter une rupture avec la Chine, et de négliger une chance d'accommodement au moment même où elle était menacée de graves complications sur ses frontières. Il fallait aussi tenir compte d'un second fait. Le 18 août, le jour même où le marquis Tseng se décidait à communiquer au Quai d'Orsay ses propositions, l'Amiral Courbet attaquait les forts de Thuan. Le 25 août la Cour de

(1) Lettre privée. Papiers de la Fondation Jules Ferry. *Documents diplomatiques français*, 1^{re} série, t. V, p. 87-89.

Huê s'était rendue à discrétion, Harmand obtenait la signature d'un traité qui plaçait l'Annam tout entier sous le protectorat formel de la France (1). On croyait à Paris que ces événements devraient produire un revirement à Pékin (2). D'ailleurs, le Gouvernement français allait bientôt faire des contre-propositions (3).

Le 15 septembre un mémorandum fut remis à la Légation de Chine par ordre du Ministre français des Affaires étrangères. La France a formulé ses propositions pour les bases de l'arrangement dans les deux articles suivants :

1^o « Le Gouvernement français s'engagerait à n'occuper aucun point et à n'exercer aucune action dans la région délimitée au nord par la frontière de la Chine et au sud par une ligne, à déterminer, partant d'un point sur la côte entre le 21^e et le 22^e degré de latitude, pour aboutir au fleuve Rouge en amont de Lao-Kaï. Le Gouvernement chinois s'engagerait, de son côté, à n'occuper aucun point et à n'exercer aucune action dans la même région.

« L'administration continuerait d'être exercée dans cette zone par les fonctionnaires annamites. Il ne pourrait pas y être élevé de fortifications.

« Si des bandes armées y venaient chercher un refuge, ou s'il s'y produisait des désordres incompatibles avec la sécurité des territoires voisins, les Gouvernements français et chinois pourraient, soit ensemble, soit séparément, y faire pénétrer des forces militaires, après s'être mis d'accord sur l'objet et sur l'étendue de l'opération. Ces forces devraient être retirées dès qu'elles auraient été envoyées.

« 2^o La ville de Man-Hao, sur le fleuve Rouge, dans la pro-

(1) Le texte du traité se trouve dans Billot, *op. cit.*, p. 411.

(2) Billot, *op. cit.*, p. 73.

(3) Avant la remise de ces propositions, Challemel-Lacour écrit (le 5 septembre) à Waddington, Ambassadeur de France à Londres, lui exprimant le désir du Cabinet de Paris de voir celui de Londres prêter ses bons offices pour les appuyer auprès du Gouvernement de Pékin tout en soulignant l'impossibilité pour la France d'accepter une discussion préalable des conditions offertes à la Chine. *Documents diplomatiques français*, 1^{re} série, t. V, p. 97-99 et p. 112.

vince du Yunnan, serait ouverte au commerce étranger, dans les mêmes conditions que les autres villes ou ports de l'Empire Chinois où ce commerce est déjà permis (1). »

On ne fit pas de difficulté pour reconnaître la différence entre ce mémorandum et le projet Bourée. Dans celui-ci on proposait pratiquement un partage en deux zones de la partie du Tonkin comprise entre le fleuve Rouge et la frontière chinoise et une neutralité du Tonkin sous la garantie commune de la Chine et de la France. Cette fois le mémorandum du 15 septembre placerait sous la protection exclusive de la France l'Annam tout entier, sauf une étroite zone neutre à la frontière chinoise. Si on consulte la carte, on trouve que Thai-Nguyen, Bac-Ninh, Son-Tây et Tuyên-Quâng se trouveraient toutes en dehors de cette zone. Elle ne comprendrait que les régions de Lang-son et de Cao-Bang.

L'idée de la proposition française d'une zone neutre trouvait, en vérité, son origine dans un exposé du Marquis Tseng. Au cours de son entretien du 21 juin avec Jules Ferry, le Marquis a exposé la théorie des tampons (2). Sa véritable pensée eut été plutôt de faire ressortir que la Chine s'opposait à ce que la France s'empare de l'Annam tout entier bien plus que l'établissement d'une zone neutre. Aussi, au reçu du mémorandum français, était-il allé voir au Quai d'Orsay Jules Ferry, Président du Conseil chargé par intérim (3) du Département des Affaires étrangères.

Le Marquis Tseng se demandait si les deux points qui étaient déterminés dans le mémorandum français — la consti-

(1) Livre Jaune, 2^e partie, p. 214.

(2) « Entre un grand Etat comme la France et un grand Etat comme la Chine, il faut des tampons. Si la France étend sa souveraineté et son protectorat sur toute l'étendue de l'Annam, il n'y aura plus de tampon. Tandis que si la France consentait à laisser une partie de l'Annam contiguë à la Chine, en dehors de son protectorat, le tampon existerait. » *Documents diplomatiques français*, 1^{re} série, t. V, p. 59-60.

(3) M. Jules Ferry écrit le 16 septembre à M. Waldeck-Rousseau : « Malheureusement Challemel me laisse sur les bras toute cette besogne... Il a voulu fuir Paris et le Quai d'Orsay », et le 19 à M^{me} Jules Ferry : « Challemel est à Saint-Jean-de-Luz. Il ne pouvait en effet fuir plus loin le tracas des affaires. » (*Lettres de M. Jules Ferry*, Paris, 1914). *Documents diplomatiques français*, 1^{re} série, t. V, p. 113, note 1.

tution d'une zone neutre et l'ouverture au commerce d'une nouvelle ville frontière — offriraient une base suffisante d'arrangement. Jules Ferry fit observer que la zone neutre était propice à remplir cet office de tampon sur lequel le Marquis Tseng s'était appesanti. Le Marquis Tseng disait qu'il était difficile d'admettre que la zone neutre constituait une garantie suffisante ; que l'autorité Annamite ne serait que nominale, et qu'en fait l'action française serait prédominante, puisque la France exercerait son protectorat sur le Gouvernement annamite qui dirigerait l'administration de la zone. C'est pourquoi il doutait que l'établissement de cette zone neutre puisse être agréé à Pékin et fit remarquer qu'une bonne frontière serait préférable pour la garantie des intérêts que la Chine avait en vue. Quant au deuxième point, le Marquis fit observer qu'il serait plus profitable de se borner, dans l'arrangement à intervenir, à poser le principe de l'ouverture du territoire chinois au commerce par le fleuve Rouge et d'en renvoyer l'application, d'un commun accord, à un temps plus favorable.

Un autre sujet de préoccupation pour le Marquis Tseng, que le mémorandum français n'a pas mentionné, c'était le sort des Pavillons Noirs. Il fit observer que la Chine ne pouvait s'en désintéresser, que, s'il n'y avait pas, en effet, de réguliers chinois parmi les Pavillons Noirs, on pouvait, en fait, évaluer à une dizaine de mille le nombre d'individus originaires de la Chine qui figuraient dans leurs rangs et, qu'à raison même du nombre des Chinois qui étaient mêlés à eux, la Chine préférerait à la guerre d'extermination que l'armée française poursuivait, des moyens pacifiques d'assurer leur soumission (1).

En substance, le Marquis Tseng préférerait à une zone neutre nominale qui ne constituait pas une garantie suffisante l'établissement d'une zone frontière qui augmenterait de fait le territoire chinois. Quant à la question de l'ouverture du commerce, elle fut résolue en principe. Si le mémorandum français n'a pas fait mention des Pavillons Noirs, c'est que la France entendait procéder seule à leur dispersion, une fois la zone

(1) Livre Jaune, 2^e partie, p. 215-221, *Documents diplomatiques français*, 1^{re} série, t. V, p. 113-115.

neutre établie. Quant à l'hypothèse que ces derniers viendraient chercher un refuge dans la zone neutre, le Mémorandum français l'avait prévu : en ce cas les Gouvernements français et chinois s'entendraient pour aviser au moyen de rétablir la paix, soit ensemble, soit séparément. C'est parce que la Cour de Pékin, dans ses instructions au Marquis Tseng, manifestait son inquiétude sur le sort des Pavillons Noirs, que le Marquis attira particulièrement l'attention de Jules Ferry sur ce point. Mais ces premières observations n'étaient que son opinion personnelle sur le mémorandum. En même temps il télégraphiait à Pékin pour prendre les ordres de son Gouvernement.

Sur ces entrefaites, Tricou était arrivé à Tien-tsin. Le lendemain de son arrivée (18 septembre) il avait un entretien avec Li Hong-tchang au cours duquel il formulait en trois points les bases de la négociation : 1^{er} point : protection par la France des intérêts des résidents et des négociants chinois au Tonkin ; 2^e point : répression des brigands ; 3^e point : nouvelle rectification de la frontière franco-chinoise (1). Cela revenait, en pratique, à donner à la France l'Annam tout entier. Ce projet était encore plus défavorable à la Chine que le mémorandum français du 15 septembre et n'avait aucune chance d'être accepté par elle. En effet, en formulant ces propositions, Tricou ignorait encore complètement le texte des propositions remises au Marquis Tseng, sous forme de mémorandum, par le Quai d'Orsay, parce que Jules Ferry ne devait le lui communiquer que le 19 septembre (2). Li Hong-tchang fit observer qu'il convenait d'adopter la ville de Hanoï comme ligne de démarcation. Les régions au sud de Hanoï seraient mises sous la protection de la France, tandis que les régions au nord de Hanoï seraient mises sous celle de la Chine.

Tricou répondit : « C'est vraiment ridicule, tant que vous

(1) *Li Ouen Tchung Kong Tsuan Chou, Yi-Chou-Hong-Kao* (Les brouillons des correspondances échangées avec les Gouvernements étrangers dans les *Œuvres complètes* de Li Hong-tchang), vol. 14, p. 35.

(2) La lettre se trouve dans le Livre Jaune, 2^e partie, p. 221. Elle fut expédiée par Jules Ferry, Président du Conseil, chargé par intérim du Ministère des Affaires étrangères, et non par Challemel-Lacour comme on l'avait publié dans le Livre Jaune.

y êtes, pourquoi ne prenez-vous pas Saïgon comme ligne de démarcation ? (1). »

Dans l'entretien du 21 septembre Tricou insistait encore afin que les pourparlers s'établissent sur les trois points (2). En réalité, ces bases n'étaient autre chose que celles formulées déjà par Tricou à Shanghai et que Li Hong-tchang n'avait pas acceptées (3).

Li prévoyait déjà l'échec des pourparlers et il écrit au Tsong-li-Yamen : « Désormais je crois qu'il n'y a pas d'autre chose à faire que de se préparer à la guerre contre la France (4). » C'est alors que Tricou reçut les instructions du Quai d'Orsay et le texte des propositions remises le 15 septembre à la légation de Chine à Paris. De son côté, Li Hong-tchang a reçu une communication du Marquis Tseng. La zone neutre passait donc au premier plan de l'attention des diplomates.

En effet, Sir Harry Parkes, nouveau Ministre d'Angleterre, était arrivé à Tien-tsin en même temps que Tricou. Le Vice-Roi Li voulait le retenir pour une médiation. Le Ministre anglais désirait d'abord se rendre à Pékin pour prendre possession de son service et retourner ensuite à Tien-tsin. Le 24 septembre, en prenant congé de Li Hong-tchang, il avait une longue conversation avec lui au sujet des affaires de l'Annam. Toujours est-il que la France voulait fixer la ligne de démarcation en partant d'un point sur la côte entre le 21^e et le 22^e degré de latitude, tandis que la Chine voulait la fixer un peu plus au sud au 21^e degré, c'est-à-dire sur la ville de Hanoï. Le télégramme du Marquis Tseng fut très succinct. Il parlait seulement de l'ouverture du commerce et de délimitation du territoire, ne donnant pas de détails sur la neutralité de la zone. Li en dégageait une interprétation erronée. Il pensait que le mémorandum français parlait toujours du partage de la région et d'une surveillance respective. Ainsi il rappelait à

(1) *Li Ouen Tchung Kong Tsuan Chou, Yi-Chou-Hong-Kao* (Les brouillons des correspondances échangées avec les Gouvernements étrangers dans les *Œuvres complètes* de Li Hong-tchang), vol. 14, p. 36.

(2) *Ibid.*, p. 39-40.

(3) Voir p. 186.

(4) *Li Ouen Tchung Kong Tsuan Chou...*, vol. 14, p. 38.

Sir Harry Parkes qu'il venait de proposer d'adopter, comme ligne de démarcation, la ville de Hanoï qui se trouve au 21^e degré de latitude. Il lui semblait, disait-il, que ce serait très avantageux pour la France car, en assurant la surveillance des régions au nord de Hanoï, la Chine se chargerait naturellement de prendre toutes les mesures pour faciliter le commerce de cette voie et pour soumettre les Pavillons Noirs, afin qu'ils ne soient plus nuisibles au commerce, ce qui ferait réaliser aux Français de sérieuses économies de troupes et d'argent. Sir Harry Parkes proposait alors d'adopter une solution électorale, fixant la ligne entre le 21^e degré et la ligne proposée par la France. Li Hong-Tchang ne l'acceptait pas (1).

Le Marquis Tseng conseillait dans son télégramme à Li Hong-tchang, que si l'on voulait fixer la ligne à Hanoï, on devait d'abord se montrer plus exigeant. Par exemple, on demanderait que la Chine assure la surveillance du Tonkin et la France celle du reste de l'Annam (2). Le Vice-Roi ne partagea pas cet avis. Il raisonnait ainsi :

« La situation actuelle est très différente de celle d'autrefois. La France prend le nouveau traité franco-annamite (3) comme pivot de son action. La Chine ne peut guère espérer obtenir un pareil résultat même si elle lutte avec toute sa puissance. D'ailleurs M. Tricou désire vivement rentrer dans son pays après avoir été à Pékin, ce serait d'autant plus difficile d'arriver à une entente si nous menons la négociation en continuant à cacher notre jeu (4). »

Par conséquent, dans son entretien du 25 septembre avec Tricou, au lieu de marchander comme l'avait suggéré le Marquis Tseng, Li Hong-tchang s'en tenait purement et simplement à ce que la Chine assure la surveillance des régions

(1) *Li Ouen Tchung Kong Tsuan Chou, Yi-Chou-Hang-Kao* (Les brouillons des correspondances échangées avec les Gouvernements étrangers dans les *Œuvres complètes* de Li Hong-tchang), vol. 14, p. 46.

(2) *Li Ouen Tchung Kong Tsuan Chou, Tien-Kao* (Les brouillons des télégraphes dans les *Œuvres complètes* de Li Hong-tchang), vol. I, p. 37.

(3) Voir p. 197.

(4) *Li Ouen Tchung Kong Tsuan Chou, Yi-Chou-Hang-Kao*,..., vol. 14, p. 44. Voir à cet égard aussi la lettre de Tricou à Jules Ferry, Ministre des Affaires étrangères par intérim, datée du 26 septembre 1883 de Shanghai. *Documents diplomatiques français*, 1^{re} série, t. V, p. 120.

au nord de Hanoï, pendant que la France assurerait celles des régions au sud de Hanoï. Mais c'est ce que la France ne voulait pas accepter. D'ailleurs, la France venait d'obtenir la signature d'un nouveau traité, traité de Hué du 25 août 1883 (1), aux termes duquel l'Annam reconnaissait et acceptait le protectorat formel de la France (2). Dès lors, toute idée d'un partage en deux zones des régions pour y exercer une surveillance respective ne saurait avoir aucune chance d'être acceptée par la France. La Chine ne voulait pas non plus accepter l'établissement d'une zone neutre. Elle a été amenée désormais à espérer que quelques rectifications de frontières assureraient d'autant mieux sa sécurité. Mais il est évident qu'on ne saurait se faire illusion sur l'étendue des agrandissements du territoire. Tricou a déjà proposé de l'étendre à une limite de 15 « lis ». Quoi qu'il en soit, on ne pouvait aucunement espérer l'étendre jusqu'à Hanoï. Par conséquent ces négociations ne donnèrent aucun résultat.

Au fur et à mesure que l'action militaire française en Annam paraissait confirmer la crainte qu'on avait en Chine d'une conquête de ce pays, les partisans d'une intervention militaire pour la protection du vassal y gagnaient du terrain de jour en jour. Devant la conclusion du nouveau traité franco-annamite de Hué, l'opinion réclamait une action énergique. A cette époque l'affaire du Tonkin n'était pas la seule à occuper l'attention du Gouvernement. En Corée, la Chine avait déjà à faire face à l'ambition japonaise de plus en plus menaçante. Les partisans de la paix dont Li Hong-tchang était le champion, firent observer que la Chine ne pouvait s'occuper à la fois de l'Annam et de la Corée. Entre ces deux alternatives, la Corée beaucoup plus importante que l'Annam, demandait qu'on s'intéressa d'urgence aux événements qui s'y déroulaient. Les partisans de la guerre soutenaient qu'en définitive on ne saurait comparer l'Annam aux îles Liéou-Kiéou. Pour préserver la Corée, il faut d'abord préserver l'Annam. C'est ainsi que Tcheng Pao-cheng, Hiô-tcheng (inspecteur de l'enseignement) de la province de Kiang-si, fit remarquer :

(1) Voir p. 197.

(2) Art. 1.

« L'Annam « dentelle » les territoires du Yunnan et du Kouang-tong qui sont solidaires de sa sécurité. Il est à leur égard ce qu'est la Corée pour notre capitale auxiliaire (Moukden). L'Annam n'est pas comme les îles Liéou-Kiéou qui se trouvent isolées dans la mer lointaine. Liéou-Kiéou perdu, nous pouvons encore y trouver un remède. Si l'Annam venait à se perdre, il est à craindre que d'autres régions plus importantes ne suivent son sort (1).

Tchang Chou-cheng, le gouverneur du Kouang-tong, disait dans son rapport au Trône :

« Depuis deux siècles l'Annam garantit notre frontière méridionale sans jamais manquer à son tribut. Or, les Français s'emparent ouvertement de son territoire, attaquent les villes pour arracher au Roi d'Annam un traité dicté par la force. Cela équivaut à ruiner son existence en compromettant sa souveraineté. Si la Chine le tolérât encore et ne bougeait pas, sa protection n'existerait plus et sa suzeraineté s'évanouirait... De tous les pays qui s'énorgueillissaient d'être nos vassaux et d'accepter notre civilisation, il ne reste que la Corée et l'Annam. En Corée, à l'occasion des troubles intérieurs de l'année dernière, nous avons envoyé des troupes pour les réprimer. Cela ne l'empêche pas d'être très menacée actuellement par les ambitions du Japon et de la Russie. L'Annam se trouve dans un grand péril. Si nous assistons à ce spectacle sans intervenir, ce ne sera pas seulement la France qui sentira grandir son ambition et son désir de conquête. Liéou-Kiéou ne recouvrerait jamais une existence nationale et la Corée nous créerait ainsi des soucis à l'est. Comme dit le proverbe : « Sans les lèvres on aurait froid aux dents (2). » Tout cela est terrible (3). »

Tchou Yi-hsing, membre de l'Académie de Han-lin disait dans son rapport :

« Les troubles de Liéou-Kiéou naquirent de ceux de Formose, comme ceux de l'Annam naissent de Liéou-Kiéou.

(1) *Tsing Kouang-siu Tchao Tchong Fa Tchiao Chê Chih Liao* (Documents diplomatiques des négociations sino-françaises pendant le règne de l'Empereur Kouang-siu), vol. 6, p. 5.

(2) Proverbe chinois.

(3) *Tchang Tching Ta Kong Tsoa Yi* (Les conseils de Tchang Chou-cheng), vol. 7, p. 1.

L'ambition étrangère est insatiable et se nourrit de conquête ; après la prise d'un territoire il lui faut s'emparer du suivant et ainsi de suite. Comme dit le sage : « quand on n'a perdu qu'une brebis il n'est pas trop tard pour faire réparer la haie (1) ».

« La Corée se trouve dans la proximité de la deuxième capitale (Moukden) et garantit la mer orientale. La Russie et le Japon toujours prêts, guettent une occasion de s'en emparer pour pénétrer dans nos provinces orientales. Si ce sort lui a été épargné jusqu'ici, c'est grâce au prestige de notre Empire qui la protège. S'il suffit de désirer l'Annam pour le prendre, tout naturellement la Russie et le Japon vont imiter le mauvais exemple et chercher noise à la Corée. Si nous devons finalement en arriver à la guerre, pourquoi nous laisser amputer maintenant sans crier alors que ce serait le moment de mettre un frein aux mauvais desseins des étrangers par une démonstration militaire ? (2) »

Ainsi ce n'est point parce qu'il négligeait la question de la Corée que le parti de Tsing Liéou (l'élite éclairée) réclamait une protection effective du vassal annamite. L'essentiel de sa thèse est que la Corée et l'Annam se trouvaient dans une position analogue et que les deux cas étaient interdépendants l'un de l'autre. Si on voulait préserver la Corée, on devait protéger d'abord l'Annam. Si l'Annam venait à être perdu, la Corée suivrait bientôt le même sort. Par la prise de Thuan-an et la conclusion du nouveau traité de Hué du 25 août 1883, les desseins de la France étaient percés à jour. La Chine a été amenée à chercher à recouvrer le terrain perdu au moment même où la France ne parvenait pas encore à consolider son entreprise au Tonkin (3).

Il y a lieu de signaler que depuis la mort du Commandant Rivière on avait pensé à Pékin qu'un revirement se produirait dans les dispositions du Gouvernement de Paris. Or, dès qu'on

(1) Proverbe chinois.

(2) *Tsing Kouang-siu Tchao Tchong Fa Tchiao Ché Chih Liao* (Documents diplomatiques des négociations sino-françaises pendant le règne de l'Empereur Kouang-siu), vol. 6, p. 37.

(3) *Tsing Kouang-siu Tchao Tchong Fa Tchiao Ché Chih Liao* (Documents diplomatiques des négociations sino-françaises pendant le règne de l'Empereur Kouang-siu), vol. 6, p. 16.

a reçu la nouvelle de la mort du Commandant Rivière, le projet de crédit qui revenait amendé du Sénat était voté immédiatement. Les transports préparés pour l'envoi du corps expéditionnaire allaient immédiatement partir. Jules Harmand, ancien compagnon de Francis Garnier, consul à Bang-Kok, était nommé Commissaire général civil (7 juin 1883) et le général Bouët, commandant militaire de la Cochinchine, prenait la direction des troupes au Tonkin (1).

De même, en France on jugeait toujours que des succès militaires au Tonkin mettraient la Chine devant un fait accompli et seraient de nature à amener un revirement à Pékin. Or, devant la conclusion du nouveau traité franco-annamite, la réaction du parti de la guerre reprit de plus belle et l'attitude de la Cour de Chine devint encore plus ferme. D'une déplorable incompréhension de l'état d'esprit respectif des protagonistes, il résulte toujours que ce qui se produit est précisément le contraire de ce que l'on attendait.

Les conseils adressés à la Cour de Pékin peuvent se résumer en ceci : d'envoyer, d'une part, à la tête d'une escadre, un officier supérieur à Hué avec mission d'y observer de très près le cours des événements et, d'autre part, de charger les armées du Yunnan et du Kouang-tong avec l'aide des Pavillons Noirs de recouvrer le Tonkin ou tout au moins Hanoï (2). Cela explique que les négociateurs chinois tenaient fermement à fixer la ligne de démarcation à Hanoï, c'est-à-dire au 21^e degré de latitude parce que cela constituait le minimum des desiderata chinois. On voit donc clairement la difficulté de concilier les deux thèses en présence d'un écart aussi grand.

Dans un nouvel entretien avec Jules Ferry, le Marquis Tseng, qui n'avait pas encore reçu la réponse du Tsong-li-Yamen, se doutait, cependant, qu'il y serait question de choisir le fleuve Rouge comme limite, car les instructions qu'il avait reçues de Pékin portaient que cette limite devrait se

(1) Cordier, *op. cit.*, II, p. 379-380 ; Billot, *op. cit.*, p. 40-41.

(2) Voir le rapport de Ho Tchong-kouang, dans *Tsing Kouang-siu Tchao Tchong Fa Chiao Ché Chih Liao* (Documents diplomatiques des négociations sino-françaises pendant le règne de l'Empereur Kouang-siu), vol. 6, p. 7 ; Le rapport de Ting Tcheng-tô, *ibid.*, vol. 5, p. 44.

tracer dans la province de Quan-Binh. L'Annam serait ainsi divisé en deux régions dont la plus méridionale resterait à la France. Jules Ferry pria le Marquis Tseng d'user de son influence pour persuader les hommes d'Etat de Pékin. Le Marquis Tcheng répondit qu'il allait transmettre ponctuellement à son Gouvernement les paroles du Président du Conseil français ; mais il fit observer que les esprits étaient alors surexcités à tel point en Chine, qu'à l'occasion des affaires du Tonkin, Li Hong-tchang avait été accusé de manquer d'énergie, et le Vice-Roi de Canton, Tseng Kouo-ts'uan, oncle du Marquis, était tombé en disgrâce. « C'étaient là, ajoutait le Marquis Tseng, autant d'indices du peu de chances qu'ont ses conseils pacifiques d'être pris en considération (1). »

Au commencement d'octobre, le Marquis Tseng avait deux nouveaux entretiens avec Challemel-Lacour, qui n'ont donné non plus aucun résultat (2). D'autre part Tricou télégraphiait à Challemel-Lacour le 6 octobre :

« En dépit des démonstrations du Prince Kong, je persiste à penser que le Tsong-li-Yamen cherchera à prolonger les négociations jusqu'au jour où nous aurons détruit les Pavillons Noirs, ou nous aurons prouvé par l'envoi de renforts importants que nous sommes en mesure de leur porter, à bref délai, un coup décisif (3). »

Le 15 octobre le Marquis Tseng fit communiquer la réponse du Gouvernement Chinois :

« Dans l'opinion du Gouvernement chinois, elles (les propositions françaises) ne sont de nature ni à satisfaire les droits et les intérêts de la Chine en Annam, ni à garantir l'ordre permanent et la prospérité de ce pays. Nos droits sont les droits de suzeraineté sur tout le Royaume d'Annam ; nos intérêts sont ceux d'un pays voisin et limitrophe du Tonkin, y possédant une nombreuse colonie, un commerce considérable et le droit de navigation sur le fleuve qui est le seul débouché des produits du sud-ouest de la Chine...

(1) Livre Jaune, 2^e partie, p. 223-226 ; *Documents diplomatiques français*, 1^{re} série, t. V, p. 118-119.

(2) Livre Jaune, *ibid.*, p. 231, 233.

(3) *Ibid.*, p. 234.

« Les propositions du Gouvernement français peuvent se résumer ainsi : 1^o l'établissement d'une zone neutre longeant la frontière méridionale de la Chine et dans laquelle ni l'une ni l'autre des deux Hautes Parties n'exerceront aucune action ; 2^o l'ouverture, par le Gouvernement Impérial, de la Ville Chinoise de Man-Hao au commerce étranger.

« Puisque ces deux propositions auraient pour résultat, au surplus d'une concession commerciale, l'abandon par la Chine de tous ses droits sur l'Annam, en les remplaçant par ceux de la France, il n'est pas besoin de dire que le Gouvernement Impérial ne saurait les envisager. Sincèrement désireux de trouver une issue pour cette affaire, le Gouvernement Impérial, loin de voir dans les propositions françaises les bases d'un arrangement qui répondit à la dignité des deux pays, ne pourrait les considérer que comme une capitulation pour la Chine.

« Faute d'un arrangement qui conserverait le *statu quo* politique du Royaume d'Annam, tel qu'il existait avant 1873, et l'indépendance entière du Roi d'Annam vis-à-vis de toute Puissance quelconque, l'Empereur de Chine, son suzerain, seul excepté, aucun autre arrangement qui ne laisserait pas au Gouvernement Impérial le droit entier et exclusif d'agir sur le fleuve Rouge ne pourrait que lui paraître inadmissible.

« Des deux solutions qui viennent d'être suggérées, la Chine préférerait la première ; car, étant à l'épreuve de toute ambition, elle regretterait de se trouver mise en demeure d'empiéter sur le territoire de son vassal qu'elle a su respecter depuis deux siècles.

« Mis dans l'impossibilité d'éviter une occupation qui sauvegarderait ses droits et ses intérêts, le Cabinet Impérial serait prêt, mais seulement dans ce cas-là, à discuter la proposition du Gouvernement français concernant l'établissement d'une zone neutre, mais une zone neutre située entre Kouan-Bing-Kouan, frontière méridionale du Tonkin et le 20^e degré de latitude. Il serait également disposé à faire des propositions qui répondraient aux besoins du commerce par l'ouverture du fleuve Rouge à la navigation des pavillons de toutes les nations qui ont des traités avec la Chine.

« En ce qui concerne le lieu des échanges, le Gouvernement

Impérial propose, à titre provisoire, la ville de Thoung-Rô-Kouan, située en face de Son-tay, comme point extrême que j'avais d'abord proposé. Au fur et à mesure du développement du commerce, on pourra entrer en négociations avec le Gouvernement Impérial, afin de l'étendre sur les points situés plus en amont. Mais il ne saurait, quant à présent, consentir à ouvrir ni la ville de Man-hao ni même la ville de Lao-Kai au commerce.

« Le Gouvernement Impérial espère que le Gouvernement de la République prendra en sérieuse considération les deux solutions suggérées plus haut ; car, en dehors de celles-ci, il ne connaît pas une combinaison qui ne créerait une situation fâcheuse pour la Chine, et qui, en raison des conflits de toute nature que pourraient produire la diversité des mœurs, la différence des intérêts et l'expansion inévitable de populations chinoises des provinces limitrophes, ne manquerait pas de causer des malheurs pour le Tonkin lui-même (1). »

En effet les opérations militaires de la France au Tonkin n'étaient pas sans rencontrer des difficultés. Vers la fin du mois de juin, Hanoi était bombardée la nuit de la rive gauche du Song-Koi. Au commencement de juillet, les adversaires encore animés par leur succès du Pont de Papier, eurent l'audace d'attaquer Haiphong, point de débarquement des troupes françaises (2). Les divergences de vues entre Harmand, le commissaire général civil, le général Bouet et l'amiral Courbet devaient fatalement ralentir la rapidité de leur action et même faire naître un conflit (3).

En même temps, en Chine les autorités de la frontière, comme Ni-Ouen-ouei et Hsù Ting-chü, ne cessaient de multiplier des rapports à la Cour de Pékin, exagérant leur force de résistance militaire. Ces rapports n'étaient pas de nature à faire fléchir l'opinion publique déjà excitée.

Devant la prise de position définitive de la Chine, la France n'était pas non plus disposée à transiger. Dès le commence-

(1) Livre Jaune, 2^e partie, p. 236-240.

(2) Bouinais et Pallu, *op. cit.*, II, p. 130.

(3) *Ibid.*, p. 135-136. Voir aussi Ganneron (Emile), L'Amiral Courbet d'après les papiers de la Marine et de la famille, p. 202.

ment de septembre, Patenôtre était nommé Ministre en Chine, en remplacement de Bourée, pour faciliter la suite des pourparlers (1). Le 23 octobre, c'est-à-dire après la réception de la réponse et les propositions chinoises, Challemel-Lacour télégraphiait à Tricou lui disant qu'il a cru devoir différer le départ de Patenôtre, mais il ne voyait que des avantages à ce que Tricou quitte la Chine le 27 octobre, ainsi que celui-ci le proposait, laissant comme Chargé d'Affaires M. de Sémallé (2). Tant à Paris qu'à Pékin les négociations en vue d'un règlement de la question du Tonkin étaient donc momentanément suspendues.

(1) Livre Jaune, 2^e partie, p. 210 ; *Documents diplomatiques français* 1^{re} série, t. V, p. 100.

M. Jules Ferry écrivait à M^{me} Jules Ferry le 2 septembre : « Nous voudrions profiter de notre beau tour de main de Hué pour traiter avec la Chine. Patenôtre va partir pour remplacer Tricou ; celui-ci a vainement cassé les vitres et traité les Chinois comme des Arabes ; Patenôtre, qui a été deux ans à Pékin, est doux et fin, et emporte des instructions conciliantes. » (Lettres communiquées par M^{mes} Canot et Georges Claretie). *Documents diplomatiques français*, 1^{re} série, t. V, p. 101, note 1.

(2) *Documents diplomatiques français*, 1^{re} série, t. V, p. 136.

CONCLUSION

C'est la fin de l'année 1883 que nous avons choisie pour arrêter notre étude, parce que dès ce moment un véritable conflit avait éclaté au Tonkin entre la France et la Chine. Certes, la guerre n'était pas déclarée officiellement, mais on sait qu'avant la déclaration de guerre, les troupes françaises et chinoises se battaient déjà.

De notre recherche il ressort que les premières parties des négociations ont été remplies d'une série d'incidents, de malentendus et mêmes erreurs de traduction. Mais ce qui en fut l'obstacle le plus sérieux à trouver un *modus vivendi* sur le terrain pratique, c'était le dogmatisme orgueilleux des négociateurs qui se refusaient à écarter du débat les difficultés provenant soit de la suzeraineté revendiquée par la Chine sur l'Annam, soit des droits conventionnels acquis par la France.

Du reste, s'il est facile aujourd'hui, toutes pièces en main, de reconstituer la suite logique des événements et les motifs auxquels obéissaient les ministres et les gouvernements, il n'en reste pas moins que, en conséquence des difficultés de la communication ou des initiatives personnelles en des circonstances malaisées, une sorte d'incohésion se constatait, de part et d'autre, entre le gouvernement français et son représentant d'outre-mer.

L'histoire nous a aussi démontré que les négociations directes entre deux puissances, même lorsqu'elles manifestent des dispositions pacifiques, n'aboutissent pas toujours au règlement des conflits. Les négociations sont parfois rompues par suite de circonstances extérieures aux pourparlers, ou par un manque de souplesse ou d'intelligence des négociateurs. Ces dangers ont été d'autant plus fréquents qu'à cette époque la connaissance réciproque des deux nations était tout à fait insuffisante. Cet état d'esprit rendait parfois difficile pour les hommes politiques les négociations en vue du

règlement pacifique du litige. L'opinion publique manifeste quelquefois une opposition irréductible à une concession nécessaire au succès d'une négociation. Le négociateur serait disposé à la faire, il se heurte à une opposition impossible à vaincre de la part de la masse, qui ignore tout de la question. Si le négociateur avait connu suffisamment la partie adverse, l'état d'esprit de celle-ci et l'état de l'opinion publique, il aurait su ce qu'il pouvait demander à son adversaire et il aurait connu les points sur lesquels celui-ci devait se montrer irréductible ; alors, peut-être, le conflit armé eût été évité.

Ces réflexions étaient nécessaires en terminant notre ouvrage. Comme Emile Bourgeois l'a dit dans l'avertissement de son remarquable ouvrage « Manuel historique de politique étrangère », « tous les peuples qui ont entendu faire ou refaire leurs destinées, ont toujours cherché dans leur passé des règles pour leur avenir, dans l'histoire de leurs erreurs ou de leurs traditions les principes salutaires de leur régénération et de leur progrès ». Nous espérons que notre ouvrage permettra, en l'éclairant, de tirer des enseignements de l'histoire.

Vu : le 3 janvier 1936.

Le Doyen de la Faculté des Lettres
de l'Université de Paris,

H. DELACROIX.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

S. CHARLÉTY.

APPENDICE

Traité politique conclu entre la France et l'Annam, le 15 mars 1874.

ART. 1^{er}. — Il y aura paix, amitié et alliance perpétuelles entre la France et le royaume d'Annam.

ART. 2. — Son Excellence, le Président de la République française, reconnaissant la souveraineté du roi de l'Annam et son entière indépendance vis-à-vis de toute puissance étrangère, quelle qu'elle soit, lui promet aide et assistance et s'engage à lui donner sur sa demande, et gratuitement, l'appui nécessaire pour maintenir dans ses Etats l'ordre et la tranquillité, pour le défendre contre toute attaque, et pour détruire la piraterie qui désole une partie des côtes du royaume.

ART. 3. — En reconnaissance de cette protection, Sa Majesté le Roi de l'Annam s'engage à conformer sa politique extérieure à celle de la France et à ne rien changer à ses relations diplomatiques actuelles.

Cet engagement politique ne s'étend pas aux traités de commerce. Mais, dans aucun cas, Sa Majesté le Roi de l'Annam ne pourra faire avec une nation, quelle qu'elle soit, de traité de commerce en désaccord avec celui conclu entre la France et le Royaume d'Annam, et sans en avoir préalablement informé le gouvernement français.

ART. 4. — Son Excellence le Président de la République française s'engage à faire à Sa Majesté le Roi de l'Annam don gratuit :

1^o De 5 bâtiments à vapeur d'une force réunie de 500 chevaux, en parfait état, ainsi que de leurs chaudières et machines, armés et équipés, conformément aux prescriptions du règlement d'armement ;

2^o De 100 canons de 7 à 16 centimètres de diamètre approvisionnés à 200 coupas par pièce ;

3^o De 1.000 fusils à tabatière et de 500.000 cartouches.

Ces bâtiments et armes seront rendus en Cochinchine et livrés dans le délai maximum d'un an, à partir de la date de l'échange des ratifications.

Son Excellence le Président de la République française promet, en outre, de mettre à la disposition du roi des instructeurs militaires et marins en nombre suffisant pour reconstituer son armée et sa flotte ; des ingénieurs et chefs d'ateliers capables de diriger les travaux qu'il plaira à Sa Majesté de faire entreprendre ; des hommes experts en matière de finances pour organiser le service des impôts et des douanes dans le royaume ; des professeurs pour fonder un collège à Hué. Il promet, en outre, de fournir au roi les bâtiments de guerre, les armes et les munitions que Sa Majesté jugera nécessaires à son service.

La rémunération équitable des services ainsi rendus sera fixée d'un commun accord entre les hautes parties contractantes.

ART. 5. — Sa Majesté le roi de l'Annam reconnaît la pleine et entière souveraineté de la France sur tout le territoire actuellement occupé par elle et compris entre les frontières suivantes :

A l'est, la mer de Chine et le royaume d'Annam (province de Binh-Thuan) ;

A l'Ouest, le golfe de Siam ;

Au Sud, la mer de Chine ;

Au Nord, le royaume du Cambodge et le royaume d'Annam (province de Bin-Thuan).

Les onze tombeaux de la famille Pham situés sur le territoire des villages de Tannien-Dong et de Tanquan-Dong (province de Saïgon) et les trois tombes de la famille Hô situées sur les territoires des villages de Linh-Chuan-Tay et de Tan-May (province de Bien-Hoa) ne pourront être ouverts, creusés, violés ni détruits.

Il sera assigné un lot de terrain de 100 maos d'étendue aux tombes de la famille Pham et un lot d'égale étendue à celles de la famille Hô. Les revenus de ces terres seront consacrés à l'entretien des tombes et à la subsistance des familles chargées de leur conservation. Les terres seront exemptes d'impôts et les hommes

de ces familles seront également exempts des impôts personnels, du service militaire et des corvées.

ART. 6. — Il est fait remise au Roi par la France de tout ce qui lui reste dû de l'ancienne indemnité de guerre.

ART. 7. — Sa Majesté s'engage formellement à rembourser, par l'entremise du gouvernement français, le restant de l'indemnité due à l'Espagne, s'élevant à 1.000.000 de dollars (à 0,72 de taël le dollar), et à affecter à ce remboursement la moitié du revenu net des douanes des ports ouverts au commerce européen et américain, quel qu'en soit d'ailleurs le produit, le montant en sera versé chaque année au trésor public de Saïgon, chargé d'en faire la remise au gouvernement espagnol, d'en tirer reçu et de transmettre ce reçu au gouvernement annamite.

ART. 8. — Son Excellence le Président de la République française et Sa Majesté le roi accordent une amnistie générale, pleine et entière, avec levée de tous séquestres mis sur les biens, à ceux de leurs sujets respectifs qui, jusqu'à la conclusion du traité et auparavant, se sont compromis pour le service de l'autre partie contractante.

ART. 9. — Sa Majesté le roi de l'Annam, reconnaissant que la religion catholique enseigne aux hommes à faire le bien, révoque et annule toutes les prohibitions portées contre cette religion et accorde à tous ses sujets la permission de l'embrasser et de la pratiquer librement.

En conséquence, les chrétiens du royaume d'Annam pourront se réunir dans les églises en nombre illimité pour les exercices de leur culte. Ils ne seront plus obligés sous aucun prétexte à des actes contraires à leur religion, ni soumis à des recensements particuliers. Ils seront admis à tous les concours et aux emplois publics sans être tenus pour cela à aucun acte prohibé par la religion.

Sa Majesté s'engage à faire détruire les registres de dénombrement des chrétiens, faits depuis quinze ans, et à les traiter, quant aux recensements et impôts, exactement comme tous les autres sujets. Elle s'engage, en outre à renouveler la défense, si sagement portée par elle, d'employer dans le langage ou dans les écrits des termes injurieux pour la religion et à faire corriger les articles

du Tháp Dien dans lesquels de semblables termes sont employés.

Les évêques et les missionnaires pourront librement entrer dans le royaume et circuler dans leurs diocèses avec un passeport du gouverneur de la Cochinchine, visé par le ministre des Rites ou par le gouverneur de la province. Ils pourront prêcher en tous lieux la doctrine catholique. Ils ne seront soumis à aucune surveillance particulière, et les villages ne seront plus tenus de déclarer aux mandarins ni leur arrivée, ni leur présence, ni leur départ.

Les prêtres annamites exerceront librement, comme les missionnaires, leur ministère. Si leur conduite est répréhensible et si, aux termes de la loi, la faute par eux commise est passible de la peine du bâton ou du rotin, cette peine sera commuée en une punition équivalente.

Les évêques, les missionnaires et les prêtres annamites auront le droit d'acheter et de louer des terres et des maisons, de bâtir des églises, hôpitaux, écoles, orphelinats et tous autres édifices destinés au service de leur culte.

Les biens enlevés aux chrétiens pour fait de religion, qui se trouvent encore sous séquestre, leur seront restitués.

Toutes les dispositions précédentes, sans exception, s'appliquent aux missionnaires espagnols aussi bien que français.

Un édit royal, publié aussitôt après l'échange des ratifications, proclamera dans toutes les communes la liberté accordée par Sa Majesté aux chrétiens de son Royaume.

ART. 10. — Le gouvernement annamite aura la faculté d'ouvrir à Saigon un collège placé sous la surveillance du directeur de l'Intérieur et dans lequel rien de contraire à la morale et à l'exercice de l'autorité française ne pourra être enseigné. Le culte y sera entièrement libre.

En cas de contravention, le professeur qui aura enfreint ces prescriptions sera renvoyé dans son pays, et même, si la gravité du cas l'exige, le collège pourra être fermé.

ART. 11. — Le gouvernement annamite s'engage à ouvrir au commerce les ports de Thin-Naï, dans la province de Binh-Dinh, de Ninh-Haï, dans la province de Haï-Dzuong, la ville de Hanoi et le passage par le fleuve du Nhi-Hâ, depuis la mer jusqu'au Yunnan.

Une convention additionnelle au traité, ayant même force que

lui, fixera les conditions auxquelles ce commerce pourra être exercé.

Le port du Ninh-Haï, celui de Hanoï et le transit par le fleuve seront ouverts aussitôt après l'échange des ratifications et même plus tôt, si faire se peut ; celui de Thin-Naï, un an après.

D'autres ports ou rivières pourront être ultérieurement ouverts au commerce, si le nombre et l'importance des relations établies montrent l'utilité de cette mesure.

ART. 12. — Les sujets français ou annamites de la France et les étrangers en général, pourront, en respectant les lois du pays, s'établir, posséder et se livrer librement à toutes opérations commerciales et industrielles dans les villes ci-dessus désignées. Le gouvernement de Sa Majesté mettra à leur disposition les terrains nécessaires à leur établissement.

Ils pourront de même naviguer et commercer entre la mer et la province du Yunnan par la voie du Nhi-Hâ, moyennant l'acquiescement des droits fixés, et à la condition de s'interdire tout trafic sur les rives du fleuve entre la mer et Hanoï et la frontière de Chine.

Ils pourront librement choisir et engager à leur service des compradors, interprètes, écrivains, ouvriers, bateliers et domestiques.

ART. 13. — La France nommera, dans chacun des ports ouverts au commerce, un consul ou agent assisté d'une force suffisante, dont le chiffre ne devra pas dépasser le nombre de cent hommes, pour assurer sa sécurité et faire respecter son autorité, pour faire la police des étrangers, jusqu'à ce que toute crainte à ce sujet soit dissipée par l'établissement des bons rapports que ne peut manquer de faire naître la loyale exécution du traité.

ART. 14. — Les sujets du Roi pourront, de leur côté, librement voyager, résider, posséder et commercer en France et dans les colonies françaises en se conformant aux lois. Pour assurer leur protection, Sa Majesté aura la faculté de faire résider des agents dans les ports ou villes dont elle fera choix.

ART. 15. — Lorsque des sujets français, européens ou cochinois ou d'autres étrangers désireront s'établir dans un des

lieux ci-dessus spécifiés, ils devront se faire inscrire chez le résident français, qui en avisera l'autorité locale.

Les sujets annamites voulant s'établir en territoire français seront soumis aux mêmes dispositions.

Les Français ou étrangers qui voudront voyager dans l'intérieur du pays, ne pourront le faire que s'ils sont munis d'un passeport délivré par un agent français et avec le consentement et le visa des autorités annamites. Tout commerce leur sera interdit, sous peine de confiscation de leurs marchandises.

Cette faculté de voyager pouvant représenter des dangers dans l'état actuel du pays, les étrangers n'en jouiront qu'après que le gouvernement annamite, d'accord avec le représentant de la France à Hué, jugera le pays suffisamment calmé.

Si des voyageurs français doivent parcourir le pays en qualité de savants, déclaration en sera également faite ; ils jouiront à ce titre de la protection du gouvernement, qui leur délivrera les passeports nécessaires, les aidera dans l'accomplissement de leur mission et facilitera leurs études.

ART. 16. — Toutes contestations entre Français, ou entre Français et étrangers, seront jugées par le résident français.

Lorsque des sujets français ou étrangers auront quelque contestation avec des Annamites ou quelque plainte ou réclamation à formuler, ils devront d'abord exposer l'affaire au résident, qui s'efforcera de l'arranger à l'amiable.

Si l'arrangement est impossible, le résident requerra l'assistance d'un juge annamite commissionné à cet effet, et tous deux, après avoir examiné l'affaire conjointement, statueront d'après les règles de l'équité.

Il en sera de même en cas de contestation d'un Annamite avec un Français ou un étranger : le premier s'adressera au magistrat, qui, s'il ne peut concilier les parties, requerra l'assistance du résident français, et jugera avec lui.

Mais toutes les contestations entre Français ou entre Français et étrangers seront jugées par le résident français seul.

ART. 17. — Les crimes et délits commis par des Français ou des étrangers sur le territoire de l'Annam seront connus et jugés à Saïgon par les tribunaux compétents. Sur la réquisition du rési-

dent français, les autorités locales feront tous leurs efforts pour arrêter le ou les coupables et les lui livrer.

Si un crime ou délit est commis sur le territoire français par un sujet de Sa Majesté, le consul ou agent de Sa Majesté devra être officiellement informé des poursuites dirigées contre l'accusé et mis en mesure de s'assurer que toutes les formes légales sont bien observées.

ART. 18. — Si quelque malfaiteur, coupable de désordres ou brigandages sur le territoire français se réfugie sur le territoire annamite, l'autorité locale s'efforcera, dès qu'il lui en aura été donné avis, de s'emparer du fugitif et de le rendre aux autorités françaises.

Il en sera de même, si les voleurs, pirates ou criminels quelconques, sujets du roi, se réfugient sur le territoire français ; ils devront être poursuivis aussitôt qu'avis en sera donné et, si faire se peut, arrêtés et livrés aux autorités de leur pays.

ART. 19. En cas de décès d'un sujet français ou étranger sur le territoire annamite, ou d'un sujet annamite sur le territoire français, les biens du décédé seront remis à ses héritiers ; en leur absence ou à leur défaut, au résident, qui sera chargé de les faire parvenir aux ayants-droit.

ART. 20. — Pour assurer et faciliter l'exécution des clauses et stipulations du présent traité, un an après sa signature, Son Excellence le Président de la République française nommera un résident ayant le rang de ministre auprès de sa Majesté le Roi de l'Annam. Le résident sera chargé de maintenir les relations amicales entre les hautes parties contractantes et de veiller à la consciencieuse exécution des articles du traité.

Le rang de cet envoyé, les honneurs et les prérogatives auxquelles il aura droit, seront ultérieurement réglés d'un commun accord et sur le pied d'une parfaite réciprocité entre les hautes parties contractantes.

Sa Majesté le Roi de l'Annam aura la faculté de nommer les résidents à Paris et à Saïgon.

Les dépenses de toute espèce, occasionnées par le séjour de ces résidents auprès du gouvernement allié, seront supportées par le gouvernement de chacun d'eux.

ART. 21. — Ce traité remplace le traité de 1862, et le gouvernement français se charge d'obtenir l'assentiment du gouvernement espagnol. Dans le cas où l'Espagne n'accepterait pas ces modifications au traité de 1862, le présent traité n'aurait d'effet qu'entre la France et l'Annam, et les anciennes stipulations concernant l'Espagne continueraient à être exécutoires. La France, dans ce cas, se chargerait de remboursement de l'indemnité espagnole et se substituerait à l'Espagne, comme créancière de l'Annam, pour être remboursée conformément aux dispositions de l'article 7 du présent traité.

ART. 22. — Le présent traité est fait à perpétuité. Il sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Hué dans le délai d'un an, et moins, si faire se peut. Il sera publié et mis en vigueur aussitôt que cet échange aura eu lieu.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent traité et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Saïgon, au Palais du gouvernement de la Cochinchine française, en quatre expéditions, le dimanche quinzième jour du mois de mars de l'an de grâce 1874, correspondant au vingt-septième jour du premier mois de la vingt-septième année de Tu-Duc.

(S.) C.-Am. DUPRÉ.

(S.) LÉ THUAN et NGUYEN-VAN-TUONG.

BIBLIOGRAPHIE

I. — OUVRAGES CHINOIS

Les numéros placés devant chaque référence d'ouvrage correspondent à ceux de l'index en chinois.

1. *Tsing Tsi Ouai Tchiao Chih Liao* (Documents diplomatiques de la fin de la Dynastie des Tsing), 100 vol. recueillis par M. Ouang Hsi-ying. Pékin, 1932.
2. *Tsing Kouang-siu Tchao Chung Fa Tchiao Chê Chih Liao* (Documents diplomatiques des négociations sino-françaises pendant le règne de l'Empereur Kouang-siu, 1878-1908). Seulement 20 volumes ont paru qui se rapportent aux négociations jusqu'à 1884. Publication du Musée Impérial de Pékin pendant les années 1932 et 1933.
3. *Li Ouen Tchong Kong Tsuan Chou* (Les Œuvres complètes de Li Hong-tchang), compilées par Woo Jou Lun. 100 volumes (y compris les manuscrits de ses conseils à l'Empereur, les correspondances échangées avec les gouvernements étrangers ; les brouillons des lettres et des télégrammes). Pékin, 1908.
4. *Lieou Tchong Tchong Kong Tsoa Chou* (Les conseils de Lieou Kouen-i).
5. *Lieou Ou Cheng Kong Yi Chou* (Les Œuvres de Lieou Tchang-yiou).
6. *Shao Hsung-tcheng* (L'histoire complète des relations franco-chinoises en Annam). Pékin, 1935.
7. *Siu-Tong-Hua-Lou*.
8. *Tchang Tchong Ta Kong Tsoa Yi* (Les conseils de Tchang Chou-cheng).
9. *Tchang Ouen Hsiang Kong Tsoa Kao Tien Kao* (Les manuscrits des conseils et les brouillons des télégrammes de Tchang Tchih-tong).
10. *Tchien Yü Tchih Tosa Yi* (Les conseils de Tchang Pei-lun).
11. *Tching Ying Jih Tsi* (Le Journal de Tang Tching-sung), 10 vol.
12. *Tong-Hua-Lou*.

13. *Tseng Houei Ming Kong Yi Tsi* (Les œuvres de Tseng Ki-tseu), 8 vol., 1893.
14. *T'sên Hsiang Tching Kong Tsoa Kao* (Les conseils de Ts'ên Yü-ying).

II. — OUVRAGES EUROPÉENS

1^o TEXTES.

Archives Centrales de l'Indochine à Hanoï.

Documents diplomatiques, Affaires du Tonkin : Exposé de la situation, 1883.

Documents diplomatiques français relatifs aux Origines de la Guerre de 1914 (1^{re} série).

Journal officiel, Débats parlementaires.

Livre Jaune, *Affaire du Tonkin*, 1^{re} partie (1874, déc. 1882) ;
2^e partie (déc. 1882-1883).

2^o OUVRAGES.

BAUDE DE MAURELEY (Charles) : *Le Commandant Rivière et l'expédition du Tonkin*, Paris, 1884.

BILLOT (Albert) : *L'affaire du Tonkin*, Paris, 1888.

BONFILS (Henri) : *Manuel de droit international public*, Paris, 1912.

BOUCHET (Emile) : *Rapport fait au nom de la 2^e Commission des pétitions, sur la pétition du St. Jean Dupuis, citoyen français demeurant à Han-Kou (Chine)*, 14 juin 1879, Versailles, Chambre des Députés, 2^e législature. Session de 1879, n^o 1519.

BOUINAI et PALLU : *L'Indochine française contemporaine*, 2^e édition, 2 vol.

— *La Basse-Cochinchine et les intérêts français en Indo-Chine*, Rouen, 1884.

— *La France en Indochine*, Paris, 1885.

CORDIER (Henri) : *Le Conflit entre la France et la Chine, étude d'histoire coloniale et de droit international*, Paris, 1883.

— *A narrative of the recent events in Tong-King*, Shanghai, 1875.

— *Le Consulat de France à Hué sous la Restauration*, Paris, 1884.

- *La politique coloniale de la France au début du Second Empire*, Leide, 1911, 1 vol.
- *Histoire des relations de la Chine avec les puissances occidentales*, Paris, 1901-1902, 3 vol.
- *Mélanges d'histoire et de géographie orientales*, Dijon, 1922.
- DEBIDOUR (Antonin) : *Histoire diplomatique de l'Europe, 1814-1878*, Paris, 1891, 2 vol.
- DESCHANEL (Paul) : *La question du Tonkin*, Paris, 1883.
- DEVÉRIA : *L'Histoire des relations de la Chine avec l'Annam-Viêtham*, Paris, 1880.
- DRIAULT (Edouard) : *La question de l'Extrême Orient*, Paris, 1908.
- DUBOIS (M.) et TERRIER (A.) : *Un siècle d'expansion coloniale*, Paris, 1900.
- DUCHÊNE (Albert) : *La politique coloniale de la France*, Paris, 1928.
- DUPUIS (Jean) : *La Conquête du Tong-Kin par vingt-sept Français commandés par Jean Dupuis*. Extrait du *Journal de Jean Dupuis*, par Jules Gros, Paris, 1880.
- *L'intervention du contre-amiral Dupré au Tong-Kin*, Paris, 1885.
- *Les origines de la question du Tong-Kin*, Paris, 1896.
- *L'ouverture du Fleuve Rouge au commerce et les événements du Tong-Kin, 1872-1873*. *Journal de Voyage et d'expédition* de J. Dupuis, Paris, 1879.
- *La pacification du Tong-Kin*, Paris, 1886.
- *Pétition adressée à MM. les Députés. Mémoire et documents à l'appui de la pétition présentée à l'Assemblée nationale par M. Dupuis (Au sujet de la découverte d'une voie de communication entre le Yunnan et la mer)*, Paris, 1876.
- *Le Tong-Kin et l'intervention française* (Francis Garnier et Philastre), Paris, 1898.
- *Voyage au Yunnan*, Paris, 1877. Extrait du *Bulletin de la Société de Géographie*.
- DUTREB (M.) : *L'amiral Dupré et la conquête du Tonkin*, Paris, 1924.
- FAUCHILLE (Paul) : *Traité de droit international public*, 1922.
- FERRY (Jules) : *Tonkin et la mère-patrie*, Paris, 1890.

- FOIGHET (R.). — *Manuel élémentaire de droit international public*, Paris, 1915.
- FREYCINET (Charles de) : *La question d'Egypte*, Paris, 1905.
- GANNERON (E.) : *L'amiral Courbet, d'après les papiers de la marine et de la famille*, Paris, 1885.
- GARNIER (Francis) : *La Cochinchine française en 1864*, Paris, 1864.
- *De la Colonisation de la Cochinchine*, Paris, 1865.
- *Episode du Voyage d'exploration dans l'Indochine*, Paris, 1869.
- *Des nouvelles routes de commerce avec la Chine*. Extrait du *Bulletin de la Société de Géographie*, février 1872.
- *Voyage d'exploration en Indochine*, Paris, 1873.
- *Voyage d'exploration en Indochine*, Paris, 1885.
- GAUTIER (Hippolyte) : *Les Français au Tonkin, 1786-1883*, Paris, 1884.
- GOYAU (Georges) : *Les prêtres des Missions étrangères*, Paris, 1932.
- GUNDRY (R. S.) : *China and her neighbors*, London, 1893.
- HANOTAUX (G.) et MARTINEAU (A.) : *Histoire des Colonies françaises*, t. V, Paris, 1930-1932.
- HAUSER (H.) : *Histoire diplomatique de l'Europe*, 2 vol., Paris, 1929.
- HIPPEAU (Edmond) : *Histoire diplomatique de la III^e République, 1870-1889*, Paris, 1889.
- KERGARADEC (Le jumeau de) : *Rapport sur la reconnaissance du fleuve du Tonkin, 1877*, Paris.
- LACOUR-GUYOT (G.) : *La politique coloniale de la France*, Paris, 1926.
- DE LANESSAN (I.-L.) : *L'Empire d'Annam*, Paris, 1889.
- *L'expansion coloniale de la France*, Paris, 1886.
- LAUNAY (le P. Adrien) : *Histoire ancienne et moderne de l'Annam, Tong-King et Cochinchine, depuis l'année 2700 avant l'ère chrétienne jusqu'à nos jours*, Paris, 1884.
- *Histoire générale de la Société des Missions étrangères*, Paris, 1894, 3 vol.
- MARTINEAU (Alfred) : *Dupleix et l'Inde française*, Paris, 1927, 4 tomes.
- MASPERO (Georges) : *La Chine*, Paris, 1925.
- MAYBON (Charles B.) : *Histoire moderne du pays d'Annam (1592-1820)*, Paris, 1920.
- MESNY (William) : *Tungking*, London, 1884.

- MICHELLE (P.-L.) : *L'amiral Courbet au Tonkin*, Tours, 1901.
- MORSE (Hosea Ballou) : *The International Relations of the Chinese Empire*, London, 3 vol.
- NORMAN (C. B.) : *Tonkin or France in the Far East*, London, 1884.
- PIQUET (Victor) : *Histoire des Colonies françaises*, Paris, 1931.
- POUVOURVILLE (Albert de) : *La question d'Extrême Orient*, Paris, 1900.
- RAMBAUD (A.) : *Jules Ferry*, Paris, 1903.
- RHODES (Alexandre de) : *Les divers voyages et missions*, 1653.
- RIVIÈRE (Commandant) : *Correspondance politique du Commandant Rivière au Tonkin* (avril 1882-mai 1883). Publiée avec une introduction et des notes, par André Masson, Hanoï, 1933.
- ROBERTS (S. H.) : *History of the French Colonial Policy*, 1929, 2 vol.
- ROMANET DU CAILLAUD : *Histoire de l'intervention française au Tonkin, de 1872 à 1874*.
- SARZEAU (Commandant J.) : *Les Français au Tonkin. Récits de guerre*, Paris, 1895.
- SCHEFER (Ch.) : *D'une guerre à l'autre*, Paris, 1920.
- SEMALLÉ (Comte de) : *Quatre ans à Pékin* (août 1880-août 1884), Paris, 1933.

3^o PÉRIODIQUES.

- Annales de l'Ecole libre des sciences politiques* du 15 juillet 1895 au 15 janvier 1898.
- Bulletin de l'Ecole française de l'Extrême Orient.*
- Nouvelle Revue.*
- Revue des Deux Mondes.*
- Revue de droit international et de législation comparée.*
- Revue d'Extrême Orient.*
- Revue de Géographie.*
- Revue générale de droit international public.*
- Revue politique et littéraire* ou *Revue Bleue.*
- Revue scientifique.*
- T'oung Pao.*

- 1 清季外交史料 王希德編
- 2 清光緒朝中法交涉史料 故宮博物院出版
- 3 李文忠公全書 (內有奏稿、譯署函稿、朋僚
函稿、電稿等) 吳汝綸編
- 4 劉忠誠公奏疏 劉坤一
- 5 劉武垣公遺書 劉長佑
- 6 中法越南關係始末 邵循正著
- 7 續東華錄
- 8 張靖達公奏議 張樹聲
- 9 張文襄公奏稿及電稿 張之洞
- 10 澗子某奏議 張佩綸
- 11 請纓日記 唐景崧
- 12 東華錄
- 13 曾忠敏公遺集 曾紀澤
- 14 岑襄勤公奏稿 岑毓英

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION

L'installation de la France en Cochinchine..... 7-31

CHAPITRE	I. — Les premiers pionniers. Les missionnaires	7
	II. — Les premières relations commerciales	13
	III. — Les péripéties sous la Révolution et l'Empire.	17
	IV. — Les premiers établissements de la France en Cochinchine	25

PREMIÈRE PARTIE

L'origine de la question du Tonkin..... 32-62

CHAPITRE	V. — L'exploration du Mékong (1866-1868).....	32
	VI. — Les tentatives par J. Dupuis d'ouvrir la voie du fleuve Rouge	38
	VII. — L'intervention de l'amiral Duperré.....	47

DEUXIÈME PARTIE

Les Traités de Saïgon..... 63-76

CHAPITRE	VIII. — Le traité politique franco-annamite du 15 mars 1874	63
	IX. — Le traité commercial franco-annamite du 31 août 1874	74

TROISIÈME PARTIE

La Chine et l'Annam..... 77-92

CHAPITRE	X. — La suzeraineté chinoise	77
	XI. — Les premiers pourparlers franco-chinois.....	82

QUATRIÈME PARTIE

La situation au lendemain du traité de Saïgon..... 93-109

CHAPITRE XII. — Du côté français.....	93
XIII. — Du côté chinois	99

CINQUIÈME PARTIE

La première étape des négociations franco-chinoises.. 110-169

CHAPITRE XIV. — Changement d'orientation politique en France.....	110
XV. — La démarche du marquis Tseng	114
XVI. — Le « fâcheux » incident de Hanoi.....	133
XVII. — Les répercussions de l'incident de Hanoi....	140
XVIII. — L'échec du premier accord franco-chinois..	148

SIXIÈME PARTIE

La deuxième étape des négociations franco-chinoises. 170-210

CHAPITRE XIX. — La négociation entre Li Hong-tchang et Tri- cou à Changhaï	170
XX. — La discussion de la zone neutre	191
CONCLUSION	211
APPENDICE.....	213
BIBLIOGRAPHIE	221

